
COURT

INTERMÈDE DE CHARME

AU MILIEU DE L'HORREUR

Dimanche 1^{er} juin.

Depuis trois ou quatre jours, je suis en service sur la côte de la mer du Nord, pour des questions de défenses anti-aériennes, circulant de Boulogne à Calais et Dunkerque, en ce moment très bombardés. Il fait un temps exquis et rare; sur les plages de cette mer froide, les jours se suivent, tièdes et lumineux, comme si l'on était au bord de la Méditerranée; tout est éclairé en splendeur, et jamais mois de juin n'a commencé dans un rayonnement plus pur.

J'ai dormi cette fois à Dunkerque, — bien entendu, dormi sur le qui-vive, — à l'hôtel des Arcades; mes fenêtres aux vitres cassées donnent sur la grande place où trône la statue de Jean Bart, et toute la nuit, au-dessus de ma tête, ces grosses phalènes bourdonnantes que sont nos avions de veille ont dansé leurs rondes dans le ciel plein d'étoiles. A présent une fraîche lueur un peu rose envahit lentement ma chambre; l'heure de la mort est donc vraisemblablement passée; l'ennemi nous aura sans doute épargnés au moins jusqu'à demain. Il doit être quelque chose comme quatre heures; l'aube d'un

dimanche de juin sans nuages se lève en silence sur la ville, qui va enfin reposer quelques instants dans une délicieuse paix, et les grandes phalènes nocturnes, leur garde finie, s'éloignent, redescendent vers leurs dortoirs; dans l'air léger qui s'éclaire, on ne les entend plus qu'à peine.

Mais tout à coup voici les sonorités toutes neuves de la pointe du jour affreusement déchirées par le plus sinistre des cris que le monde ait jamais connus; aucune bête, ni le lion, ni l'éléphant même n'approchent de la puissance de cette voix-là; en gémissements chromatiques, cela monte, cela redescend et cela remonte; on dirait la fureur ou l'agonie de quelque monstre géant... Avant d'avoir compris, rien que d'avoir entendu, on est glacé et les cheveux se dressent... Ah! oui, on sait ce que signifie l'aubade; c'est la grande sirène d'alarme qui nous la chante, et cela veut dire : « La mort, la mort, voici la mort qui arrive là-haut dans l'air! La mort, la mort, qui va passer sur vos têtes! » Et aussitôt, de tous les côtés à la fois, éclate le tonnerre tout proche de l'artillerie. Ils n'ont pas fait traîner la riposte, nos canonniers veilleurs. Maintenant donc c'est devenu soudain une bacchanale d'enfer, mais dominée toujours par ce même gémissement initial qui avait tout déclenché, et on a envie de crier à la sirène : « Non, assez! on a compris, faites-nous grâce, on aime mieux mourir que de subir tout le temps ce cri-là! » J'ai entendu beaucoup de sirènes dans ma vie, et aujourd'hui, hélas! tous les Parisiens ont dû s'y habituer, mais le cri le plus horrible qui reste dans ma mémoire est toujours celui de Dunkerque.

L'alerte a été courte. Les gentils oiseaux boches ont pris la fuite. Tout est redevenu calme et silencieux, comme pour fêter le beau soleil qui se lève. Il y a seulement ça et là, sous les décombres encore pantelants, des gens qui sont morts, d'autres qui râlent, des femmes, des vieillards, de pauvres tout petits dans des berceaux, — et c'est là une de ces nouvelles formes de guerre inaugurées par la haute culture allemande.

Je comptais passer mon dimanche à visiter les D. C. A. d'alentour. (En français, D. C. A., cela se dit défenses contre avions.) Mais un cycliste arrive de Belgique, m'apportant une enveloppe timbrée aux armes des souverains martyrs : l'audience

que j'avais demandée, par ordre de mon général, à S. M. le roi Albert et que je n'attendais que pour demain, m'est accordée aujourd'hui même.

Quand j'avais fait, en 1913, par la nuit noire et la neige, ce chemin de Dunkerque à la villa du roi, qui m'eût dit que, plus de deux ans après, je le referais encore en pleine guerre!...

Aujourd'hui, tout respire la joie, malgré la mitraille et l'horreur qui sont là si proches. Il fait beau, radieusement beau, invraisemblablement beau, et il n'est guère d'angoisse qui résiste à la gaieté rayonnante du soleil de juin. Et puis, c'est dimanche, et ce jour qui, dans les villes, est si fastidieux, prend dans les villages un petit attrait quand même, au milieu des bonnes gens dans tous leurs atours. A travers des paysages de dunes, à travers d'immenses plaines sablonneuses, la route s'en va, bordée de petits arbres aux verdure neuves et claires; des jeunes filles naïvement endimanchées, un brin de giroflée au corsage, s'y promènent en compagnie de soldats très mélangés, des Français, des Belges, des Anglais, des Hindous; on entend toujours au loin la canonnade barbare, mais elle arrive à peine à évoquer l'idée de la mort, en cette journée rare où l'on ne pense qu'à la vie; on sent que tout cet humble monde, rencontré en chemin, a voulu faire trêve à ses anxiétés, à ses terreurs, et souhaiterait s'amuser un peu sous le ciel du printemps. De frontière, il n'y en a plus; depuis que l'intimité s'est faite entre nos deux pays, on passe, sans s'en apercevoir, de l'un à l'autre; si l'on ne voyait ça et là, sur les auberges, des enseignes en langue flamande, on se croirait encore en France.

Après trois quarts d'heure d'auto, j'arrive au village où les souverains se sont réfugiés, sur un dernier lambeau de leur Belgique saccagée, et voici les villas royales sur les dunes, tout au bord de cette mer qui sommeille.

Dans le salon modeste où l'on me fait entrer d'abord, j'entends venir d'une pièce voisine le plus imprévu et le plus drôle de tous les tapages; on dirait la récréation d'une école très nombreuse, des rires et des cris d'enfants, des sauts, des chansons; je crois même que l'on danse des rondes, sur un vieil air flamand chanté en chœur par une quantité de petites voix cocasses.

Très modeste aussi le salon où S. M. le roi Albert me reçoit,

avec sa cordiale bienveillance et sa parfaite bonne grâce. Quand je me suis acquitté de la mission dont j'étais chargé par mon général, Sa Majesté me dit, pour charmante formule de congé : « Vous aviez aussi demandé à voir la Reine. Venez, je vais vous conduire auprès d'elle. » Nous sortons alors dans l'enclos, moitié jardin très pauvre en fleurs, moitié petit parc où les pas s'étouffent dans le sable des plages et que surchauffe aujourd'hui l'étonnant soleil. La Reine, tout de suite je l'aperçois là-bas, entourée, submergée dirai-je presque, par une centaine de très jeunes enfants. Il y a seulement quatre grandes personnes, au milieu de cette foule de tout petits : elle, la Reine, qui est la svelte silhouette bleue, toujours ne ressemblant à aucune autre ; sa dame d'honneur vêtue de jaune-pensée, et deux bonnes sœurs aux aspects archaïques. Sa Majesté daigne faire quelques pas à ma rencontre, comme vers quelqu'un de déjà connu, et rien ne pouvait me toucher davantage. J'avais presque une appréhension de cette entrevue, comme chaque fois qu'il s'agit de retrouver des êtres, ou des lieux ou des choses dont on a été particulièrement charmé jadis. Mais non, Sa Majesté me réapparaît aussi exquise et jeune, dans son costume simple en mailles de soie bleue, les cheveux emprisonnés dans une sorte de petit turban, en gaze également bleue qu'attache une épingle à tête de saphir. Mais le bleu qui éclipse tous les bleus, c'est toujours celui de ses yeux limpides.

Les petits enfants vont s'en aller, paraît-il ; c'est eux, bien entendu, qui menaient ce beau tapage quand je suis arrivé : cinquante petites filles aux costumes tous pareils, cinquante petits garçons en uniforme de soldat formant une armée lilliputienne. Orphelins de la guerre, tous, échappés par miracle aux tueries boches, ils font partie de cette légion de petits abandonnés que la Reine a recueillis pour filleuls et pour qui Elle a fondé des pensionnats, dans des lieux abrités, — ou à peu près, autant que possible enfin, — abrités des obus barbares. Tous les dimanches, des voitures lui en apportent une centaine, qui à tour de rôle viennent passer ici une journée de grande liesse, à manger des gâteaux, boire du chocolat, danser, chanter, se rouler sur les dunes et faire des pâtés de sable. Donc, c'est l'heure pour eux de repartir, et les deux religieuses les mettent en rang ; elles sont plutôt vilaines et vulgaires, les pauvres, surtout auprès du fin visage de Sa Majesté, mais quand même.

sympathiques avec leur air joyeux et leurs braves yeux candides; je les soupçonne fort du reste d'avoir chanté les rondes, elles aussi, et peut-être même de les avoir dansées. Les petites filles, avec une révérence, disent à la Reine: « Bonsoir, Majesté! » Les petits soldats lilliputiens font au Roi le salut militaire en lui disant: « Bonsoir, Sire! » Et ils partent, entonnant une chanson de route, que l'on continue d'entendre en decrescendo, à mesure que s'éloignent les voitures qui les emportent.

— Maintenant, me dit la Reine, je vais vous recevoir dans ma maisonnette de bois.

Et je la suis, avec la dame d'honneur, dans une de ces cabanes démontables en planches de sapin qui, en moins de Jeux heures, peuvent être transportées d'un lieu à un autre comme les tentes des nomades. Entre des bosquets rabougris, que d'habitude le vent de la mer tourmente, c'est sur le sable qu'elle est posée cette fois, la cabane royale, et il y a tout autour une plate-bande de fleurs de printemps, maigres giroflées surtout, que l'on a réussi à faire pousser là à force de bonne volonté.

En dedans de la maisonnette, c'est un enchantement de simplicité distinguée, de coloris discret et raffiné; elle est entièrement tendue de soies persanes bleues très légères, dont les grands dessins, rehaussés d'un peu de rose, représentent des portiques de mosquée. Comme meubles, rien qu'une table à écrire et des divans avec des coussins de nuances très claires aux dessins étranges, très simples aussi, mais jamais vus. J'étais sûr que le bleu dominerait dans le réduit intime de cette Reine, que, trop irrévérencieusement peut-être, quand je pense à elle, je désigne ainsi en moi-même: la Reine bleue. Et combien cela lui ressemble aussi, maintenant, hélas! qu'elle n'a plus de palais, de se complaire dans cette cabane délicieuse, mais si modeste, plutôt que dans ces villas de hasard, meublées au goût de n'importe qui!

La porte est restée grande ouverte sur le jardin sablonneux, sur les arbustes d'essences marines, et là, quand je suis assis en face de Sa Majesté, l'honneur m'est accordé d'une longue causerie tranquille, dans le grand silence des entours, à l'ombre du toit frêle, avec le sentiment du chaud soleil de juin qui resplendit dehors. Comme par un accord tacite, nous ne disons rien des angoisses de l'heure, pas plus que si les Barbares

n'étaient pas là tout près, saccageant nos patries. Aujourd'hui, non, il fait trop beau, trêve à la souffrance pour une fois, évadons-nous un peu de l'horreur, parlons de choses passées, ou de choses lointaines...

A un moment donné, la Reine avait ramené la conversation sur Bénarès et les religions hindoues, quand tout à coup, devant la porte ouverte, un chat passe comme une flèche, un gros chat noir qui détale ventre à terre et semble au comble de la terreur. Ah! il y avait de quoi, le malheureux : la maréchaussée est à ses trousses! Un gendarme, qui lui court après, passe aussitôt derrière lui, à toutes jambes, en se frappant dans les mains pour faire le plus de bruit possible... Alors la Reine ne peut s'empêcher de rire, — c'était si imprévu ce bruyant épisode chatique au milieu de nos songeries profondes sur le brahmanisme! — et, se rappelant sans doute que je suis un chevalier servant des chats : « Rassurez-vous, me dit-elle, en riant toujours, on ne leur fait jamais de mal; non, pour seulement. C'est qu'ils viennent ici, tous ceux du village, pour dénicher nos rossignols. Aussi me suis-je vue obligée de prier le bon gendarme de service de ne pas manquer de leur donner la chasse. »

Pauvre charmante Reine, qui entend la nuit, sans broncher, d'infinales musiques de mort, comme on la comprend de défendre au moins les rossignols qui lui font des sérénades ou des aubades avec leurs petites voix de cristal! Et combien sont touchantes et jolies les fantaisies presque enfantines de cette souveraine au courage si viril, qui n'a pas une minute déserté son poste terrible, qui jamais ne faillit à son devoir écrasant et qui, dans les tranchées de première ligne, au milieu de ses soldats, affronte le fer et le feu, avec la plus tranquille audace!

— Je vais vous montrer notre petit bois aux rossignols, me dit Sa Majesté quand l'audience est finie. Je vais vous faire passer par là pour vous en aller.

Nous nous engageons donc dans les gentils sentiers étroits, où l'on ne peut marcher que deux de front; la dame d'honneur m'a gracieusement cédé la place aux côtés de Sa Majesté et se contente de marcher à deux ou trois pas derrière nous. On sent que cette reine dépossédée, qui avait pourtant des parcs aux arbres de haute futaie, s'est prise d'affection pour ces petits

chemins d'exil, qui sont presque sa seule promenade depuis trois années. Les arbres grêles, qui jaillissent par touffes du sol de sable, n'ont guère qu'une taille d'arbuste, trois mètres de haut, et ils nous donnent à peine de l'ombre. Mais il est quand même adorable, ce bois, adorable d'être enclos et d'avoir gardé son air sauvage, adorable précisément d'être si petit, si rabougri, tourmenté par les rafales marines, d'être une rareté sur ces plages, d'avoir poussé là si exceptionnellement et comme exprès pour les promenades d'une reine martyre.

— Vous faites très bon effet, avec vos deux bleus qui s'harmonisent, nous dit en riant la comtesse de C., la dame d'honneur. (Pourtant je n'ai, moi, que le banal bleu-horizon du drap militaire.)

— Vous, madame, lui dis-je, vous devez être éminemment coloriste, car je suis bien sûr que ce costume d'un si joli jaune-pensée, vous l'avez choisi pour faire valoir le bleu de Sa Majesté.

Puisque tout me charme ou m'amuse aujourd'hui, je suis content de savoir que je ne fais pas tache dans ces sentiers, avec mon bleu « qui s'harmonise. » J'ai même plaisir à entendre le petit cliquetis métallique de mon sabre, dont je m'étais déshabitué et qui me rappelle des années plus jeunes... (Depuis la guerre, nous ne portons plus cet objet de parade, mais on sait que, devant des souverains, il est incorrect de paraître sans arme.)

Avec quelle simplicité et quelle grâce juvénile la Reine, en passant, écarte tout doucement les branches, pour me montrer des nids de rossignols : « Voyez, dit-elle, comme ils sont confiants, nichés si bas ! »

— Le mois prochain, dit encore la Reine, le bois sera plein de grandes fleurs jaunes que j'aime beaucoup... Ah ! justement en voici une tige.

Elle se baisse pour la cueillir et me la montrer : « Tenez, connaissez-vous cela ? »

Ah ! si je connais cela ! mais c'est une fleur de mon enfance, qui abonde sur les plages de mon île d'Oléron, espèce de large mauve en satin jaune pâle, qui embaume discrètement. Je suis ému de la retrouver ici, cette fleur de mon pays, entre les mains de la Reine.

Cette promenade si courte, si éphémère et si impossible à

renouveler jamais, a pris pour moi quelque chose d'enchanté. Elle va finir d'ailleurs, hélas ! Il ne nous reste peut-être plus qu'une trentaine de mètres de sentier à parcourir, entre les arbres grêles et gracieux. Après, tout de suite après, il y aura les sables, et la grille, et la porte par où je m'en irai.

A l'orée du bois, la Reine bleue prend congé, se dirige vers la villa, et la dame d'honneur jaune-pensée a la bonté de faire quelques pas de plus pour venir jusqu'à cette grille où mon auto m'attend. Cependant nous nous retournons d'instinct, l'un et l'autre, pour suivre des yeux, avec un même sentiment d'admiration religieuse, la svelte silhouette royale qui s'éloigne à pas lents sur le sable; elle s'en va, la tête penchée, comme reprise tout à coup par les réalités effroyables, sans doute parce que le soleil décline et qu'elle subit comme nous la décourageante mélancolie de cette décroissance de la lumière : la nuit va venir, pleine de surprises et de dangers pour elle, malgré les trilles éperdus de joie que lui feront bientôt, pardessus le grondement de l'artillerie, ses petits protégés chanteurs. Et moi, je m'en retourne à Dunkerque, où je suis sûr de réentendre tout à l'heure l'horrible voix de la grande sirène d'alarme.

PIERRE LOTI.

UN SOLDAT DE VERDUN

RAYMOND JUBERT

I

Aucune guerre n'aura, au même degré que celle-ci, suscité le témoignage écrit des combattants. Elle ne dure que depuis quatre années et déjà elle comporte, du moins chez nous, une littérature aussi démesurée qu'elle-même. C'est là un phénomène très nouveau, qui s'explique par une nouveauté correspondante dans le recrutement des armées. Le soldat de métier qui les composait jadis n'était que soldat. Son intelligence, le plus souvent, restait strictement professionnelle. Stendhal, pourtant si fier d'avoir porté l'uniforme, reprochait à ses compagnons de la retraite de Russie ce manque d'ouverture dans l'esprit. Il les appelait des manches à sabre, bien injustement, semble-t-il, car ceux de ces héros qui se sont racontés, sur le soir de leurs jours, nous ont révélé, chez eux et chez leurs camarades, une très haute qualité d'âme. Mais cette vie intérieure demeurait d'habitude aussi inconsciente qu'inexprimée chez ces hommes dressés à la discipline de la caserne, sévèrement et uniquement. Il n'en va plus ainsi dans les armées d'aujourd'hui. Le service universel jette au champ de bataille, avec la mobilisation, un immense afflux d'hommes pour lesquels la « servitude militaire » n'a été qu'un épisode passager, et qui ont grandi, qui se sont développés dans toutes les libertés du travail civil. Ce sont des avocats et des ingénieurs,

des savants et des professeurs, des gens de lettres et des artistes, des agriculteurs et des ouvriers, des commerçants et des industriels. La veille encore, ces soldats improvisés menaient l'existence détendue et comblée qu'une civilisation plusieurs fois séculaire procure à ses héritiers. Voici qu'ils passent, sans transition, du bien-être, de l'indépendance, de la sécurité, au besoin et à l'effort physique, à l'obéissance passive et au danger. Pour les intellectuels surtout, le changement est total. Hier ils pouvaient compliquer à leur fantaisie le jeu de leur pensée. Aujourd'hui elle leur devient, comme aux animaux, un outil dont l'emploi leur représente, en face de l'ennemi, une question de vie ou de mort. Ils doivent l'appliquer au petit fait immédiat, le plus momentané, le plus insignifiant : un point dans l'espace, un pli de terrain, un bouquet d'arbres, comme le sauvage lancé sur une piste. Un tel déplacement du plan de l'intelligence ne s'accomplit pas dans un automatisme irrésistible. Nos gens ont beau s'adapter vite à cette direction inattendue de leur activité, il est impossible qu'ils ne subissent pas un sur-saut de leur être intime. Qui dit adaptation ne dit pas abolition. Ce qu'il était dans la vie civile, ce soldat de rencontre le reste en partie dans sa vie militaire. Deux personnalités coexistent en lui, la plus récente comme greffée sur la plus ancienne. De là, dans les armées de ce type, cet esprit critique et qui rend plus délicat le rôle du chef, obéi, suivi, mais jugé. De là cette nécessité pour le gouvernement de surveiller avec grand soin le moral du pays. Les attaches des combattants et du milieu familial ne sont pas rompues assez complètement pour que l'Avant ne subisse pas sans cesse le contre-coup des opinions de l'Arrière. De là aussi, pour en revenir à la remarque de tout à l'heure, cette abondance des témoignages écrits.

Leur foisonnement atteste leur spontanéité. C'est un excès d'impression qu'ils manifestent. Par la lecture, par la conversation, par le théâtre, par les examens, par tous les plaisirs et tous les devoirs de leur jeunesse amusée ou studieuse, beaucoup de ces soldats s'étaient accoutumés à s'étudier, à s'analyser constamment. Comment ceux d'entre eux qui se sentaient un don d'écrire, même très faible, résisteraient-ils, traversant des heures d'une intensité souveraine, à la tentation de les noter, de les approfondir encore en les enregistrant ? Celui-ci a tenu un journal. Cet autre s'est épanché dans une cor-

res pondance avec les siens. Les éléments d'un livre sont là, tout trouvés, et de même qu'un soldat s'est greffé sur le civil, un chroniqueur de la guerre se greffe un jour sur le soldat.

Certes, ces livres de guerre sont d'une valeur bien inégale. Ne regrettons pas leur abondance. Même les médiocres ont cette vertu d'avoir été rédigés d'après nature. Nous leur devons de participer du moins en esprit à l'héroïque martyre des innombrables sacrifiés qui nous sauvent, nous, la France d'aujourd'hui, et nos petits-neveux, la France de l'avenir. A ces narrateurs de la Marne, de l'Yser, d'Ypres, de la Champagne, il faudrait savoir gré, quand leurs écrits ne serviraient qu'à nous imposer un respect plus ému et plus reconnaissant pour les survivants d'une défense qui a renouvelé, quatre ans durant, l'exploit des Thermopyles : « Passant, va dire à Sparte... » Chacun de ces narrateurs est à la fois le Spartiate des Thermopyles et ce passant-là, dans lequel l'épithaphe antique saluait un messager de l'honneur national. Et puis, il arrive que ce soldat qui témoigne pour ses frères de tranchée, et pour lui-même, est un écrivain de race. Alors ces feuillets où il a consigné ses souvenirs, au fond d'une cagna quelquefois entre deux assauts, sur une table d'hôpital d'autres fois, entre deux pansements, au dépôt entre deux citations, deviennent une œuvre, au sens plein du mot, et qui prendra rang dans la série des beaux livres laissés par nos mémorialistes, une des fiertés aussi de notre tradition française.

II

Dans la mesure où de pareilles affirmations sont permises, je crois bien que tel est le cas pour les pages que l'on va lire. Elles portent simplement comme titre : *Verdun — mars, avril, mai 1916*. Leur auteur était sous-lieutenant dans un des régiments d'infanterie qui, pendant ces mois tragiques, ont contenu, puis repoussé la ruée allemande. Il a fini de mettre ces notes au clair à l'hôpital maritime de Brest, où il était en traitement, un an plus tard. Il les a datées de mai 1917. Le 26 août suivant, il se retrouvait devant ce même Verdun.

C'était à l'aube. Sa section devait attaquer à cinq heures. Quelques instants avant le signal, l'officier donnait à ses hommes ses dernières instructions qu'un d'entre eux a rap-

portées : « Encore vingt minutes, mes enfants, et l'on part. Cent mètres à faire d'ici la tranchée boche. Ayez soin de vous tenir en liaison à droite et à gauche. Quand vous serez dans la position, il faudra la consolider à cause de la contre-attaque. Je ferai avoir la croix de guerre à tous ceux qui ne l'ont pas, et j'ai une bouteille et demie de gnole à distribuer après l'attaque... Cinq heures! Mes amis, rappelez-vous que vous êtes de la 11^e. Du courage, et en avant!... » Tous s'élancent. L'objectif, la tranchée du Chaume, est atteint en quinze minutes. C'est alors que le sous-lieutenant, debout sur le parapet, tombe frappé d'une balle à la tête. Il est tué du coup. Un sergent le ramasse. Blessé lui-même, il doit abandonner le corps qui n'a pas pu être retrouvé. Le 10 septembre, M. le général Guillaumat mettait le sous-lieutenant à l'ordre du jour de la deuxième armée en ces termes : « Officier de devoir dont la bravoure et l'audace allaient jusqu'à la témérité, et sachant par son exemple et sa parole surexciter tous ceux qui l'entouraient. Le 26 août, devant Verdun, après une période de travaux pénibles en première ligne sous le bombardement, a conduit sa section dans des conditions difficiles à l'assaut de la position allemande. Tué glorieusement en arrivant sur la position. » Ce héros ne servait que depuis le mois de décembre 1914, époque où il était parvenu, quoique réformé, à se faire accepter comme engagé volontaire pour la durée de la guerre. Il avait été promu officier dès 1915. Le résumé de sa brève carrière tient dans ces quelques lignes : une citation à la division, une au corps d'armée, deux à l'armée, trois citations collectives dont deux avec sa compagnie et une avec le régiment, la croix de guerre avec deux palmes, une étoile d'or, une étoile d'argent, la fourragère, la croix de la Légion d'honneur. Il avait fait l'Argonne, la Champagne, Verdun, la Lorraine, la Somme, l'Aisne et la Marne. Il avait été blessé en Argonne et sur l'Aisne. Il avait trois brisques de blessures et trois de présence au front. Il avait vingt-sept ans. Il venait de se fiancer. Dans la vie civile, il s'appelait maître Raymond Jubert et il était inscrit comme avocat au barreau de Reims.

Ces états de service de l'auteur de *Verdun* sont la meilleure préface à ce récit. Ils en garantissent la sincérité. C'est le cas de rappeler le mot fameux de Pascal : « Je ne crois qu'aux miracles dont les témoins se feraient égorger. » Pour mieux

situer ce témoignage, il faut préciser la nature des préoccupations de son auteur avant cet engagement volontaire de 1914. On verra que Raymond Jubert est vraiment représentatif de ce soldat écrivain dans lequel je crois reconnaître un des types nouveaux de l'armée actuelle. Il s'apparente par plusieurs points à un Vigny, à un Vauvenargues. Mais ceux-ci étaient des gentilshommes destinés à l'épée par leurs traditions de famille, au lieu que Raymond Jubert, né à Charleville dans un milieu d'usines, semblait mal préparé par ses hérédités et par son éducation à la besogne périlleuse et sanglante dont il aura été un si brave ouvrier. Sans doute Charleville est sur la Meuse, et la frontière toute voisine, mais une frontière amie, celle de la Belgique. C'est bien ici une de nos marches, mais une marche d'industrie, une marche pacifique, si l'on peut dire. Aussi l'enfant, sur les bancs du collège, rêve-t-il d'un métier qui suppose la paix. Il fait ses études, qui sont brillantes, à l'Institution libre de Saint-Remy. En même temps qu'il s'y pénètre de convictions religieuses qui ne le quitteront plus, il s'y sature d'humanisme. L'appétit d'écrire s'éveille en lui. Il veut être poète. A quatorze ans, il envoie à François Coppée des vers que j'ai sous les yeux. J'en transcris la dernière strophe à laquelle la matinée du 16 août 1917 donne une signification de présentiment :

Pour cela, nous suivrons l'exemple de nos pères,
Et, portant fermement le drapeau, nous irons
Défendre notre foi, le pays et nos frères,
Et s'il le faut, nous périrons.

Au-dessous de ces vers, le poète a signé, de son écriture nerveuse, en faisant précéder son nom de cette devise : *Salus Patriæ suprema lex*. Mais le mince recueil qu'il publiait deux ans plus tard, sous un pseudonyme : *Jeunesse fervente*, le prouve, le futur combattant de Verdun se dessinait en imagination un tout autre avenir que celui d'un chef de section menant ses « biffins » à l'assaut d'une tranchée boche. Cette plaquette est dédiée à M^{me} la comtesse Anna de Noailles, et l'admiration témoignée ainsi à la jeune et géniale poète du *Cœur innombrable* révèle avec quelle ardeur le rhétoricien de Charleville épiait déjà le mouvement de la littérature contemporaine. Cette ardeur littéraire, ni les études de droit qui sui-

virent le collège, ni le stage chez l'avoué ne l'avaient refroidie. Témoin le sujet de thèse qu'il avait choisi pour son doctorat, conciliant ainsi ses goûts poétiques et les exigences universitaires : « les idées politiques de Lamartine... » Témoin la liste de ses projets de travaux retrouvée dans ses papiers. J'en transcris quelques titres qui décèlent la fièvre d'ambition intellectuelle, si révélatrice, dont est consumée la jeunesse des écrivains-nés, — un roman en quinze volumes : *Jean Malleterre*, le premier épisode devait s'appeler : *le Sculpteur aux mains brisées*; — des pièces de théâtre : *Comédiens*, *le Vieil homme*, — *les Autres*, *les Usuriers de l'amour*, *le Carrefour des douleurs* ou *l'Étranger*; — un recueil de vers : *Le livre des jeux de la mort*; — d'autres romans : *Liliatica via*, *Per mortem veritas*, *Ames du siècle*. A côté de ces projets, je relève des règlements de travail. Cette recherche de la meilleure méthode est un autre indice, très significatif, de la vocation qui se cherche. Ce passionné scrupule d'employer au mieux ses forces d'esprit dans le domaine des Lettres, accompagnait Raymond Jubert à travers son autre métier. Au fort de la guerre, en avril 1917, et tout près de sa fin, il se traçait ce programme : « Huit jours de lecture; huit jours de méditation sans écrire; huit jours de notations brèves; huit jours de méditations écrites; quinze jours d'œuvres soutenues... » Les noms de maîtres à étudier suivaient, parmi lesquels je relève ceux de Dante, de Musset, de Baudelaire, de Pascal, de Vigny, de Balzac, et, pour finir, celui du Vinci. Ce seul détail suffirait pour caractériser la haute intellectualité du jeune homme qui rangeait parmi ses patrons le subtil et puissant Léonard, cet Aristote créateur dans lequel s'incarne l'Idéal suprême et peut-être chimérique de l'artiste moderne : comprendre la nature et la reproduire!

III

Revêtez maintenant ce méditatif d'un uniforme. A ce délicat, dont la sensibilité s'est aiguisée par un repliement quotidien, imposez le plus dangereux, mais aussi le plus sacré des devoirs : la défense à main armée de son pays envahi. Jetez-le, pendant des mois, au plein d'une mêlée comme l'humanité n'en a pas connue. Quel déconcertement, croyez-vous! Quel désarroi!... Mais non. Dès les premières lettres que l'avocat

transformé en officier adresse à sa famille, il apparaît si calme, si maître de lui, si entièrement adapté à l'effrayante aventure ! « Il n'y a que le danger, » écrit en mai 1915 le soldat de cinq mois, « pour mettre les nerfs en place. J'avais l'esprit trop inquiet quand je n'avais aucune raison d'inquiétude... » De cette tranquillité, il donne lui-même le principe, quand il se décrit, reposant parmi les gémissements des blessés et l'éclatement des bombes, un soir de bataille : « Et bien vite, je m'endormis. Pourquoi pas après tout ? *Il suffit d'avoir la conscience tranquille*, et l'on est bien vite à l'aise, car les prêtres ne manquent pas ici... » Cette paix intérieure s'appuie sur une foi profonde et sur d'autres motifs encore. La nécessité nationale de la guerre n'a pas fait doute une seconde dans ce vrai Français qui répugne, par instinct autant que par discipline, au sophisme, et chez qui la culture ne s'est jamais tournée en corruption, parce qu'il est demeuré très droit de cœur. Ce raffiné d'esprit n'est pas un décadent. Pour raconter les premières affaires auxquelles il prend part, cet intellectuel ne cherche pas d'autres formules que celles qu'emploierait naïvement un briscard quelconque : « On nous avait fait entendre que *l'honneur du régiment était en jeu, et nous ne l'arons pas laissé perdre*. » Il se trouve, dans une harmonie complète, absolue, avec les simples qui l'entourent, et cela, naturellement, parce qu'il n'a jamais, depuis qu'il réfléchit, séparé la pensée et la vie. Il a toujours voulu que sa pensée, à lui, pût servir, et la véritable « union sacrée, » celle qui efface les distinctions sociales comme elle réconcilie les théories adverses, c'est la sincère poursuite de ce que nos pères appelaient d'un terme aussi sagement réaliste que vénérable : le bien du service. Un sentiment s'ajoute chez Raymond Jubert à cette règle d'acceptation, pour lui interdire toute révolte contre sa nouvelle existence. Il porte une tendresse émue à ses compagnons de sacrifice. Tout de suite ce bourgeois a senti la noblesse et la beauté de l'âme populaire, telle que la révèle l'épreuve suprême de cette longue guerre. S'il est tenté par le découragement, il regarde les illettrés, ses camarades, et il fait d'eux ses juges. « Il y a tant de réconfort... » dit-il à ses parents, « à voir dans quelle estime vos hommes vous tiennent... »

Cette estime dont il est fier, il la leur rend : « Bien rares sont ceux sur qui je pense ne pas pouvoir compter entièrement. » Il ne se contente pas de les regarder avec un respect viril

que chaque jour renouvelle. Un écho s'éveille en lui pour les plus intimes battements de ces cœurs obscurs. Il demande à sa mère qu'elle cherche pour les isolés des mairaines : « pour ces pauvres garçons, » ajoute-t-il, « à qui la moindre douceur d'une personne inconnue mettrait des larmes aux yeux. » Sentant ainsi qu'il était bien fait pour comprendre le mot sublime de mâle charité que lui dit dans le ravin d'Haudromont un capitaine Tizon dont le nom mériterait de ne pas périr, à cause de cette seule parole, Raymond Jubert était donc dans ce ravin, avec sa section, pour quelle besogne, le colonel ne le lui avait pas caché : « Vous avez là une mission de sacrifice. C'est ici le poste d'honneur où ils veulent attaquer. Vous aurez tous les jours des pertes, car ils gêneront vos travaux. Le jour où ils voudront, ils nous massacreront jusqu'au dernier. Et c'est votre devoir de tomber. » Quelle consigne, et qui écarte de ces « condamnés de la mort, » comme ils s'appellent eux-mêmes, jusqu'aux hommes de corvée ! « Ils nous arrivaient de nuit, » raconte Raymond Jubert, « moins soucieux de nos besoins que de leur sécurité, et le contrôle de leur charge leur semblant inutile, ils fuyaient au plus vite. » Le capitaine Tizon, lui, s'obstinait à les visiter tous les soirs. Il fallut, une fois, pour lui faire passage, déblayer la tête et l'abri écrasés par un obus. « Vous vous ferez tuer un de ces soirs... » lui disaient ceux qu'il venait visiter ainsi... « la route n'est pas sûre. » — « *Je veux que vous sachiez que vous avez encore des amis,* » répondait le capitaine avec un sourire dont on devine la magnanime pitié. Il fut tué en effet, mais un peu plus tard, à Raucourt. N'est ce pas le cas de répéter l'exclamation que l'héroïsme du brave d'Hautpoul arrachait à Marbot : « Quelle époque et quels hommes ! »

IV

Ce Verdun, auquel j'arrive enfin, abonde en détails pareils. Dans un projet de dédicace à ses généraux, Raymond Jubert définissait lui-même son livre une œuvre de résignation virile et de franchise triste. Il insistait : « Je ne prétends pas donner une idée générale de la bataille de Verdun... Notre action est si misérablement petite et restreinte dans d'aussi formidables événements !... Nos imaginations, dans un combat, se groupent

autour d'un point qui pour nous s'en fait le centre... Nous sommes en retard des renseignements que nous fournira un papier venu de Paris. » Il ajoute, non sans ironie : « Il nous faut l'attendre pour connaître nos âmes ! » Cette vérité sur la guerre, que les premiers acteurs du drame sont ceux qui en saisissent le moins les grandes lignes, Stendhal, dont je parlais, l'avait déjà démêlée, et, après lui, son élève Tolstoï. Aussi ont-ils raconté, l'un Waterloo, l'autre Austerlitz, par menus épisodes. A lire le *Verdun* du sous-lieutenant de la 11^e du 131^e, on sent qu'il manque pourtant un élément aux tableaux de ces maîtres. Ne montrer d'une bataille que des accidents isolés, pour ce motif que les combattants n'en voient pas d'autres, ce n'est pas la montrer vraiment. Il faut encore, — et ni Stendhal, ni Tolstoï n'y ont bien réussi, — rendre sensible le phénomène d'interpsychologie qui donne à cette bataille son unité vivante, qui en fait une personne morale. Si étrange que paraisse cette expression, comment en employer une autre ? Quand Napoléon disait : « L'armée de Wagram n'était déjà plus l'armée d'Austerlitz, » il signifiait que l'âme collective de ses soldats ne vibrait pas au même diapason dans les deux rencontres. D'où cette différence de physionomie qui distingue ces victoires, et qui ne tient pas seulement aux particularités de lieux, d'effectifs, de saison, de commandement, de résultat. C'est une caractéristique plus intime qu'il est malaisé de définir, mais que les intuitions de la légende discernent si bien ! La valeur du livre de Raymond Jubert est là, dans cette expression de l'inexprimable, dans ce « rendu » d'une réalité qui échappe à l'analyse. *Verdun*, c'est la bataille de l'infanterie, terrée, mitraillée, asphyxiée, et qui tient, qui tient toujours. C'est aussi la bataille des dévoués anonymes, des sacrifiés qui n'auront pas d'histoire, mais qui auront arrêté des canons avec des poitrines d'hommes ! Cette lutte à la fois indomptable et résignée, acharnée et lente, morne jusqu'à la détresse, exaltée jusqu'au sublime, dans la fange, parmi les trous d'obus, les décombres et les cadavres, les éclatements et les incendies, le sous-lieutenant de la 11^e nous la rend présente avec une vérité si poignante que l'on doit, par moments, s'arrêter de cette lecture. Elle fait mal. De songer seulement que cela s'est passé ainsi, que des hommes ont traversé cet enfer, et pour nous, serre trop le cœur. Cette suite de chapitres détachés, sans tran-

sition, donne à ce récit un halètement qui ensièvre. Aujourd'hui le secteur se bat sur la côte de Froideterre. Un autre jour, il occupe le ravin d'Haudromont. Ensuite il passe au Mort-Homme. Qu'importe l'endroit ! La tâche est toujours la même, celle qu'annonçait le général D..., lorsque, dans l'hôtel de ville de Verdun, il tenait à ses officiers le discours par lequel s'ouvre ce récit : « Messieurs, Verdun est menacé. Vous êtes à Verdun et vous êtes la brigade de Verdun... Je n'ai pas à vous cacher la vérité. Nous avons été surpris... Je n'ai pas à vous cacher les fautes. Nous avons à les réparer... Le secteur que nous prenons ? Un chaos... La vie qui nous y attend ? La bataille... Les tranchées ? Elles n'existent pas... Ne me demandez pas de matériel. Je n'en ai pas... Des renforts. Je n'en ai pas... Bon courage, Messieurs... » Connaissiez-vous dans toute l'histoire militaire une harangue où frémissent plus douloureusement la grande âme d'un chef donnant à des gens de cœur ce simple mot d'ordre : « Faites-vous tuer ! »

V

Et ils se sont fait tuer. — Comment ? Avec quelle endurance lucide ? Raymond Jubert va vous le dire après bien d'autres, mais avec un accent à lui. Ces deux années d'une terrible guerre n'ont étouffé ni l'artiste littéraire, ni le philosophe chez l'officier. Spontanément, sans recherche d'effet, il trouve sans cesse quand il veut fixer une scène, le trait juste, celui qui suffit, et il s'y borne. S'il y eut jamais un récit improvisé d'après nature, c'est celui-là, et il est précis, il est sobre, il se tient comme le plus composé des ouvrages. La sensation, directe, violente, brutale, y palpète à toutes les lignes, et en même temps un constant travail de réflexion dégage et précise ce que le narrateur appelle lui-même quelque part, d'un trait qu'Ernest Psichari, le martial visionnaire de *l'Appel des armes*, lui eût envié, « le mysticisme ardent de ces heures sombres. » Lisez le chapitre intitulé : « Un deuxième aspect du Mort-Homme, » et les pages sur le caractère de cette guerre de tranchées, qui commencent : « Le fantassin n'a d'autres mérites que de se faire écraser. Il meurt sans gloire, au fond d'un trou, et loin de tout témoin... » jusqu'à cette saisissante phrase : « L'armée aujourd'hui est une boue, mais

une boue vivante, et qu'animent des yeux. Ceci n'est pas moins grand... » Ce que l'officier de Verdun lit dans les yeux de ses camarades d'agonie, parce qu'il sent cette vertu habiter son propre cœur, c'est une sublime humilité. Plus de panache, plus d'éclat, plus de victoire radieuse sous le soleil triomphant, mais la mesquinerie, la médiocrité de l'effort quotidien côte à côte avec des milliers de frères, ensevelis aussi dans la même tristesse, en attendant qu'ils le soient sous la même terre, — cette terre dont ils sont vraiment les fils, — étant pour la plupart des paysans. Ils n'ont plus comme récompense que la conscience du devoir envers le sol que leurs pères et eux ont tant labouré. Ils ne pensent même plus qu'ils sont des héros. Leur grandeur est là, dans cette ignorance de leur grandeur, leur splendeur dans cette obscurité où ils s'abîment, et cette extrémité de tristesse, au même moment qu'elle donne à leur destinée un pathétique inégalé, constitue la plus émouvante preuve qu'un univers spirituel existe, postulé, exigé par ces innombrables sacrifices cachés; — à moins de supposer que dans ce monde où nous ne rencontrons pas d'*épiphénomène*, un *épiphénomène* existe, sans conséquence et sans signification, et que cet *épiphénomène* unique, soit l'homme lui-même.

Je viens de regarder l'image mortuaire du sous-lieutenant Raymond Jubert, — pauvre petit *memento* sur lequel il est représenté en face de son frère Maurice, disparu celui-là au plateau de Bolante en Argonne, à l'âge de vingt ans. Au-dessous du portrait de l'ainé, la piété de leurs parents a mis ces lignes, extraites d'une de ses lettres et consacrées à son cadet : « Si terrible qu'ait été pour nous le coup porté par la perte de notre cher Maurice, il faut y voir une espérance. L'essentiel en temps de guerre, ce n'est pas de survivre, mais, si l'on meurt, de mourir dans un acte de foi. » Et, au-dessous du portrait du plus jeune, se lisent ces autres lignes que cet enfant avait écrites, lui, à l'hôpital avant de partir pour le front. Elles attestent qu'il était vraiment du même sang que son aîné : « Combien il me serait pénible de finir sur un lit d'hôpital, au lieu de tomber au champ d'honneur, avec mes frères d'armes ! La mort ne m'effraie pas. Il faut y arriver tôt ou tard. Si je meurs, j'irai plus vite au ciel. » Chez l'un et chez l'autre, c'est la même certitude que le psychisme humain n'est

pas dans la nature comme un empire dans un empire, que l'esprit procède de l'esprit, la pensée de la pensée, l'amour de l'amour. « *Quod factum est in ipso vita erat. — Tout ce qui a été créé était vivant déjà dans ce qui l'a créé.* » Cette phrase de l'Évangile qui se lit à la fin de toutes les messes emporte avec elle cette affirmation qu'il y a une correspondance entre notre âme et la force souveraine d'où elle émane. Soyons donc assurés qu'en dehors de l'action immédiate et visible, tant de douleurs acceptées, tant d'existences offertes, tant d'holocaustes sanglants ont leur retentissement ailleurs. Je disais « l'enfer de Verdun, » et j'avais tort. J'entends Mgr Ginisly, l'évêque de la ville martyre, protester : « Non ! » s'est-il écrié dans un de ses discours : « Non, chers soldats, non, chers exilés, ce n'est pas l'enfer... Dites plutôt que c'est le calvaire de Verdun ! Car c'est là que s'opère le salut de la patrie, comme au Golgotha s'est opéré le salut du monde. » Cette phrase qui dresse la Croix au-dessus de l'héroïque champ de bataille aurait pu servir d'épigraphe à ces pages. En nous léguant son *Verdun* comme un testament, l'humble sous-lieutenant de la côte de Froide-terre et du Mort-Homme a « servi » la cause de l'âme, comme il avait « servi » celle de la patrie. Qu'avait-il rêvé d'autre avant de quitter la plume d'écrivain pour l'épée et la toge d'avocat pour l'uniforme ? Que cette évidence soit, sinon une consolation, du moins une douceur pour les nobles parents qui, n'ayant que ces deux fils, les ont donnés, comme dit cette même image mortuaire, à Dieu et à la France.

PAUL BOURGET.

VERDUN

MARS-AVRIL-MAI 1916

« Il n'y a pire métier que celui qui oblige
à changer de vertus. »

L'HOTEL DE VILLE DE VERDUN

« Le général, messieurs. »

Dans la tristesse pesante du brouillard qui, depuis midi, flotte aux fenêtres, l'or d'un képi jette sa note vive. Le général Deville entre, rapide, pressé, les lèvres sèches contractées dans la barbe grise, le monocle immobile dans le visage nerveux. Derrière lui, et le dépassant de toute la tête, le colonel Moisson, le visage durci, l'œil riche de l'émotion qu'il maîtrise.

Et, fond de tapisserie uniforme autour de ces deux figures principales, masse grise de capotes d'où émergent des faces blanches, en cercle, tous les officiers du régiment. Traits tirés de fatigue, raidis par la même consigne intérieure, visages frères, tous marqués d'un trait commun : le calme aux yeux ardents.

« Messieurs, dit le général, Verdun est menacé. Vous êtes à Verdun et vous êtes la brigade de Verdun. »

Le général Deville a l'éclair du geste, la parole âpre, ardente, rapide, le mot qui porte. Les phrases, chez lui, se pressent, se précipitent; on les croirait en retard d'une idée, et les saccades de sa voix trahissent son impatience.

« Je n'ai pas à vous cacher la vérité; nous avons été surpris.

« ... Je n'ai pas à vous cacher les fautes; nous avons à les réparer... La situation était désespérée; elle n'est pas encore rétablie... Le secteur que nous prenons? Un chaos. La vie qui nous y attend? La bataille... Les tranchées? Elles n'existent pas... Ne me demandez pas de matériel, je n'en ai pas..., de renforts, je n'en ai pas. »

Trois fois, la voix se brise, rageuse, sur la finale. Un froid nous prend aux os, une vibration aux moelles, car, par delà les mots, la mort plane, muette.

« Bon courage, messieurs. »

La tache d'or ne vacille plus; le chef a disparu. Il reste de sa visite un peu de fièvre, que je sens au mutisme grave des camarades qui m'entourent.

Sous la masse opaque du brouillard, la cour de l'Hôtel de Ville enferme toute l'animation du départ de mille hommes. Sans nous attarder, au travers des voitures-cuisines, nous passons auprès des quatre canons, aujourd'hui symboliques, qui, jadis, en constituaient le pittoresque.

Passé le fonctionnaire de la porte, nous retrouvons la ville morte, le silence de chacune de ses rues.

A moins de trois heures, tout autour, le canon.

I. — DANS LA NUIT, SOUS LA NEIGE, VERS LES FLAMMES

Nous avons quitté Verdun à la nuit, sans autre lumière que la torche mourante des incendies qui, par endroits, en découpaient la façade tragique. Nous avons franchi la Meuse grosse, bruyante, sinistre, promenant devant les derniers brasiers son miroir mouvant et sanglant. Nulle parole dans les rangs, nous semblions les fantômes que, peut-être, nous serions demain. Il y avait une grandeur dantesque dans ce cortège d'ombres sortant des ruines de la ville morte, dans cette armée silencieuse de spectres marchant vers le canon.

Le premier obus éclate à Belleville, dans une rue latérale, quand nous passons au carrefour; le deuxième, aussitôt après, au-dessus de nos têtes. Il y eut une précipitation, un remous, le halètement de cent poitrines. Quelques secondes après, un de mes hommes reçut sur son casque un peu du billon meurtrier; il éclata de rire. Sa gaieté fit école; des quolibets s'élevèrent. Le danger et nous, nous nous étions reconnus.

A hauteur du fort de Belleville, la neige commença de tomber. La nappe s'étendit sous nos yeux, s'alourdit sous nos pas jusqu'à ce que les rougeoiements vinsent la teinter de rose. Alors elle s'arrêta, comme ayant donné toute sa part au décor.

A trois kilomètres au plus, sentinelles lumineuses aux deux rives de la Meuse, villages frères marqués d'un même destin, Bras et Charney brûlaient. Et vers l'Est, déployant l'éventail de feu qui, depuis vingt jours, ajoutait à l'horreur des combats de Douaumont, sur la hauteur, le village de Fleury brûlait.

Vision tragique, vision magique. La neige était rose et, sur la plaine, rose à l'infini, chacun des trois brasiers lointains semblait étendre jusque sous nos pas le tapis de ses lueurs vermeilles. Et, des quatre points de l'horizon, l'éclair soudain des canons, l'étoile frémissante des fusées s'unissaient pour troubler d'une beauté fugitive ce que la nuit gardait encore de mystère.

Charme âpre, tragique et puissant. Nous voici tous muets et l'haleine en suspens. Songeons-nous combien de misères et de morts s'unissent pour nous offrir ce spectacle de féerie ? Ou n'ai-je pas joui du spasme néronien de nous plaire au malheur s'il donne la beauté ?

Chassons une vaine pitié qui nuit à nos contemplations. Ne serons-nous pas demain les poutres vivantes de ces brasiers que j'admire ? Comme pour d'autres ce soir, la flamme étouffera nos cris, et, pour d'autres aussi, ce sera la même beauté.

II. — LA CÔTE DE FROIDETERRE

Ce matin, un coup de vent ayant soulevé la toile qui ferme mon abri, un vif rayon de soleil m'a frappé au visage. Je m'étire, j'appelle. Voici Freville qui me présente un quart d'un café amer et glacé : « Mon lieutenant, vous l'avez échappé belle. — Quoi donc ? — Les 150. — Quels 150 ? — Il y en a trois qui sont tombés à moins de quinze mètres de votre gourbi. — Il fallait me réveiller. — Je pensais qu'ils l'avaient fait. »

Est-ce un arriéré de fatigue qui m'enlevait à ce point tout instinct du danger ? Voici dix jours que nous sommes en route par des chemins glacés ; depuis que nous avons quitté la Champagne, nos pieds tournent sur le verglas. Hier, à Verdun, je pensais au moins m'étendre ; le sol même, un sac sous ma tête

m'eussent convenu. Il m'a fallu prendre la garde comme officier de police, organiser des rondes, écouter des rapports, respecter, entre deux bâillements, les scrupules formalistiques de vingt gendarmes.

Je me tire de mes couvertures, je mets la tête hors de mon abri. « Au moins, est-il sûr ? » Il n'est fait que de branchages avec un peu de terre par-dessus ; le jour et la pluie passent au travers ; il n'arrêterait pas un shrapnell. Me voici rassuré ; il me fallait un fier sommeil. Par surprise, la mort eût pu me prendre en passant.

J'ai suivi Freville qui tenait à me montrer la marque des éclatements. Ils ont produit de larges creusets, au fond desquels a déposé un peu de terre calcinée, aux fibrilles verdâtres. L'un d'eux fait le pas de la porte qui s'ouvre à mes pieds, sur la ligne d'abris parallèle à la mienne : « Qui loge là ? — C'est l'adjudant Folliart avec la liaison. — Il n'a pas été secoué ? — Un peu, tout de même. » Au milieu d'un groupe, à vingt mètres, j'aperçois une masse lumineuse au soleil. « Un 210 non éclaté, » dit quelqu'un. Allongé sur le sol, le lourd bébé d'acier semble l'enseigne lumineuse du danger de ces lieux.

Qui croirait que la mort est notre visiteuse ? Une animation joyeuse se fait écho d'un bout à l'autre du camp. Tout le monde est dehors ; des chants s'élèvent et des jeux s'organisent. « Beau temps, me dit Ganot. — Oui, mais gros de menaces. » Voici, tirant vers nous, un avion vermeil : « C'est un taube, criions-nous. Tout le monde aux abris. »

En pente douce, vers les taillis qui en bordent le pied, la côte de Froideterre étage quatre rangées d'abris parallèles dont l'ouverture, par delà un ravin boisé, découvre sur leurs collines nues le fort de Souville et les ruines fumantes de Fleury. Ganot est du pays ; il nous fait suivre sur la carte le relief d'un terrain qui lui est familier :

« Nous sommes sur la rive droite de la Meuse. Voici, à l'Ouest de Fleury, Thiaumont, Haudremont aux noms tragiques, la côte du Poivre, et, sur la Meuse, l'éperon de la côte du Talou. A l'Est, Souville et Vaux, avec leurs forts qui forment ici la dernière ligne de défense. La côte de Fleury nous cache Douaumont, où l'on accède par le bois de la Caillette où, voici deux hivers, j'allais chasser. »

« Moi, dit quelqu'un, j'ai combattu en Argonne, à Saint-

Hubert, où, chaque année, j'allais tuer le sanglier. »

Quel carrefour de nos souvenirs que l'Argonne ! Pendant le repas, nous reconnaissons que nous y avons tous vingt histoires. L'an dernier, à Fontaine-Madame, aux Enfants-Perdus, un homme crut avoir tiré un Boche. On entendit des cris ; on envoya à la recherche du blessé. Le Boche était un sanglier dont la préparation nous tint trois jours en appétit. Si j'avais songé plus tôt à constituer une vitrine de mes souvenirs de la guerre, il m'eût plu d'y conserver le pied d'un chevreuil errant entre les lignes et tué, au risque de la mort du chasseur, à vingt mètres de l'ennemi. La balle s'était trompée d'adresse, mais nous avions gagné au change. Il y a des appétits auxquels la mort d'un ennemi ne satisfait point.

« C'est l'heure de la sieste, » dit Nicot.

Ai-je dormi une heure, ou deux, ou cinq ? Des chocs sourds, violents, répétés, ébranlent le sol autour de moi. Je me dresse ; le silence s'est fait. Puis, à nouveau, le bruit d'explosions successives, lointaines d'abord, et se rapprochant à chaque coup davantage. J'ai repris mon esprit ; mon expérience de la guerre se fixe dans deux idées : par rafales de six, l'ennemi bombarde méthodiquement la côte, et je suis dans la zone du dernier coup.

Sous le danger, dans l'ombre, il y a une espèce d'horreur particulière à être seul. Le courage prétend à être regardé : dût la mort s'ensuivre, il est payé du coup d'œil même distrait d'un témoin. Le combat au soleil, s'il s'agit d'entraîner, n'est qu'un jeu. L'amour-propre y compose le geste et le visage ; on se sent regardé, on joue un rôle ; il s'agit de le mener brillamment jusqu'au bout. L'amour-propre et la conscience du rôle à jouer savent à propos nous distraire de la mort. Mais être seul, n'avoir à songer qu'à soi-même sans prétendre à s'imposer aux autres, n'avoir plus qu'à mourir sans un applaudissement suprême ! L'âme abdique bien vite, et la chair s'abandonne au frisson. Je me suis redressé, j'ai rejeté mes couvertures ; mes bras, mes jambes sont dégagés. C'est bien assez d'avoir peut-être à souffrir ; la moindre gêne serait intolérable dans le moment ultime. Il faut être à son aise pour mourir.

1, 2, 3, 4, 5. Cette fois, je n'ai pas compté six. Un éclatement plus sourd, un ébranlement plus violent, puis un bruit d'averse sur mon toit. Une fumée âcre me prend au nez, aux

yeux. Suffoquant, mais soucieux d'avoir l'esprit entier dans la catastrophe, je me retiens pour ne pas tousser. Dans le silence angoissant montent des gémissements.

En rampant, j'ai passé la tête hors de mon abri, dont l'ouverture était, de l'instant, obstruée. Au dehors, la nuit était tout à fait venue. Sous mes yeux s'ouvre un trou fumant d'où monte la voix de la mort.

« Il faut vite déblayer ça, ai-je crié dans la nuit. Qui es-tu, toi? Va chercher des pioches. » L'ombre ne bouge pas; je la secoue. « Ne me faites pas de mal, ne me faites pas de mal. — Qu'as-tu à crier? Va chercher des pioches. — J'ai du feu dans les yeux. — Tu étais là dedans? — Oui, à l'entrée de la porte. — Et qui avec toi? — L'adjudant était au fond avec le sergent Van Walleghem. Daniault et Arquillière mangeaient leur soupe. L'obus est entré par derrière; il a éclaté au milieu. — Tu es blessé? — Je ne sais pas. »

Une heure durant, sous les obus, nous avons remué des terres, dégagé Daniault et Arquillière sanglants, les membres rompus, gémissant doucement d'une voix triste, délaissant leurs chairs à la terre dont l'oppression étouffait le cri de leur agonie; puis, avec plus de peine, du fond de leur tombeau, Van Walleghem et Folliart, écrasés, convulsés, les mains crispées, rejetées en arrière, gardant sur leur face tuméfiée la double expression de l'épouvante et de la mort.

« Ils la sentaient venir, dit quelqu'un. Depuis plusieurs jours, ils étaient préoccupés et pleins d'amertume. » C'était faire après coup de la prophétie à bon compte. C'est un préjugé néfaste que cette idée courante du pressentiment; elle accable, et nous sommes ainsi à la merci du premier jour de dépression venu. A l'ordinaire, l'événement la dément; mais j'ai vu par elle des gens s'offrir volontairement à la mort parce qu'elle s'apparentait un jour à la tristesse de leur esprit; ils la croyaient proche, ils s'abandonnaient pour en avoir plus tôt fini avec elle. Il n'y a là-dessous qu'une méconnaissance de nous-mêmes dans la vie que nous menons. En temps de guerre, la tristesse est le fond de nos cœurs; nous n'avons de gaieté qu'en nous faisant violence, et l'esprit souffre des grimaces du visage. A cette heure, la tranquillité de l'âme n'est que manque de mémoire, la paix de l'esprit qu'oubli, qu'ignorance volontaire, la gaieté n'est qu'un masque difficile à porter;

nous ne pouvons nous étonner qu'il se détache quelquefois; même à l'instant où il nous tient le mieux, nous n'en devenons pas moins blancs et moins ravagés par-dessous. Dès lors, quel motif d'être surpris, si la mélancolie pèse un jour sur nous de toute sa force? Étonnons-nous bien plutôt qu'elle ne fasse pas notre esprit de tous les jours. N'y reconnaissons que l'état normal que nous impose le raisonnement et dont nous ne nous dégageons que contre la nature. Si nous devions mourir au premier jour d'abandonnement et d'amertume, il n'y aurait pas de lendemain pour nous.

À la nuit, sur un mot du médecin, nous avons dû commander des travailleurs pour quatre tombes.

III. — LE BOMBARDEMENT DE FLEURY

Sans le malheur des autres, croirions-nous à la Providence? Gund était venu partager mon abri. La fatigue nous avait fait trouver un sommeil tranquille sur le bord de la fosse d'où, la veille, nous avions retiré des cadavres; mais, au point du jour, de nouvelles rafales nous avaient menacés d'en ouvrir une deuxième où, cette fois, c'est sur nos visages que la terre eût pris en empreinte la grimace tragique de la mort. Nous avons délaissé l'abri : nous eussions mieux fait de le détruire. Dans la même journée, un obus y éclatant à plein, y blessant grièvement un homme, écrasait la tête de son compagnon. Nous avons beau faire, le malheur se paie toujours sur quelqu'un.

Ces bombardements journaliers nous servirent de leçon. Nous étions sous l'œil des avions; l'aigle, après nous avoir jeté un regard, faisait donner la foudre. Nous apprîmes à nous cacher. Tâche ardue : il fallait lutter contre l'insouciance française, qui nous fait préférer à des pratiques importunes et à une gêne de tous les moments l'éventualité d'un malheur. Si, enfin, un coup de sifflet appelait les hommes à se grouper sous les arbres, ils attestaient encore leur présence par les taches lumineuses des chemises étalées au soleil. Instruits par l'évidence, certains avaient ouvert des sapes; sans relâche, le torse nu, les muscles saillants, chaque heure de fatigue les rapprochait du salut. Laissant à ceux-là le bénéfice de leur peine, nous avions ordonné des travaux plus vastes; la sécurité devint la loi de

tous. Le sang des victimes, que chaque jour continuait d'étendre, inscrivait sur le sol cette leçon : « Hâtez-vous ! » L'insouciance et la paresse avaient pris trop souvent le visage de la souffrance et de la mort ; nul ne se souciait plus d'y adapter le sien. Après cinq jours de tâche, tout le monde put trouver place aux galeries ; nous ouvrimes alors les chambres des sections.

Entre temps, certaines péripéties de la bataille toute proche nous offraient un spectacle et, selon sa coutume, le malheur nous distrayait de la mort.

Devant nous, sur toute la région de Douaumont, bordée à nos yeux par la ligne de crêtes allant du fort de Souville au village de Fleury, de violents bombardements, troublant la fin de la journée, luttaient de couleurs avec le crépuscule qu'ils semblaient ensuite noyer dans leur fumée.

C'était alors, à moins de deux kilomètres de nous, le plein des premiers combats de Douaumont. Par rafales de dix, de douze, les obus sillonnaient la crête, y allumaient leurs flammes brèves, y écrasaient les ruines. Plusieurs d'entre eux projetaient une zone lumineuse, qui descendait lentement jusqu'au fond de la vallée ; alors une odeur suffocante nous prenait à la gorge.

Au plein de ces bombardements, j'ai maintes fois fixé les yeux sur une vache qui, pour moi, s'en faisait le centre. Elle revenait chaque jour ; elle paissait, tranquille, au milieu des obus. Le bruit le plus proche attirait un instant son œil inexpressif ; mais, de toute la lenteur puissante de son cou, elle se détournait bientôt et remettait la langue au pré. Je n'étais pas seul à la remarquer. Un jour, pris d'une fringale de lait, un de mes hommes, courant sous le bombardement, arriva jusqu'à elle. C'était Maronne, mort depuis, et resté le plus fameux des brancardiers du régiment ; ivrogne au cantonnement, chapardeur, insupportable aux gradés, sur le champ de bataille il était, quel que fût le péril, le salut du blessé. Il en parla, le soir, devant ses camarades ; j'étais présent, et l'obscurité me dissimulait. « Elle n'avait plus de lait, la garce ; ce n'est pas faute pourtant de lui avoir manié les tétens. Alors j'ai poussé jusqu'à Fleury où il devait y avoir des caves. Je vois une ferme. La porte en est fermée ; j'y vais de mon coup d'épaule, puis je descends à la cave. J'allume une allumette ; elle s'éteint, mais

je tâte un tonneau. Je mets la main par terre. C'est mouillé ; est-ce du vin ? Je lui trouve un diôle de goût. J'allume une deuxième allumette. Il y avait là deux cadavres et j'avais la main pleine de sang. — Et le tonneau ? — C'est bien ma veine : il était vide. » Par friponnerie, l'on s'expose au danger. La mort bravée, n'est-ce pas cela qui donne de la bouteille au vin ?

D'autres jouent leur vie à meilleur compte, par acquit de curiosité. J'ai vu plusieurs fois payer de sa vie la satisfaction de connaître comment, la seconde d'avant, on l'avait conservée. Au plus fort du bombardement, un homme descendait la côte de Fleury. Il sortait du village, il venait vers nous et se glissait de trou d'obus à trou d'obus. Une explosion bouleverse l'entonnoir qu'il vient, juste à temps, de quitter. Curieux du danger qu'il a couru, l'homme est revenu sur ses pas ; de ses deux bras étendus, il a pris le nouveau diamètre du trou d'où, l'instant d'avant, il n'était sorti que par miracle ; puis, s'y engageant debout, il se plut à connaître que le niveau du sol lui venait aux épaules. Il se satisfît à ces constatations pendant plus d'une minute où, remuant le sol autour de lui, les obus lui jetaient de la terre au visage. En curieux, sans hâte, il rampait aux entours du cratère lorsqu'il disparut, à mes yeux, derrière une nouvelle explosion. La fumée dissipée, je ne l'ai pas revu.

Nous rencontrons souvent des courages inutiles. Nous ne les observons pas toujours, mais ils nous sont le garant des sacrifices qu'à notre insu, le plus souvent, le combat exige et met en jeu. Tant d'insouciance dans le danger n'attend qu'une pensée opportune pour atteindre à l'héroïsme.

Par un clair soleil d'après-midi, je fus appelé pour voir passer, au-dessus de nos têtes, un de ces ballons d'observation que l'argot des tranchées a dénommés « saucisses. » Il avait rompu sa corde, et le vent l'entraînait vers le Nord. Deux avions étaient sortis des lignes françaises et l'encadraient pour assurer sa prise. Du côté français, deux aviateurs s'étaient élevés et, se posant en adversaires, engageaient le combat. Le ballon flottait alors au-dessus de nos têtes ; le vent l'entraînait irrésistiblement vers l'ennemi. Un point noir alors se détacha de la nacelle ; nous restions sans haleine quand il apparut comme une masse, puis un parachute s'ouvrit. Passant au travers des

balles du combat, après avoir dans l'air dispersé ses papiers, n'abandonnant aux vents contraires que la masse inerte de son appareil, l'observateur descendait lentement vers nos lignes. Nous applaudîmes; il avait gagné sa partie contre le destin.

Le soldat est sans pitié. Victime lui-même du malheur, il ne fait qu'en rire, et celui des autres le distrait un instant du sien. Pendant toute cette scène pathétique où, au mépris de son angoisse, un homme allait atteindre au plus haut de lui-même, j'ai écouté les cris, regardé les visages. Les visages étaient hilares, et les cris coupés de rires. Tous songeaient à la tête de l'observateur, victime du destin le plus stupide, faisant vers l'ennemi un voyage forcé, assis sur sa banquette comme dans l'express de Berlin, et mettant en relief sur sa physionomie toutes les phases de l'inquiétude. Mais l'ironie n'a qu'un temps; elle cesse où commence l'audace. Le courage reprend bien vite ses droits; on sent alors que tous les cœurs lui sont apparentés.

IV. — LES CORVÉES AUX LIGNES

A la côte de Froideterre, nous faisons des journées doubles. Dès l'aube, le souci de notre sécurité nous obligeait à travailler aux sapes; nous faisons, la nuit, en munitions et en matériel, le ravitaillement des premières lignes.

Promenades de spectres par des brouillards profonds, sur des chemins à peine tracés où la fureur des obus arrachait vite l'empreinte des pas. Lorsque je fus commandé pour la première fois, j'allai aux renseignements; ils étaient de tout repos. La veille, prise sous les obus, la corvée d'une compagnie voisine avait ramené plusieurs morts; et, le même jour, mon camarade Noël, avec cinquante hommes, avait dépassé nos avant-postes. Il s'en était fallu de cent mètres qu'innocemment, il ne se présentât à l'ennemi.

Nous partîmes à la nuit du fort de Froideterre. Le terrain était dévasté par les gros obus; à chaque pas, le pied nous tournait au bord des entonnoirs. J'étais en tête avec La Ferrière. Derrière nous, portant sur leurs épaules des caisses à munitions et des rouleaux de fil de fer, cent trente hommes nous suivaient à pas lents.

Ce n'étaient plus ces vaux et ces collines d'Argonne, aux noms jolis, si évocateurs d'une grâce que la guerre n'a pas

tout entière noyée dans le sang, Fontaine-aux-Charmes, Bagatelle, Fontaine-Madame où, le printemps dernier, nous trouvions la mort parmi les muguets de mai. C'étaient d'immenses étendues de plaines nues, de collines nues, à l'herbe pauvre, avec de rares broussailles où la feuille ne tenait pas longtemps; c'était vraiment la bordure et la défense des Gaules, les champs prédestinés de la mort, bosselés, pauvres et dénudés, avec une touffe de poils fauves, comme un bouclier primitif.

Sur ces terres où l'œil ne voyait pas le pied, où le voisin distinguait à peine le voisin, uniformément grise, la nuit flottait. Et, à trois kilomètres tout alentour, une zone distincte s'élevait où les fusées, les projecteurs, l'éclair des canons, la flamme flottante des incendies composaient leur spectacle dans le décor lointain d'un brouillard lumineux.

« Le vestibule de l'Enfer, » dit La Ferrière. C'était vraiment cela, une clarté de l'au-delà, une imagination de Dante, une vision de féerie sur un champ de mort.

De val en colline et de colline en val, le cri d'un homme nous arrête. Ce sont les relais; ils se succèdent, et tous les cinq cents mètres, je change de guide. Nous voici en lisière d'un bois qui fuit à pic, sur un ravin.

« L'endroit est dangereux, me dit Savary, fais aplatiser tes hommes. Un 88 tire à intervalles réguliers, de trois en trois minutes; il frappe à plein sur le sentier qu'il vous faut prendre. Défilez-vous dès le prochain coup; c'est toujours autant de gagné. »

Nous attendons l'obus. Il éclate, à cent mètres sous nos pieds. Une seconde, dans son feu, il découpe la forêt qu'il illumine d'horreur. Le sentier apparaît, tragique, fuyant à pic, bordé d'arbres hachés, aux souches éclatées dont les branches entassées, les têtes abattues dissimulent sous leur inextricable fouillis les pièges de la terre ouverte par les obus.

« D'un seul bond, mes enfants. »

Où, mais dévaler trois cents mètres d'une colline en pente raide, en enjambant par-dessus les mille obstacles d'une forêt abattue, dans la nuit, noyés de branches jusqu'aux reins, le faix pesant, instable, sur le dos, les jambes prisonnières donnant sur des abîmes, sous la menace de la mort réglée sur une horloge. L'action du chef se perd dans de telles circonstances. C'est, dans l'effrayante obscurité de la nuit, la lutte pour vivre

dans toute son âpreté; elle se révèle par des souffles, des râles, des injures, l'écho de tous les ressorts, de tous les soubresauts d'une vie hâtée, haletante, tendue, excessive, découragée, égoïste. Trois fois l'obus éclate, brise des branches sur nos têtes, met du feu dans nos yeux. Un arbre, de sa chute lente, retarde notre marche.

« Pas de blessés? ai-je crié.

— Nous sommes au complet. Vous êtes le cent trentième, » me dit Forgeat.

Dans l'encadrement d'une porte j'aperçois Coureaux, un falot à la main. Sous la lueur flottante qui balaie leur visage, mes hommes m'apparaissent comme des têtes de Rembrandt, la physionomie en relief, les muscles crispés sous la face trisante.

« C'est toi, me dit Coureaux. Porte ta corvée au premier bataillon. »

Nous suivons le Ravin de la Couleuvre qu'alors nous appelions le Ravin du Colonel, étroit, sinistre, entre deux collines boisées; s'élargissant aux trous d'obus qui le jalonnent et qui, chaque jour, en modifiant le lit, un ruisseau d'eau noire y coule, baignant, entamées par les rapaces, les carcasses aux chairs noires de chevaux morts. Parmi les attelages brisés des camions détruits, nous atteignons la route de Bras Douaumont derrière laquelle nos deux bataillons en ligne défendent la Carrière.

Nous avons déposé notre corvée. Un feu de mitrailleuses nous a surpris un instant; les balles ont passé au-dessus de nos têtes. Puis nous sommes rentrés par le même chemin. Plus hâtée encore, plus haletante, plus égoïste, nous fîmes l'escalade de la colline dangereuse. Et, cette fois encore, nous comptâmes trois obus, mais pas une seule victime.

Le surlendemain, je fus de nouveau commandé de corvée. Je pris la route de Bras, de moitié plus courte, peu fatigante, aisée. On me l'avait représentée comme souvent bombardée aux environs du village; on évitait d'y passer. Quand la mort est partout, il n'y a plus guère à compter avec le danger. Le chemin déjà pris m'inquiétait; revenu sans une perte, je ne voulus pas, au même endroit, tenter une deuxième fois la Providence. Il faut respecter les caprices des joueurs; ils perdraient leur ressort si l'on s'opposait à ce qu'ils appellent « leurs idées. » Dans ce jeu hasardé de la guerre, il y a souvent intérêt à déplacer la mise.

Nous avons passé sans encombre à la Folie, à Bras, le long de son cimetière aux murs béants, aux tombes ouvertes, aux ossements écrasés, en suivant du regard les progrès du bombardement sur la côte du Poivre que nous allions laisser à notre gauche. Soudain un alignement de cadavres, une exclamation haletante : « Des Boches ! » Combien, parmi ces combattants de seize ou de cinq mois, en voient pour la première fois ? En ai-je moi-même revu depuis Bagatelle ? Ils sont là, une douzaine à nos pieds, alignés, immobiles, raidis dans leur « Garde à vous » éternel. J'ai mille peines à empêcher mes hommes de leur arracher des boutons. « On voulait vous faire une belle bague, mon lieutenant. »

Voici au pied de la carrière, guérite de planches où filtre le vent, l'abri modeste du commandant Oblot ; il est là, avec Antoine. Nous prenons le café pendant que mes hommes passent en compte leur corvée ; on cause. L'abbé Florer, l'aumônier du régiment, vient d'être blessé d'une balle à la mâchoire. « C'était un si brave homme, la barbe mal taillée, le casque sur les lunettes, fumant comme un sapeur, et n'ayant pas son pareil pour boire la goutte. »

- Et les Boches sont sages, mon Commandant ?
- Ils nous attaqueront tout à l'heure ou demain.
- Vous les recevrez ?...
- Comme ils méritent de l'être.
- Oui, je comprends : la politesse des balles.

Nous revenons par la même route. Un bombardement assez violent du village de Bras menace de nous envelopper si nous dépassons le cimetière qui en semble le point limité. « Ils tirent à shrapnells ; ils ont vu le ravitaillement. Il en est ainsi tous les soirs. »

Le bombardement s'est tu. Nous avançons d'une centaine de mètres, nous dépassons le cimetière. Le silence s'est fait ; il se prolonge. On n'entend que le galop lointain de chevaux affolés.

« La troisième n'aura pas de ravitaillement ce soir, » dit quelqu'un au premier rang quand nous dépassâmes le tournant.

Fixés, nos yeux détachent de l'obscurité une vision d'épouvante. Sur la route, deux voitures aux chevaux abattus. Tout autour, et des sacs à vivres auprès d'eux, huit cadavres, les hommes de corvée d'une compagnie frappés pendant le ravi-

taillement. Parmi ces masses inertes, deux choses en mouvement. L'une rampe vers le fossé, elle crie; c'est un blessé aux jambes broyées, l'unique épargné de la mort. Et dans l'autre sens, un petit tonneau de vin roule, roule lentement, descend la route, s'immobilise sur un cadavre.

J'ai eu une dispute avec Maronne pour qu'il ne le chargeât pas sur ses épaules. Nous sommes rentrés à Froideterre en hâte, le cœur transi. C'était notre habitude d'y faire à minuit, Gund et moi, le principal repas de la journée. Quand Fréville me présenta du vin, je n'en pus boire une gorgée : j'y trouvais le goût du sang.

V. — EN PREMIÈRES LIGNES

« Sac au dos. Nous partons. »

Il y a toujours chez l'homme une joie à quitter les lieux où il se sent déshérité. Qu'importe ce qui l'attend ailleurs, et que ce soit un mal pire ! Il lui faudra le temps d'en prendre conscience, et c'est toujours autant de gagné. C'est la condition de l'infortune humaine pour qu'elle soit tolérable : l'homme a besoin de changer de malheur. A la côte de Froideterre où chaque jour nous faisait des victimes, chacun pouvait craindre à toute heure d'y voir s'ouvrir son tombeau; aussi respirait-on d'aller en premières lignes. Les rapports en faisaient, au regard des réserves, une place enviable; les pertes n'y étaient point à comparer aux autres. Au reste, la proximité immédiate de l'ennemi m'a toujours paru avantageuse; on y vit sous la menace d'une attaque, mais, à l'ordinaire les obus n'y pleuvent guère. A de courtes distances, le canon constitue une menace pour celui qui s'en sert, et les deux lignes adverses ne forment qu'une seule même zone dangereuse. Le salut de l'homme n'y est plus une question d'abus; il ne dépend que de sa vigilance; il est un peu dans son cœur et beaucoup dans ses yeux.

Ganot est parti en avant; à cette heure, il reçoit les consignes du secteur inconnu. Noël, détaché avec sa section, prend un autre chemin. J'emmène la compagnie.

Je revois ces lieux lugubres dont l'horreur est déjà familière, ces champs déshérités où le cœur se serre, ces collines à l'herbe pauvre, ces pentes ardues où menace la mort, le ravin, où, la nuit, le pied foule des carcasses dont le ruisseau fangeux

lèche la pourriture. « Par ici, mon lieutenant, dans le plus grand silence. » Nous longeons à mi-côte une colline dont le flanc s'offre aux vues de l'ennemi. Ici, l'on ne passe point, de jour; la mort y arrête tout mouvement; de nuit, elle frappe par caprices à toute heure. La moindre branche craquant sous nos pas nous tient quelque temps immobiles, angoissés. Une fusée dans le ciel! l'immobilité glace tout ce long serpent d'hommes. « C'est la relève, » dit une voix à mes pieds; et dans l'ombre j'aperçois la corne bleutée des casques sous la lune. « Par ici, dit la voix. Sentez mon lieutenant. »

Je saute dans la tranchée.

— Vous êtes prêts à partir?

— Les hommes mettent leurs sacs.

— Le coin est-il dangereux?

— C'est le plus mauvais du secteur. Vous êtes ici en pointe avancée, sans liaison de jour, et menacés d'une attaque. Les tranchées sont à peine creusées, sans abri et prises d'enfilade; on s'y tient cachés de jour, et l'on ne travaille qu'à la nuit.

— Vous avez eu des pertes?

— Tous les jours.

Je demande Ganot; on m'indique le poste de commandement. J'ai soulevé les quatre toiles qui en protègent la lumière intérieure de la vue de l'ennemi. Une odeur chaude, une lumière jaune où flottent des poussières et où, dans l'éblouissement qui m'arrête dès le seuil, j'entrevois nus, rigides, crispés, des cous, des thorax, des chevilles, des cuisses et, dressées vers moi, des faces blanches aux bandages sanglants où les bouches se tordent et se convulsent dans une plainte monocorde.

— Les officiers sont au fond, dit mon guide.

Il traverse la zone blafarde, aux taches pâles et sanglantes. J'avance. La clarté faiblit; elle manque; me voici dans la nuit. De la main m'efforçant à me guider, je tâte des bras, des casques, des visages, des cous. Des yeux brillants me fixent, des haleines chaudes me frôlent, des corps se raidissent, des murmures m'enveloppent; je perçois contre qui la dérange l'hostilité passive d'une foule immobile, tassée, silencieuse et congestionnée.

« Qui vient là? » dit Ganot. Il est couché à terre, sa capote sur les immondices; des toiles terreuses, des couvertures en

loques lui font une couche de paria. Une chandelle l'éclaire, violet, le sang aux joues, la face grasseuse où coule, en ruisseaux, la sueur et, sous la vareuse et la chemise entr'ouvertes, le corps mouillé, pesant, passif, courbaturé. Je ne puis me retenir d'un rire stupide dont tient le fil, après les émotions de la relève, l'imprévu du spectacle. Ganot me paie de retour; il s'adosse à des sacs pour éclater derrière, car les fatigues, la sueur, l'atmosphère me composent, comme à lui, un visage d'opéra.

— Plaisante villégiature, dis-je. Elle nous fera regretter Froideterre.

— Tout se tient ici, me dit Ganot, le poste de commandement, le logement des officiers, celui d'une section, l'abri de la liaison, le poste téléphonique, le dépôt de matériel, l'ancre du ravitaillement, l'abri aux munitions : Veermersche qui ronfle si fort est couché sur mille grenades et trente mille cartouches. Et c'est aussi la Morgue et le poste de secours, car on ne peut emporter les victimes qu'à la nuit.

— Je crois même que nos prédécesseurs en faisaient leur fosse à ordures. C'est honteux de saleté. Nous ferons balayer cela demain, dit Ganot en allumant une cigarette.

Il jette à terre l'allumette; elle se prolonge, elle fume, son feu brille d'un nouvel éclat, semble s'éteindre, se renouvelle avec plus de force, puis, tout à coup, s'élargit dans une nappe d'où fusent des étincelles. « Une fusée oubliée, crions-nous; la flamme gagne les explosifs. » Et la terreur nous prend. Nous sommes debout, étouffant du pied, des mains, les flammes qui se multiplient. C'est une angoisse et une vision d'enfer où l'on entend, avec le bruit de nos souffles inquiets, le cri de la terreur atroce des mourants. Sur les flammes, au hasard, nous jetons nos couvertures, nos capotes, nos sacs; nous nous jetons nous-mêmes. Le feu se rompt enfin; il se disperse, il meurt; nous couvrons les dernières étincelles. Bientôt il ne reste qu'une fumée épaisse, âcre et verte où nous ne nous voyons plus, mais où nous entendons vingt poitrines tousser.

— De l'air! crions-nous. Ouvrez vite la portière. Personne n'est blessé?

Rien que des brûlures légères. Nous nous félicitons; on n'a pas été plus près de l'abîme.

— Je tombe de fatigue, dis-je.

— Bois un peu, me dit Ganot.

Mais, dans la fumée, le vin a tourné; malgré le rafraichissement aux lèvres, la langue n'y trouve qu'un goût de soufre. Et cette atmosphère lourde et suffocante m'emporte le cœur; il me faut prendre l'air.

Je traverse les groupes d'ombres aux toux rauques, aux souffles haletants; je soulève la toile. L'air m'est un bienfait; je le respire avidement, comme on boit une eau pure. Soudain à vingt mètres, un éclair, un fracas dans une zone de feu me fait d'un coup me rejeter dans l'abri. Et voici que je frappe un corps d'où sort une voix douloureuse; et voici que m'étouffent à nouveau l'air chaud et les odeurs multiples.

C'en est trop; je n'y tiens plus, je saute hors de l'abri. Dans un coin du parapet, ménagé en banquettes, un sergent m'offre une place à son côté. Au-dessus de nos têtes, sans répit, et plusieurs à la file, passent les obus.

« Ils frappent tout près d'ici, derrière un pare-éclats, me dit mon compagnon. En restant assis, nous n'avons rien à craindre; le parados nous protège. Il est vrai qu'ils n'auraient qu'à modifier leur tir; il suffirait d'un rien... »

Toute la nuit, assis côte à côte, gagnés au matin par le froid et les brumes de mars, nous avons vainement attendu le sommeil.

VI. — LE RAVIN D'HAUDROMONT

La ligne de tranchées que nous occupâmes du 16 au 28 mars n'était qu'un mauvais couloir à flanc de coteau, creusé hâtivement au mépris de toute idée tactique, parallèlement à la route de Douaumont qu'il commandait sur plus de deux cents mètres. Sa disposition était telle que, des hauteurs d'Hardaumont qui lui faisaient face, l'ennemi y plongeait ses vues et, par ses tirs d'enfilade, y arrêtait tout mouvement. Cent cinquante mètres de terrain découvert l'isolaient du reste du système de tranchées; de jour, la liaison y était impossible, et pénible à la nuit. Le malheur voulait que, lorsque nous la primes, cette tranchée ne fût pas profonde de plus d'un mètre et qu'il fallût y passer le corps ployé, et même en rampant par endroits. De mauvaises niches commencées par des initiatives sans contrôle entamaient le parapet sur toute sa longueur et le rendaient facile à détruire aux obus.

« Souvenez-vous des leçons de Froideterre, dimes-nous à nos hommes. Le travail seul vous sauvera de la mort. »

Dès les premiers coups de pioche, un obus, éclatant au ras du parapet, laboura de ses feux le visage d'un travailleur; espacés, capricieux, mais chaque fois avec la même justesse, d'autres frappèrent dans les heures qui suivirent. Et ce soir-là, comme nous l'avions vu la veille et comme, depuis, nous le vîmes tous les soirs, se déroula devant nous le cortège des figures sanglantes.

Il faut avoir vécu l'avant-minuit au P. C. du ravin d'Haudromont; chaque soir la mort s'y faisait notre hôtesse. Dès neuf heures, la toile d'isolement que nous avions établie s'ouvrait sur le même spectacle où, à la lumière d'une chandelle mourante, se dressaient et se crispaient lentement des faces blanches sous des linges sanglants. Parfois, entre deux paroles, la voix nous manquait; une homélie s'était élevée, et soutenant, accompagnant le râle d'un moribond, se détachait, désespérée et confiante, la prière des agonisants, dite par un prêtre-soldat.

Les bombardements de jour, violents, intenses, continus, répétés, nous faisaient rarement des pertes; il suffisait de s'étendre pour être à l'abri. Mais l'obus isolé, frappant de nuit à l'improviste, manquait rarement son effet; il écrasait le plus souvent une tête sous un casque. Chaque soir, en désignant nos hommes pour le travail, nous étions pleins de pressentiments, et nous obligeions notre voix à ne pas trembler. Nous sentions bien que nous faisions le premier choix du hasard, le classement préliminaire pour cette loterie de la mort; il ne s'en faudrait pas d'une heure qu'il n'eût choisi, de seconde main, ses victimes.

Tant de pertes se succédant comme par ordre du destin, et s'ajoutant à celles de Froideterre, faisaient à la compagnie une réputation tragique dans le régiment. Et le colonel nous avait dit le premier jour: « Vous avez une mission de sacrifice; c'est ici le poste d'honneur où ils veulent attaquer. Vous aurez tous les jours des pertes, car ils gêneront vos travaux. Le jour où ils voudront, ils massacreront jusqu'au dernier, et c'est votre devoir de tomber. » Nous étions bien les condamnés de la mort; et nul ne se souciait de se mêler à nous, dans la crainte d'être surpris. Les hommes de corvée qui nous arrivaient de nuit se souciaient moins de nos besoins que de leur sécurité et,

le contrôle de leur charge leur semblant inutile, ils fuyaient au plus vite. Anxieux de notre sort, le capitaine Tison s'obstinait seul à visiter chaque soir ce coin où l'on nous disait perdus; il jurait que nous n'en sortirions pas vivants. Il fut bien près d'avoir pensé vrai un soir qu'il fallut, pour lui faire passage, déblayer la tête de notre abri écrasée par un obus. — « C'est vous qui vous ferez tuer un de ces soirs, lui disions-nous avec inquiétude. La route n'est pas sûre. — Je veux que vous sachiez que vous avez encore des amis, » nous répondit-il avec son sourire triste. Nous en reparlions souvent avec lui avant qu'à Rancourt, une balle n'eût fait un cadavre de ce héros trop modeste. « Jamais plus qu'à venir vous voir, nous confiait-il alors, je n'ai pensé approcher de la mort. »

Si ce n'est ensuite dans la boue de la Somme, devant le bois de Saint-Pierre-Vaast, dans le boyau Négotin, je n'ai nulle part connu comme à Haudromont la sensation de l'isolement et de l'hébétude. Réduits à Ganot et à moi, la camaraderie ne nous suffisait plus; une fois lancées les plaisanteries de circonstance, la monotonie des jours, la permanence d'un même danger nous eussent obligés à des redites; nous gardions le silence. Nous avions perdu la gaieté; nos visages étaient graves et tendus. Nous avions perdu l'appétit; on ne calmait son ennui qu'en s'obligeant au sommeil.

Il se trouva qu'il y avait intérêt à reconnaître des pièces d'artillerie délaissées entre les lignes; j'en reçus la mission. Cela me fut un coup de fouet qui me tira de ma torpeur; je pensai changer d'esprit en changeant de danger. « Qui vient avec moi? » J'ai choisi parmi les volontaires Goëb, Mauzon, Hourdin. Par un fossé au travers d'anciens abris écroulés, nous dépassons nos avant-postes : longeant la colline d'Hardaumont d'où partent des coups de feu, nous atteignons au ravin de la Dame où, par des bruits de pas, des appels gutturaux, se manifeste, en tous lieux, la présence de l'ennemi.

Nous voici démasqués, une fusillade s'engage; le canon s'y ajoute de la voix : cinq 88 frappent au-dessus de nos têtes. « Poursuit-on, mon lieutenant? — Oui, en rampant, sans se perdre de vue. » Mais l'immobilité nous glace; une sentinelle, à six pas, se détache dans la nuit. Elle ne bouge pas, elle est assise, et l'arme entre les mains. « On dirait qu'il dort. Dois-je tirer, mon lieutenant? — Saute-lui à la gorge. » Ce

n'était qu'un cadavre qui culbute sous l'étreinte; c'était, dans sa pose étrange, la sentinelle glacée des morts qui maintenant jalonnent le fossé. « Mais les canons? » Ils sont là-bas, à vingt pas; ce ne sont d'ailleurs que des charrettes d'artillerie; elles sont gardées à vue, et couvertes d'un réseau. Les canons sont plus loin, derrière les premières sentinelles de l'ennemi. N'est-ce pas ce qu'il fallait savoir? Il n'y a point à songer à les ramener par surprise. Nous revenons en hâte; démasqués tout à l'heure, à cinq cents mètres de nos lignes, aux écoutes de l'ennemi, nous avons le sentiment d'être entourés de patrouilles qui nous cherchent. Mais la nuit est pire; le ciel est avec nous; nous courons; déjà nous touchons des réseaux. « Halte-là! » crie une voix amie. — Déjà! » pensons-nous à voix haute; nous nous serrons la main. Je rendis grâce à cette reconnaissance qui, me tirant de mon ennui et de mon hébétude, me fit, pendant deux heures, battre le cœur d'une émotion nouvelle; mais, quand je soulevai la toile de l'abri, l'angoisse me reprit dès le seuil. Des plaintes montaient espacées, douloureuses; à ma vue, l'infirmier haussa les épaules avec tristesse. Qu'importait l'allégresse de nos cœurs? Ce soir-là n'était pas différent des autres soirs, et la mort était toujours au logis.

Le ravin d'Haudromont complétait la côte de Froideterre. Nous étions les condamnés de la mort, et chaque soir la trappe s'ouvrait sous les pas de plusieurs d'entre nous. Il eût suffi de huit jours encore: la compagnie aurait vécu.

Il importe peu, un jour fixé, en montant à l'assaut, d'acquitter une dette sanglante. C'est un jeu dangereux, mais il fallait s'y attendre; ce n'est que cinq minutes à passer, et l'on en prend vite son parti. Mais à Haudromont comme à Froideterre, la mort se faisait notre usurière; il fallait, au jour le jour, lui aligner du sang. Dix jours d'intérêts sanglants nous coûtaient plus que le capital humain que deux fois ou trois par année on sacrifie dans un grand jour d'assaut.

VII. — LA FONTAINE DE JOUVENCE

Ai-je connu des rires plus clairs, une gaieté plus réjouie que le 29 mars, dans la fraîcheur du matin, quand la vue d'une fontaine à l'eau pure nous rendit au sentiment de la propreté?

Nous avions été relevés de nuit, dans des conditions longues

et pénibles, mais sans autre perte qu'un blessé. Sur le sol gras, alourdi par les pluies, la marche nous avait paru légère, car chaque pas nous déchargeait d'inquiétude. Nous avions dépassé Froideterre, sa voie aux fers arrachés et la station détruite. La Meuse coulait à nos pieds au fond de son ravin ; de son acier brillant et tranquille, elle coupait Verdun dont les maisons sous les pinceaux du matin, nous apparaissaient roses et pâles dans un décor de verdure fraîche.

De cet instant, il sembla qu'un voile nous était tombé des yeux, nous nous regardâmes avec curiosité. Les voix les plus familières sortaient de visages inconnus. Il y avait une certaine stupeur à appartenir à ce cortège d'hommes de glaise dont, en se tâtant le visage, on portait soi-même le masque.

Nous sortions de nos abris fangeux, nous avions passé vingt-deux jours dans la boue, sans autre toilette que celle des trous d'obus où se recueillait la pluie ; dans cette boue, nous avions couru, nous avions sauté, nous avions glissé, chu, culbuté, enfoncé, rampé sous la menace du feu, convoyé, fait des travaux dans toutes les attitudes. La boue s'accrochait à nous, pénétrant nos vêtements ; chaque jour plus subtile, plus maîtresse, elle renforçait jusque sur nos corps la couche de la veille. Rigides, collés sur nos chairs transies, nos vêtements n'étaient plus qu'un bloc de glaise où remuaient, de même couleur, nos visages et nos mains. Et par surcroît, sur ces visages, à l'ordinaire imberbes, dans le désordre de la nature, la barbe avait poussé ; des poils drus se détachaient de la glaise des visages. Sous des reflets d'ocre, dans la tristesse jaune des tranchées, nous nous apparaissions naturels, nous étions adaptés ; mais en changeant d'éclairage, nous avions changé d'aspect ; masse jaune, aux contours nets, notre silhouette, pittoresque, se détachait sur le ciel bleu. Rendus à la vie normale, aux couleurs naturelles, nous nous semblions des acteurs qui, le rôle fini, garderaient leur grime dans la rue.

« — Nous sommes beaux, mon lieutenant, disaient mes hommes en éclatant de rire. — Je pense vous ressembler, leur disais-je. Si nous devions ainsi défilier sous l'Arc de Triomphe, on ne nous accepterait qu'un jour de Mardi gras. Et nous serions les premiers à crier : à la chienlit ! »

Les hommes riaient. Leur gaieté leur composait une physiologie pittoresque ; elle découpait la glaise aux plis qui l'expri-

maient. Si je devais de façon sommaire enseigner plus tard l'art physiognomonique, je ne sais pas de procédé meilleur que de douer un sujet d'un masque léger de glaise que briserait à propos l'expression dont je ferais ma leçon. La guerre a ses enseignements qui ne s'y rapportent point, et c'est toujours autant d'appris.

La gaieté du soldat se nourrit de peu, mais elle fait aliment de tout. A mille mètres de Verdun, nous vîmes, le long de la voie, une maison modeste, éventrée d'un obus; son perron était, pour moitié, jeté bas; déchiquetés, les volets pendaient; par les vitres apparaissait le dénudement d'un intérieur. « Ma maison! » crie un homme; et il se précipite. Il n'a nulle peine à y pénétrer, car, soutenue par un seul piton, la grille du jardinet bée et flote au vent. « Le veinard, disent les hommes. En rempaillant sa baraque elle ferait encore un chouette gourbi. » La guerre nous a fait une mentalité, une philosophie à rebours. L'homme, quand nous l'avons revu, était en joie; ses bras agiles, lessoubresauts de son ventre exprimaient une surprise hilarante. Tout était à terre dans sa maison, et, méthodiquement et minutieusement détruit. Il y avait là de quoi bien rire; il n'aurait jamais cru son malheur si complet.

Nous étions une quarantaine d'hommes, Dudot, Buisson, avec moi. La section Noël, détachée depuis douze jours, ne devait nous retrouver qu'à Verdun. Ganot était parti la veille, me laissant aux soins de la relève et à la passation des consignes. A la porte de France nous fûmes rejoints par Laurent et le commandant Tisserand; ils n'avaient point rencontré de fontaine, et les premiers soins rudimentaires de propreté n'avaient point, comme à nous, apposé sur leurs joues terreuses la marque de quatre doigts.

Nous avons fait halte à Verdun, dans un couvent de religieuses, délaissé de vingt jours, honteux d'être si sales près de linges si propres. Quand j'entrai dans la chambre où il reposait, Ganot ouvrit un œil qu'il referma sans mot dire. Léger nous présenta du kirsch ancien que je bus avec Gund; il nous annonce une dinde, des alcools, une langouste fraîche, des vins; il nous détaille le tout d'un air autorisé et gourmand. Léger est notre cuisinier; il m'amuse souvent, même lorsqu'il s'embrouille dans mes comptes. Barbu comme on l'est mal,

bavard comme on l'est peu, je lui trouve l'air, le sourire et les ressources de Méphisto.

Nous avons, en chemin, croisé plusieurs régiments du 41^e corps à effectifs pleins; ils montaient à Verdun. J'y ai retrouvé des amis qui m'ont appris la mort de plusieurs autres. « C'est dur, Verdun? » me demandent-ils. Ce le fut pour nous. Nous avions mission de nous faire écraser. J'eusse mieux aimé l'assaut; le cœur y bat noblement, et ce n'est que cinq minutes à passer. « De ces hommes, dit l'un d'eux avec tristesse, et me montrant les siens, combien en reviendra-t-il? » J'esquive la réponse; d'autres plus que moi peuvent incliner vers l'optimisme.

Une auto attend les officiers du campement; j'en suis. Le capitaine Collat nous dirige; il claque des dents et grelotte de fièvre sous ses trois couvertures. Nous sommes, outre lui, Dumesnil, La Ferrière et moi. Avec ses maisons grises, basses et pauvres, Autrécourt nous est un paradis. Voici des granges closes, de la paille fraîche, je goûte d'avance la joie des hommes. Voici la maison du curé où nous ferons popote avec les officiers amis de deux compagnies de mitrailleuses. Voici pour moi une belle chambre. Il y a prétention à l'occuper; un commandant de gendarmerie vient de la délaissier, et je ne suis que sous-lieutenant. J'en serai d'ailleurs délogé la veille de mon départ, mais à cette heure, cette perspective n'est qu'un poids léger sur mes épaules. La joie me prend des draps blancs qu'on apporte; j'en exprimerais ma reconnaissance à mon hôtesse, si elle ne m'arrêtait dès le premier mot pour me faire entendre qu'elle est sourde,

Dépouillé de tout service, le séjour d'Autrécourt fut reposant, mais court. Dès le troisième jour, les premiers éléments de la classe 16 étaient venus nous renforcer. Le général Deville nous réunit le sixième jour: « Je vous transmets les éloges que vous adresse le commandement... D'un secteur inexistant, vous avez fait un secteur de résistance... Vous étiez sous le coup d'une attaque que vos successeurs essuieront sans doute, mais qu'ils repousseront grâce à vos travaux; ainsi vos fatigues auront fait le profit de la France. Il faut, dès à présent, adapter vos esprits à l'éventualité d'une bataille plus sérieuse... Vous allez vous trouver dans des circonstances où, plus que jamais, vous n'aurez à compter que sur vous-mêmes... Au

revoir, messieurs, et bon courage. Après demain, sur la rive gauche de la Meuse. »

J'emporte d'Autrécourt le souvenir d'un sommeil bien repu, d'une gaieté saine et soutenue et, pour les officiers, d'une grande fraternité entre les deux combats. Il y avait au presbytère une belle fille de la Meuse, aux joues fraîches; et dans la pénombre de la maison austère, sa silhouette nous était une fraîcheur aux yeux. Il y avait aussi son oncle, le curé du village, à l'œil octogénaire, et dont j'entends encore à mes oreilles la phrase inquiète qu'à chacun de nous il répétait plusieurs fois chaque jour : « Ils n'auront pas Verdun, n'est-ce pas ? »

VIII. — LE FORTIN DE LA DEUXIÈME POSITION

Il y a de Bar à Verdun une route qui, bien que bordée d'arbres, n'est point semblable aux autres voies nationales; dépierrée sur tout son parcours, se succédant en plaies et en bosses, il semble qu'elle ne soit plus dans la main de l'homme; son dénudement la montre abandonnée comme un vestige antique. Elle ne doit pourtant de paraître délaissée qu'à son surcroît de vie. Par milliers, des soldats ouvriers terrassiers travaillent chaque jour à la repierrrer; mais le soir a rompu l'effort du matin, et sa vitalité la voue à sa destruction journalière. C'est la grande route historique de Reims à Metz; Verdun lui doit son importance; née de sa vitalité, elle s'en fait aujourd'hui la gardienne. Nul plus tard ne la foulera sans respect; elle est l'artère centrale de cette guerre, et le meilleur sang de France y a passé. Ceux qui se plaisent aux réminiscences l'ont appelée « la Voie sacrée. »

Chaque jour, et depuis deux mois, deux sortes de cortèges s'y croisent sans discontinuer; par centaines, en convois, des files interminables de lourds camions automobiles, voilés de longues bâches vertes. Ce sont des convois semblables, mais ce ne sont pas les mêmes convois; il en va de l'un à l'autre comme de la nuit avec le jour, de la vie avec la mort. Les uns viennent de Verdun et les autres y vont.

Ces camions, pleins à bord, contiennent des hommes tassés, aux haleines chaudes, aux odeurs fortes, aux yeux brillants, toute une foule fiévreuse et congestionnée. Les uns sont jeunes,

vêtus de neuf ; leurs visages et leurs mains sont propres ; ils semblent parés pour une fête, mais leur visage est triste, leurs yeux rêveurs, leur voix silencieuse et comme abandonnée. Les autres sont sales, déguenillés ; leurs mains sont noires et leurs visages ; ils portent des ecchymoses et des linges ; au regard des autres ils semblent déshérités. Mais leurs visages sont gais ; ils chantent ; on sent qu'ils ne changeraient point de sort ; même ils ont quelque pitié des beaux habits qu'ils croisent. N'avaient-ils pas les mêmes, hier ? La guenille fait la joie à cette heure, car le danger qui l'a faite a respecté celui qu'elle rehausse maintenant. Il y avait un contraste singulier entre cette gaieté en visages sales, enfin délivrés d'une angoisse trop longue et les faces graves, silencieuses, de ceux qui, parés comme pour une fête, n'avaient pas encore gagné leur partie contre le destin.

Nous embarquâmes à Baleyecourt ; à la nuit, nous fûmes à Blercourt. Les voitures-cuisines nous y attendaient ; on mangea la soupe dans la nuit. L'attente du départ se faisant longue, nous nous endormîmes dans l'herbe humide, sous un vent glacé.

La marche se fit ensuite dans la nuit, lente, pénible, vers la zone lumineuse qui enveloppe le combat. De temps à autre, dans un bruit d'enfer, nous déroutant l'ouïe, un canon de gros calibre crachait un lourd projectile. La flamme nous passait à dix mètres ; le bruit, une minute, nous tenait assourdis. Les jeunes étaient graves et silencieux ; même n'agissant que contre l'ennemi, la première sensation de la brutalité des jeux de la mort les tenait impressionnés ; ils se taisaient. C'était, sur l'enclume du combat, le premier coup qui les forgeait. La nouveauté du spectacle leur prenait les yeux ; leur imagination effrayée transfusait dans leur sang ; ils tremblaient. Ou raidis contre l'émotion, soucieux d'un élan de courage, leur voix riieuse, mais crispée, dominait leur inquiétude.

Plus nus encore, plus désolés, nous avons retrouvé les vaux et les collines de Verdun. Nul n'ignorait vers quel point nous allions, et le nom même du Mort-Homme nous était un pressentiment ; nous approchions du repaire d'horreur. Nous allions à nouveau nous mettre sous le dé, nous placer à la table où se jouerait la vie de bon nombre d'entre nous. Le pressentiment travaillait nos esprits : nous sentions bien qu'Haudromont

n'avait été qu'une étape vers un cycle plus tragique. Le Mort-Homme s'ouvrait à nous, et nous y entrions, troublés par ce nom lugubre dont, depuis six jours, le tragique travaillait notre esprit. Nom de sinistre augure. Quel singulier présage que ce mot de Mort-Homme ! Le souvenir d'un cadavre d'un autre âge enveloppe aujourd'hui celui de milliers d'hommes qui toujours, sans doute, demeureront inconnus.

Un obus, éclatant à dix mètres de la compagnie, y mit du désordre. Il fallut dans la nuit crier, courir, rétablir les files et les rangs. Mais l'inefficacité même du projectile s'était déjà chargée de nous rassurer ; les jeunes reprirent leur place sans trop de tremblement. Leur sang, bien que secoué, n'avait pas coulé ; ils étaient rassurés. Ils avaient pris leur première leçon de danger.

Passé les Bois Bourrus, nous nous engageâmes dans des boyaux sinueux, interminables, s'ouvrant toujours au pas dans la nuit ; au-dessus de nos têtes, des balles battaient le parapet. La tête baissée, dans l'ignorance du danger et dans celle de l'ennemi, nous fîmes ainsi plus de deux kilomètres. « D'ici, vous apercevrez vos emplacements. Vous pouvez sans crainte sauter sur le parapet ; nous sommes protégés par une crête. » Un rétablissement opéré, et mes pieds trempant dans l'herbe humide, dans la nuit, sous la lune m'apparut, quadrilatère inégal, visible à ses masses blanchâtres, un fortin de belle allure et bien construit. A l'extrémité du boyau une petite lumière brillait en son milieu.

Cette lumière nous servit de guide. Ganot nous avait précédés ; il dormait, Noël auprès de lui. L'abri n'était qu'un trou où deux hommes pouvaient tout juste s'allonger ; mais Noël étant, cette nuit même, de corvée, me céda sa place où je pus m'étendre.

Le fortin de la deuxième position était creusé en deçà d'une crête qu'il commandait, séparé par un système jumelé et angulaire de ravins de la crête mère du Mort-Homme ; une compagnie l'occupait : des mitrailleuses le garnissaient. Il se rattachait aux ailes avec une ligne de tranchées allant, à l'Est, vers Chattancourt, et coupant à l'Ouest le ravin que nous appelions de la Hayette. Dominé au loin par la colline de Montfaucon qui nous était une menace, à l'Ouest par la cote 304, au Nord-Ouest par la crête du Mort-Homme, dite 291, sous la vue

de ces deux collines qui se faisaient chacune la gardienne de l'autre, le danger était néanmoins de maigre espèce à la deuxième position. Les obus tombaient alentour et, bien qu'il ne s'y trouvât d'abris que contre la pluie et que, sous des toiles de tente, la plupart reposassent à même dans les boyaux, malgré un bombardement journalier qui nous enveloppait de sa fumée, durant le séjour que nous y fîmes, nous ne subîmes point une seule perte.

Le travail nous menaçait aussi peu. La position sortait des mains du génie qui l'avait consciencieusement établie, et nous n'avions à mettre à l'œuvre qu'une section chaque nuit. Le froid était vif alors et, nous serrant contre les corps voisins, nous grelottions pourtant sous nos deux couvertures. Le ravitaillement se faisait à Chattancourt, l'heure du repas était notre seule distraction. La paix était contre toute attente; le danger ne menaçait point; avec des livres, j'eusse été heureux. Chose vaine que la pensée de l'homme! Le mouvement d'une feuille suffit à l'occuper. Nous avions, pour nous distraire de notre solitude, le bombardement furieux et continu des deux crêtes fameuses.

A moins d'un kilomètre au delà de la crête qui dissimulait nos assises, des feux furieux nous découvraient la zone du danger. Et chaque jour, se renouvelait avec plus d'intensité le bombardement du Mort-Homme et de 304. Prises dans un triangle d'acier entre Montfaucon, le bois des Forges et la côte du Talou, les deux crêtes tragiques constituaient sous nos yeux l'hémicycle du danger; et groupés sur ses bords, immobiles et muets, nous assistions spectateurs et badauds au mouvement varié et coloré des jeux humains de la mort.

J'eus un jour la curiosité d'avancer vers le Mort-Homme. Je suivis un boyau; il m'apparut à moins de deux cents mètres, martelé, effondré en partie; ses entours étaient des entonnoirs, et plus souvent des cratères. Village de troglodytes au fond de son ravin, m'apparurent les abris du colonel et des réserves immédiates du régiment. Une première crête me dissimulait au Nord-Est le sommet du Mort-Homme. A l'Est, m'apparut, avec au loin le système avancé de nos tranchées vers le bois des Caurettes, la route de Chattancourt, Bethincourt, désolée, dévastée, sans arbres, comme nue; autour d'elle, son danger créait la solitude. Sur ses bords, tous les vingt mètres, d'im-

menses abris effondrés, aux poutres brisées, aux rails tordus mettaient dans cette désolation un peu de pittoresque.

Je regagnai le fortin. Je fus commandé pour emmener, le soir, une corvée de travailleurs aux entours de la route. Nous nous engagions dans le sentier du ravin quand contre-ordre nous parvint. Il semblait que l'on nous eût rappelés comme pour nous éviter un danger. Nous nous endormîmes satisfaits ; nous avions l'esprit tranquille et le cœur loin d'émoi. Nous semblions volontairement oubliés de la mort.

IX. — L'ASSAUT DU 9 AVRIL

Il n'y a meilleur auxiliaire que l'ennemi. Le 8 avril, au cours d'une corvée de munitions, j'avais croisé un prisonnier ; il sortait de l'abri du colonel. C'était l'un des deux Polonais tombés entre nos mains et dont la parole allait mettre au camp le branle-bas de combat. Ils s'étaient accordés sur ce dire qu'une action effroyable nous menaçait ; elle serait livrée le 9 ; ils avaient nommé les corps qui devaient participer à l'assaut. J'ai croisé le prisonnier ; c'était un petit homme triste, sale dans ses habits gris, les yeux fuyants, lâches sous la buée des lorgnons, l'air d'un répéteur costumé en garde-chasse. J'ignorais alors qu'il eût découvert l'aventure, mais quand je me présentai devant le colonel, l'air grave, tendu et concentré de tous me surprit : « Laissez ici vos caisses à munitions, mes enfants, nous dit le colonel, allez vous coucher. Prenez un bon sommeil, j'aurai sans doute besoin de vous demain. »

J'eus à mon retour l'explication quand je fus appelé avec Ganot auprès du capitaine Collat qui nous dit la chose et nous dicta les consignes d'alerte. Il était avec Savary dans un abri de planches, brisé de fatigue et tenaillé de fièvre « Qu'en penses-tu ? » me dit Savary. Je n'ignorais plus que nous étions destinés à contre-attaquer. — « Que nous commençons à perdre l'habitude de mourir : cela va nous rafraîchir le sang. »

Le 9 avril, je me levai de bon matin. L'aube était claire ; sur les hommes endormis ne planait que dans mes yeux ce pressentiment du danger. Ils dormaient, la mort auprès de leur tête : sans qu'ils s'en fussent doutés, à la façon des condamnés, ils pouvaient n'être réveillés que pour n'avoir plus qu'à mourir. Je regardai l'horizon. L'air était pur et frais, et

par miracle le canon s'était tu. Des hauteurs de Montfaucon à la cote 304, un léger brouillard se dissipait et, dans la nuance du matin, les collines tragiques ne nous apparaissaient que comme des masses roses. L'air était frais et pur; je le respirai comme on boit l'eau d'une source; ce m'était une Jouvence. La nature est ainsi; elle ressemble à une jeune poitrinaire; elle n'est si près de la mort que le jour où elle se découvre plus avide de la vie.

Le bombardement commença à sept heures. La brume s'était élevée, les deux collines s'étaient dégagées; une épaisse fumée les voilait par endroits. Aux brouillards légers et colorés, à la grâce comme adolescente du matin, se substituent la lourde fumée des marmites, les masses jaunes des shrapnells. Il y avait deux zones distinctes de feu; l'une écrasait les tranchées de ligne de la cote 304 à 285; la deuxième barrait le ravin du colonel où, au jugement de l'ennemi, s'accumulaient les réserves. J'ai vu rarement ce spectacle: il était d'envergure. Il s'animait, se déployait comme un jeu de damnés dans la grâce du matin; la nature enveloppait de tendresse et de fraîcheur les destructions de l'homme. Je me plaisais au spectacle. Il y avait dans la jeunesse du jour une vertu plus grande que dans la rage de la mort; tout entier il prenait notre imagination, et la fureur croissante des obus ajoutait encore à son propre coloris. Spectacle digne de tenter un peintre, magie de la nature où la mort, en s'ajoutant, n'était qu'une beauté.

Gund s'était joint à moi, et nous suivions les progrès du tableau. Les touches s'ajoutaient aux touches, rapides, par dizaines à la fois. Si lourdes qu'auprès on en devait étouffer, de loin, elles semblaient fraîches, harmonieuses à l'œil. Les nuages de foudre flottaient que colorait le matin. Il y a une vertu dans le soleil, et la mort sous ses rayons n'est que pure beauté.

A treize heures, le bombardement se tut. Les nappes flotèrent quelque temps encore au-dessus de nos têtes, puis s'éloignèrent. Le soleil se dégagea; il apparut dans un rayonnement d'argent. On nous servit le repas. Nous étions joyeux, l'estomac en appétit et l'esprit en relief; nous disions la chose finie et l'attaque enrayée. Heureux d'en être quittes à si bon compte, nous respirions largement le soleil. Après la crainte d'avoir peut-être à mourir, la joie de vivre s'était attablée avec nous; nous l'exprimions par des rires larges, des phrases

sonores, un esprit plus développé qu'à l'ordinaire. Nous nous étions mis à jouer contre notre coutume ; les mains pleines de cartes, nous nous abandonnions au hasard. J'avais alors un jeu superbe qui ne s'abattit pas ; ce fut la faute d'un bout de papier qui venait du bataillon et que Ganot lut lentement, puis qu'il me tendit sans mot dire. Nous étions appelés pour un autre jeu où le hasard aurait aussi son compte ; ce bout de papier engageait notre vie et celle de cent soldats. L'on avait perdu la crête du Mort-Homme ; il fallait la reprendre à l'instant ; nous étions commandés pour l'assaut.

J'ai vu rarement moins d'hésitations, plus de calme qu'à cette minute. L'adjudant commandé, le rassemblement se fit sans un mot ; les sacs délaissés, nous nous approvisionnâmes largement en cartouches ; nous ajoutâmes un jour supplémentaire de vivres. Noël et moi nous veillions aux détails ; Ganot s'était rendu auprès du colonel. « Nous partons ? » me dit Noël. — Allons-y ! — Prenons-nous le boyau ? — L'ordre porte que non ; c'est pour gagner du temps. Passons en rase campagne. » Nous voici hors du fortin, debout, en ligne de section par un et nous approchant des obus. Mes hommes avaient le visage grave qui précède le combat. Les approches du danger sont plus impressionnantes que le danger lui-même ; le feu de l'action, en occupant l'esprit, fait délaissier la crainte, devenue alors un bagage inutile. Nous disions quelques mots, des paroles de confiance ; mais les hommes n'avaient plus besoin de réconfort. On se comptait, on souriait d'être si peu pour un effort si grand. « Nous leur montrerons de quel bois se chauffent les gars du Nord, mon lieutenant. — Et ceux des Ardennes, donc ! — Et le gamin de Paris ! » Nous avons gagné la crête. Nous voici, descendant vers le ravin où, comme au fond d'un creuset, se recueillent dans un fracas d'enfer les éclatements et les fumées qui propagent la mort. Encore cent pas ; nous sommes dans la zone du danger.

Les obus pleuvaient alentour ; les hommes s'étaient tus. La gravité sur la face, ils marchaient au pas, et dans l'ordre prescrit. A hauteur de l'abri du colonel où s'accumulent les rafales, une barrière de feu et d'acier se dresse devant nous. J'ai reconnu là le peu d'effet de ces tirs de barrage, si effrayants qu'ils semblent. Ce ne fut à mes yeux qu'un instant où, comme je me retournais pour voir si j'étais suivi, un obus éclata ; un

homme fut projeté à plusieurs mètres en l'air et, tué, rejeté sur le bord d'un nouvel entonnoir; une demi-section était du même coup à terre. Angoissé, mais l'esprit bien vite franc d'une crispation de crainte, j'ai vu les hommes, un à un se relevant, courir et d'instinct reprendre la file. Il n'y avait qu'un tué; le danger était passé. La mort avait pu se mettre entre nous; l'ordre n'était pas rompu.

Un officier nous attend; ses gestes nous attirent. C'est Mollet, et le chef de bataillon l'a placé là pour nous indiquer l'objectif. Nous sommes au bas d'une crête. « Les Boches sont là-haut ou derrière; une section progressera à la grenade dans le boyau des Zouaves; le reste de la compagnie gagnera la crête en obliquant à droite. — Où se trouve l'ennemi? — Tu nous l'apprendras. »

Nous sommes, les chefs de section, à nos postes, plusieurs pas en avant. Je regarde; une ligne admirable: Noël, Dudot, Buisson vers ma droite. « Nous allons les rosser, me crie un homme en riant. Les salauds, ils n'y couperont pas. » Les voix montent; on se donne confiance. En riant, je les apaise, du geste, je les calme. « Nous chanterons là-haut. En avant! mes enfants. »

C'est une satisfaction qu'un tel assaut. Nous sommes en avant, Noël, Dudot, Buisson et moi. L'ordre est admirable; il y a plaisir à braver la mort ainsi. Le soleil jette à cette heure son rayon; dans notre esprit, il rivalise avec la mort, il l'emporte. Voici mes hommes derrière moi, le sourire aux lèvres, et voici, dans le bon air de la journée, deux cents mètres passés; nul bruit devant nous. Mais la crête passée nous en révèle une deuxième; l'espace à parcourir est sous nos yeux et, en le fixant, nous n'apercevons pas ces soulèvements linéaires de terre qui indiquent les tranchées. « Au pas, disons-nous, et de l'ordre. Il faut nous réserver pour l'élan suprême à donner. »

Nous montons, foulant l'herbe, et les fleurs nous distraient: le danger ne naît point sous un si beau soleil. Les hommes rient. « Encore cent mètres de gagnés, mon lieutenant, me crient-ils. Pensez-vous qu'on les aura? » L'ordre était admirable à cet instant, à pas lents tous et l'arme à la main. Avaient-ils conscience de la beauté de leur mouvement? Ils continuaient d'avancer, cherchant des yeux l'ennemi. Celui-ci aurait-il fui qu'il ne se révèle pas?

Il y a des bravades de la mort. A cinq cents mètres sur notre flanc, à gauche, une mitrailleuse entre en action contre nous. C'est l'instant que choisit un de mes hommes pour faire montre de son esprit; une chanson de café-concert lui venant aux lèvres gagne le reste de la compagnie. Mais d'autres mitrailleuses se mettent de la partie; le jeu devient mauvais. Noël, Buisson et Dudot sont tombés. Je perçois des cris, mais je m'éloigne en chargeant. « Gardez l'alignement, criais-je. — En avant ! répétait-on derrière moi. Nous sommes vainqueurs. »

Dans l'ordre, les hommes ont suivi. Les balles crépitaient; par centaines, et tire-bouchonnant jusqu'à vingt centimètres du sol, des fumées légères s'élèvent autour de moi; c'est leur effet sur ce terrain chauffé où repose la poussière. Elles frôlent mon pied qui en effleure d'autres; je me cabre pour les éviter. Derrière, un homme chantait, le cri des blessés s'était tu.

L'élan nous entraînant, nous atteignons la crête. Des terres remuées, des faces où vivent des yeux, des flammes chaudes, sonores en coup de fouet nous frôlent les oreilles. Le chant s'arrête, les yeux se sont fixés. C'est le cri unique du cœur, le mot d'ordre tacite : « Il faut atteindre cela. Trente pas. Quinze encore. Cinq seulement. » Je me retourne. Où est la compagnie ?

J'ai sauté dans la tranchée, elle est vide. Je m'attendais à être cueilli, mais l'ennemi a fui. Et voici Goël, Vandervoode, Legrand à mes côtés. « Où sont les Boches ? — Attendons, leur dis-je. D'abord, combien sommes-nous ? »

Nous nous sommes comptés. Voici Soufflaut, Lanckmans, Forgeat, des jeunes de la classe 16, venus d'hier et dont j'ignore les noms. Et voilà sur le terrain les morts, et voici les blessés qui, sous le feu des mitrailleuses, se traînent pour atteindre jusqu'à nous. — « Mon lieutenant, me dit Vandervoode, j'ai de l'excellente fine que j'emporte toujours au combat. » En frères, avec les autres, nous la partageons. Nous sommes là, ardents, fiévreux et cherchant notre rôle. Les mitrailleuses nous frôlent de leurs balles; le canon s'est mis de la partie. Notre assaut a porté; c'est l'effort qui a secoué l'arbre, et voici que les fruits nous tombent sur la tête : ils sont d'acier. Les blessés crient, ils appellent. Lanckmans nous garde à gauche, Forgeat à droite, le danger est sur nous; avec dix hommes nous sommes isolés chez l'ennemi. Je suis peu rassuré, mais soutenons le moral. Un bout d'enveloppe à sus-

cription teutonne git à terre ; je le prends, j'y inscris hâtivement le nom qu'à son tour chacun me donne : « Vous aurez tous la croix de guerre. »

Nous avons exploré, reconnu des tranchées : un système entier à présent, sans défenseurs. Des cadavres de zouaves, de chasseurs ennemis. Mais la position est de premier ordre et nous sommes à dix pour la défendre. Il ne faut pas abandonner cela.

— Mon lieutenant, on vous disait tué.

C'est Dudot blessé, la poitrine en sang, et qui me tend la main ; il se traîne.

— Où en sommes-nous ?

— Je n'en sais rien ; mais, à mon avis, nous sommes coupés de toute communication avec le régiment, et nous allons être cueillis.

J'ai demandé du papier, je jette quelques notes brèves pour le colonel, ceci ou à peu près : « Je ne sais pas où je suis, mais la position est de premier ordre, et je n'ai que dix hommes pour la garder. Je demande l'envoi d'urgence de deux compagnies. »

Le pli est parti. — Mais ne pourrait-on par là communiquer plus aisément avec le régiment ? Nous suivons, Dudot et moi, deux cents mètres d'un boyau qui se bouleverse sous la mitraille, tendant l'oreille aux sons humains, parmi les balles et les obus qui frappent. Soudain un sursaut. Les Boches ! Nous sommes chez eux, à vingt mètres, une section entière dans un boyau perpendiculaire à celui que nous suivons. Ils s'avancent l'œil fixe, des pétards dans la main. Nous ne sommes que trois, Dudot blessé à la poitrine, Langlier, la main broyée, et moi avec mon revolver ; encore m'aperçois-je qu'il est vide. Couchés et retenant nos souffles, nous regardons l'ennemi. Il va droit au danger, l'œil comme halluciné. Aucun n'a détourné la tête, n'a jeté un regard vers nous ; où serions-nous dans ce cas à cette heure ?

Nous voici revenus au centre des tranchées.

— Votre pli est revenu ; le messager est blessé. Que faire ?

— J'y vais, mon lieutenant, dit Dudot.

— Non, lui dis-je, tu es blessé, tu ne pourrais pas te traîner.

— Je ne suis plus bon à rien ; vous ne serez pas privé d'un

combattant, et c'est mon seul moyen d'essayer encore de vous rendre service.

— Va, lui dis-je et adieu. Une poignée de main, mais de sa part d'une main raide, aux doigts noués, paralysés; il l'avait déjà eue brisée par une balle; de son gré, il était revenu au feu. Il saute sur le parapet, il descend vers le ravin. — Encore un de tué, ai-je pensé tout haut. — Sur le bord des tranchées lointaines, il a disparu derrière un éclatement.

Nous avons tout l'après-midi fait des reconnaissances, tantôt découvrant des tranchées vides, tantôt nous heurtant à l'ennemi aux points où nous l'attendions le moins. A vingt heures, le bombardement redouble de violence; à mon opinion, ils vont contre-attaquer. Contre les obus nous sommes parés; nous avons l'avantage de n'être que fort peu pour un ouvrage immense; parmi ce dédale de tranchées et de boyaux, il est aisé de jouer à cache-cache avec les obus. Mais nous serons noyés par les flots de l'attaque. Quelques pierres dans la main d'un enfant ne font pas une digue contre la mer.

Le crépuscule vient; je profite de l'ombre pour sauter sur le parapet et descendre vers le colonel. En chemin, je rencontre Noël au fond d'une large fosse; il est avec quelques blessés; il a la jambe cassée. Délaisse depuis midi, il me supplie qu'on l'emporte. « Je te le promets, mais mon premier devoir est autre. » A des brancardiers croisés sur mon chemin, je donne des ordres à son sujet. Me voici chez le colonel.

— On te croyait mort, me dit Coureaux. Votre assaut a été admirable. Le général et le colonel l'ont vu et ont pleuré.

— A-t-on reçu un mot?

— Tu demandes des renforts. Mais, mon pauvre ami, il n'y en a pas. As-tu soif? Veux-tu te reposer?

J'ai enfin la promesse d'une compagnie : me voilà fort. Je reviens inquiet vers mes hommes; ne s'est-il rien passé dès que je fus absent? Noël est emporté : je le rencontre. Si blanc dans ses linges, je le crois mourant; sans un mot, nous nous embrassons; j'ai l'esprit trop occupé pour pleurer. Mesté est là aussi, la tête perdue. Il va vers l'ambulance, et moi vers mon destin.

A ma joie, mes hommes étaient encore sur place. Rassurés dès que le bombardement se fut tu, ils rongeaient leurs miches, découvraient leurs conserves. A la nuit, avec Soufflault, nous

allons en reconnaissance, rampant sur des cadavres. Heureuses surprises du hasard; sur la droite, nous rétablissons la liaison avec le 8^e bataillon de chasseurs.

Nous subimes à la nuit, et pendant trente heures ensuite, un bombardement des plus violents. Au près de nous, par des flammes, les chasseurs furent attaqués; mais sur notre aile, nous étions parés. L'assaut avait permis de regagner une crête et de reconstituer sur le front, alors rompu, un point d'appui solide qui a permis ensuite de rétablir la ligne. L'ennemi, depuis ce jour, a pu s'y attaquer; malgré ses volontés, plusieurs fois exprimées, et qu'attestent, par centaines, ses cadavres devant notre terrain, le 20 mai, quand nous revînmes au Mort-Homme, la ligne n'avait pas bougé.

Il y a un fil dans nos destinées; il nous apparaît à de certains jours. Le 9 avril 1915, mon régiment d'origine et d'élection emporta les Éparges; il était cité à l'ordre de l'armée. Le 9 avril 1916, dans un autre corps, ma compagnie regagnait le Mort-Homme; elle était à son tour citée à l'ordre de l'armée (1). On se plaît par instants à s'appuyer sur deux gloires.

(1) Le général commandant la 2^e armée cite à l'ordre de l'armée : la 41^e compagnie du 151^e régiment d'infanterie; le 9 avril 1916, est montée à l'assaut dans un ordre admirable, les hommes riant et chantant. A ainsi franchi sous un feu violent de mitrailleuses et d'obus de gros calibres, les quatre cents mètres séparant la tranchée de départ de la tranchée à conquérir. Y est parvenue malgré ses pertes et s'y est maintenue pendant trente-six heures sous un bombardement furieux.

Signé : NIVELLE.

Rappel de ce fait se trouve dans la nouvelle citation attribuée à un an de distance par le général commandant le 32^e corps à la 41^e compagnie :

« Le général commandant le 32^e corps cite à l'ordre du corps d'armée la 41^e compagnie du 151^e régiment d'infanterie : « Compagnie d'élite, s'est toujours montrée digne d'elle-même. Déjà citée à l'ordre de l'armée. Commandée alors par le sous-lieutenant Jubert, avait, le 9 avril 1916, au Mort-Homme, repris en riant et chantant les positions perdues. Le 16 avril 1917, sous le commandement du capitaine Webanck, alors que le dispositif était arrêté par la résistance allemande devant la deuxième position, s'est tout entière levée sous un bombardement furieux pour rendre les honneurs à son colonel qui la traversait; a eu son fanion mis en loques au cours de l'action, sa mascotte mise en pièces et leurs porteurs blessés. Le 16 avril 1917, au cours de l'offensive, et les jours suivants, durant les contre-attaques de l'ennemi, a manifesté en toutes circonstances cet esprit de discipline souriante, d'héroïsme joyeux et d'élégance devant le danger qui sont ses traditions.

Signé : PASSAGA.

Au cours de cette dernière action, l'auteur de ces pages a été lui-même cité à l'ordre de l'armée et promu dans la Légion d'honneur pour le motif suivant :

Jubert Raymond, sous-lieutenant à titre temporaire (réserve) au 151^e régiment d'infanterie, 41^e compagnie : brillant officier, d'une haute valeur morale, véri-

X. — CINQ JOURS AU MORT-HOMME

Le 11 avril, à quatre heures du matin, j'étais enveloppé de mes couvertures, je dormais profondément lorsqu'il se fit autour de moi un brouhaha de voix, un remuement qui ne m'éveilla complètement que lorsqu'il fut sur le point de cesser. J'ouvris les yeux; je dégageai ma tête. Deffèrez était devant moi, équipé, casqué, prêt à partir; derrière lui, les hommes de la liaison chargeaient le sac sur leurs épaules.

— Est-ce une alerte? dis-je.

— Non, c'est la relève.

— Et l'on ne me réveillait pas!

— C'est que vous restez là, mon lieutenant, pour passer les consignes.

« Merci de ma chance, » ai je crié; et sur mon visage j'ai rabattu mes couvertures, mais je n'ai pu dormir. Pour m'occuper, je comptai les minutes, les secondes, attendant impatiemment six heures où les Allemands commenceraient le bombardement.

Nous l'avions subi toute la journée de la veille, protégés par la chance plus que par notre abri; la mort avait écrasé à cent mètres en avant et cent mètres en arrière de la ligne que nous occupions; suivant la route de Chattancourt, il avait, d'un voile soutenu de fumée, enveloppé toute la journée le ravin du colonel. Mais cette fois, dès le premier obus, nous comprîmes que le bombardement se déplaçait; les masses de cuivre et d'acier se portaient contre nous: elles éclataient dans nos entours immédiats. La tôle ondulée qui vibrait sur nos têtes annonçait à tout instant la touche des éclats.

Je sentis alors redoubler ma solitude. Dans cette zone d'enfer, loin de toute vie humaine, j'eus la pensée que, frappé, je serais oublié jusqu'à ce que mort s'ensuive. Encore avais-je Fréville avec moi; mais cette tristesse sur moi-même me fut insupportable.

RAYMOND JUBERT.

(A suivre.)

table entraîneur d'hommes. S'est fait remarquer en Argonne, sur la Somme, à Verdun par sa belle conduite au feu. Deux fois cité à l'ordre. Le 16 avril 1917, a brillamment entraîné sa section à l'assaut. Blessé, a néanmoins continué à diriger la progression et ne s'est laissé évacuer qu'après en avoir reçu l'ordre.

CONVERSATIONS PENDANT LA GUERRE ⁽¹⁾

L'ALERTE ⁽²⁾

Un beau soir de mai... la place de l'Opéra; les dix coups de la vingt-deuxième heure sonnent aux horloges; le perron du monument est désert, et les statues collées contre l'édifice, l'Idylle, le Chant, le Drame, la Cantate, ainsi que les groupes de la Musique et de la Poésie lyrique échangent leurs impressions. Le groupe de la Danse, enfermé sous un appareil protecteur, ne prendra pas part à la conversation.

L'IDYLLE, sous le médaillon de Bach.

Le beau ciel!... Pas un nuage... les étoiles brillent comme des diamants... *Ils* pourraient bien venir ce soir.

LE DRAME, sous le médaillon de Pergolèse.

Ou essayer de venir. Rien ne dit qu'ils réussiront. On veille. Les projecteurs fouillent le ciel; des pinceaux de lumière badigeonnent, le temps d'un éclair, le sombre azur; les canons sont à l'affût; les saucisses se balancent mollement au souffle de la brise. *Qu'ils viennent, on les recevra.*

(1) Voyez la *Revue* des 15 octobre 1917 et 1^{er} février 1918.

(2) Copyright by Maurice Donnay, 1918.

L'IDYLLE.

O vous, ma chère Drame; car vous êtes une femme, comme nous toutes (votre père, M. Falguière, vous a octroyé abondamment de la poitrine et des hanches), vous aimez les émotions fortes.

LE DRAME.

Cela dépend; mais je ne m'affole pas, comme vous, à l'idée d'un raid.

L'IDYLLE, vexée.

Où prenez-vous que je m'affole? Mais j'avoue que je me sens un peu troublée, quand les oiseaux du rouge Kaiser doivent venir jeter sur Paris leurs excréments meurtriers et incendiaires. Le bruit du canon, l'éclatement des bombes et des torpilles, toute cette musique m'impressionne d'une façon désagréable. Cela ne se raisonne pas, c'est nerveux. Je suis bien excusable; après tout, je suis l'Idylle.

LE CHANT, sous le médaillon d'Haydn.

C'est une idylle,
C'est une idylle et voilà tout.
C'est une idylle dans le goût
De Théocrite et de Virgile.

L'IDYLLE.

Parfaitement : il m'est bien permis de préférer le doux murmure des ruisseaux, le chant des oiseaux dans les branches, la plainte du vent dans la ramure. Autrement, je n'ai pas peur, je n'ai pas peur. Et puis je sais bien qu'on ne meurt qu'une fois. Non, c'est l'obscurité, c'est le bruit... Et c'est absurde, puisque le bruit n'est pas le danger; si on est tué, on n'entend même pas la bombe qui vous frappe...

LE DRAME.

Parbleu! on a bien autre chose à faire.

L'IDYLLE.

Par exemple, je voudrais être tuée du coup : je n'aimerais pas avoir les deux jambes coupées ou, pis encore, être défigurée!

LA CANTATE, sous le médaillon de Cimarosa.

Ah! Q. T. N. V.!

On entend un bruit sourd.

L'IDYLLE.

Écoutez donc!

LE CHANT.

Non, c'est une porte qu'on referme.

L'IDYLLE.

On dirait que les gens font exprès de fermer les portes avec fracas.

LE DRAME.

Mais taisons-nous, méfions-nous! Ne tenez pas ces propos inquiets : des oreilles ennemies s'approchent pour nous écouter, des oreilles rouges et velues qui semblent s'écarter avec horreur d'une tête carrée. Voyez ce gros homme qui se dirige de notre côté : c'est le correspondant de la *Tagblattnachrichtenzeitung*, cette feuille boche si bien renseignée sur tout ce qui se passe à Paris.

L'IDYLLE.

Je le reconnais; il vient souvent se promener par ici. Oh! qu'il est laid! Rien que sa vue me viole!

LE CHANT.

Il est venu le soir du premier jour où le canon à longue portée, le canon kolossal, le canonissime, comme disent nos amis les Italiens, a tiré sur Paris. Il se frottait les mains, il exultait, il parlait tout haut et il ne cessait de répéter : *Paris von hundert zwanzig kilometer aus bombardirt! Ach! Hoch! Sproum! Kolossal! Gott mit uns! Deutschland über alles!*

L'IDYLLE, exaspérée.

Imbécile! Mais comment cet homme n'est-il pas dans un camp de concentration?

LE DRAME.

En vain, depuis le commencement de la guerre, les différents chefs de la police ont lancé à sa recherche leurs plus fins limiers. Il ne sort que la nuit et, lorsque l'aube va poindre, il disparaît dans une bouche d'égout.

L'IDYLLE.

Dans une bouche d'égout? Pas possible! Avec cette corpulence! Voyez comme il est gras!

LE DRAME.

Il possède la propriété de s'allonger, de s'étirer, de s'aplatir, comme un rat! Mais, chut!

Le correspondant de la *Tagblattnachrichtenzeitung* a gravillement les marches du perron; arrivé en haut des marches, il se retourne et regarde, pendant quelques instants, la place, les boulevards, l'avenue de l'Opéra. Puis il redescend en sautillant lourdement.

LE CHANT.

Ouf! il est parti. On peut parler maintenant.

L'IDYLLE.

Mais qu'est-il venu faire?

LE DRAME.

Il est venu se repaître, s'enivrer du spectacle de Paris, la Ville-Lumière, dans les ténèbres. Il se dit : « Voilà le résultat de la Kultur! »

LE CHANT.

Oui, si la Kultur régnait dans le monde, ce ne serait partout qu'obscurité et ténèbres.

LA CANTATE.

Il n'est même pas capable de comprendre, de sentir le charme singulier de Paris avec ce manque d'éclairage. D'abord, il y a une heure exquise : c'est l'heure mauve, entre chien et loup, quand il n'est pas encore nuit et qu'il ne fait plus jour.

LE DRAME.

Vous voulez dire le crépuscule.

LA CANTATE.

Patience ! J'allais le dire.

LE DRAME.

Hé ! ma chère, que ne le disiez-vous tout de suite ?

LA CANTATE sans se laisser démonter.

Alors cette grande place prend un aspect mystérieux : les hommes bleus et kakis, les petites femmes avec leurs chapeaux si amusants, leurs jupes si courtes, leurs talons si hauts, leurs bas si transparents, tous les passants deviennent des ombres légères et émouvantes. Puis la place se vide, car tous ces gens vont dîner. Puis la nuit vient ; quelques lumières bleues s'allument : on dirait des étoiles descendues sur la terre ; les lanternes des rares taxis font de petites taches mobiles, rouges ou d'un jaune orangé ; puis les gens sortent des restaurants, de leurs maisons pour se diriger vers les théâtres et les cinémas, ou simplement pour prendre l'air ; puis la place redevient déserte, comme en ce moment. Paris, en ces temps-ci, a des physionomies particulières qu'on ne lui reverra jamais.

L'IDYLLE.

Je l'espère !

Soudain, un bruit sec d'air déchiré.

Écoutez donc !

LE CHANT.

Non, c'est un pneu qui a éclaté.

L'IDYLLE.

Une chose m'inquiète : c'est cette fenêtre sans rideaux et

toujours éclairée, là-haut, sous les toits, dans cette grande maison, au bout de l'avenue; elle fait un trou de lumière dans l'étoffe de la nuit. C'est peut-être un signal. J'ai idée que quelqu'un veille, pour guider les bombardiers nocturnes. Ne croyez-vous pas?

LE DRAME.

Il ne faut pas non plus voir des espions partout. Sans doute une pauvre servante qui raccommode ses bas, ou bien une jeune P. T. T. qui écrit à son vieux père dans les R. A. T., ou bien une vaillante étudiante, infirmière le jour, et qui, la nuit, prépare son P. C. N.

LA CANTATE.

Ah! Q. T. N. V!

LE DRAME.

Pardon, chère amie, voudriez-vous me dire quel est le sens de ces quatre lettres qui semblent former, ce soir, votre exclamation favorite? Lettres initiales, j'imagine; je pense qu'il s'agit d'une abréviation... chaque jour en voit éclore! Je ne demande qu'à être initiée.

LA CANTATE.

Vous l'avez deviné : il s'agit bien d'une abréviation. Q. T. N. V! Quel temps nous vivons! Comme j'ai souvent l'occasion d'exprimer cette pensée depuis bientôt quatre ans, pour ne pas me fatiguer, je prends le raccourci. Vous comprenez?

Un bruit lointain; stridences prolongées.

L'IDYLLE.

Entendez-vous?... Cette fois, ça y est!

Maintenant, on voit passer la voiture rapide des pompiers, dont les casques jettent des éclairs; la voix des sirènes attire les navigateurs dans les profondeurs des abris.

LE CHANT.

J'en ai les oreilles déchirées!

L'IDYLLE.

Je n'aime pas beaucoup la sirène ; c'est un cri de douleur et de détresse.

LE DRAME.

Oui, on dirait des pleureuses ou, plutôt, des hurleuses qui se lamentent, d'avance, sur les prochaines victimes.

LA MUSIQUE, à ses instrumentistes.

Vous n'avez pas peur, mes filles ?

LA JEUNE FILLE AU VIOLONCELLE.

A vos côtés, ma mère, je ne saurais trembler.

LA JEUNE FILLE A LA DOUBLE FLUTE.

Et moi, je continuerai à souffler dans ma double flûte.

LA MUSIQUE.

Je n'en attendais pas moins de vous, mes filles.
Coups de canon.

LA POÉSIE LYRIQUE.

Semblable à l'orage, c'est le tir de barrage qui fait rage.
Courage ! Courage !

LE CHANT.

Dans les groupes de la Musique et de la Poésie lyrique, j'ai remarqué qu'on avait toujours une excellente tenue.

L'IDYLLE.

Noblesse oblige ! Et puis, ce sont des groupes ; dans ces moments-là, il faut être rapprochés et, dans un groupe, on se sent les coudes... et les cœurs ! Tandis que moi, je suis toute seule, sur mon socle, avec une petite robe droite et des fleurs dans les bras.

LA JEUNE FILLE AU VIOLONCELLE.

Je vous en offre autant avec mon violoncelle.

LA JEUNE FILLE A LA DOUBLE FLÛTE.

Et moi, avec ma double flûte.

LA CANTATE.

Et moi, avec ma lyre tétracorde.

L'IDYLLE.

Ah! si j'avais seulement un casque et un poignard! Je sais bien que ce serait inefficace contre les gothas; mais le moindre attribut guerrier suffit pour vous donner une âme guerrière. Les anciens gaulois lançaient des flèches contre le ciel, quand il tonnait. Cela n'était pas raisonnable et ne résiste pas à l'analyse; mais, au moins, ils lançaient quelque chose. Je ne peux pourtant pas lancer mes fleurs contre les gothas. Il est dur de demeurer sans armes, exposée à la mort.

LE DRAME.

Ici, nous sommes abrités, d'un côté du moins, par la masse du monument. Que diriez-vous donc si vous étiez à la place d'Apollon, là-haut, qui élève sa lyre d'or vers le ciel plein de dangers?

LA POÉSIE LYRIQUE.

Surtout songez, songez à toutes vos sœurs mutilées, assassinées, là-bas, dans les villes martyres, parmi les ruines qui pleurent! Songez au Sourire de Reims et à tant d'autres sourires! Songez à vos sœurs demeurées, depuis des mois et des mois, sous les bombardements, dans les niches des vieilles églises et des hôtels de ville; imaginez quelle doit être leur vie à toutes ces saintes, à toutes ces déesses que le ciseau du moyen âge, de la Renaissance et de nos grands siècles d'art, a tirées du marbre et de la pierre. Belles Cypris sortant de l'onde en tordant vos cheveux, saintes Véroniques étalant sur un linge la face du Sauveur; allégories charmantes, pieux symboles, vertus chrétiennes, grâces païennes, qu'êtes-vous devenus! Que sont nos risques au prix des leurs? Voyez-vous, chère Idylle, le moyen d'avoir un cœur ferme, c'est de penser tout jour aux statues du front!

L'IDYLLE.

Je vais y penser, je vous le promets ; mais il en est de ces moyens comme des remèdes qu'on préconise contre le mal de mer : ça réussit ou ça ne réussit pas.

LA MUSIQUE A LA POÉSIE.

O ma sœur, vous avez raison. Mais que dire à ces deux petits enfants tout nus qui sont à mes pieds et qui portent une banderole ? (Elle se penche vers les enfants :) Vous n'avez pas peur, mes chéris ?

LES DEUX ENFANTS.

Oh ! non, madame, nous sommes trop petits.

L'IDYLLE.

Charmante réponse ! Heureux âge ! Ils ne savent pas... ils ne se rendent pas compte. — Oh ! que n'ai-je leur âge ?

LA MUSIQUE.

Quand je pense que ces deux chérubins peuvent être, d'un moment à l'autre, pulvérisés !... C'est qu'*ils* ne regardent pas à massacrer des enfants.

LA POÉSIE LYRIQUE.

Et leurs intellectuels appellent cela de la puerikultur.

LA MUSIQUE.

Oh ! Comment pouvez-vous plaisanter !

LE DRAME.

• Je ne plaisante pas ; je n'en, ai pas d'envie. Puerikultur, l'enfant au fusil de bois ; puerikultur, les bébés du *Lusitania* ; puerikultur, tous les innocents arrachés au sein de leur mère et précipités dans les flammes ! Avez-vous remarqué combien ce K boche modifie la physionomie du mot et le sens de la chose, partout où il remplace notre C latin ? La culture pour nous, c'est éclectisme, altruisme, politesse, finesse, sensibilité, générosité, modestie, mesure ; oui, c'est tout cela ; pour eux,

kultur, c'est dogmatisme, égoïsme, grossièreté, cruauté, méchanceté, orgueil, mensonge, que sais-je? Délicatesse, chez nous, fleur de chevalerie; delikatessen, chez eux, fleurs de charcuterie! Quel joli mot, en français, que ce mot : camarade! Etymologiquement, « qui partage la même chambre; » mais aussi qui partage les joies et les peines, les bons et les mauvais jours, l'abondance et la misère. Camarade, combien ce mot contient de dévouement, de fraternité, d'entraide! Mais, chez eux, « faire kamarade, » on sait ce que cela signifie : lever les bras en l'air, comme pour se rendre, en masquant de son corps une mitrailleuse toute prête à tirer sur ceux qui s'approchent sans défiance. Un social-démocrate, chez nous, peut aimer d'un cœur large l'humanité tout entière, rêver la suppression des frontières, la sainte alliance des peuples; il peut être chimérique, utopique, mais sincère. Tandis qu'un sozial-demokrate n'aime que le peuple allemand, ne sert que le peuple allemand, et le pangermanisme et, sous l'air de l'*Internationale*, pense les paroles de l'impérialisme. Ah! le K boche! Les mauvais Césars, connus jusqu'ici dans l'histoire par la qualité et la quantité de leurs crimes, ne font pas un Kaiser.

Coups de canon précipités, haletants.

L'IDYLLE.

O Méléagre! O Théocrite! On dirait que ça se rapproche.

LA CANTATE.

Ah! Q. T. N. V.!

LE DRAME à l'Idylle.

N'y pensez donc pas... parlez d'autre chose.

L'IDYLLE.

Mais de quoi voulez-vous que je parle? — Qu'est-ce qu'on portera cet été? — Combien payez-vous le beurre? — Où achetez-vous vos figues sèches? — Connaissez-vous une recette pour faire des confitures sans sucre? — Quatre-vingt-dix francs une paire de souliers! — Il paraît que la vache vernie venait d'Autriche.

LE DRAME.

Bon ! qu'elle y retourne !

Le canon tonne sans discontinuer.

L'IDYLLE.

Pourquoi ne nous a-t-on pas fait partir ? Pourquoi ne nous a-t-on pas envoyées en province ?

LA CANTATE.

Parce qu'on ne pouvait pas nous rouler, comme des toiles.

L'IDYLLE.

Alors, pourquoi ne nous a-t-on pas abritées, comme on a abrité le groupe de la Danse ? En a-t-on entassé des sacs à terre, en a-t-on mis de la charpente, de la brique et du ciment autour de ces ménades, de ces bacchantes, de ces dévergondées ! A-t-on assez protégé leur tournoiement fougueux ! Mais, nous autres, les honnêtes statues, nous pouvons bien crever. Ah ! que, dans une ronde échevelée, des femmes ivres, possédées par je ne sais quel démon, tournent autour d'un génie qui les excite de son tambourin, voilà qui est intéressant ! Mais, nous autres, cela lui est bien égal au ministre des Beaux-Arts que nous soyons bombardées, marmitées, torpillées, zigouillées ! Toujours les danseuses ! Les danseuses avant tout ! Sauvons le ballet d'abord, le ballet, joie des vieux messieurs ! L'art noble, l'art chaste ne sont pas considérés. Oh ! la guerre n'aura rien changé. Enfin, mes chères amies, ne trouvez-vous pas qu'il y a là une inégalité de traitement intolérable ? Sommes-nous en République, oui ou non ?

LA CANTATE.

Même en République, les traitements ne sauraient être les mêmes : un ministre gagne plus qu'un député, et un chef de bureau gagne plus qu'un expéditionnaire.

LE DRAME.

Vous sortez tout à fait de la question : il s'agit de la protection des statues.

L'IDYLLE.

Et, encore une fois, je demande : pourquoi les filles de Carpeaux ont-elles des sacs à terre ?

LA CANTATE.

Sans nul doute, le ministre des Beaux-Arts s'est aperçu que ces femmes étaient nues.

L'IDYLLE.

Il y a mis le temps ! Et alors ?

LA CANTATE.

Hé bien ! des femmes qui dansent toutes nues sur la place publique, ce n'est pas un spectacle pour les foules, en temps de guerre. Ne blâmez pas le ministre d'avoir pris une mesure de pudeur.

LA POÉSIE LYRIQUE.

Il ne faut pas envier ces femmes d'être ainsi enfermées : elles ne voient rien, elles n'entendent rien ; et, pourtant, il y a beaucoup à voir et à entendre, dans l'époque que nous traversons. Regardez, en cet instant, Paris tout noir, dans la complète obscurité. Admirez ces lueurs dans le ciel, entendez le son du canon. C'est très beau !

L'IDYLLE.

Je jouirais mieux de tant de beauté, si j'étais dans quelque guitoune.

LE DRAME.

Voyez, sur la place, tous ces gens qui regardent en l'air.

LE CHŒUR, sur la place.

Minutes pathétiques ! Nuit constellée ! Impression inoubliable ! Je ne suis pas fâché d'avoir vu cela. Ah ! que je plains mon cousin qui est descendu à la cave ! Je lui raconterai cette soirée ; j'enjoliverai, je broderai ; mais j'enverrai un récit sincère à ma femme, qui est dans la Corrèze, avec les enfants.

PREMIER DEMI-CHOEUR.

Voyez donc : cette grosse lumière, au-dessus de Montmartre.
N'est-ce pas un avion ?

DEUXIÈME DEMI-CHOEUR.

Mais non, c'est une étoile.

PREMIER DEMI-CHOEUR.

Je vous dis que c'est un avion.

DEUXIÈME DEMI-CHOEUR.

Je vous dis que c'est une étoile. Si c'était un avion, ça
bougerait.

PREMIER DEMI-CHOEUR.

Eh bien ! ça bouge.

DEUXIÈME DEMI-CHOEUR.

Mais non, ça ne bouge pas. Pour vous en assurer, masquez
la lumière avec votre canne.

PREMIER DEMI-CHOEUR, ayant fait l'expérience.

Vous avez raison : c'est une étoile.

LE CHOEUR.

Jamais le canon n'a tonné aussi longtemps ni aussi fort.
Cela résonne au creux de l'estomac. Minutes pathétiques ! Nuit
constellée ! Spectacle grandiose, formidable concert. Je m'en
remplis les yeux et les oreilles, et j'ai bien l'intention de m'en
souvenir toute ma vie.

LE DRAME.

Entendez-les !

L'IDYLLE.

Quelle imprudence ! Si une bombe éclatait dans un tel ras-
semblement !

LE DRAME.

Ils n'y pensent même pas; leur curiosité est la plus forte. O badauderie sublime! Prenez exemple sur eux.

L'IDYLLE.

L'imprudence n'est jamais sublime.

LA POÉSIE LYRIQUE.

Elle a raison : ces gens ne remplissent aucun devoir. Ce qu'ils font là est inutile.

L'IDYLLE.

Et nous, alors, pourquoi restons-nous ? Et quel devoir remplissons-nous ? Nous sommes aussi inutiles.

LA POÉSIE LYRIQUE.

Ne croyez pas cela; vous êtes très utiles; vous servez à l'ornement de Paris; vous décorez cette façade, et votre devoir est de continuer à la décorer. Les Parisiens qui passent devant ce monument sont habitués à vous voir là. Si vous vous mettez bien dans l'idée que vous avez un devoir à remplir, alors vous verrez comme il vous sera facile de braver tous les périls, et la mort même. Admirez avec quelle sérénité tous ceux qui ont un devoir à remplir demeurent à leur poste; c'est que l'esprit du devoir s'impose à la conscience comme une force supérieure. Devoir, obsession sublime, « où trouver ta noble tige qui repousse fièrement toute alliance avec les penchants? » C'est toi qui, à cette heure, retiens à l'appareil la petite téléphoniste occupée seulement à bien servir; par toi de vieilles concierges, à l'habitude pusillanimes, deviennent d'admirables agents de liaison entre la cave et les étages, entre la rue et la cave. Le tout est donc d'avoir, de se créer, ou de se découvrir un devoir, et le nôtre; chère Idylle, est tout tracé.

L'IDYLLE.

Vous m'avez convaincue, divine Poésie, et vous me voyez résolue. Avant cette conversation, je ne m'étais découvert aucun devoir, je le confesse; mais, à présent, mon devoir

m'apparaît nettement, et c'est en toute tranquillité que j'attends les gothas, avec ma petite robe droite et mes fleurs dans les bras.

LA JEUNE FILLE AU VIOLONCELLE.

Et moi avec mon violoncelle.

LA JEUNE FILLE A LA DOUBLE FLÛTE.

Et moi avec ma double flûte.

LA CANTATE.

Et moi avec ma lyre tétracorde.

L'IDYLLE.

Mais alors, divine Poésie, puisque toutes ici, statues isolées ou dans les groupes, nous avons un devoir qui est de continuer à décorer cette façade; à moins que vous ne fassiez une distinction entre la statue et le groupe; mais cela ne me paraît pas possible, car un groupe étant composé de personnages et chaque personnage ayant le même devoir, le devoir du groupe ne peut être que la somme des devoirs des personnages qui composent ce groupe...

LA POÉSIE LYRIQUE.

Où voulez-vous en venir?

L'IDYLLE.

A ceci : oserais-je vous demander ce que vous faites de la Danse, dans votre théorie du devoir?

LA POÉSIE LYRIQUE.

Encore. Mais ne vous occupez donc pas de ce que fait la Danse. En général, ne vous occupez donc pas de ce que font ou de ce que ne font pas les autres. Occupez-vous seulement de vous. Ayez un cœur ferme et ne vous inquiétez pas du reste.

L'IDYLLE.

Je ne dirai plus rien... Il me semble que, depuis quelques minutes, on n'entend plus le canon.

LE DRAME.

Ou, plutôt, cela a l'air de se passer beaucoup plus loin. Hein ? Que vous disais-je ? Nos tirs de barrage ne les ont pas laissés passer.

L'IDYLLE.

Oh ! la meilleure défense, c'est encore d'aller chez eux, d'arroser les villes du Rhin. Ah ! le jour où l'on ira à Berlin ! Œil pour œil, dent pour dent, bombe pour bombe, torpille pour torpille !

LE DRAME.

Vous attisez ainsi les représailles.

LA CANTATE.

Quelle plaisanterie ! Même si on ne va pas chez eux, ces Boches prétendent exercer des représailles, car c'est un des traits de la kultur d'appeler représailles l'initiative dans le forfait. Alors, qu'est-ce qu'on risque ?

L'IDYLLE.

Rappelez-vous : n'est-ce pas le dernier dimanche du mois d'août 1914, que le premier taube a survolé Paris, et qu'un junker volant a tué une vieille femme ; de quelles représailles alors pouvait-il être question ?

LA CANTATE.

Ah ! le taube de cinq heures. Comme c'est loin déjà ! Tous les Parisiens avaient le nez en l'air ; moi-même, j'ai attrapé un torticolis.

LE CHANT.

Un dimanche de septembre, une bombe a été jetée sur Notre-Dame. A titre de quelles représailles ? Plus tard, les énormes machines du comte Zeppelin sont venues, dans la nuit, et ont fait d'innocentes victimes.

L'IDYLLE.

Croyez-moi, ces gens-là ne céderont qu'à la force, et je

voudrais qu'ils sussent bien qu'à chaque fois qu'ils détruiraient une statue chez nous, on en détruirait dix chez eux.

LE DRAME.

Vous devenez enragée ! Mais, puisque nous jugeons barbares leurs méthodes et monstrueux ces assassinats d'innocentes statues, est-ce élégant d'aller en faire autant chez eux ?

L'IDYLLE.

Il s'agit bien d'élégance... Vous voulez être élégante vis-à-vis des Boches, ma bonne Drame ? vous perdriez votre temps.

LE DRAME.

Non pas vis-à-vis des Boches, mais de nous-mêmes.

L'IDYLLE,

Oh ! dans des aventures pareilles, l'élégance vis-à-vis de soi-même n'est que duperie. Je suis humaine, mais je ne suis pas humanitaire. Quand je pense que, dans cinq minutes, je serai peut-être écrabouillée ! Eh bien ! je déclare que la mort me paraîtrait plus douce et même joyeuse, si je pouvais penser qu'au même moment, dans quelque ville rhénane, quelque... Comment dit-on idylle en allemand ?

LE DRAME.

Je n'en sais absolument rien... demandez-le au vieux Bach, puisque vous êtes sous son médaillon.

L'IDYLLE.

Il ne me répondra pas.

LA MUSIQUE.

Pourquoi voulez-vous qu'il ne vous réponde pas, le vieux Jean-Sébastien ? C'est un Allemand, il est vrai ; mais ce n'est pas un Boche. C'était un musicien de la vieille Allemagne ; il avait une honnête figure sous sa large perruque. Il vivait sa vie de grand artiste, entre ses enfants et son orgue. Son cœur harmonieux ne connaissait point la haine ; sa musique n'était pas pangermaniste, hégémonique, kulturelle ; elle ne préten-

dait pas à être au-dessus de tout. Ce n'était pas son orgueil qu'il cherchait à satisfaire, mais sa pure conscience et, quand il écrivait, la science et l'inspiration étaient à ses côtés, comme deux sœurs religieuses. Le Dieu qu'il honorait par ses œuvres n'était pas un vieux Dieu, tueur de femmes et d'enfants. Je suis certaine que les méthodes de la nouvelle Allemagne le remplissent de tristesse et de dégoût. Pourquoi voulez-vous qu'il ne vous réponde pas ?

L'IDYLLE.

Vous croyez qu'il répondra ? Nous allons bien voir. Maître, comment dit-on Idylle en allemand ?

LE VIEUX BACH, avec un sourire mélancolique.

De mon temps, on disait *Hirtengedicht*.

L'IDYLLE.

Merci... Qu'est-ce que je disais donc ?

LA CANTATE.

Vous disiez que la mort vous paraîtrait plus douce et même joyeuse, si vous pouviez penser que dans une ville rhénane...

L'IDYLLE.

Ah ! oui... si je pouvais penser que quelque *Hirtengedicht*, avec une petite robe droite et des fleurs dans les bras, recevait quelque fonte sur la tirelire et prenait quelque chose pour son rhume des foins.

LE CHANT, entre haut et bas à la Cantate.

Avez-vous remarqué ? les soirs de raid, notre Idylle deviendrait facilement vulgaire.

LA CANTATE.

C'est l'émotion !

L'IDYLLE.

Et même si, là-bas, à Eisenach, sa ville natale, le vieux Bach était amoché, avec son honnête figure sous sa large perruque, ma foi, tant pis !

LE DRAME.

Vous êtes ingrate. Pourquoi souhaitez-vous du mal au vieux Bach qui vient de vous donner, de si bonne grâce, le renseignement que vous lui demandiez?

L'IDYLLE.

Je ne vous dis pas... Ce n'est pas ma faute... je ne suis plus moi-même. Qu'il s'en prenne à ses descendants. Ces gens-là me mettent hors de moi.

LA POÉSIE LYRIQUE.

Ce que je ne pardonnerai jamais à ces maudits Allemands, c'est que tant de personnes douces, tendres, sensibles, comme cette petite Idylle, puissent prononcer tranquillement des paroles terribles; c'est d'avoir fait naître, en des cœurs généreux, des sentiments de vengeance.

LA MUSIQUE.

Oui, voilà leur crime irréparable! Tout de même, le vieux maître d'Eisenach n'y est pour rien.

LE CHANT, *sotto voce*.

Il était une fois à la cour d'Eisenach,
Un petit avorton qui se nommait Kleinsach;
Il était coiffé d'un colback
Et sa tête faisait cric-crac.

L'IDYLLE.

C'est cela, chantez-nous donc quelque chose.

LE CHANT.

Je veux bien... mais quoi?

LE DRAME.

La Marseillaise!

LA CANTATE

Il paraît que, là-haut, à l'Arc de Triomphe, *la Marseillaise*, elle aussi, est protégée par des sacs à terre.

L'IDYLLE.

La Marseillaise de Rude! Ah! ça, c'est trop fort!

LE DRAME.

. Ces choses-là sont rudes;
Il faut, pour les comprendre, avoir fait ses études.

L'IDYLLE.

La Danse, passe encore! Mais *la Marseillaise*! Permettez-moi de sourire amèrement.

LE DRAME.

Faites donc! Faites donc!

L'IDYLLE.

Divine Poésie, vous avez entendu? Sous les sacs à terre, *la Marseillaise*!

LA POÉSIE LYRIQUE.

Oui, oui, j'ai entendu. Que voulez-vous que j'y fasse? C'est son affaire, ça la regarde. Encore une fois, perdez donc le goût de vous occuper de ce que font ou ne font pas les autres. Ceux-là sont abrités, ceux-ci sont découverts; ceux-là quittent Paris, ceux-ci y demeurent. Chacun fait ce qu'il veut... ou ce qu'il peut!

LE DRAME, au Chant.

Chantez quelque chose. Cela distraira cette pauvre Idylle.

LE CHANT.

Je vais vous chanter la *Madelon*.

LE DRAME.

Euhl! la *Madelon*?

LA CANTATE.

N'en faites pas fi! C'est la chanson qu'ils chantent tous, nos poilus, quand ils montent aux tranchées, quand ils en descendent. C'est la gaie chanson de marche qui fait qu'on sent moins la fatigue, qui donne des ailes aux pieds, de la joie au

cœur et du cœur au ventre ! On ne peut pas toujours, même en ces temps-ci, chanter *la Marseillaise* : il faut la garder pour de plus grandes occasions, des revues, des prises d'armes. Les grognards du premier Empire ont parcouru l'Europe et gagné cent batailles, en chantant :

On va lui percer le flanc,
Ran tan plan tire lire.
Ah ! que nous allons rire !
On va lui percer le flanc,
Avec un fromage blanc.

Chantez-nous la *Madelon* !

Le Chant s'exécute et chante la *Madelon*. Les statues et les groupes reprennent le refrain en chœur.

L'IDYLLE.

Quand Madelon vient nous servir à boire,
Sous la tonnelle, on frôle son jupon.
Et chacun lui raconte une histoire,
Une histoire à sa façon.

O vertu de la chanson ! Je me sens toute ragaillardie.

LE CHANT.

Les soirs de gothas, tout Paris devrait chanter.

L'IDYLLE.

Je n'ai plus peur du tout... D'ailleurs, je n'ai jamais eu peur ; enfin, je n'ai plus de nerfs. Et puis on s'adapte, on s'habitue... C'est égal, quand la guerre sera finie et qu'on découvrira le groupe de la Danse, je vous propose, mes chères amies, de ne pas adresser la parole à ces embusquées.

LE DRAME.

Demandez l'intransigeante !

LA POÉSIE LYRIQUE.

Oh ! Je suis bien tranquille. Quand la guerre sera finie, il y aura une telle allégresse dans tous les cœurs que les querelles, les inimitiés qu'avait forcément suscitées l'union sacrée,

seront oubliées : elles s'envoleront au vent de la victoire et de la paix; elles s'évanouiront, semblables à des nuages légers dans un ciel bleu. En ces jours de grande joie, tout le monde se parlera, ainsi qu'aux anciens jours de grande angoisse. Et, vous la première, Idylle, vous adresserez la parole à la Danse, car au fond vous n'êtes pas vindicative ni rancunière. Comme dans la comédie antique, vous excitez les danseuses de vos cris. « Haut la jambe! Io! Evoé! Dansez! Dansez! que les pas légers marquent la cadence! Comme de fringantes cavales, soulevez de vos pieds la poussière et bondissez, en secouant vos chevelures! » Et l'ivresse qui les entrainera, qui les emportera, sera une autre ivresse que celle de la volupté et du vin. Si l'on a protégé ce groupe fameux, c'est qu'il représente le mouvement et la vie; il est une œuvre parfaite. Nos attitudes à nous sont plus nobles, mais un peu froides. Efforçons-nous donc d'être des chefs-d'œuvre, chacune dans notre domaine. La froide beauté proclame, pour s'excuser, qu'elle hait le mouvement qui déplace les lignes; mais le mouvement, c'est l'action, c'est la vie, et la vie peut être, doit être de la beauté. Pour faire la vie belle, après la grande guerre, Danse, Musique, Poésie, nous aurons besoin les unes des autres. Quand il revint de la Crète où il avait vaincu le monstre qui avait un corps d'homme et une tête de taureau, le héros Thésée dansa dans l'île sainte de Délos. Pour que les âmes soient saines, il faut que les corps soient forts et agiles; les jeux de la Grèce avaient formé la race la plus belle du monde, et la danse développe la grâce, plus belle encore que la beauté. Il faut aussi de la grâce pour la course aux flambeaux!

LA MUSIQUE.

Oui, nous aurons besoin les unes des autres, après la grande guerre; nous aurons besoin du nombre, du rythme et de la mesure. C'est par la musique qu'on juge l'âme et les mœurs d'une nation. Jadis les musiciens pensaient qu'on ne pouvait changer les modes musicaux, sans ébranler les bases de la morale et les lois de la cité. O mes jeunes adeptes, votre rôle sera magnifique. Thèbes fut bâtie par Amphion aux sons de la lyre : Amiens, Soissons, Nancy, Dunkerque, Arras, songez à tant de villes qu'il y aura à reconstruire. Orphée et les cygnes de l'Hébre charmaient les bêtes sauvages; songez à tous les

fauves qui grognent et grondent parmi les hommes civilisés. Vous pouvez faire régner la concorde parmi les hommes; vous pouvez tour à tour les apaiser et les exalter. Vos œuvres, comme de beaux paysages, peuvent encadrer et bercer les plus belles rêveries. Mais, pour cela, ne méprisez pas la douce mélodie; ne vous contentez pas d'un art subtil et d'une technique raffinée. L'immortel Beethoven, dans la Pastorale, imite la caille et le coucou; ne partez pas de là pour imiter, dans quelque Industrielle, le tac-tac de la machine à écrire et la friture dans le téléphone. Surtout, ayez des idées, des idées! Et encore cela ne suffit pas. Pour créer l'harmonie, il faut un cœur harmonieux; il faut laisser parler son cœur et l'écouter: pour enchanter, il faut d'abord chanter.

LA POÉSIE LYRIQUE.

O ma sœur, répandre l'amour, ce sera notre mission. Mais pour rendre cette religion de l'amour universelle, artistes, musiciens, philosophes, poètes, il y faudra des milliers d'apôtres. Je suis pleine d'espérance et de foi. Ce n'est pas en vain que des peuples se seront égorgés, que tant de sang aura coulé. A la lueur des incendies, les hommes auront vu leurs erreurs. De ce tremblement de civilisation, de cette convulsion de l'humanité, des poètes surgiront. Ils diront comment un peuple pacifique, sans coupables ambitions, s'est retrouvé soudain le plus guerrier, devant la brutale agression, le cœur rempli du plus juste tumulte; mais ils diront aussi les deuils, les misères, et les ruines; ils flétriront l'orgueil insensé, l'esprit de lucre et de conquête. Ils mèneront l'autre grande guerre contre l'ignorance, le fanatisme et la méchanceté; une guerre qui exigera, dans le monde entier, la mobilisation des consciences; une guerre qui ne supportera ni profiteurs, ni neutres, ni pleutres. Et, dans les cieux dévastés, ils chercheront un dieu nouveau ou rajeuni, un dieu que ne pourront plus s'approprier les criminels. Et ils conduiront les hommes loin des villes, dans les campagnes, dans la nature; ils les ramèneront à la terre nourrice et éducatrice.

L'IDYLLE.

Puissiez-vous dire vrai! Alors je reverrai de beaux jours. Hélas! avant la guerre, j'étais bien démodée, bien délaissée.

Mais, après une secousse pareille, les hommes sans doute auront besoin de calme, de retraite, de lait et d'ombrages. Ils voudront entendre les flûtes champêtres et goûter les plaisirs bocagers. Ah ! si chacun pouvait avoir sa petite maison aux murs tapissés de lierre, de roses ou de chèvrefeuille, posséder quelques arpents où faire venir sa provision de pommes de terre, où les légumes alterneraient avec les fleurs.

LE DRAME, inquiet.

Et moi, qu'est-ce que je deviendrai dans tout cela ?

L'IDYLLE.

Comment ?

LE DRAME.

Dame ! Je n'aurai absolument rien à faire au milieu de vos légumes et de vos fleurs.

L'IDYLLE, conciliante.

Pourquoi dites-vous cela ? Non, il faut que tout le monde vive sous le soleil. La vie, sans vous, serait bien monotone. Vous êtes inéluctable, comme l'orage et la tempête. Vous aurez une place, mais pas toute la place.

LE DRAME.

Oui, une toute petite place.

L'IDYLLE.

Votre place.

LE DRAME.

Enfin ce ne sont que des rêves. Vous construisez l'avenir sur des plans charmants et magnifiques.

LA POÉSIE LYRIQUE.

Il faut rêver très haut, pour ne pas réaliser trop bas.

LE DRAME.

Et puis, cela fait passer le temps.

L'IDYLLE.

C'est vrai... je ne pensais plus du tout aux gothas... Écoutez donc!... mais c'est la berloque.

LE CHANT.

Do, do, do, do, mi, sol, mi, do... oui, c'est elle.

L'IDYLLE.

La belle musique, la douce chanson! Do, do, do, do, mi, sol, mi, do, gentille berloque, berloque ma mie, que vous êtes agréable à entendre! Do, do, do, do, mi sol, mi do, que cet air est joli! Do, do, do, do, mi sol, mi do, je donnerais tout *Parsifal* pour cet air-là... et même la *Madelon*. O berloque, tu ramènes la sécurité, la lumière, le sommeil et l'amour. Oui, oui, il paraît que la berloque est amie de la repopulation. On remonte des caves, on a été ému, on est heureux de retrouver sa chambre, son lit à leur place. Mais, assez sur ce sujet! Voici les gens qui sortent des abris. La place et les boulevards se remplissent de monde. Heure délicieuse!

LA MUSIQUE.

Écoutez, maintenant! Les cloches! les cloches! Voix profondes ou légères, timbres clairs ou graves, basses chantantes, ténors, contralti, soprani, c'est la berloque sublime; elle s'étend sur la ville en nappes mystiques et monte vers le ciel.

LA POÉSIE LYRIQUE.

Les cloches! Elles semblent « répéter » pour le grand jour, le beau jour où le Boche sera bouté hors de France!

La place et les boulevards deviennent déserts. Tout rentre dans le silence. Les statues s'endorment.

MAURICE DONNAY.

FRANÇOIS BULOZ

ET

SES AMIS

IV⁽¹⁾

GEORGE SAND

PREMIÈRE PARTIE

Pendant l'été de 1835, « G. Sand, note F. Buloz, avait disparu. » Elle était cachée à Paris dans un logement vide, « sans portes ni fenêtres, donnant sur un petit jardin. » Elle s'y réfugiait dans le jour pour y travailler loin de son logis brûlant. « Enchantée d'avoir trouvé, au centre même du bruyant Paris, la solitude, la liberté dans le calme et, le comble de ses rêves, « une maison déserte, » elle s'empara sans hésiter du logement, et y installa son cabinet de travail, en transformant un établi de menuisier en table à écrire (2). » Après cette retraite, elle fait un court séjour à Nohant, où Casimir, une fois de plus, lui semble intolérable, — et puis Michel de Bourges « règne, » comme dit F. Buloz, et c'est pour se rapprocher de lui qu'elle s'installe à Bourges. C'est de Paris qu'elle a dû écrire cette lettre au directeur de la *Revue*. Elle n'est pas datée; F. Buloz a noté sur la première page : été 1835.

« Cher Buloz,

« Ma majesté n'est pas encore visible. Vous qui m'avez élue reine de France et de Navarre, et qui tout seul à l'unanimité

(1) Voyez la *Revue* des 15 février, 15 avril, 15 mai.

(2) *Karénine*, G. Sand t, II, ch. xi.

avez proclamé mon règne, vous devriez bien donner l'exemple de la soumission, et ne pas percer le voile sacré dont ma divinité a jugé à propos de s'envelopper. Dans quelques jours je vous appellerai à venir baiser le bout de ma pantoufle, et vous y viendrez, car j'ai du *nanan* pour vous, et l'odeur du manuscrit vous alléchera.

« Nous parlerons affaires et vous me conterez vos soucis d'amour. Il paraît, mon pauvre fou, que vous vous étiez laissé prendre (1); vous ne voulez pas que je vous raille, et Dieu m'en garde, si vous avez réellement du chagrin, mais votre manière de parler est si énigmatique, que je ne sais pas encore si c'est une peine de cœur pour vous, ou une affaire d'argent échouée que ce mariage manqué. Si vous êtes blessé par Cupidon, je vous plains sincèrement; si c'est Plutus qui vous fait la grimace, je vous dirai : travaillons et réparons le temps perdu. Je vois dans tout cela un grand bonheur pour vous, c'est que vous avez échappé au mariage, c'est-à-dire à une chose que vous désirez beaucoup, et dont vous vous seriez beaucoup repenti.

« Adieu, mon vieux... Envoyez-moi le n° du 1^{er} et le matelas qui est chez vous.

« Tout à vous.

« GEORGE (2). »

C'est ainsi que George console son ami Buloz, et lui parle de son mariage, momentanément rompu, avec M^{lle} Blaze.

La lettre suivante porte le timbre de la poste : 24 juillet 1835; elle a dû être écrite à Bourges, et mise à la poste à Paris :

« Mon cher Reviewer, je ne suis ni assassinée ni enlevée. Je me porte assez mal d'ailleurs, mais moralement très bien. Je suis enfermée dans une maison déserte, et je travaille énormément. Je n'ai pas été en Bretagne, craignant d'y tomber malade, je ne vous dis pas où je suis, vous êtes trop bavard (pour les petites choses). Dites à ceux qui vous demanderont de mes nouvelles, que je suis en Chine, et qu'ils me laissent en paix... Si vous avez quelque chose à me dire, ou à me demander, Boucoiran nous fera passer les précieux autographes l'un de l'autre...

(1) Il est assez plaisant de voir « George » « gourmander quelqu'un à qui il est arrivé d'être amoureux et de s'être laissé prendre ! »

(2) Inédite.

« Il m'est revenu par hasard d'affreux propos contre M... Soyez-moi témoin qu'aujourd'hui et toujours, non seulement je n'y prends aucune part, mais que je les démens de toute ma force. Je sais pertinemment que *Planche* est la source de toutes les versions qui, selon les gens, et selon les sociétés, se sont répandues différemment par le monde (1). Cela me blesse et m'afflige profondément. Ne laissera-t-on jamais les gens s'aimer, se quitter, ou se quereller, se raccommorder sans prendre acte de ces puérilités, et sans entasser des matériaux pour leurs biographies? Quelles niaiseries! Tous les hommes et toutes les femmes n'ont-ils pas eu le droit d'être jeunes, malheureux, fous, violents, amoureux, injustes, etc.? Haussez donc les épaules quand on vous parle de tout cela et quand on va jusqu'à de graves imputations contre lui ou moi, défendez paternellement, cher Reviewer, celui des deux qu'on attaque, sans jamais accuser l'autre...

« Je vous enverrai bientôt *Lavater* (2) pour la *Revue* (3). »

Le 25 août, elle écrit de nouveau :

« Illustre ami, je reçois hier vos épreuves, et vous les renvoie pour les fautes de français. Je ne me mêle pas de cela... Êtes-vous à Genève, occupé à faire des élégies sur les bords du lac, ou bien êtes-vous incessamment aux pieds de la beauté qui vous enchaîne, poussant des soupirs à faire tourner tous les moulins de Montmartre? C'est peut-être là, la cause des grandes tempêtes que nous avons ici.

« Adieu. Salut et fraternité!

« Il paraît que *le National* (4) vous a donné un joli coup de patte. C'est bien fait, j'en suis enchantée (5). »

Il faut constater ici, à cette date, que l'entourage de la *Reine de France* eut sur elle une mauvaise influence concernant ses anciens amis, en l'indisposant souvent contre eux, contre F. Buloz surtout. Après avoir reçu tant et tant de

(1) Si cela était, *Planche* avait tort, mais aussi quel traitement avait subi *Planche*!

(2) *A. Liszt*: *Sur Lavater et sur une Maison Déserte*. — 1^{er} septembre 1835.

(3) Inédite.

(4) *Le National* du 3 août, en effet, avait attaqué les opinions politiques de la *Revue de Paris* et celles de la *Revue des Deux Mondes*. F. Buloz, qui ne s'occupait plus de la rédaction politique de la première, répondit le 5 août que la chronique de la *Revue des Deux Mondes* était « rédigée par un écrivain connu, qui ne déclinait pas la responsabilité de ses écrits. »

(5) Inédite.

preuves de son dévouement et de son amitié, elle a, dans cette fin d'année, toujours quelque reproche à lui faire, des mots blessants se glissent dans ses lettres. Ne sont-ils pas suggérés par les amis nouveaux qui composent son entourage? Petit à petit, sa *bonhomie* amicale, son laisser aller sans façon feront place à une acrimonie persistante : bientôt ses lettres deviendront méchantes, menaçantes même. Michel règne, et, sous l'influence de Michel, la voici qui devient homme de loi, et qui se méfie de son ami, — ou presque; c'est tout à fait curieux.

Sur une lettre de George du 6 octobre, F. Buloz écrit : « Tentative pour arriver à la rupture du traité des *Mémoires*. Lettre amicale encore pour moi, mais sans justice pour mes associés (1). »

Dans cette lettre, qui est uniquement une lettre d'affaires, George Sand reproche à F. Buloz son mariage « qui dure depuis deux ans, » et « qui, dit-elle, l'empêche de songer aux affaires des autres. » Cette lettre est assez vive, et se termine ainsi : « Adieu, mon ami, parlez-moi de votre mariage, portez-vous bien, restez honnête homme, vous ne ferez pas fortune, mais vous n'en serez plus heureux (2). »

F. Buloz va se fâcher sans doute? Avec le caractère rude qu'on lui prête, il va répondre rudement? — Non — il sera d'une patience parfaite à l'égard de la Reine, et, se rendant compte que l'influence actuelle s'exerce contre lui, il observera : « Je sais qu'on vous monte la tête. »

« Vous êtes souverainement injuste avec moi, mon cher George, vous le reconnaîtrez plus tard; vous m'écrivez de rester toujours honnête homme; j'ai donc songé à ne plus l'être? Certes on ne peut rien écrire de plus blessant à un homme. Mais, je ne vous en veux pas de tout cela, *je sais qu'on vous monte la tête* et que vous êtes toujours bonne et juste, tant que vous n'écoutez que vos propres inspirations...

« Vous avez toujours trouvé, j'ose le dire, l'ami avant l'éditeur, je n'ai jamais reculé lorsqu'il s'est agi de vous rendre service, même en me privant. C'est la première fois que je me permets de vous le faire observer, parce que vous êtes fort dure dans vos lettres : toutes les fois que je vous ai vue malheureuse,

(1) Ses associés F. et F. Bonnaire.

(2) Inédite.

j'ai fait tout ce que j'ai pu pour vous aider à supporter votre mauvaise fortune, et je croyais que je ne méritais pas les deux dernières lettres que vous m'avez écrites.

« Maurice m'a écrit mercredi pour l'envoyer chercher. Il a passé la journée avec nous, il a été charmant (1). »

Mais quels sont ces *Mémoires* auxquels la note de F. Buloz fait allusion sur une des lettres précédentes? Quelques lignes de sa main nous donnent l'explication indispensable; elles commentent aussi les changements survenus dans la correspondance de George Sand... Ces lignes sont écrites le 21 novembre 1833, et résument la situation.

« Nouvelle lettre... sur ce fameux traité des *Mémoires* par lequel G. S. m'avait forcé de contracter un emprunt de 40 000 francs et dont elle veut maintenant se dégager.

« Dans l'hiver 1834 à 1833, lors de la rupture avec Alfred de Musset, George Sand (qui joua une comédie dont nous fûmes tous dupes) voulait, disait-elle, se tuer, mais faire ses *Mémoires* avant, ses *Mémoires*, mais en quatre volumes pour laisser une dot à Solange. Elle fit venir Dutheil, l'avocat de la Châtre, à Paris, pour faire le traité, me forçant à la mener chez un notaire pour le signer. Une fois signé, et ayant touché 10 000 francs au lieu de penser à mourir, elle pensa à se consoler dans les bras de Michel de Bourges. De là une intrigue pour me forcer à rompre le traité, de là cette lettre... »

Dans la lettre, qui indigna si fort F. Buloz, George Sand le raille précisément sur cet emprunt qu'il a contracté pour lui rendre service... Elle affirme : « le temps a des ailes... je vous conseille d'y suspendre les énormes intérêts que vous payez pour les 40 000 francs d'emprunt; je me porte bien, Dieu merci, et nous sommes plus près du 2 décembre que de ma quatre-vingtième année, et je ne veux pas mourir, ne vous déplaise, avant d'avoir été trois fois grand'mère... » — On voit combien ce ton est différent de celui des lettres de Venise, alors que, dans sa détresse, elle demandait à son ami un appui et une aide... Les choses ont changé; d'ailleurs elle le dit : « N'ayant plus de ces dettes criantes, et de ces impérieux besoins d'argent qui m'eussent fait prendre la lune avec les dents, » elle n'offrira plus à personne, elle y est décidée, « l'occasion de ces géné-

(1) Inédite. — Collection S. de Lovenjoul.

rosités, de ces dévouements sublimes, de ces ennuyeux services » (1).

Après cela, F. Buloz partit pour Nohant : une explication eut lieu que suivit une réconciliation.

Le 25 décembre, George Sand écrivait :

« Je m'étonne que vous ne m'ayez pas donné de vos nouvelles en arrivant à Paris. Cependant je sais que vous êtes arrivé vivant, présentez tous mes compliments à M^{me} Margaritha (2). On m'a dit qu'elle s'appelait ainsi, est-ce vrai? C'est un nom charmant que je fourrerai dans quelque roman, si elle le permet. J'ai travaillé beaucoup, et *Engelwald* (3) n'est guère plus avancé que vous ne l'avez laissé. J'ai refait presque tout le premier volume. Je pourrais vous l'envoyer si vous en aviez absolument besoin, mais j'aimerais mieux l'avoir entre les mains pour faire le second. Vous savez qu'avec mon peu de mémoire, il est souvent fort nécessaire que je relise chaque jour ce que j'ai fait la veille, ce qui ne m'empêche pas de répéter ou d'omettre encore...

« L'article sur M. Thiers est fort remarquable, extrêmement vrai et plein de sens (4). J'en avais fait une partie dans ma tête, en lisant l'*Histoire* de Thiers; — seulement, je ne l'aurais pas si bien dit. Qui fait ces lettres sur les hommes d'État? Je ne m'en souviens plus.

« L'article de Sainte-Beuve sur M. Bayle (*sic*) est une des plus charmantes choses que je connaisse. Votre Revue est très belle à présent. On dit pourtant que vous allez la mettre aux pieds de M. Guizot. J'espère que c'est un cancan, et que je ne serai pas forcée de quitter si honnête et si honorable compagnie.

« Adieu, vieux. Dutheil et Planet, le Malgache et *tutti quanti*, même la Rozane vous disent mille amitiés. Moi je vous donne une tape, et je vous prie de m'envoyer de l'argent subito. J'ai des gens de loi plein le dos... »

On voit que les relations se sont sensiblement améliorées :

(1) Inédite.

(2) C'est ainsi que George Sand appelle alors la future M^{me} Buloz.

(3) *Engelwald* dont il sera souvent parlé dans cette correspondance n'a jamais été publié.

(4) *Lettres sur les hommes d'État de la France* : M. Thiers, VI, 15 décembre 1835, Loève Weimars.

rien ne vaut une honnête explication face à face, — entre amis.

A cette lettre F. Buloz répondait le 29 décembre...

« A propos de la *Revue*, n'écoutez donc pas les cancons (1) que l'on fait. Je vous donne ma parole que tant que je l'aurai, elle ne sera aux pieds de personne. Ni de M. Guizot, ni d'aucun ministre. Elle ne sera qu'aux vôtres, illustre reine de France et de Nohant.

« Si vous avez lu l'article de Didier, vous aurez vu que la *Revue* ne peut être aux pieds d'un homme qu'elle traite si durement (2)... Les lettres sur les hommes d'État sont de Loève Weimars; nous en aurons une prochaine sur de Broglie, Duprez, etc.

« Adieu, mon cher George, tenez-moi au courant de votre procès, j'espère que tout ira bien. Pour moi je vous aime, et ne croirai plus le mal qu'on dira de vous, j'ai appris à vous apprécier.

« Tout à vous.

« BULOZ. »

« Ma Margarita se porte très bien et me charge de vous faire ses compliments, et de vous exprimer toute l'admiration qu'elle éprouve pour la reine de France. Ma Margarita se laissera bien volontiers fourrer dans le roman que vous voudrez (3). »

Margarita? Ce nom qui apparaît maintenant dans la correspondance, c'est celui que George Sand donne à la fiancée de F. Buloz, Christine Blaze.

George Sand de son côté écrivait à son directeur le 30 décembre 1833 :

« ... Depuis que je suis revenue de Nevers, je suis enfermée dans mon cabinet, et je n'ai vu âme qui vive.

« Ah! si, cependant, j'ai causé toute une nuit sur la trinité et sur la transsubstantiation avec le curé dont je vous ai parlé. C'est un garçon très remarquable, je lui ai prêté le Coran, il m'a lu deux chapitres très bien faits d'un roman qu'il est en train d'écrire. Je ne sais ce que sera le reste, mais ce que j'ai

(1) On disait que F. Buloz avait vendu la *Revue* à M. Guizot. E. Mirecourt dans sa notice sur G. Planche l'affirme.

(2) Ch. Didier, *l'Espagne depuis Ferdinand VII*, 15 décembre 1835.

(3) Collection S. de Lovenjoul.

entendu est bien. Si le reste est (à) l'avenant, je vous le dirai, et nous verrons ce qu'il y a à en faire. En attendant, ne parlez de ce curé à personne. Tout se redit, tout s'ébruite, et si l'on savait qu'un curé vient faire du schisme avec moi, on saurait bientôt quel est ce curé, et on le mettrait en fourrière. De plus, on me le donnerait pour ami intime, malgré *l'odor di selvaggiune*. Vous ne comprenez pas cela? Vous êtes trop bête. Moi je le comprends depuis tout à l'heure, c'est un joli mot qui est dans la *Mandragore* de Machiavel. Quel chef-d'œuvre à propos, et Calderon? Et moi qui n'avais jamais lu tout cela! Ne manquez pas de me compléter ce théâtre (1). Ce sont mes récréations tous les matins à 6 heures entre mon souper, et mon *dodo*. Voyez-vous mes mioches? Donnez donc à Maurice des étrennes de ma part, je vous en tiendrai compte; demandez-lui ce qu'il veut jusqu'à concurrence de 20 francs (2)... »

Dans ses lettres, F. Buloz fait allusion au procès en séparation de George. « Comment va votre affaire à la Châtre? J'espère que tout finira bien. Papet craignait, il y a quelques jours, de l'opposition de M. Dud... (3) »

Depuis octobre, en effet, elle avait formé une demande en séparation contre son mari. Elle écrivait à sa mère le 25 octobre : « J'ai formé une demande en séparation contre mon mari. Les raisons en sont si majeures que, par égard pour lui, je ne vous les détaillerai pas. » D'ailleurs ils sont d'accord : nettement, la femme a posé au mari des conditions que celui-ci a acceptées. Le jugement sera fondé sur ces clauses : « Mes biens seront certes mieux gérés qu'ils ne l'étaient par lui, et ma vie ne sera plus exposée à des violences qui n'avaient plus de frein. » Et elle ajoute, prévoyant peut-être les objections de sa mère, que « rien ne l'empêchera de faire ce qu'elle veut faire, » et ceci, qui est admirable : « Je suis la fille de mon père, et je me moque des préjugés, quand mon cœur me commande la justice et le courage. » Elle suivra l'exemple d'indépendance et d'amour paternel que son père lui a laissé; elle le suivra, dût l'univers s'en scandaliser; elle ajoute bravement et joliment : « Je me soucie fort peu de l'Univers, je me soucie de Maurice et de Solange. »

(1) *Le Théâtre Européen* que F. Buloz lui avait envoyé.

(2) Inédite. Collection S. de Lovenjoul.

(3) 24 décembre 1835.

*
*
*

On a vu comme George Sand se préoccupait du mariage de son directeur. Est-ce un mariage d'amour? Qui est en jeu, Cupidon ou Plutus? F. Buloz fait-il sa cour à Genève, ou soupire-t-il à Paris, et si fort, que ses soupirs font tourner tous les moulins de Montmartre? Qui donc a dit à George que la jeune fille s'appelait Margarita? Elle n'en sait rien; en réalité la fiancée se nomme Christine, elle est la fille de Castil Blaze, et c'est en accueillant à la *Revue* son frère Henri, que F. Buloz connut cette famille.

En 1834, Alexandre Dumas remit au directeur de la *Revue* une petite comédie en vers, « *Le Souper chez le commandeur.* » L'auteur, un tout jeune homme, était le fils de Castil Blaze, rédacteur musical aux *Débats*. Aurait-il quelque chance d'être reçu à la *Revue*, ce jeune homme? Dumas le protégeait.

Buloz lut la pièce, et fit venir le débutant.

— Votre poème est à l'impression, lui dit-il. Vous allez en recevoir les épreuves, mais il ajoute : Il vous faudra signer d'un pseudonyme.

— Pourquoi?

— Parce que vous êtes vraiment trop jeune!

Et il le baptise sur-le-champ : « Hans Werner. » Voilà le jeune Blaze ravi, et orgueilleux, certes : il est rédacteur de la *Revue*, et il n'a que vingt ans!

Après cela, les deux hommes se lièrent d'amitié. Quelle différence de nature, pourtant, entre le brillant, paradoxal Henri Blaze, et le taciturne travailleur qu'était F. Buloz; mais l'amitié trouve son compte à ces contrastes, sans doute.

Bientôt H. Blaze attira F. Buloz dans sa famille. Elle habitait alors Paris, mais était originaire de Provence. Ses membres avaient naguère servi les papes d'Avignon. « Ils furent leurs cameringues et leurs soldats (1). » Ils n'avaient guère depuis quitté leur Provence : le père de Castil Blaze, Sébastien, fut, après le 9 thermidor, administrateur du département de Vaucluse.

F. Buloz connut les filles de Castil Blaze, Christine et Rosalie. Il aimait l'aînée, songea à l'épouser. Sa demande au

(1) H. Blaze, *Mes souvenirs*, il dit aussi « Fernand Blaze gagna la bataille de Macerata, qui valut à Grégoire XI d'être réintégré à Rome. »

début fut mal accueillie. Cependant Castil Blaze revint sur son premier refus : des fiançailles furent conclues, puis rompues en septembre 1835. Enfin, le 16 octobre, F. Buloz écrivait à son ami Bocage que le mariage était fixé au 24 (1). Il eut lieu à Notre-Dame-de-Lorette, le 24 octobre 1835. Félix et Florestan Bonnaire furent les témoins du fiancé. Le ménage s'installa au n° 10 de la rue des Beaux-Arts, dans un appartement modeste et assez sombre.

Le mariage de F. Buloz avait eu lieu en octobre, et déjà en janvier suivant voici un grand bal rue des Beaux-Arts ! En effet, le 1^{er} janvier 1846, *La Revue des Deux Mondes* donne son premier bal... On ne peut omettre ici cette réception — « grand bal littéraire, » — signalée et commentée par Roger de Beauvoir, qui fit de cette fête le sujet d'une pièce de vers à la vérité moins légère et moins spirituelle que celles dont s'amusa Musset, mais assez piquante (2).

1836. — 1^{er} Janvier.

Le bal littéraire, chez M. Buloz.

C'est le premier janvier mil huit cent trente-six :
Moi, fils d'Omodéi, grand espion des Dix,
Je veux, je dois, ma foi, signaler à la terre,
Le programme inouï d'un grand bal littéraire,
Bal qui sera donné vers dix heures trois quarts.
Numéro 10, au coin de la rue des Beaux-Arts.

Voilà Séraphitus (3), il arrive tondus ;
Il coupa ses cheveux en buvant du champagne,
Avant que de Vienne il ne fit la campagne.
Sa canne est maintenant à M. Metternich !
Indiana (4) survient, et le trouve loustic,
Elle fume à son nez quarante-deux cigares.
Tous deux causent longtemps au choc de leurs gabares
Qui surprisent en flanc la frégate Dumas.
La marine africaine avait pris son compas,
On découvrait déjà la Méditerranée !...

(1) Un dîner aux Frères Provençaux réunit la famille et les témoins. Ce fut la seule manifestation mondaine en l'honneur de ce mariage.

(2) Je dois communication de cette pièce à l'érudit M. Glinel qui a bien voulu m'en donner copie en 1908.

(3) Balzac.

(4) G. Sand.

L'action fut si chaude et si déterminée
Qu'on ne put retrouver de l'embarcation
Qu'une poutre et ces mots : Aux hommes d'action !

Dans un coin cependant, Planche, tout à son aise,
Commente les Reynolds, Prout, et l'École Anglaise,
Quant à Rembrandt, dit-il, « c'était un gros bourgeois »,
Pour écrire ceci, Planche a passé six mois
Dans ce pays du grog, des bravos, de la bière
Qu'assez communément on nomme l'Angleterre.
Un Saint Quaker l'assiste, habit noir et front haut :
C'est un homme du Temps (1), critique sans défaut,
Qui donna l'autre hiver, dans certaine Revue,
Sur le Salon d'alors, des pages sans bêtise,
Pages dont l'*art utile* était le fondement,
Et qui ne poussaient pas trop à l'abonnement.
Bien que le prote eût mis de façon avisée :
Sermons pour être lus au Saint Temps du Musée.

Stello (2) vint, puis bientôt Quiquengrogne (3) après lui,
Ah ! qui dira jamais quel éclair a relui,
Quels rayons infernaux sur le salon tombèrent
Lorsque les deux rivaux, au bal, se rencontrèrent ?

Le comte de Béziers (4), par cet affreux verglas,
N'en vint pas moins au bal... la mort sonnait le glas.
Buloz, son factotum, vint à lui... « Tu me navres
Avec cet habit noir, auteur des *Deux Cadavres* !
Dit-il, Madame Sand veut rire et non pleurer !
Que viens-tu faire ici ? — Je viens vous enterrer,
Dit Frédéric. Voilà... votre Revue est triste.
Elle est bête, maussade, et n'a rien, rien, d'artiste !
Buloz, mon cher ami, vous êtes un grand sot ! »

Dumas survint : « Soulié, va, je te prends au mot,
Laisse à ce Jupiter son Olympe de cuistres.
Laisse-lui ses amis, ses écrivains sinistres,
C'est un faquin jaloux d'escompter nos esprits.
Il nous offre toujours son papier jaune ou gris,
Mais il ne peut atteindre à la saison prochaine,
Buloz, c'est le roseau, et moi, je suis le chêne ! »

(1) Victor Schelcher.

(2) A. de Vigny.

(3) V. Hugo.

(4) Frédéric Soulié.

On trouva ce discours un peu fort de tabac,
Puis l'on alla souper aussitôt chez Balzac.

ROGER DE BEAUVOIR (1).

A mesure que l'œuvre de F. Buloz grandit, se précise et s'étend, sa vie y est si confondue, qu'il est souvent impossible de séparer l'une de l'autre. Aussi entrerons-nous souvent, par sa correspondance, ou celle des siens, dans son intimité.

George, qui a blâmé le mariage de son directeur, et vivement, deviendra, après ce mariage, l'amie de M^{me} F. Buloz. Chose singulière, ces deux femmes se plaisent. La jeunesse, la douceur de la nouvelle mariée, charment l'autre, plus virile. « C'est, dit George, un petit ange de paix ! » Bientôt, et régulièrement, elles s'éciront. Les premières lettres de George Sand à Christine Buloz datent du début de 1836. Déjà alors, leur intimité est suffisante, pour que l'écrivain confie à son amie quelques-uns des ennuis que s'ingéniait à lui créer Casimir Dudevant, et Casimir s'y entendait, le médiocre Casimir ! il ne s'entendait même vraiment qu'à cela. Oh ! l'ennuyeux mari !

En dehors de celles-ci, George a bien d'autres préoccupations : elles apparaissent dans sa correspondance avec le directeur de la Revue, en ce début d'année 1836. *Engelwald* l'absorbe, *Engelwald* qu'elle abandonne et reprend, et ne finira jamais, ou du moins ne publiera point, à cause de la situation politique de la France ; le livre de Musset, *la Confession d'un enfant du siècle*, l'inquiète... Elle ignore ce qu'il renferme, elle le redoute aussi ! Les notes de F. Buloz, — documents précieux, — apprécient différemment les soucis de son auteur préféré.

3 janvier 1836. — Amitié comme en sait faire G. Sand, — annonce d'un envoi d'étrennes, — son procès, — *Simon, Engelwald*, — éloge de Didier (2), je n'en accepte rien, — projet de voyage à Paris et de vivre avec nous. — M. d'Aragon. — Craintes sur le livre de Musset (3). « Ne croyez plus au mal qu'on vous dira de moi !! »

Deuxième lettre. Elle m'implore d'empêcher Musset de l'attaquer dans son livre.

(1) Collection Glinel.

(2) Charles Didier.

(3) *La Confession d'un enfant du siècle*.

A F. BULOZ

« Maître Buloz, vous êtes crasseux, je vous l'ai toujours dit. Vous dites que vous m'enverrez peut-être des étrennes. Grand merci. Faites-moi penser à vous promettre quelque chose. Je veux vous faire honte. Mon garde champêtre va demain à la chasse pour vous, et s'il rapporte *quelque chose*, je vous l'enverrai avec un de ces animaux extraordinaires, rares, curieux que vous avez mangés chez nous, et dont la race a été rapportée de Madagascar par le célèbre naturaliste J. Néraud, c'est-à-dire un cochon de lait. Vous ne l'aimez pas, mais vous ne pouvez-vous dispenser de le montrer à vos amis et connaissances, comme la découverte la plus importante que vous ayez faite dans nos savanes. Vous pourrez le faire empailler et le mettre sur votre cheminée, et Margarita pourra alors être appelée *Margarita ante porcos*, sans vous compromettre. On dira *ante Bulos*, la rime y sera toujours. Fâchez-vous, ça m'est bien égal. Au reste, tout ce que j'en fais, c'est pour vous piquer d'émulation sur le chapitre des étrennes.

« Envoyez-moi des livres, non pas ces chefs-d'œuvre *d'or et de soie*, comme dit pompeusement votre chronique, mais du classique broché; je voudrais Machiavel, tâchez de me le donner.

« J'ai reçu vos 1000 francs et ils n'ont pas gelé le creux de ma main, ils ont été s'engloutir dans la poche de mon procureur, c'est-à-dire de l'homme noir qui me procure des ennuis, des dettes et des colères. Au reste, tout va bien. La réussite est devenue certaine par un incident heureux. Notre tribunal est si bête et si arriéré, qu'il fait consister la morale publique et le repos de la société à condamner à la plus touchante union des époux qui s'arrachent les yeux mutuellement. Leurs décisions sont toujours cassées à Bourges. Ces jours-ci un de leurs plus beaux arrêts vient d'obtenir en ce genre un soufflet qui a tellement humilié notre président, qu'il en est tombé malade. Dieu aidant, il en mourra, et ses confrères ne seront plus si hargneux. Je ne serai quitte de tout cela, au reste, que vers la fin de février. Ne vous occupez pas de la *Gazette des Tribunaux*. Son correspondant à Châteauroux est mon ami Rollinat, qui certes ne lui communiquera pas les matériaux; si *Le Droit* a fantaisie d'en parler, vous le saurez bien. Je pense que vous n'êtes pas brouillé avec Lerminier; d'ailleurs je le

crois homme de trop bon goût pour communiquer au public une affaire sur laquelle les journaux sérieux gardent toujours le silence...

« Quant à *Engelwald*, je travaille toutes les nuits jusqu'au jour, c'est tout ce que je peux vous dire. Je suis obligée de lire beaucoup. Il faut que je prenne connaissance du *Mémorial de Sainte-Hélène*. J'ai été obligée de relire *Rome souterraine*, et à propos de cela, sachez que c'est un beau livre, et que le chapitre intitulé le *Mont Moréo* est une chose sans défaut, Si vous en doutez, relisez-le et faites un peu plus mousser l'auteur qu'on ne l'a fait jusqu'ici. Sa réputation n'est pas à la hauteur de son talent... Réservez-moi, en effet, une petite chambre chez vous. Je quitte mon appartement au mois d'avril. Je m'installerai un petit coin chez vous, et nous ferons un arrangement. Vous me donnerez à manger, et nous mettrons une planche (non pas Gustave Planche), une planche vraie pour passer de la fenêtre à la terrasse, afin que j'y aille fumer, sans manquer de respect à Margarita; vous m'aurez quinze jours par trimestre, cela vous arrange-t-il? (Charles d'Aragon est peut-être las de son logement de garçon, et ce serait peut-être tout ce qu'il me faut.) Envoyez-moi le livre d'Alfred, si vous croyez qu'il ne doive pas me fâcher, — dans ce dernier cas, dites-le-moi, et je m'abstiendrai de le connaître. La vie est courte, le mal et le bien y sont inutiles à quiconque ne veut plus que le repos. Traitez-moi comme un mort. Ne laissez pas insulter ma tombe. Mais n'y mettez pas d'épithaphe, je suis bien comme cela...

« *Remarque importante.* — Si vous ne faites pas empailler le cochon de lait, il faut, avant de l'embrocher, l'échauder avec de l'eau bouillante, et lui enlever toute la soie. Après quoi, il faut le faire rôtir jusqu'à ce que la peau soit tendue et cassante. Sancho en mangea un aux noces de Gamache qui avait un agneau dans le ventre, dans l'agneau un lièvre, dans le lièvre un lapin, dans le lapin je ne sais quoi, peut-être M. de Balzac (1). »

« GEORGE SAND. »

George « se tourmente et s'inquiète du livre de Musset et elle a tort, — ne lui a-t-il pas dit : « Je voudrais te bâtir un autel

(1) Inédite.

fût-ce avec mes os. » Mais, elle doute, et quelques jours après ce qu'on vient de lire, elle écrit encore (1) :

A F. BULOZ

« J'ai pensé à ce que vous m'avez dit du livre de Musset; ne le mettez pas sous presse sans le lire, mon cher ami, et si vous avez quelque influence sur lui, ne me laissez pas injurier. Je m'attends bien à quelque méchant coup de griffe, il sait tellement que je ne suis pas d'un caractère vindicatif en littérature, qu'il pourrait me draper selon son humeur du moment. J'avoue que cela ne me plairait guère, et ne me semblerait *ni beau, ni honnête*, comme dit Sganarelle...

« Vous êtes, je crois, près d'Alfred dans une position qui vous donne le droit de représentation et d'observation, je suis votre marchandise, et il ne peut trouver mauvais que vous défendiez l'honneur d'un nom qui est votre fond de boutique.

« Après tout, je n'attache par une immense importance à tout cela. Ce serait une contrariété et rien de plus. On n'impose rien à la postérité, et s'il y a postérité pour moi (ce dont je doute un peu) elle me fera ma part aussi bonne et aussi mauvaise que je la mérite. S'il n'y a pas postérité (ce dont je me flatte), ma vie est arrangée désormais de manière à ce que les balles arrivent mortes. Ce dont Alfred ne se doute guère, et ce que je n'ai jamais eu la cruauté de lui dire nettement, c'est que sa réputation est plus attaquée que la mienne. La réhabiliterait-il en jetant des pierres au toit sous lequel il a dormi? J'en doute. Il se ferait plus de mal qu'à moi.

« Menez cela à bien. Vous êtes dans une position entre les deux camps. Vous savez que je ne suis pas hostile, je ne sais rien de lui, sinon que sa mère vend mes billets aux faiseurs d'albums, ce qui est un vilain commerce qui ne doit pas rapporter grand'chose (2). Moi, je ne donnerais pas deux liards de la plus belle lettre que j'ai écrite dans ma vie.

« Bonsoir, vieux, je m'endors. Les hommages de George à Margarita... L'article de Sainte-Beuve sur Villemain est diablement embêtant. Celui de Chateaubriand en revanche est très coquet (3). »

« GEORGE. »

(1) F. Buloz a écrit au dos de cette lettre : Commencement de l'année 1836; elle paraît être de janvier.

(2) Qui a pu faire un pareil rapport à George Sand?

(3) Inédite.

Du 23 janvier 1836.

« Bonsoir, jeune écervelé. Mon enquête est finie, mon procès touche à sa conclusion. J'en attends le résultat avec un calme philosophique. J'ai trois juges, dont l'un avait, du temps qu'il n'était pas veuf, l'innocente habitude de vendre sa femme au plus offrant; l'autre est abruti par l'... Le troisième est, je crois, honnête, mais constipé, gouteux, bargeux, jaloux de la force et de la santé de son prochain. Tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles. Salut!

« Dites-moi les causes du silence de Sainte-Beuve à mon égard. Mes façons d'agir et de penser lui sont antipathiques, surtout depuis qu'il a quitté la cellule pour les salons. Je ne force l'amitié de personne, mais je tiens à la franchise; quand on me boude ou qu'on me fuit, je veux savoir pourquoi, car je ne me brouille jamais avec personne sans lui dire hardiment et franchement mes raisons. Rien n'est plus insultant que de laisser dans l'incertitude celui qu'on veut abandonner. C'est l'exposer à être importun et ridicule. Je lui ai écrit, qu'il me réponde, fût-ce pour me dire qu'il ne veut plus entendre parler de quelqu'un dont on dit tant de mal...

« Je vous prie de mettre de côté le manuscrit de *Simon*; un imbécile de mes amis me l'a demandé depuis longtemps et je l'ai promis: quoique ce soit un cadeau stupide, il y tient. »

Cet « imbécile de ses amis » c'est Michel de Bourges, F. Buloz le note: « le héros du roman. »

LE PROCÈS EN SÉPARATION

Pendant ce temps, George est toujours à la Châtre, attendant l'issue de son procès; mais elle est, sur ce sujet, tranquille, et le trouve « imperdable en Cour royale, imperdable même au Tribunal de la Châtre, où la jugerie est pourtant ignoble... s'il y a appel, l'affaire durera six semaines de plus. » Mais elle veut dans tous les cas aller à Paris, embrasser ses enfants, et quitter l'appartement du quai Malaquais.

« Voyez-vous Maurice? Il m'écrit des lettres charmantes. Je suis malade de le voir, ainsi que sa sœur. Du reste, je suis à la

Châtre, en mon royaume, comme dit Planet, et contractant le despotisme, la brutalité, l'exigence, l'ironie, enfin tous les vices du souverain. Tout cela parce que je me permets de rire de ses trente-sept gilets. Quand je serai reine autrement qu'*in partibus*, et que je pourrai gouverner convenablement bœufs et dindons, je ne ferai plus guère de romans, mais j'en ferai d'un peu moins mauvais.

« Celui d'Alfred est magnifique. C'est très supérieur à *Adolphe* de Benjamin Constant.

« Sainte-Beuve a tort. Le frottement du monde ôte la franchise des sentiments et des manières. Je ne sais ce que veut dire une lettre *dure et blessante* quand on l'a méritée. Je ne rétracterai la mienne que quand il y aura répondu lui-même, et comme l'action de ne pas répondre à une lettre équivaut à celle de tourner le dos à quelqu'un qui vous tend la main, je le regarde comme hostile à mon égard, jusqu'à nouvel ordre. Je déteste les connaissances, je ne veux souffrir que des amis ou des ennemis, et quoi qu'il en dise, je ne conserve de relations qu'avec ceux qui veulent bien m'aimer tout à fait. J'ai cru longtemps qu'il en était ainsi de sa part : s'il en est autrement, je ne m'en formaliserai pas. Je ne demande au monde qu'une chose, c'est la hardiesse de dire ce qu'on pense, rien de moins et rien de plus. Si Sainte-Beuve a décidé que je ne suis pas digne de son amitié, je ne veux pas me contenter de sa bienveillance au point où nous en sommes, et je le laisserai fort en repos sur tous les cancanes qu'il lui plaira de recueillir et de colporter désormais. Dites-lui tout cela si vous voulez. Je ne crains qu'une chose dans la vie à présent, c'est de m'abuser sur les autres, car sur moi-même, je crois que je ne m'abuse plus (1). »

« GEORGE. »

George est sévère à Sainte-Beuve, qui l'a tant aidée dans ses heures douloureuses, — l'a-t-elle oublié ? Mais elle est enchantée de la *Confession d'un enfant du siècle* et même elle trouve que Sainte-Beuve ne loue pas assez cette œuvre :

« Sainte-Beuve juge un peu trop sévèrement les défauts du livre de Musset, et n'en comprend pas assez les beautés. Du

(1) Inédite, 10 février 1836.

reste, son article est charmant, mais j'ai un peu souffert en le voyant succéder à de si grands éloges de M. Quinet. Ce livre d'Alfred a-t-il enfin le succès qu'il mérite ?

« Adieu, mon vieux Buloz. Je suis toujours à la Châtre, où je m'amuse beaucoup, mais je voudrais mes enfants, — j'en ai soif.

« En faites-vous ? en désirez-vous ? Il n'y a que cette passion-là dans la vie qui ne soit pas sujette à vicissitude, mais je ne sais pas si les hommes la connaissent (1). »

Enfin, le fameux procès est plaidé et les tribunaux, dit George, lui ont accordé la victoire. Elle l'écrit à ses amis, elle l'écrit à Liszt, à la Comtesse, à Guérault, aussi à sa nouvelle amie « Margarita, » M^{me} François Buloz :

A MADAME F. BULOZ

« Ma chère Christine, je vous embrasse et vous remercie de votre aimable souvenir. Mon procès est plaidé et gagné. Mon vieil ami Michel (2) a été admirable. Mon agréable ennemi, M. D... (3), a été penaud. J'ai de nouveau la garde de mes deux enfants, sans l'avoir demandée, car, vu son insistance, je n'espérais pas tant obtenir. Je ne sais si j'aurai autant de succès à Bourges, où il va faire sans doute appel. Dans tous les cas, mon procès est imperdable, et j'espère en être quitte dans trois mois. Alors on pourra publier *Engelwald*, et nous verrons à le mettre sous presse quelques semaines à l'avance.

« Priez Buloz de publier *Simon*, *Léoni* et *André* ou *Jacques*, si bon lui semble, je n'y ferai pas de correction, mais qu'il n'aille pas débiter par le *Secrétaire intime*, qui est ce que j'ai fait de plus plat. Je ne suis même pas décidée à le publier. Je compte faire une fin, et des changements conséquents à l'infâme *Lelia* que je considère comme *ma meilleure ouvrage*...

« Dans le moment présent j'ai besoin d'une publication qui n'indispose par le public, à cause de mon procès. *André* et *Simon* feraient bien. Je ne vois pas que mon portrait soit nécessaire à la première livraison.

« Dites donc à votre cher époux de se dépêcher. Je ne le

(1) Inédite, 23 février 1886.

(2) M. Michel de Bourges.

(3) M. Dudevant son mar.

laisserai pas en arrière. Je suis en train de faire Meyerbeer (1). Je l'écris dans un petit jardin tout rempli de lilas et de tulipes. J'espère que mon style sera fleuri. *Mauprat* viendra ensuite, si le jeune Buloz y tient.

« Mais dans peu de temps nous nous verrons à cet effet, faites-lui commencer seulement l'édition complète. Il me donne des raisons *dilatoires* qui n'ont pas le sens commun...

« Bonsoir, ma belle petite dame. Donnez-moi de vos nouvelles de temps en temps. Je vous embrasse, si vous le permettez, et si vous voulez bien m'aimer un peu.

« Tout à vous.

« GEORGE. »

« 14 mai 1836. »

Donc voici le procès Dudevant contre Dudevant plaidé, et gagné par G. Sand en première instance, M. Dudevant fera sans doute appel? George Sand est toujours campée chez ses amis à la Châtre, pendant que le mari, lui, est logé à Nohant, chez elle. Mais elle ne se plaint pas et écrit :

« Couchée sur une terrasse, dans un site délicieux, je regarde les hirondelles voler, le soleil se coucher, se barbouiller le nez de nuages, les hannelons donner de la tête contre les branches, et je ne pense à rien du tout, sinon qu'il fait beau, et que nous sommes au mois de mai. »

Elle plaidera le 23 juillet seulement « en Cour royale. » « Il faut d'sputer pied à pied un coin de terre... coin précieux, terre sacrée, où les os de mes parents reposent sous les fleurs que ma main sèma, et que mes pleurs arrosèrent. »

En attendant la plaidoirie nouvelle, et le jugement définitif, elle est un peu maltraitée de temps en temps par l'opinion, et encore par la presse, — par la petite presse, — surtout celle de Bourges! Quelle copie pour la presse de Bourges! A celle-ci elle ne répond pas, ou peu, mais voici que M. Nisard lui fait de la morale (2), et l'accuse, ayant eu une mauvaise expérience matrimoniale, d'en vouloir déguster les autres, de faire dans ses romans « l'apologie de l'adultère! » Voilà le grand mot lâché : Il dit « l'amant est le roi de vos livres! »

(1) Lettres d'un voyageur. *La Musique*, *Les Huguenots*, à M. Giacomo Meyerbeer, 15 novembre 1836.

(2) Dans la *Revue de Paris*.

et enfin ceci : « Il serait peut-être plus héroïque, à qui n'a pas eu le bon lot, de ne pas scandaliser le monde avec son malheur, en faisant d'un cas privé une question sociale. »

Cette apostrophe déplait à George, elle la reproche au directeur de la *Revue* : elle y répondra ; « Il ne s'agit pas ici d'amour-propre : M. Nisard m'accable de compliments, qui satisferaient amplement mon appétit si j'étais affamée. Il s'agit de ne pas me démolir dans l'esprit de mes juges, sous un rapport plus sérieux... » Elle lui envoie donc une réponse « sous forme de lettre » à insérer au plus tôt dans la *Revue de Paris*. Ce souci de ses juges, qu'elle-même juge si sévèrement, est assez logique à l'heure qu'elle traverse ; elle ne veut pas avoir une étiquette d'immoralité ; elle y veille, et c'est je pense la première fois :

Autre chose la préoccupe :

« Je vous conjure de ne pas soumettre mes manuscrits à la censure de Sainte-Beuve, et des 47 autres directeurs en chef de vos revues. Vous avez sur eux tous, entre autres avantages, celui de connaître votre langue. Corrigez-moi donc *en personne*, et ne me soumettez pas à la férule de tous vos pédants. Je suis en train de faire d'importantes corrections à *Lélia*. Je bouleverse tout le personnage de Trenmor, et je transporte la réhabilitation, non pas morale, mais *poétique* du joueur dans la bouche de Leone Leoni : ce passage était assez purement écrit, j'eusse été fâchée de le perdre, et je crois qu'il est maintenant tout à fait en sa place, et sans inconvénient, puisqu'il est dans la bouche d'un personnage éprouvé. *Leoni* est donc prêt (1). Je l'ai relu avec attention et conscience. Je n'y ai rien trouvé d'*immoral*. Le grand défaut c'est l'invraisemblance des événements. Mais pourvu que les caractères soient *vrais*, la folie des incidents est un droit du romancier, et de plus forts que moi ne s'en sont pas fait faute (2)... »

La réponse à M. Nisard parut dans la *Revue de Paris* ; à la veille de l'affaire Dudevant, elle ne pouvait qu'être favorable à George ; F. Buloz le voit nettement, car c'est sa propre cause que l'écrivain plaide devant M. Nisard, avec l'éloquence que l'on sait.

F. Buloz écrivait le 29 mai :

(1) Pour la publication en volume chez Bonnaire.

(2) Inédite.

« Mon cher George,

« J'ai lu attentivement votre lettre, j'y ai trouvé des longueurs, mais je n'y ai rien vu qui ne puisse se publier, je crois que cette lettre peut exercer une heureuse influence sur les juges, je vous en enverrai un certain nombre d'exemplaires, que vous leur ferez remettre, vous verrez dans ce même numéro... le morceau de M^{me} Jal (1) (2). »

Quelques jours après, George se plaint de la *Revue Britannique* qui l'attaque, — « ne m'envoyez pas l'article, mais usez de votre influence pour qu'on ne me dise pas d'injures en ce moment-ci, — » et Loeve-Weimars, dans la *Revue*, ne peut-il la défendre? Cinq ou six lignes qu'il écrirait de « main de maître » feraient fuir les beaux esprits qui ne se froteraient plus à cette plume : que Buloz lui demande ce service ! « On dit qu'il me hait, je ne sais pourquoi, je ne lui en ai jamais donné sujet. » Et encore : « Je vous prie de parler de moi à Chaix d'Est-Ange, et de l'empêcher de plaider contre moi, si M. Dudevaut a recours à lui. Car on dit que M. Bathmont l'abandonne, et j'ai envoyé signer ma consultation à plusieurs avocats des plus célèbres, pour les empêcher d'être contre moi, ma consultation sera présentée à M. Chaix d'Est-Ange. Recommandez-moi à lui puisque vous êtes en relation avec lui... Parlez de M^{me} Jal à Sosthènes, si vous le voyez, dites-en beaucoup de bien, c'est une femme intéressante... »

Sosthènes dont George parle ici est Sosthènes de la Rochefoucauld : elle le désigne souvent ainsi : S. R. Elle aurait voulu que S. R. confiât la rédaction de ses mémoires à M^{me} Jal protégée de George. F. Buloz fera la recommandation, mais il est clair qu'il ne compte pas sur le talent de M^{me} Jal, pour orner la *Revue des Deux Mondes*.

« Je mettrai la note en question dans la *Revue*, et répondrai à la *Revue Britannique* (3). Malheureusement Loève n'est pas à Paris, mais nous arrangerons tout cela de façon à ce que tout se passe bien. Ne vous inquiétez plus de Chaix d'Est-Ange, je

(1) En échange de cette lettre (qui devait la servir dans l'esprit de ses juges) George exige l'insertion dans la *Revue de Paris* d'une nouvelle de M^{me} Jal, nouvelle dont le directeur ne voulait pas, et son paiement à M^{me} Jal.

(2) Inédite Collection S. de Lovenjoul.

(3) C'est Sainte-Beuve qui écrit cette réponse dans la *Revue* du 15 juin 1836.

lui ai fait signer moi-même votre consultation, et nous allons voir à la faire signer à Mangin et à Pasquier.

« Je parlerai à Sosthènes pour M^{me} Jal, et vous promets de la faire travailler; seulement qu'elle renonce à la *Revue des Deux Mondes*: dites-lui de se contenter de la *Revue de Paris* (1). »

A ce moment, George Sand posait devant Calamatta. Celui-ci devait graver le portrait que F. Buloz avait commandé jadis à Delacroix. Ce portrait, très connu, la représente nu-tête avec un vêtement d'homme et une grosse cravate dénouée; il devait figurer au frontispice, en tête de l'édition Bonnaire de ses œuvres complètes; il devait aussi accompagner dans la *Revue* la publication du fragment de *Lelia*.

Et F. Buloz écrit à George en juin.

« A ce propos je vous dirai que Delacroix est bien mécontent de Calamatta pour cette gravure; il se plaint de n'avoir pas vu du tout Calamatta, qui, dit-il, a voulu refaire son portrait; je suis bien fâché de cela: Delacroix est un aimable homme, et je trouve que Calamatta a tort, il s'est servi du portrait de Delacroix, et il met sur sa gravure *designato e inciso de Cal!* C'est désobliger bien gratuitement Delacroix, et nous brouiller, vous et moi, avec un homme qui a été obligeant avec nous. Je veux bien que C. se soit donné beaucoup de mal, qu'il ait fait un nouveau dessin, il n'en est pas moins vrai qu'avec plus de procédés, il aurait pu éviter de blesser Delacroix. J'avoue que je suis fort embarrassé vis-à-vis de celui-ci.

« Vous allez mieux, j'espère, ma femme ne va pas très bien, je la crois enceinte.

« Vous recevrez vos épreuves dans peu de jours. Puis celles d'*André*; *Simon* est tout imprimé et prêt à paraître.

« Vous verrez que nous répondons assez bien à la *Revue Britannique*.

« Tout à vous,

« BULOZ, »

« Mes amitiés, je vous prie, à Dutheil et à Planet (2). »

Mais George se soucie fort peu de blesser ou non Delacroix. Elle a oublié les heures passées auprès de cet ami, précisément lorsqu'il peignait son portrait, aux jours cruels des ruptures

(1) Collection S. de Lovenjoul, 6 juin 1836, inédite.

(2) Collection S. de Lovenjoul, 15 juin 1836, inédite.

avec Musset ; alors, elle s'était confiée à Delacroix ; ce temps, pour elle, est déjà loin...

« Chère Christine,

« Veuillez dire à votre céleste époux que je le prie de ne pas faire paraître le fragment de *Lélia* que je lui ai envoyé sans que je revoie les épreuves. Il fera quant au portrait ce qu'il voudra. Je ne sais pas pourquoi Calamatta n'a pas mis le nom de Delacroix au-dessous. Je ne sais pas pourquoi Delacroix trouverait mauvais que j'aie donné des séances à Calamatta. Je ne pouvais pas les lui refuser, et puis je déclare sur l'honneur que je les ai crues nécessaires pour tout portrait gravé. Calamatta me l'a dit et je ne me suis pas imaginée d'en douter. Buloz me mande que cela me brouille avec Lacroix (*sic*). Lacroix se brouillerait pour bien peu de chose s'il en était ainsi. En définitive je n'y peux rien (1)... »

C'est F. Buloz qui écrit à George Sand, le 20 juin (2) :

« Je vous envoie, mon cher George, l'épreuve de votre fragment (3)...

« J'ai pu voir M. Louis Raynal, substitut du procureur général à Bourges, il paraît qu'à Bourges on n'est pas trop bien disposé pour vous ; M. Dudevant paraît avoir agi assez habilement auprès des juges. J'ai éclairé autant que j'ai pu M. Raynal sur votre procès, mais je crois qu'il serait bon que vous vissiez le procureur général.

« M. Raynal est un admirateur de vos livres, et je crois que si vous lui faisiez parler, ou si vous le voyiez, il pourrait vous être utile dans votre affaire. C'est un homme bon et obligeant. M. Raynal est un ami intime de Félix Bonnaire ; l'un et l'autre seront dans le Berry la semaine prochaine. Je pense que Bonnaire ira vous voir ; il servirait naturellement d'intermédiaire.

« Tout à vous.

« BULOZ (4). »

A la crainte exprimée par son directeur, concernant les

(1) Inédite.

(2) Cette lettre est adressée à M^{me} Dudevant, chez M. Dutheil, avocat à la Châtre (Indre).

(3) *Lélia*.

(4) Collection S. de Lovenjoul, inédite.

agissements de M. Dudevant, à Bourges, George répond qu'elle n'y croit guère. « Il y a un genre d'intrigues qui tombe à plat devant la discussion, et la lumière se fait aux débats. Néanmoins je ne négligerai pas la bienveillance de M. Raynal, et je vous remercie de lui avoir parlé de moi. Je le verrai et s'il veut me servir, j'en serai très reconnaissante (1). »

Quelques jours avant, elle adressait à M^{me} F. Buloz ce billet (2) :

« Et vous, chère petite dame, comment êtes-vous ? Buloz me mande que vous êtes souffrante, peut-être grosse. Si vous ne devez pas en être trop malade, je le désire pour vous. Il n'y a de vrai et de durable pour les femmes que les joies de la maternité. Je fais des vœux sincères pour que vous meniez à bonne fin cet espoir naissant. Soyez bien sage. Soignez-vous. Vous ne doutez pas, j'espère, des sentiments d'affection et de vif intérêt qui me portent à vous faire ces recommandations.

« Adieu et tout à vous de cœur,

« GEORGE. »

24 juin 1836 (3).

* * *

Pendant que George Sand, de la Châtre, écrivait ainsi à ses amis, à Paris un nouveau régicide avait été tenté : le 23 juin, Louis Alibaud avait tiré deux balles contre le Roi.

La *Revue* (4) condamna cet attentat dans sa chronique du 1^{er} juillet, et aussi dans un article sur l'*Assassinat politique*, signé Lerminier. Mais quelle mouche a piqué George ? L'opinion de la *Revue* la révolte et l'indigne, elle est hors d'elle, et Alibaud devient à ses yeux « un héros ! » On retrouve, dans cette exaltation, un peu de celle de Louis Blanc, qui fit de l'assassin une manière de martyr ; il lui découvrit même une extrême aménité de mœurs et de caractère, une sensibilité profonde, etc. ; enfin, c'est déjà la rhétorique de 48.

Mais voici la lettre de George (5).

... « Il s'agit d'un fait vu au point de vue moral, philoso-

(1) Inédite datée de la main de F. Buloz : 26 juin 1836.

(2) A Madame Buloz, rue des Beaux-Arts, Paris.

(3) Inédite.

(4) Avec presque toute la Presse française.

(5) Du 3 juillet 1836. Inédite.

pique, psychologique, si vous voulez; Alibaud est un héros; son nom sera mis dans l'histoire à côté de celui de Frédéric Stab. Vous professez la haine de l'assassinat politique. Vous déclarez que Brutus et Cassius n'y voyaient pas plus loin que leur nez. Vous les traitez comme des bousingots. Je ne dis rien à cela. Chacun ses convictions à cet égard. Beaucoup de mes amis me font la guerre, et me proscrirent comme fanatique, quoique je ne m'occupe pas plus de politique que mon vacher. Je ne me dispute pas avec eux, tout est sujet à controverse, et l'on n'en finirait pas si l'on discutait les principes. Mais les faits sont à la portée de tout le monde, et on doit les traiter avec un certain respect. L'article signé Lherminier (*sic*) est ignoble. Dites-le-lui si vous voulez. Qu'est-ce que des épithètes insultantes adressées à l'homme dont la tête va tomber (1), qu'est-ce que le *mépris* d'un M. Lherminier envers cet homme des temps antiques? Qu'est-ce que ce tressaillement d'horreur, cette épilepsie de vertu nommant l'infâme assassin? et puis ce bon petit coin d'adoration délicate pour le bon Roi qui se promène *comme un bon citoyen au milieu de sa ville* (2)? Vous avez imprimé ces mots-là, mon cher Buloz, et vous avez imprimé une saloperie. D'abord, Louis-Philippe n'est pas un *bon citoyen*, ensuite, Paris n'est pas la *ville de Louis-Philippe*, cette citation eût fait honneur au *Journal des Débats*, elle ne fait pas honneur à la *Revue des Deux Mondes*.

« Je vous ai vu en politique des idées aussi élevées qu'en littérature, et vous voyant si différent de vous-même dans ces deux circonstances, je me persuade que vous ne lisez pas les articles qu'on vous donne. Vous appelez cela faire un journal? On ne peut dire que M^{me} de Staël est ennuyeuse sans élever autour de vous un cri d'horreur et d'indignation, et on écrit qu'Alibaud est un débauché, un infâme, un criminel *pauvre et bête!* Mon cher ami, vous faites mal la police de vos Revues...

« Bonsoir, mon cher camarade. Portez-vous bien, prospérez et écoutez mes remontrances si vous les trouvez justes, sinon faites à votre tête...

(1) Lherminier disait « il est lâche de frapper un homme qui ne peut ni prévoir le coup, ni le repousser, ni le rendre. »

(2) De frapper un homme qui se présente à vous paisible et désarmé *comme un bon citoyen dans le sein de sa ville*, faire siffler la balle entre sa femme et sa sœur, il n'y a pas de sophisme au monde qui puisse relever cet acte de la plus infamante bassesse. »

« La comédie d'Alfred est très jolie (1). Il y a certainement progrès comme plastique et comme clarté dans ce qu'il fait à présent. Mon procès sera plaidé et jugé dans le courant du mois. Je suis toujours à la Châtre où je travaille et où je souffre du foie (2)... »

A cela Buloz répond :

8 juillet 1936.

« Votre lettre m'a attristé, mon cher George. Quoi ! vous exaltez ce que vous, avec vos sentiments de démocratie, devriez le plus flétrir, c'est-à-dire des crimes inutiles ! Car, qui retarde l'avènement de cette démocratie, si ce n'est les fous furieux ? Croyez-vous que nous ne serions pas plus avancés sans toutes les folies que le républicanisme a faites depuis 1830 ? A quoi servent les Fieschi, les Alibaud, si ce n'est à effrayer le pays, et à donner plus de force au pouvoir ? Croyez-vous que toutes ces tentatives d'assassinat ne peuvent pas conduire le gouvernement à des empiétements ? Qui nous a valu les lois de septembre, si ce n'est la machine de Fieschi ?

« Pensez-vous que la France ferait grand crime à Louis-Philippe de s'entourer d'une garde royale et de tous les apparats d'une royauté presque absolue dans le but de se préserver des assassins, et n'est-ce pas retenir le pouvoir sur cette pente, que de flétrir ces assassinats périodiques, dont les résultats ne seraient fatals qu'à la démocratie ? Nous sommes et nous serons toujours aussi démocrates que qui que ce soit, mais nous différons sur les moyens d'amener la démocratie au pouvoir.

« Ma femme vous embrasse ; comme je vous le disais, elle est enceinte (3). »

Voici la réplique de George Sand à F. Buloz :

« Je vous ai dit que je vous laissais la théorie du système en général. Proscrivez l'assassinat politique, si cela vous plaît et si vous aimez les rois. Peu m'importe. Mais vous ne deviez pas toucher à la personne sacrée d'Alibaud. Vous ne deviez pas répéter les calomnies infâmes que le gouvernement faisait publier contre lui. Vous ne deviez pas dire que cet homme était vicieux, débauché, stupide et fou. Ce qu'il y a de pire au monde,

(1) *Il ne faut jurer de rien.*

(2) *Inédite.*

(3) *Collection de Lovenjoul, inédite.*

c'est d'être lâche, et lâches sont ceux qui flétrissent le seul homme de cœur qui soit en France. Confessez pour votre honneur que vous ne lisez pas les articles qu'on vous fournit, et je dirai que vous êtes coupable de négligence seulement. Si je croyais le contraire, j'écraierais à jamais le fêtu qui me sert à écrire, plutôt que d'écrire dans la *Revue des Deux Mondes*.

« Adieu, mon cher ami, rien ne me fera changer d'avis.

« GEORGE (1). »

C'est de la démente.

* * *

Mais le procès de George est plaidé pour la deuxième fois : « Mon procès se plaide après-demain, » écrit-elle le 28 juillet. « J'ai bon espoir, tout le monde est très bien en apparence pour moi. Mon adversaire n'a pas voulu d'arrangement... M. Raynal a été très bien pour moi. »

F. Buloz ne doute pas du succès, car il lui écrit à son tour le 27 :

« C'est hier que votre procès a dû être appelé : j'espère que vous l'aurez gagné, et que vous êtes enfin dégagée de toutes vos procédures.

« Vous savez la triste fin de Carrel; Girardin avait tout arrangé, dit-on, pour amener Carrel dans le panneau; il avait besoin d'un duel avec un homme comme Carrel, pour couper court aux terribles attaques dont il était menacé de toutes parts. Mais il a trop bien réussi; la mort de Carrel l'étouffera.

« Girardin se faisait la main, dit-on, depuis dix jours; et une coïncidence qui a contribué à amener Carrel à un duel, c'est qu'il recevait depuis quelque temps des lettres anonymes, où on le menaçait de faire sa biographie.

« Quand il a vu que la même menace lui était faite par le journal de Girardin, il a cru que les lettres venaient de la même source, et a jugé indispensable de se battre.

« C'est un grand malheur que Paris a vivement ressenti.

« Tout à vous.

« BULOZ. »

(1) Inédite, datée de la main de F. Buloz du 11 juillet 1836 (cette date du 11 juillet est celle de l'exécution d'Alibaud).

« P.-S. — Balzac est en déconfiture avec son journal, il va s'allier avec Girardin, après un voyage qu'ils vont faire à Trieste. Je suis vengé de mon homme, — par la façon dont on l'a mené. Vous me reprochez de le faire attaquer. Moi, du moins, je ne l'ai pas mis à terre comme on vient de le faire.

« Je fais sortir Maurice demain. Ma femme vous embrasse et vous écrira bientôt (1). »

APRÈS LE PROCÈS

Le procès gagné, voici George à Nohant et le baron autre part, n'importe où, car il n'est guère intéressant. Mais elle ! avec quelle joie elle prend possession de sa « vieille maison, » avec quelle joie elle annonce qu'elle est décidée à y vivre « agricole, philosophiquement et laborieusement, décidée à apprendre l'orthographe aussi bien que M. Planché, la logique aussi bien que le célèbre M. Liszt, élève de Ballanche, Rodrigue et Senancour. Je veux en outre écrire en coulée et en bâtarde, mieux que Brard et Saint-Omer, et si j'arrive jamais à faire au bas de mon nom le paragraphe de M. Prudhomme, je serai parfaitement heureuse et je mourrai contente (2). »

— Elle dit : « la vie active ne m'a jamais éblouie ; » il semble que la voilà fixée?... Mais elle part pour Genève, afin de voir sa chère comtesse Arabella, et Franz, et les levers de soleil ; elle emmène les enfants, car elle déclare qu'elle n'a plus maintenant que la passion de la progéniture. (Hélas ! elle en aura d'autres encore !) Donc, assez rapidement elle verça Genève, Chamonix, Bâle et Fribourg ; dans la cathédrale de Fribourg, Franz jouera sur l'orgue du vieux Mooser.

Le major Pictet, qui accompagne la troupe, décrit dans son petit livre : *Une Course à Chamonix*, le costume de voyage de George ; il me paraît ineffable : une blouse d'homme, et dessous « un gilet rouge, garni de boutons d'or en filigrane, au cou une cravate noire, la tête couverte d'un grand chapeau de paille. » Notez aussi que ses cheveux bouclés tombent librement sur ses épaules, qu'elle a, pour l'achever de peindre, « le cigare à la bouche... » Il paraît que les indigènes étaient, à cet aspect, étonnés.., il me semble qu'il y avait de quoi !

(1) Inédite 27 juillet 1836.

(2) Correspondance 18 août 1836.

De ce voyage en Suisse que fait George en 1836, est née une des plus belles *Lettres d'un voyageur*, celle qui est dédiée à Charles Didier. Elle parut en novembre la même année.

De retour à Nohant, après ce voyage, George reprend sa vie, c'est-à-dire son travail la nuit, ses promenades à pied dans la Vallée noire le jour, et bientôt la maison est pleine de tous les Berrichons qu'elle aime.

Je pense que la lettre suivante a été écrite à l'époque de cette rentrée à Nohant, en automne, elle n'est pas datée de la main de George, mais de celle F. de Buloz, et seulement : 1836.

« Mon cher Buloz,

« La présente est pour vous dire que je me porte bien, et que je désire que la présente vous trouve de même. Le pain coûte fort cher, le vin de même, *tant qu'à* la viande elle est *orre* de prix. Je ne vous parle point du fromage, je n'en mange pas.

« Vous comprenez la conséquence de cette lettre.

« Salut !

« GEORGE.

« Je baise la main de Margarita. »

Bien que George Sand ait dit : « Je n'ai pas d'esprit... » et « je suis bête à couper au couteau, » certaines de ses lettres sont d'une fantaisie fort amusante; et puis elle dit tout, et souvent le plus drôlement du monde. Depuis l'heureuse issue de son procès, l'écrivain ne se trouve plus devant ces terribles difficultés d'argent que, jadis, elle a trop connues, elle se vantera même alors dans ses lettres au directeur de la *Revue* de n'avoir « plus besoin de ses services; » pourtant, elle a quelquefois encore des échéances cruelles, — et ses lettres alors deviennent pressantes, mais elles sont souvent aussi enjouées, car elle ne s'affole plus devant la liste de ses dettes, comme naguère...

La photographie de la lettre suivante est actuellement au Musée S. de Lovenjoul.

MONSIEUR BULOZ, *rentier et propriétaire.*

40, rue des Beaux-Arts.

« Buloz! — hein? — Buloz! — hein? — Sacré Buloz! — Quoi? — de l'argent? — Je n'entends pas. — Cinq cents francs! — Qu'est-ce que vous dites? — Que le diable vous emporte! Vous m'avez promis six mille francs dans quelques

jours, et je vous demande 500 francs pour demain. — Je n'ai pas dit un mot de cela. — Ah! vous n'êtes donc pas sourd? Eh! bien donnez-moi 500 francs, 500 francs, 500 francs. — Je n'entends pas.

« Mon cher ami, si vous êtes sourd, du moins vous savez lire, je le présume, quoiqu'on ne s'en douterait guère à la qualité des articles de la *Revue* que vous corrigez.

« *ex ours* George Sand, etc.

« Et Lherminier.

« Voilà six lettres que je vous écris, mais il paraît que vous êtes sourd par les yeux, maladie étrange et qui jusqu'à ce jour n'a pas été décrite.

« (500 francs, George 500 francs). »

13 décembre 1836 (1).

Cependant George n'est pas toujours aussi joyeuse dans ses lettres à son directeur : le ton est fréquemment dure, agressif même. Certes, ces changements d'humeur sont souvent dus à l'entourage, aux influences aussi, aux contrariétés de la vie quotidienne. Michel de Bourges avait déjà commencé depuis quelque temps à se rendre insupportable, et depuis quelque temps, George commence à en avoir assez; c'est alors qu'elle écrit à la comtesse d'Agoult : « J'ai des grands hommes plein le dos (car pour elle, Michel est un grand homme, *Simon*, un homme de la nature, une belle âme, etc.), qu'on les taille en marbre, qu'on les coule en bronze, et qu'on n'en parle plus. Tant qu'ils vivent, ils sont méchants, persécutants, fantasques, despotiques, amers, soupçonneux, etc. (2). » Elle s'intéresse à Charles Didier, à cette heure; elle le veut collaborateur à la *Revue*. F. Buloz note en décembre 1836 : « Il faut prendre Didier comme rédacteur et lui avancer de l'argent ou sinon... » et G. Sand écrit fort en colère :

« C'est moi, mon cher Buloz, qui vous ai recommandé Ch. Didier, et qui l'ai fait pour ainsi dire rentrer dans la sublime revue où M. de Carné fait de la si belle et si profonde politique, à preuve que personne ne coupe les feuilles au bout desquelles on lit son nom. Je croyais Ch. Didier très capable de faire de meilleurs articles, et je crois que le public est de

(1) Collection S. de Lovenjoul.

(2) Juillet 1836, Correspondance.

mon avis... Si après l'explication que je vais lui demander il croit devoir se retirer de votre journal, je m'en retirerai également, à la grande joie de vos amis, et à ma grande satisfaction, et à mon grand profit. » Il y en a comme cela cinq pages — et qu'a-t-elle? On lui a rapporté que F. Buloz disait d'elle qu'elle « était enterrée, » qu'elle n'avait plus de talent, depuis que Planche lui avait retiré sa protection, etc... Il est peu probable que le directeur de la *Revue*, toute affection mise à part, eût ainsi fait valoir son rédacteur préféré : mais quand ce rédacteur est déchainé, il ne se connaît plus. Heureusement ces emportements durent peu. Quelques jours avant la lettre que je viens de citer, George Sand écrivait celle-ci :

« Noble et grand directeur des *Deux Mondes*, je suis arrivée, je vous prie de venir me voir, afin que je me prosterne devant votre éclat et que je vous demande des billets de spectacle, pour le théâtre que vous voudrez ce soir.

« J'irai demander à M^{me} Buloz un peu de bienveillance; mais j'irai en personne, et dès que je serai un peu débêtisée du voyage.

« Tout à vous,

« GEORGE. »

Il avait suffi d'un raconter que de bons amis lui avaient transmis, et la voilà injuste, blessante, terrible. F. Buloz en arrive à lui proposer la résiliation de leurs traités (en janvier) et il lui écrit très nettement :

« Je ne veux pas avoir de procès avec vous. Vous changez si souvent d'idées, que je crains de me voir forcé de défendre mes intérêts sur un terrain qui n'est pas de mon goût.

« Quand vous voudrez écrire pour la *Revue*, vous serez toujours reçue à bras ouverts. Mais je ne serai rien pour gêner votre liberté; il m'en coûte de vous écrire en ces termes, mais vous m'y forcez en me menaçant en quelque sorte d'une ruine. J'espère que vous n'avez pas réfléchi à la portée de votre lettre qui m'a été fort pénible (1). »

Mais ces nuages se dissipent bientôt, quand George envoie *Mauprat* à la *Revue*; puis ils renaissent, car, après avoir envoyé

(1) Elle le menaçait, ayant besoin de 2 000 francs immédiatement, de publier autre part le 3^e volume de *Lelia*, 24 janvier 1837, inédite. Collection S. de Loventjoul.

Mauprat, elle veut subitement le reprendre. C'est Liszt qui a remis le manuscrit à F. Buloz de la part de George Sand ; on pense que cet envoi est bien accueilli ! surtout venant après les lettres à Marcie qu'elle publiait dans *le Monde*, ce qui avait irrité F. Buloz ; mais reprendre *Mauprat* ! Quand toute cette partie est composée, le roman annoncé, les épreuves en route... C'est la jeune M^{me} Buloz, cette fois, qui intervient, et avec succès. George Sand lui répond :

• 8 mars 1837 (1).

« Chère Christine,

« Je vous remercie de me parler de vous et de votre bel enfant. Vous savez combien je prends d'intérêt à vos souffrances et à vos joies maternelles. Les souffrances ont cessé et les joies vont aller *crescendo*. Je ne vous plains donc pas. Je vous envie. Je voudrais tous les matins trouver un enfant sur mon oreiller. Je me plains du peu que j'en ai, mais malheureusement, j'ai oublié comment on les fait. Je suis vieille. Votre Buloz est une bête de s'imaginer que j'ai de l'amertume contre lui. C'est un excellent garçon pour qui j'aurai toujours de l'estime et de l'amitié. Mais il annonce mal et débite peu ma marchandise...

« Toute l'amitié du monde n'empêche pas que cela me mette de fort méchante humeur, et j'ai un ton détestable. C'est ce qui le vexe, mais ce qui me console, c'est qu'il ne l'a pas meilleur. Quant à sa *Revue*, j'avoue que je ne l'aime plus. Il sait bien pourquoi, ce n'est pas ma faute, ni la sienne. Chacun voit, pense, et sent comme il peut, et comme il veut. Faut-il se brouiller pour cela ? Avec qui serait-on d'accord en ce monde ? Je lui donne *Mauprat* (2), de quoi se plaint-il ? Je ne vais pas aussi vite que je voudrais. D'une part, mon fils toujours malade m'absorbe, de l'autre j'ai mal au foie. Pourtant, je ne m'arrête pas. J'avais envie de faire deux volumes. En véritable épiciier, il s'y oppose. En véritable garde-nationale, je me sou mets. A qui diable en a-t-il ?

« Les deux parties de *Mauprat* se succéderont dans la *Revue* sans interruptions, — que puis-je faire de plus ? veut-il que

(1) Suscription : A Madame F. Buloz, 10, rue des Beaux-Arts, Paris.

(2) Il se plaignait qu'elle voulût le lui reprendre et, après, qu'elle n'en envoyât pas la suite.

j'écrive des deux mains? Alors, qu'il imprime des deux pieds. Il sait bien dans quels embarras je me trouve par suite de mon procès. Depuis que j'ai fait fortune, je n'ai plus de pain. Je sais qu'il crie misère de son côté; il a peut-être raison, mais si nos deux misères ne lâchent pas de s'entr'aider, elles iront toutes deux de mal en pis...

« Adieu, mignonne. Pourquoi fourrez-vous votre joli nez dans ces sales propos d'argent? Cela me force à vous écrire des bêtises assommantes; je voudrais n'avoir à vous dire autre chose sinon que vous êtes bonne, jolie, et que je vous aime de tout mon cœur.

« Tout à vous (1).

« GEORGE. »

Pendant ce temps, Maurice a été malade, Solange a eu la petite vérole, mais elle ne sera pas marquée. Voilà les phrases qui reviennent sous sa plume... Maurice convalescent dévore les *Contes* d'Hoffmann, car la traduction de Loève-Weimars a mis Hoffmann à la mode, et George Sand n'a-t-elle pas l'idée de « faire une fin à *Jean Kreysler*?... Il y a longtemps que j'en ai envie; » mais cette fin, elle ne l'écrira jamais, car elle n'a pas assez de temps pour toutes les idées de sa cervelle; cette année 1837, avec *Mauprat*, elle donne à la *Revue* les *Maîtres mosaïstes* et la *Dernière Aldini*. Aussi, quand F. Buloz lui réclame le drame fantastique dont elle lui a parlé, et *Engelwald*, elle s'étonne : « Il me semble, mon vieux, qu'à moins de me mettre dans tous vos numéros, vous ne pouvez pas désirer davantage! »

Quelques mois plus tard, en juillet, George s'adresse à M^{me} F. Buloz; elle s'impatiente. L'édition de ses œuvres complètes qu'a entreprise Bonnaire « se traîne lamentablement, » et, bien entendu, c'est Buloz qu'elle rend responsable; n'est-il pas tout dans l'association? La vérité est que les livres se vendaient peu, et que Bonnaire hésitait à lancer de nouvelles éditions. Mais George charge M^{me} Buloz de gronder son mari.

« Ma chère Christine,

« ... *Mauprat* aussi est en retard, dans la *Revue*. Je désire qu'il m'envoie l'épreuve de la première partie, et qu'il la fasse

(1) Inédite.

passer dans son prochain numéro, car il faudrait bien que la livraison de *Mauprat* daignât paraître...

« ... Dites-lui cela de ma part, chère enfant ; je suis fâchée d'avoir à faire passer mes grogneries par votre jolie bouche, d'autant plus qu'elles s'y changent en miel, et que Buloz ne les trouvera pas aussi mauvaises que je le voudrais.

« Je suis heureuse de votre bonheur, de la belle santé et de la jolie mine de votre moutard. Je vous promets de l'aimer et de le gâter comme vous avez gâté Maurice, et cela autant par reconnaissance pour vous, que par amour naturel pour les mioches. Les miens se portent bien, Solange est toujours superbe au moral et au physique. Maurice est rétabli, mais pas fort en latin et en gymnastique, toujours charmant pour moi.

« *Moi*, j'ai toujours mal alternativement au foie et au cœur. Je compte ne pas faire de vieux os. Que Buloz tâche donc de me faire mousser pendant ma vie, afin que je sois célèbre après ma mort. J'espère que Planche ne me refusera pas une oraison funèbre, ornée de textes grecs et de citations latines. Dites à Buloz que l'article sur *les Voix intérieures* (1) est très beau, admirablement écrit et raisonné, mais trop absolu.

« Soyez souvent, chère Christine, la secrétaire-rédacteur de votre illustre époux, quand il aura à m'écrire. Donnez-moi de vos nouvelles, rétablissez bien votre santé, aimez bien votre enfant, et vivez en joie.

« Aimez-moi *un peu*, je vous aimerai beaucoup. Aimez votre enfant *passionnément* et Buloz pas *du tout*.

« A vous de cœur.

« GEORGE (2). »

Le 1^{er} août suivant, F. Buloz annonce à l'auteur :

« *Mauprat* paraîtra donc lundi ; je vous enverrai vos exemplaires avec le *Plutarque* que vous m'avez demandé.

« J'ai décidé Planche à faire deux feuilles sur tous vos ouvrages, mais ça ne sera pas une oraison funèbre, car vous vivrez plus longtemps que nous, je l'espère, et votre affection de foie ne sera rien.

» Je sais qu'on vous avait conseillé les eaux pour cela ;

(1) *Les Voix intérieures*, par Victor Hugo, article de Gustave Planche dans la *Revue* du 15 juillet 1837.

(2) Inédite.

pourquoi n'y allez-vous pas? Il faut vous soigner. Si vous avez besoin d'argent pour cela, je ferai tout mon possible pour vous en donner. Écrivez-le-moi, et vous verrez si je suis aussi dur que vous le croyez.

« Je suis bien aise que Planche se soit décidé pour cet article, car je ne vois que lui qui puisse faire cela convenablement et avec fruit pour nous tous. Mais il y a une chose qui l'embarasse, c'est le nouveau volume de *Lelia*... Il aurait besoin de savoir quel dénouement nouveau vous avez donné au livre, et la physionomie nouvelle qu'il a pu en prendre...

« Vous m'obligeriez bien de le mettre en mesure de faire sa besogne, c'est d'ailleurs un homme qui vous est bien dévoué. Je suis bien revenu aussi sur son compte, quels que soient ses défauts, et si j'étais plus riche, je ne le laisserais manquer de rien, même lorsqu'il ne travaillerait pas.

« Vous allez dire que je suis bien changé à son égard; c'est vrai, mais pourquoi ne pas reconnaître qu'on s'est irrité trop vivement, à propos d'inconvénients sur le terrain desquels on aurait dû prendre un parti?

« Je n'ai pas vu Didier depuis son retour, mais il m'a écrit deux fois pour la publication d'un travail sur l'Espagne qu'il doit m'envoyer du château de Sans-Souci où il est maintenant (1). »

Planche? Voici Planche s'occupant amicalement de George Sand après les griefs d'autrefois. Il semble que tout cela soit oublié, et Planche est disposé à faire un article; déjà quelques mois plus tôt, il donne des conseils à George Sand (qui les accepte), et elle écrit à son directeur :

« Remerciez Planche pour moi de ses bons conseils et avis. Je ne démords pas de mon engouement pour Mickiewickz, mais en ce qui me concerne, j'ai mis le fer et la flamme dans mon brouillon, en me confirmant à son opinion... Venez me voir à Nohant avec Christine et le mioche.

« Adieu et vive la poire (2)! »

Mais Planche a peur de déplaire, ou du moins de ne pas satisfaire complètement : « Un mot de vous aplanirait tout, si cela vous paraît convenable », écrit F. Buloz à George Sand. « Je ne crois pas qu'il ait rien à refuser à la *Reine de France*. Vous

(1) Collection S. de Lovenjoul : inédite.

(2) Inédite.

avez beaucoup d'amis, sans doute, mais je n'en vois pas un qui soit capable de vous servir dans la presse comme Planche..., il est d'ailleurs bien pour vous, etc. (1). »

George Sand ne veut rien demander à Planche, le peut-elle ? Ne l'a-t-elle pas mis à la porte lors de l'avènement de Musset ? (et cruellement même.) Depuis, n'a-t-elle pas failli occasionner un duel entre Planche et Musset, après les histoires de Venise ?

« Quant à Planche, il m'est impossible de lui demander de faire un article pour moi. Je ne suis pas en position de lui demander un service personnel, puisque je ne veux pas recevoir sa personne chez moi. J'ai pu le solliciter pour Calamatta et pour Mickiewicz au nom de l'*Art et de la Poésie*, j'ai pu lui demander des conseils pour moi, sachant qu'il ne demanderait pas mieux et que cela lui donnerait peu de peine, mais le solliciter pour faire écouler mon édition, c'est à quoi je ne saurais me résoudre, » et elle propose Leroux, Mallefille qui « offre ses services. » Ce serait le plus impartial, et le moins laudatif, Nisard, Viardot, etc. (2).

On a vu le nom de Mallefille pour la première fois dans les lettres de George Sand, et F. Buloz note : « Décidément Mallefille règne. »

Le 8 décembre. « Elle me propose Mallefille précepteur de ses enfants et son amant.

« Elle me propose l'abbé R... dont elle favorise la révolte contre ses supérieurs.

« Elle fait mon éloge pour me décider à produire ce prêtre. »

Ces remarques précèdent la lettre suivante :

« Mon cher Buloz,

« Mallefille qui est toujours près de moi, soignant on ne peut mieux l'éducation de mes enfants, en attendant que le précepteur qui m'a fait faux-bond soit remplacé, me dit que vous lui avez demandé des articles pour la *Revue des Deux Mondes*. Il travaille beaucoup et j'espère avoir une influence salutaire sur son cerveau, s'il continue à m'écouter. Il est doué de grands moyens, je crois, mais tout cela est plongé encore dans une sorte de chaos. On le lui a trop dit, on s'est trop moqué de son

(1) 17 octobre 1817. Collection S. de Lovenjoul.

(2) 23 octobre 1837. Inédite.

côté *aberrant*, il a plié la tête trop facilement, et je trouve ses derniers essais pâles, et ne répondant pas à l'audace de ses débuts. Je cherche à lui rendre cette audace première, parce qu'elle lui avait inspiré de très beaux élans. J'ai trouvé dans son portefeuille une espèce de nouvelle chevaleresque et fantastique, où il y avait de très belles choses, et aussi de très mauvaises. Je la lui ai fait reprendre et recommencer. Si vous voulez vous en rapporter à moi, vous la prendrez. Vous savez que je n'ai guère la prétention de m'y connaître. Cependant, que je me trompe ou non sur le travail actuel de Mallefille, c'est, je crois, un talent à essayer, même plusieurs fois. Je ne vous parle pas de son être moral qui est d'une bonté et d'une noblesse parfaites, mais sous le rapport intellectuel, il y a certainement quelque chose en lui, ne fût-ce qu'une grande volonté, beaucoup de travail et une instruction plus solide et plus étendue que chez la plupart des jeunes gens qui écrivent.

« Il a fait faire à Maurice, sous tous les rapports, des progrès étonnants, et il gouverne mon lion de Solange comme un agneau. Dites-moi donc si vous voulez de son travail. Je me suis mis en tête de lui faire écrire trois drames bibliques *non représentables*. Je voulais les faire, mais le temps et la santé me manquent pour tout ce que j'ai dans la cervelle, et puis je ne sais pas assez bien l'histoire ancienne universelle. Il est tout ferré de neuf sur ces questions, et fera, je crois, quelque chose de bien.

« Après lui, j'ai pour vous un autre rédacteur à vous proposer, mais celui-là n'est pas pressé, c'est un philosophe et un écrivain qui vous arrivera tout formé. Celui-là, j'ose vous en répondre tout à fait. C'est mon abbé (1) dont je vous ai souvent parlé, et que je retiens depuis deux ans dans les liens du clergé, ne le trouvant pas *mûr* pour lever son drapeau. Le voilà enfin d'accord avec lui-même, et il va faire son 18 brumaire. C'est un secret que je vous confie, et qui n'en sera point un dans quelques jours. Cet homme, sans être un génie, doit marquer un jour, et par sa conduite, et par sa position, et par ses idées. Elles sont simples, nettes et fermes. Son style seul suffirait pour en faire un écrivain remarquable. Mais il faudra l'in-

(1) L'abbé Rochet.

trouder hardiment et noblement dans le monde littéraire, et je compte sur vous. Ce n'est pas une affaire d'intérêt pour lui, ni pour vous, dont je vous parle. Comme éditeur, vous êtes assez chien, mais comme homme vous êtes plus qu'un éditeur.

« Vous n'aimez pas à donner de l'argent, mais vous aimez bien répandre des idées. Vous devez vous employer à répandre ce prêtre philosophe. Il va faire sa déclaration à son archevêque, vous m'aidez à faire insérer cette lettre, qui est un modèle de franchise et de dignité dans le plus de journaux possible... jusqu'à ce que je vous l'envoie *notus* (1).

« GEORGE. »

« Je ferai pour Mallefille tout ce qu'il me sera possible de faire, » répond F. Buloz docilement, le lendemain; « je le crois comme vous homme de talent, et je l'aiderai autant qu'il sera en moi. Quant à l'abbé que vous voulez lancer dans le monde littéraire, nous ferons ce qu'il faudra aussi, mais je crois que ce sera plus difficile; le public est bien indifférent à ces tentatives; pour moi je ferai d'abord ce que vous me demandez à cet égard, et je verrai les journaux où j'ai quelque influence. »

La faveur dont jouit Mallefille auprès de George Sand déterminait aussi l'écrivain à le faire appuyer auprès du ministère Montalivet. J'ai retrouvé une lettre signée Mallac, écrite en réponse évidemment à une demande de F. Buloz pour Mallefille. On verra que Mallac, sachant d'où venait la recommandation, se méfiait des idées libertaires possibles.

Samedi, 10 h. du soir.

« Je reçois à l'instant votre billet du 16, mon cher monsieur, je vous accorderai bien volontiers au ministère de l'Instruction publique la recommandation que vous désirez pour M. Mallefille. Mais auparavant, dites-moi si votre ami est de nos amis, et s'il ne fera pas une diatribe contre le régime pénitentiaire du mont Saint-Michel. Si son intention est de tonner contre les atrocités, les cachots, les plombs, etc., je ne peux demander au ministre de fournir les armes de guerre contre lui-même. »

Depuis quelque temps, George Sand se plaint de souffrir du foie... « Pourquoi n'allez-vous pas aux eaux? lui écrit F. Bu-

(1) 8 décembre 1837. Inédite.

loz en août... Je vous en faciliterai les moyens. » Mais il ne s'agit pas pour elle de prendre les eaux, et déjà en novembre elle avait écrit à Mme Buloz :

« J'ai de grands projets de voyage, et il me faut à tout prix de l'argent comptant. Je me détériore en France. Le froid des hivers me tue, la vie de Nohant est trop douce et trop calme pour le mouvement de ma bête. Il me faut revoir l'Italie, — l'Italie ou la mort, — et je dirai à Buloz : la bourse ou la vie (1). »

Après la grande crise de l'hiver 1834-35, George Sand avait trouvé à Nohant, à sa vie paisible, aux campagnes tranquilles, la douceur des séjours d'autrefois, et puis elle eut à reconquérir Nohant sur l'ennemi, — l'ennemi c'était M. D., — et quand elle l'eut reconquis, elle goûta encore plus d'une joie. Mais tout cela est *trop doux et trop calme*, et, pendant le séjour à Nohant de Liszt et de la belle Arabella, l'insatiable George Sand n'a-t-elle pas écrit : « Mon Dieu, ne trouverai-je jamais personne qui vaille la peine d'être haï? faites-moi cette grâce, je ne vous demanderai plus de me faire trouver celui qui mériterait d'être aimé. » L'ardeur de ses nuits de travail, ses promenades sur les routes le long des rives vertes de l'Indre, où elle se plonge tout habillée l'été, le soleil d'août, rien n'apaise, comme elle dit, le mouvement de sa bête : il lui faudra voyager, voir de nouveaux pays, courir de nouveau les chances hasardeuses de la passion. Ce n'est d'ailleurs ni avec Michel, qu'elle n'aime plus, ni avec Mallefille qu'elle s'embarquera. Elle aura, elle aussi, comme Arabella, son musicien de génie, et c'est pour Majorque, que dans quelques mois, son navire fera voile.

MARIE-LOUISE PAILLERON.

(A suivre.)

(1) 27 novembre 1837, inédite.

SARREBRÜCK

ET

LA DIPLOMATIE PRUSSIENNE EN 1815

I

Lorsque, après la chute de Napoléon, en 1814, les coalisés, maîtres absolus du sort de la France, eurent décidé de la ramener aux limites qu'elle avait au 1^{er} janvier 1792, afin d'effacer toute l'œuvre territoriale de la Révolution et de l'Empire, la nouvelle frontière ne suivit pas exactement la ligne de démarcation des départements rhénans formés en 1793, et qui nous étaient ainsi enlevés en bloc. Dans la région de la Sarre et en basse Alsace, notamment, nous gardâmes quelques avantages sur les limites d'avant la Révolution. L'article 2 du traité du 30 mai 1814 contient les stipulations suivantes :

« ... 3° Dans le département de la Moselle, la nouvelle démarcation, là où elle s'écarte de l'ancienne, sera formée par une ligne à tirer depuis Perle jusqu'à Fremerstrof, et par celle qui sépare le canton de Tholey du reste du département de la Moselle; 4° dans le département de la Sarre, les cantons de Sarrebrück et d'Arneval (Saint-Arnual) resteront à la France ainsi qu'une partie de celui de Lebach; 5° la forteresse de Landau ayant formé, avant l'année 1792, un point isolé dans l'Allemagne, la France conserve, au delà de ses frontières, une partie des départements du Mont-Tonnerre et du Bas-Rhin,

pour joindre la forteresse de Landau et son rayon au reste du royaume. »

Ainsi, dans la région de la Sarre, — la seule dont il sera question dans la présente étude, — le traité du 30 mai 1814 laissait à la France les cantons de Rehling, Sarrelouis, Puttelange, Völkling, Sarrebrück, Saint-Arnual. Si les négociateurs des Alliés se prêtèrent sur ce point aux légitimes revendications de la France vaincue et dépouillée, ce ne fut pas seulement pour atténuer dans quelque mesure la douloureuse amputation qu'on nous faisait subir, ce fut surtout parce qu'ils eurent l'impression, peut-être inconsciente, que les populations de cette région de la Sarre étaient en complète communion de vie économique et sociale avec celles de nos départements de la Meurthe et de la Moselle. Elles vivaient étroitement mêlées, même par les liens de famille; elles prospéraient par les mêmes industries; elles se pénétraient en échangeant leurs produits naturels ou manufacturés. Elles ne pouvaient, semblait-il, se passer les unes des autres; le charbon de Sarrebrück alimentait les salines de Dieuze, de Château-Salins et de tout le Saulnois, et réciproquement. En quotidiennes relations d'affaires, ces populations lorraines, de même origine ethnique, — les Médiomatrices, — et implantées séculairement sur le même terroir, étaient solidaires les unes des autres, à tel point que les séparer eût été la plus criante des injustices sociales : c'était les condamner à la gêne, à la ruine peut-être. Metz était leur centre commun d'attraction; elles avaient, toutes, des sentiments français hautement affirmés, quelle que fût leur langue usuelle et populaire ou l'ancienneté relative de leur incorporation à la France.

Au surplus, Sarrelouis était une ville d'origine purement française, ayant été fondée en 1680 par Louis XIV et bâtie par Vauban. Quant à Sarrebrück, ses comtes avaient été, durant des siècles, inféodés à la France autant qu'au Saint Empire. Plusieurs d'entre eux avaient occupé, au moyen âge, de hautes dignités à la cour de nos rois. Sous Louis XIV, ils avaient réclamé le protectorat du Roi; depuis la réunion de la Lorraine à la Couronne, leur comté formait en France presque une enclave. Ils levaient des régiments qui furent constamment, pendant deux siècles, au service de la France. En juillet 1789, le régiment de Nassau-Sarrebrück, en garnison à Metz, fut

appelé à Versailles. Enfin, lorsqu'on demanda aux habitants du pays rhénan leur adhésion à la France révolutionnaire, en 1793, les Sarrebrückois rédigèrent une adresse enthousiaste, où ils déclaraient ne faire avec les Français qu'« une seule et même famille, réunis de cœur et d'affection à la France, notre mère patrie. »

L'état de choses consacré par le traité du 30 mai 1814, en ce qui concerne Sarrelouis, Sarrebrück et Landau, était donc en conformité avec la tradition régionale et les usages de la vie courante, et il donnait satisfaction aux vœux des populations. Sarrebrück fut rattaché au département de la Moselle et à l'arrondissement de Sarreguemines. Le sage et dévoué Rupied qui avait exercé la charge de maire sous l'Empire, un instant chassé par l'invasion, reprit ses fonctions sous la première Restauration.

A l'exception de quelques agités que le gouverneur prussien de nos départements rhénans envahis, Justus Gruner, d'Osnabrück, avait réussi à grouper, les Sarrebrückois s'estimèrent heureux, en restant Français, de voir close l'ère des guerres et d'être délivrés de l'invasion austro-prussienne et russe.

L'arrangement territorial du 30 mai 1814 eût sans doute été toujours respecté si, après s'être transportés de Paris à Vienne, les plénipotentiaires de la Sainte-Alliance qui remaniaient la carte de l'Europe et distribuaient, sans l'ombre de scrupule, aux « principions » allemands les peuples frappés d'hébétéude par la plus violente des secousses, n'eussent eu la malencontreuse idée d'installer les Prussiens sur la rive gauche du Rhin. On sait qu'après avoir, un instant, songé à constituer la Province rhénane en royaume pour le roi de Saxe, le Congrès de Vienne, sur la proposition de Talleyrand, mit la Prusse à notre place, dans nos départements rhénans, les anciens Électorats ecclésiastiques, — la rue des curés, comme on les appelait, — qu'on ne pouvait songer à reconstituer, mais où les Prussiens n'avaient aucune tradition, aucune attache et étaient, par avance et sur leur lointaine réputation, exécrés. Cet acte du traité de Vienne fut arrêté dans sa teneur définitive (art. 23) le 9 juin 1813, neuf jours avant Waterloo.

Talleyrand avait pourtant écrit dans ses *Instructions* pour le Congrès de Vienne : « En Allemagne, la domination à combattre est celle de la Prusse : la constitution physique de

sa monarchie lui fait de l'ambition une sorte de nécessité; tout prétexte lui est bon, nul scrupule ne l'arrête; la convenance est son droit. Il est donc nécessaire de mettre un terme à son ambition... en paralysant son influence par l'organisation fédérale. »

Mais, en donnant à la Prusse cette Province rhénane dont on ne savait que faire et qui devenait *res nullius* du moment qu'on l'enlevait à la France, Talleyrand n'avait pas prévu que les deux tronçons, si éloignés l'un de l'autre, de la monarchie prussienne, se rejoindraient quelque jour et imposeraient leur domination au corps germanique tout entier.

C'est ainsi que, par la faute de notre plénipotentiaire et aussi de l'Angleterre, la Prusse devenue, — de lointaine qu'elle était, — notre âpre et dangereuse voisine, et mise en posture de prendre toujours et de tous les côtés, se trouva toute prête, le 20 novembre suivant, pour réclamer Sarrebrück et Sarrelouis qui étaient restés à la France. Les événements allaient favoriser son astucieuse ambition.

En mars 1813, lorsque les souverains et les ambassadeurs réunis à Vienne, apprenant le retour de l'île d'Elbe, eurent résolu « de ne pas poser les armes, tant que Bonaparte ne serait pas mis absolument hors de possibilité d'exécuter des troubles, » ils prirent l'engagement de maintenir le traité de Paris, en ce qui concernait les limites de la France. On ne saurait trop, aujourd'hui, répéter et rappeler ces faits bien connus : en adhérant au pacte d'alliance au nom du roi Louis XVIII, Talleyrand, bien inspiré cette fois, eut soin d'y faire mentionner « le maintien de l'ordre de choses établi par le traité du 30 mai 1814. » Ce n'est qu'à cette condition expresse que Louis XVIII entra dans la coalition contre Napoléon, et cette déclaration du plénipotentiaire français fut agréée par toutes les Puissances.

C'est aussi ce que le gouvernement de circonstance improvisé à Paris, après la seconde abdication de Napoléon, s'empessa de rappeler aux souverains étrangers qui envahissaient notre pays (1).

Mais ceci ne faisait point l'affaire des Prussiens qui, suivant les habitudes de leur diplomatie, n'avaient cure de tenir leur promesse, puisque la force leur donnait les moyens d'y man-

(1) Albert Sorel, *Le Traité de Paris du 20 novembre 1815*, p. 57.

quer. Dominés par eux, cédant à la violence de langage et d'attitude de leur soldatesque dont la conduite, pourtant, les scandalisait jusqu'à l'écœurement, les plénipotentiaires reprirent leurs travaux sur la base d'un nouveau démembrement de la France. Ce fut une crise prolongée dans les négociations. Seuls, l'empereur de Russie et les diplomates anglais se montrent animés du souci de respecter leurs engagements et de ne pas créer, aux dépens de la France, une rupture de l'équilibre européen qu'on venait d'échafauder si péniblement. Leurs déclarations rapportées par Albert Sorel sont formelles. Le plénipotentiaire russe, Capo d'Istria, écrit, le 28 juillet 1815 : « Les Puissances alliées, en prenant les armes contre Bonaparte, n'ont point considéré la France comme un pays ennemi. (*Déclaration* du 13 mars; *Traité* du 25 mars; *Déclaration* du 12 mai.) Maintenant qu'elles occupent le royaume de France, elles ne peuvent donc y exercer le droit de conquête. Le motif de la guerre a été le *maintien du Traité de Paris*, comme base des stipulations du Congrès de Vienne. »

Mais, poussés par Blücher, Gneisenau, Justus Gruner, les plénipotentiaires prussiens Hardenberg et Humboldt sont sourds à la voix de l'équité; ils veulent un nouveau partage de la France et ils entraînent dans leurs vues les représentants des Pays-Bas et de l'Autriche.

Ce qu'ils réclament pour l'Allemagne est fantastique : Thionville, Sarrelouis, Bitche, Landau, toute l'Alsace, toute la Lorraine. Et comme ils savent les Alsaciens et les Lorrains très attachés à la France, le Prussien Gagern, représentant de la Hollande, suggère à Metternich le recours à la contrainte brutale. « L'archiduc Charles me paraît, dit-il le 16 juillet, le plus propre à venir à bout des Alsaciens et des Lorrains. » Guillaume de Humboldt; pris tout de même de quelques scrupules, répond à Gagern : « Pour l'Alsace, c'est contre les engagements pris à Vienne. La nation anglaise y verra un manque de bonne foi. On a dit qu'on ne faisait la guerre que contre Bonaparte *et qu'on ne vou ait pas faire une guerre de conquête.* »

Bref, quand le parti de dépouiller la France l'eut emporté dans les délibérations du Congrès, Talleyrand protesta énergiquement au nom de Louis XVIII, rappelant que les Alliés avaient pris l'engagement de respecter l'intégrité du territoire de la France tel qu'il avait été fixé l'année précédente. « On ne

peut conquérir, répétait-il, sur un ami ni sur un allié. » On sait avec quelle autorité irréductible l'empereur de Russie, Alexandre, s'opposa au projet de démembrement dressé par l'État-major prussien. Quelques Allemands même ont reconnu que les prétentions de leurs diplomates et de leurs hommes de guerre étaient excessives et injustifiées. Albert Sorel cite le témoignage de l'historien allemand Schaumann, qui écrit : « Chaque Français aurait senti la honte d'une cession de territoire au plus profond de l'âme, comme une atteinte à l'honneur national; car l'aménagement intérieur de la France est tel que le Béarnais tient de plus près à l'Alsacien que, chez nous, le Pomérânien au Souabe et, en général, l'Allemand du Nord à celui du Midi. » Mais, ajoute Schaumann, « on avait la force de triompher de tous les obstacles. »

Pour éviter une nouvelle guerre, il fallut renoncer à amener les Prussiens au respect intégral du Traité de Paris du 30 mai 1814. Le négociateur français, le duc de Richelieu, la mort dans l'âme et protestant contre la violence morale qui lui était faite, apposa sa signature, le 20 novembre 1815, au bas du nouveau traité qui, élargissant davantage encore la déchirure de notre frontière de l'Est, nous amputa, sur la Sarre, de toute la vallée inférieure de la rivière, depuis Sarreguemines. Forbach resta français, mais Fremerstrof, Hargarten, Merching, Haustadt, Becking, Rehling, Sarrelouis, Frauloutre, Hostenbach, Völkling, Geislautern, Sarrebrück, Saint-Arnual, Bischmischlein, Fesching, nous furent enlevés pour être donnés à la Prusse.

Telles sont les conditions dans lesquelles fut officiellement négocié et conclu cet abominable traité, consécration de l'abus de la force et du mépris d'engagements diplomatiques réitérés. Aussi n'a-t-il jamais cessé de soulever les protestations de la France. Comment en eût-il pu être autrement puisque, non seulement il nous arrachait des populations qui nous étaient sincèrement attachées, mais il ouvrait aux Prussiens, toujours prêts à l'agression, le chemin de Paris, en nous privant de nos forteresses protectrices bâties par Vauban? Notre frontière, jetée, suivant la forte et juste image de Victor Hugo, comme un haillon sur la carte de l'Europe, nous plaça dans une insécurité perpétuelle vis-à-vis de la Prusse, embusquée à notre porte et chargée d'exercer sur nous une véritable surveillance policière. De là, le malaise prolongé d'où sortit la guerre de

1870 : la guerre actuelle en est encore la fatale conséquence : les traités de 1815 sont la racine du mal terrible dont souffre l'Europe.

Cependant, les Prussiens, en nous prenant Sarrelouis, Sarrebrück et leur banlieue, ne se placèrent pas seulement, comme la Sainte-Alliance, au point de vue militaire et stratégique : ce fut aussi pour eux une affaire d'intérêt commercial et économique. Ils savaient d'avance, — sans en rien dire au cours des négociations, — le parti avantageux qu'ils pourraient tirer du bassin houiller et industriel de Sarrebrück. Leurs agents secrets les avaient avertis et renseignés. On a constaté bien souvent qu'à côté de la diplomatie officielle, des conseillers occultes opèrent dans l'ombre et mènent les personnages de chancellerie qui ne sont que les interprètes et les exécuteurs des plans qu'ils trament dans la coulisse.

L'historien ne rencontre pas leurs noms dans les documents diplomatiques, c'est à d'autres sources qu'il faut puiser pour définir leur rôle et mesurer la portée de leur action parfois déterminante. En 1815, il y eut à côté des plénipotentiaires du roi de Prusse un de ces meneurs clandestins qui forma le projet d'enlever Sarrebrück et Sarrelouis à la France et de se faire octroyer, en récompense, la direction de l'exploitation des mines de la Sarre, dès que le pays appartiendrait à la Prusse. Ce personnage, cause efficiente de la forfaiture diplomatique qui fut accomplie au détriment de la France, s'appelait Henri Böcking.

II

Fut-il, durant le Premier Empire, avant les événements de 1814, un agent secret au service de la Prusse, dans le pays rhénan ? Certains indices nous portent à le croire, comme on le verra tout à l'heure. Marchand et industriel à Sarrebrück, membre du Conseil municipal, s'occupant de politique, il affectait au dehors le plus grand attachement à la cause française qu'il avait embrassée avec une tapageuse ardeur. Il était né le 1^{er} juin 1783, à Trarbach, sur la Moselle, à mi-chemin entre Trèves et Coblenze. Il était le quatrième des quatorze enfants d'un marchand de cette localité, Adolphe Böcking, qui se livrait aussi à de petites opérations de banque. Après ses

années d'enfance passées dans sa famille et chez des parents, à Eupen et à Mülheim, on le voit, dès la prime jeunesse, remuant, agité, séjournant successivement à Trèves, à Coblençe, à Hanau, à Hagen, à Sarrebrück, exerçant un emploi dans l'administration des mines à Iserlohn, au comté de La Mark, et jusqu'à Amsterdam, faisant divers apprentissages, se formant à l'intrigue, s'occupant d'affaires de toutes sortes. En 1809, il vint finalement se fixer à Sarrebrück et entra dans la maison « Stumm frères, » qui possédait des forges et des mines de houille. Henri Böcking ne tarda pas à épouser une fille du chef de la maison, Charlotte-Henriette Stumm, dont il n'est pas indifférent de signaler, en passant, les prénoms bien français. Böcking avait alors vingt-quatre ans. Il fut aussitôt après son mariage mis par son beau-père à la tête de ses affaires industrielles, et c'est ainsi qu'il entra en relations suivies avec les ingénieurs français de l'École de Geislautern.

Par un décret du 24 pluviôse an X (12 février 1802), le Premier Consul, dont on rencontre partout la féconde initiative, avait créé deux Écoles d'Ingénieurs des Mines, l'une à Geislautern, entre Forbach et Sarrebrück, l'autre à Pesey, dans les Alpes (département du Mont-Blanc). Ces créations furent jugées assez importantes pour qu'on frappât des médailles commémoratives destinées à en perpétuer le souvenir. Une École de commerce fut aussi installée à Mulhouse.

Il y avait dans la région moyenne du bassin de la Sarre, surtout sur sa rive droite, non seulement des houillères, mais des richesses minérales de toute nature : minerai de fer, cinabre, mercure, etc..., richesses qui avaient donné naissance à des industries sidérurgiques qui n'attendaient pour se développer qu'une impulsion vigoureuse et des débouchés pour leurs produits. M. Fernand Engerand signale dès l'an VI, d'après un rapport de Guillaume Kaverzer, vingt-deux petites mines de houille, exploitées dans le bassin de la Sarre ; treize d'entre elles appartenaient au prince de Nassau-Sarrebrück (1).

Avant de prendre un parti dans la grave question de savoir s'il convenait de charger l'État de l'exploitation directe du sous-sol minier et de constituer ce qu'on appelle des *mines fiscales*, ou bien s'il était préférable d'adopter le système des

(1) F. Engerand, *Les frontières lorraines*, p. 66 et suiv.

concessions à des compagnies ou aux particuliers, une mission préalable incombait au gouvernement, c'était l'exploration scientifique du bassin minier : tel fut le rôle confié à l'École de Geislautern.

Elle fut destinée à former des ingénieurs chargés de faire la prospection et de préparer la mise en exploitation de toutes ces richesses souterraines dont l'existence avait été, à la vérité, en partie reconnue dès l'époque romaine, comme le prouvent des restes de galeries de mines et de nombreux puits dans le voisinage de Vaudrevange (1), mais dont l'exploitation n'avait été pratiquée, même encore à la veille de la Révolution, que d'une manière empirique et superficielle. Les ingénieurs de l'École devaient aussi étendre leur champ d'action au bassin ferrugineux du Luxembourg et de Longwy, et jusqu'aux mines de la région d'Aix-la-Chapelle.

Ils se mirent à l'œuvre avec le zèle le plus louable et une ardeur de néophytes. Ils firent la reconnaissance et l'exploration souterraine de toute la région de Sarrebrück, opérèrent les sondages nécessaires pour fixer les cotes de nivellement, les inclinaisons et l'épaisseur des couches; ils trouvèrent des méthodes nouvelles pour le traitement du minerai de fer et la fabrication de l'acier. Grâce à eux, on pouvait, dès les premières années de l'Empire, prévoir le développement que ne tarderait pas à prendre l'industrie houillère et métallurgique de la contrée.

L'École de Geislautern fut véritablement, suivant l'expression de M. F. Engerand, « le Conservatoire minier de la région. » Elle eut à sa tête des ingénieurs de haute valeur, comme Duhamel, Beaunier, Calmelet; elle forma des élèves tels que Théodore de Gargan, le futur chef-associé des forges de Wendel. Les résultats graphiques de leurs travaux méthodiques de prospection dans le bassin de Sarrebrück, portant sur 367 kilomètres carrés de superficie, furent rassemblés dans un grand atlas de soixante-six cartes, que dressèrent Duhamel et Calmelet. M. Aguilhon, dans le *Livre du Centenaire* de l'École polytechnique, et M. F. Engerand, dans son ouvrage tout récent sur nos frontières lorraines, ont rendu à nos infatigables et savants ingénieurs de Geislautern le juste tribut d'hommages

(1) On m'a même signalé, dans le fond d'une de ces galeries, une inscription romaine dont le texte n'a jamais été relevé.

dû à leurs travaux qui malheureusement, comme on le verra par la suite, s'ils furent perdus pour la France, ne le furent pas pour les Prussiens.

Napoléon s'intéressa particulièrement à l'exploitation des mines et à la législation qu'il convenait de leur donner. Dès le 13 frimaire an XIII (4 décembre 1804), il posait en principe, — ce qu'il n'est peut-être pas superflu de rappeler aujourd'hui, — que la houille « doit demeurer toujours au meilleur marché possible parce que c'est une matière première nécessaire à l'exploitation et à la mise en valeur des richesses du sol ; ce principe vivifiera l'industrie (1). » C'était traiter la houille comme le pain et le sel.

En 1808, un décret impérial qui partageait les houillères de la Sarre en soixante arrondissements de concessions, est précédé d'un exposé des motifs du ministre de l'Intérieur, Montalivet. Le décret, y est-il dit, a pour but « de prévenir à jamais le monopole des mines de la Sarre ; de faire baisser autant que possible le prix de ce combustible précieux ; d'en multiplier l'emploi : d'offrir à un grand nombre de particuliers, même dans la classe non fortunée, la faculté de prendre part à la propriété souterraine, et de favoriser l'agriculture, le commerce et l'industrie (2). »

Cette mesure, on le conçoit sans peine, fut accueillie avec le plus vif enthousiasme par les habitants du pays, et le Conseil général du département de la Sarre vota, le 14 janvier 1809, de chaleureux remerciements à l'Empereur. Napoléon pressait d'autant plus les travaux qu'il trouvait, dans le développement de l'exploitation des mines et des industries sidérurgiques, un moyen de remplacer le marché anglais fermé par le blocus continental. En 1812, Montalivet lui rend compte « des dépenses considérables que le gouvernement a faites dans les mines de Sarrebrück, où il a exécuté des travaux d'art qui, non seulement ont facilité l'exploitation jusqu'à ce jour, mais qui seront encore longtemps utiles aux concessionnaires à venir. »

L'Empereur voulut juger par lui-même et sur place du travail de ses ingénieurs. « Le 11 mai 1812, raconte M. F. Engerand, dans son livre si rempli de renseignements nouveaux, Napoléon, passant par Sarrebrück pour rejoindre son armée

(1) Cité par F. Engerand, *Les frontières lorraines*, p. 73.

(2) F. Engerand, *op. cit.*, p. 78.

qui partait pour la Russie, convoqua les ingénieurs à l'hôtel du Rhin; il se fit montrer les plans exécutés, discuta sur la façon dont il conviendrait d'exploiter le bassin, par entreprises fiscales ou concessions privées, et il pressa son administration de faire aboutir cette affaire... Le Conseil d'État et le Conseil des Mines se mirent aussitôt à l'étude, et en ce même mois de mai 1812, le Rapport et le Projet de Décret étaient prêts pour la signature impériale.

Il y a peu d'années, dans cet hôtel du Rhin (*Rheinischer Hof*) de Sarrebrück, on montrait encore, non sans orgueil, la chambre de Napoléon et la table sur laquelle avaient été étalés sous ses yeux et où il avait discuté les plans de prospection et d'exploitation du bassin minier de la Sarre

Or, tels étaient les services que Henri Böcking parut avoir rendus à la cause française, qu'il fut nommé officier de la Légion d'honneur, et que Napoléon lui fit cadeau d'une réplique de son buste en marbre par Canova. A cette époque, Böcking n'avait que vingt-huit ans.

Après les désastres de Russie et au lendemain de la bataille de Leipzig, Böcking, dont l'ardeur pour la cause française ne parut point se ralentir, signa, comme membre du Conseil municipal de Sarrebrück, une adresse à l'impératrice Marie-Louise, régente, où le Conseil proteste avec une énergie grandie par les circonstances, de son dévouement à l'Empereur et de son inaltérable fidélité. Mais dans le même temps, Böcking trahissait; il était probablement affilié au *Tugendbund*. Toujours est-il que les événements de 1814 vont nous le montrer en relations suivies avec Blücher, Gneisenau, Mülling, de Wrede, Stägemann, Justus Gruner, et les autres chefs prussiens.

III

C'est chez Böcking, dans la maison Stümm, place du Château, que Blücher descendit, le 11 janvier 1814, lorsque, après avoir franchi le Rhin à Caub, dans la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier, il arriva à Sarrebrück. Peu après, Justus Gruner, nommé gouverneur provisoire de nos départements rhénans envahis, se trouvant à Coblençe, y reçoit la visite de Böcking, et, à dater de ce jour, ce dernier ne cessera point d'entretenir

des relations suivies, presque quotidiennes, avec le violent et fanatique Prussien.

Pour établir le rôle de Böcking dans ces deux années 1814 et 1815, il suffit de classer dans l'ordre chronologique son active correspondance, publiée dans les *Mittheilungen* de la Société historique de Sarrebrück en 1901.

De Worms, Grüner écrit au « conseiller municipal de Sarrebrück, Henri Böcking, » le 17 mars 1814, pour lui annoncer qu'il l'a nommé à la place du maire français Rupied, bourgmestre de Sarrebrück, « en récompense de son patriotisme, » et qu'il recevra incessamment l'investiture officielle de ces fonctions. Ainsi, dès cette date, Böcking méritait, de la part des Prussiens, une insigne récompense. Le lendemain, 18 mars, on constitue une Commission générale des Mines, sous la présidence de Böcking. Le 19, Grüner écrit de nouveau à Böcking pour le remercier des renseignements précieux que celui-ci a fournis sur la marche des armées dans la région lorraine, et il l'informe, à son tour, que le général Bianchi a infligé une défaite au maréchal Augereau dans les environs de Genève.

Le 24, lettre de Grüner à Böcking pour lui accuser réception de sa correspondance du 18 et l'informar qu'il vient de confier à l'un de leurs affidés, le commissaire spécial de Sarrebrück, Bleibtren, une mission aux mines du Siebengebirge. — Le même jour, autre lettre de Grüner à Haupt, nommé « Kreisdirector » à Trèves : « Je vous requiers, dit-il, de former un Comité à Sarrebrück et Saint-Arnual, composé du marchand Böcking, du pasteur Zimmermann, de l'avocat Rebmann, de l'habitant Lucas et du pasteur Gottlieb de Saint-Jean. » Et Grüner réclame de ce modeste groupe la plus extrême célérité et le plus grand zèle : c'est cette association de cinq membres qui fut le noyau du parti prussien à Sarrebrück.

En conséquence, le 3 avril 1814, le « Kreisdirector » Haupt mande à Böcking, « président de l'assemblée du cercle de Sarrebrück, » de considérer comme ennemis tous les Français de Sarrebrück et de la région, et de les traiter comme tels, ainsi que tous leurs partisans.

Puis, Grüner arrive lui-même à Sarrebrück. Tout aussitôt, guidé et renseigné par Böcking, il se rend à l'École des Mines de Geislautern où il trouve à son poste le directeur français Beaunier. L'École avait été respectée par Blücher et mise sous

une sorte de sauvegarde provisoire. Grüner ne s'en soucie, malgré les protestations de Beaunier. Celui-ci, dans un rapport, daté du 25 avril 1814 adressé au gouvernement français, dénonce et flétrit les procédés astucieux et indéliçats de Grüner qui est venu, comme un forban à main armée, fouiller tout l'établissement, faisant main basse sur toutes choses, papiers, documents, études, projets d'exploitation minière, instruments, échantillons de toute sorte, paraissant chercher quelque trésor qu'il ne trouve point, et s'en retournant sans cacher son dépit. Il fut guidé dans cette perquisition par un traître, employé subalterne contre lequel Beaunier dut sévir, dès que la paix qui laissait Sarrebrück à la France fut signée.

Quant à Böcking qui s'était montré, naguère encore, si chaud partisan de la France, sa volte-face politique, si brusque en apparence, et le rôle qu'il joua auprès de Grüner et des chefs militaires prussiens qu'il renseignait sur toutes choses, indignèrent si fort la population sarrebrückoise qu'il ne put garder les fonctions de bourgmestre que lui avait valu son « patriotisme. » Au bout de cinq semaines il démissionna, prétextant, lui qui s'occupait si ardemment de propagande prussienne, qu'il voulait se consacrer exclusivement à l'administration des mines et à la gestion des affaires de son beau-père. Au surplus, cette retraite, volontaire ou forcée, ne devait pas être de longue durée.

Le traité de Paris du 30 mai 1814 laissa, comme nous l'avons vu, Sarrebrück à la France. Les efforts de Grüner qui, le premier, croyons-nous, proclame que tout pays où l'allemand est parlé doit faire retour à l'Allemagne, les agissements de Böcking et de ses amis Zimmermann, Lauckhardt, Fauth, Bleibtreu et quelques autres, étaient demeurés vains, bien qu'ils se fussent prolongés jusqu'au 9 juin, et malgré aussi les excitations du fameux *Mercur rhénan* de Görres. Il suffit de l'arrivée du général Durutte envoyé de Metz pour mettre un terme à cet essai d'agitation prussienne.

Les Sarrebrückois, en constatant que les projets français d'exploitation des mines avaient été entravés par l'invasion, ne cachaient pas leur aversion pour les Prussiens, détestés d'ailleurs dans tout le pays rhénan. En dépit des événements et malgré les efforts de Böcking, tout à fait discrédité et impopulaire, ils avaient conservé pour Napoléon les sentiments d'attachement et de reconnaissance dont ils avaient donné sponta-

nément maintes preuves sous l'Empire; même dans la période des mauvais jours. Alors, Böcking quitta Sarrebrück pour aller à Cologne, et ce départ inopiné a tout l'air d'une fuite ou d'un voyage de conspirateur; il fut sans doute l'un et l'autre. Böcking rejoignit à l'hôtel *Zum kaiserlichen Hofe*, Stägemann, l'ardent patriote prussien, l'un des promoteurs du *Tugendbund*, devenu conseiller d'État et le principal collaborateur du chancelier Hardenberg. Poète à ses heures, Stägemann composa un morceau patriotique qu'il dédia à Böcking. Cette pièce de vers fut publiée plus tard dans ses *Souvenirs historiques*, avec une annotation qui rappelle les rapports et les entrevues des deux personnages à Cologne, après la conclusion du traité du 30 mai. La dédicace est datée du 30 juillet 1814, c'est-à-dire lorsqu'il n'y avait plus d'espoir apparent que le rêve des deux conspirateurs, de faire annexer Sarrebrück à la Prusse, pût être réalisé.

IV.

Survint la nouvelle du débarquement de Napoléon au golfe Jouan. Tout de suite, les Sarrebrückois, comme les Sarrelouisiens, s'empressèrent d'arborer le drapeau tricolore sur tous les monuments publics; ils firent chanter le *Te Deum* dans toutes les églises et, dès avril 1815, ils rédigèrent une adresse à l'Empereur, conçue en ces termes :

« Sire, le maire, les adjoints et les membres du Conseil municipal de la ville de Sarrebrück supplient Votre Majesté d'accueillir de nouveau l'hommage de leur fidélité et de leur dévouement. Ils unissent leurs vœux à ceux de toute la France, pour que de longues années sur le trône où l'amour de la Nation vient de Vous replacer, Vous donnent le temps d'en consolider le bonheur, d'affermir votre dynastie et de jouir, avec votre auguste Famille, du fruit de vos immortels travaux. »

Cet enthousiasme ne devait pas tarder à recevoir son châtiment. Quelques jours après le désastre de Waterloo, l'armée bavarroise commandée par le feld-maréchal de Wrede, puis le corps russe du général Alopeus se présentèrent devant Sarrebrück, ville ouverte qui n'était défendue que par la garde nationale, composée d'environ 500 hommes, à laquelle vint se joindre un petit corps franc d'une centaine de volontaires, commandés par l'intrépide capitaine Jung, de Forbach. Sans

mesurer sa faiblesse et l'écrasante supériorité de l'adversaire, la petite garnison eut la prétention de s'opposer au passage de la Sarre par l'ennemi, sur le grand pont en pierre qui fait communiquer Sarrebrück avec son faubourg de Saint-Jean. Un violent combat fut livré; puis, après la défaite de la garde nationale, la ville fut mise au pillage. Les vainqueurs nommèrent pour l'administrer des commissaires, en tête desquels figure Henri Böcking. Sarrebrück fut rudement punie de son zèle napoléonien et français : une énorme contribution de guerre lui fut infligée.

Lorsqu'on apprit que Napoléon était prisonnier des Anglais, le parti prussien, jusque-là timide, presque occulte, peu nombreux, leva la tête et s'agita au grand jour. Il se groupa autour de Böcking sur qui il fondait toutes ses espérances, en raison de ses relations personnelles avec Grüner et les généraux prussiens. Böcking sut habilement exploiter la surprise, le découragement de la population, la lassitude de la guerre.

Le 5 juillet 1815, Alopeus, gouverneur général de la Lorraine, déclara rompus les liens qui unissaient Sarrebrück à la France. Zimmermann fut nommé bourgmestre et Böcking premier adjoint. Le général russe fit offrir à ce dernier un fusil d'honneur en raison des services qu'il avait rendus aux armées alliées. Böcking exulta; il entrevoit le triomphe; mais il garde quelque inquiétude sur le sort de Sarrebrück. Il écrit à Görres, le polémiste « gallophage, » pour réclamer son appui, lui affirmant qu'il a avec lui les neuf dixièmes de la population. Si l'on ne vient pas à nous promptement, lui mande-t-il, 20 000 Allemands seront sacrifiés : « les misérables triomphent déjà, parce que le châtiment a tardé jusqu'ici. Le Français, — et il désigne par là les Sarrebrückois, — change d'attitude politique comme de vêtement. Ce n'est que dans sa haine de l'ennemi, c'est-à-dire des Allemands, qu'il reste constant. Les partisans des Bourbons prétendent déjà que la France ne doit subir aucune diminution de territoire, sinon la guerre recommencera et la victoire française est certaine. »

Ce fut alors que le chancelier d'État Hardenberg et le ministre Guillaume de Humboldt, se rendant à Paris pour les négociations, passèrent par Sarrebrück. Arrivés le 10 juillet, ils séjournèrent cinq jours à l'hôtel de la Poste. Böcking leur présenta le nouveau Conseil municipal. Celui-ci, formé à la

prussienne, exprima aux ambassadeurs le vœu que la ville de Sarrebrück fût déchargée de la contribution de guerre dont elle avait été frappée en raison de son attitude napoléonienne durant les Cent-Jours; en retour de quoi, les Sarrebrückois seraient heureux d'être annexés à la Prusse. Hardenberg, gagné d'avance à cette cause, promit de s'employer de tout son pouvoir à la réalisation des vœux du Conseil municipal. « Il n'est pas douteux, déclare un chroniqueur sarrebrückois, Wilhelm Schmitz, que cette entrevue des bourgeois et de Hardenberg ait décidé du sort de Sarrebrück et de sa nationalité future. »

Mais Böcking ne se contente pas des promesses de Hardenberg. Il sait que les Alliés se sont engagés à respecter les limites territoriales fixées à la France par le traité du 30 mai 1814; il faut donc lever tous les scrupules et forcer la main aux plénipotentiaires, à Hardenberg lui-même. Alors, après le départ des ambassadeurs pour Paris, Böcking organise à Sarrebrück une pétition parmi les habitants pour demander deux choses habilement confondues : la décharge de la contribution de guerre et la réunion à la Couronne de Prusse. Nous connaissons les noms des Sarrebrückois qui signèrent cette pétition, datée du 11 juillet 1815 et placée sous le patronage de Böcking, Lauckhardt, Zimmermann, Eichacher, Chr. Köhl et Ph. Karcher. Ils sont 343 signataires, sur une population qui comptait alors plus de vingt mille individus. De plus, on remarque que bien des noms de famille sont les mêmes et ne sont différenciés que par les prénoms. Il y a, par exemple, 7 Becker, 5 Brand, 11 Bruch, 4 Geisbauer, 5 Gottlieb, 4 Imming, 7 Korn, 8 Köhl, 7 Krämer, 5 Mohr, 7 Pflug, etc. De sorte que ces signataires paraissent recrutés dans un assez petit nombre de familles : celles du nouveau Conseil municipal et celles des ouvriers ou employés de la maison Stumm. Partout en France, à ce moment-là, on était découragé, fatigué de la guerre; on ne peut qu'être étonné du petit nombre des signatures recueillies par Böcking, étant données sa situation de chef d'une grande industrie qui comportait un nombreux personnel, la lassitude générale, et aussi l'indifférence en matière politique et nationale de ceux qui étaient toujours prêts à se faire les caudataires du parti victorieux.

Bien qu'en fait il s'imposât et dominât la situation, le parti prussien fut obligé de ménager ses adversaires qui compo-

saient la masse de la population. Il fut insinuant, pressant, solliciteur, prometteur; il n'y eut ni manifestations bruyantes, ni bagarres. On paraissait aller au parti prussien comme à une cérémonie funèbre. L'ancien maire français Rupied s'étant retiré à Nancy, le nouveau conseil municipal allemand lui envoya une députation pour le remercier des services qu'il avait rendus à la ville de Sarrebrück et lui donner l'assurance que personne de ses partisans ne serait molesté.

Cependant, Böcking se plaint au conseiller d'État Schwetzler, chargé d'organiser à la prussienne tous les services de la ville, qu'on l'accuse en toute cette affaire de travailler en vue d'enrichir la *Compagnie Stumm* et de tout mettre à sa dévotion : « Je donne à Votre Excellence ma parole d'honneur la plus sacrée, écrit-il, que MM. Stumm ne recherchent en ceci aucun avantage ni directement, ni indirectement, et que je n'ai personnellement en vue que le bien public. » Puis, il fait allusion à l'École des Mines de Geislautern, affectant de ne pas connaître le directeur français, l'ingénieur en chef Beaunier : « On a envoyé à Metz, dit-il, l'ingénieur... (nom illisible, à dessein) qui s'intitule scandaleusement ingénieur en chef et directeur de Geislautern, pour se concerter avec l'intrigant M. N. sur les mesures à prendre. Vraisemblablement ce dernier va partir pour Nancy dans des intentions perfides... » Dans une autre lettre à Grüner, Böcking déclare que c'est de Rupied que vient tout le mal. Bref, en voulant réfuter tous les bruits fâcheux qui circulent sur son rôle, Böcking ne fait que démasquer sa perfidie et révéler la fâcheuse opinion qu'on avait de lui et de ses intrigues intéressées.

Il ne cesse de s'agiter; il écrit à tout le monde. Dans une lettre du 11 juillet à Hardenberg, il lui recommande de faire observer que les habitants de Sarrebrück sont semblables aux Prussiens par les mœurs, la langue, la religion, les sentiments. Enfin Böcking se fait déléguer, avec le notaire Lauckhardt, par le Conseil municipal, pour aller porter à Paris la fameuse pétition du 11 juillet et la faire valoir auprès des négociateurs de la paix, comme étant l'expression des vœux de toute la ville. Böcking et son compagnon quittèrent Sarrebrück le 28 juillet.

A peine les deux délégués étaient-ils partis qu'un mouvement de protestation se manifesta dans la population sarrebrückoise contre eux et le rôle qu'ils s'attribuaient. Nous en

trouvons un écho bien net dans la *Gazette de France* du jeudi 21 septembre 1815 (n° 264), page 1054 ; la *Gazette* était alors l'organe principal des royalistes français. On y lit l'entrefilet suivant : « Tous les gens honnêtes de la ville de Sarrebrück, et principalement toute la classe commerçante, désavoue formellement une soi-disant députation dont les démarches auprès des Puissances alliées tendraient à la réunion de cette ville à l'Allemagne. Cette députation est composée de deux individus, dont l'un d'eux (Böcking), tout à fait étranger à cette ville, a constamment été grand partisan du tyran Buonaparte, et ce n'est que par l'amour qu'il lui portait qu'il obtint, lors de sa toute-puissance, des lettres de naturalisation. Ces deux individus, du reste, sont des imposteurs ; leur mission n'avait pour but que d'obtenir une diminution sur les contributions imposées à la ville. »

IV

Vaines protestations ! Böcking, soutenu par l'administrateur Justus Grüner, appuyé sur la force brutale des armées et sur la force morale des négociateurs prussiens, pouvait, cette fois sans crainte, poursuivre son œuvre antifrançaise et dédaigner l'opinion commune des habitants de Sarrebrück. Arrivé à Paris, raconte le chroniqueur Wilhelm Schmitz, Böcking s'occupa avec son infatigable activité de faire réussir l'objet de sa mission. Il apportait en particulier à Gneisenau et à Stagemann les renseignements les plus circonstanciés sur les richesses du bassin minier de Sarrebrück et sur son importance pour la Prusse. Et, ajoutant le mensonge impudent à son œuvre de haine, il ajoutait que ce bassin minier intéressait si peu les Français qu'ils avaient formé le projet de vendre pour la somme d'un million de francs cette immense source de richesse nationale. Ainsi, Böcking affecte d'ignorer les travaux de l'École de Geislautern et tout ce qu'a fait Napoléon pour préparer l'exploitation du bassin de Sarrebrück ! N'ignorait-il pas, tout à l'heure, jusqu'au nom et à la situation du directeur de l'École, l'ingénieur Beaunier !

Les démarches de Böcking auprès des chefs militaires, des ambassadeurs et des princes, sont incessantes durant un mois. Par sa correspondance publiée et les notes extraites de ses

papiers, nous le suivons jour par jour, presque heure par heure; il visite, gourmande, harcèle tous les membres du corps diplomatique rassemblés à Paris; il leur écrit sans cesse, leur fait passer des notes. Aux plénipotentiaires étrangers, il met en avant le désir ardent, prétend-il, des Sarrebrückois, de rentrer dans la patrie allemande et d'être débarrassés de la « tyrannie française; » il se garde surtout de leur parler des mines. Ce n'est qu'avec les plénipotentiaires prussiens qu'il aborde ce sujet qui est celui qui lui tient le plus au cœur, le vrai motif de son insistance et de ses intrigues.

Le 13 août, il est reçu par le prince royal de Wurtemberg, qu'il supplie d'intervenir pour faire rentrer dans la patrie allemande les 20 000 Sarrebrückois laissés à la France par le Traité de Paris. Le 14, il écrit à Hardenberg pour lui rendre compte de ses démarches. Le même jour, il s'adresse au ministre de Russie dans un véritable rapport policier où, après avoir exprimé les doléances des Sarrebrückois, « pillés et ravagés pendant vingt et un ans de domination française, » il accuse Talleyrand de spéculations sur les mines de houille. Il revient quelques jours plus tard sur ce dernier point, dans sa correspondance avec Hardenberg.

Le 16, c'est au plénipotentiaire autrichien, Metternich, qu'il s'adresse; le 19, il insiste auprès de Stein, le ministre prussien, sur l'importance des mines de houille. Le 23, il rédige des lettres-suppliques pour les trois souverains de Prusse, d'Autriche et de Russie. Dans le mémoire qu'il établit pour Hardenberg, il donne un plus libre cours à son désir fébrile d'exciter davantage encore les convoitises prussiennes; on y lit ce passage :

« La ville de Sarrebrück a beaucoup d'importance, comme étape de commerce, pour les pays prussiens situés, en aval, et elle en aurait davantage encore si, par la possession des petites forteresses de Thionville et de Sarrelouis, la Moselle et la Sarre étaient assurées au commerce prussien (1). »

Böcking sait bien qu'il s'adresse à des convaincus quand il écrit aux plénipotentiaires prussiens; néanmoins, il redoute leurs compromissions et leur faiblesse au dernier moment; aussi insiste-t-il avec une fatigante ténacité. Il ressasse à leurs oreilles averties l'énumération des richesses des cantons de

(1) Cité d'après le manuscrit conservé aux Archives nationales, par P. Vidal de La Blache, *La France de l'Est*, p. 220.

Sarrebrück et de Saint-Jean; dans les *Mémoires* qu'il leur adresse, il énumère avec la convoitise d'un avare toutes les choses bonnes à prendre ou susceptibles d'un bon revenu pour l'État : une très importante forge et fonderie, reliée à une mine et à une école de métallurgie; des mines de houille, de belles et vastes forêts. En outre, comme établissements particuliers, il y a à Sarrebrück, dit-il, deux forges importantes, deux aciéries, une fabrique de faulx, de serpes et de couteaux, une fabrique de limes, plusieurs fabriques de clous; une saline, deux fabriques de draps, des carrières de pierre à bâtir, des brasseries, une fabrique de papier, etc.

Les historiens locaux d'aujourd'hui ne tarissent pas d'éloges sur le zèle et l'habileté que Böcking déploie dans ces circonstances, pour entraîner les négociateurs à renier leur promesse de respecter la frontière imposée à la France en 1814. Mais, à l'époque où était tramée cette félonie, ce n'étaient pas seulement les habitants de Sarrebrück qui, en grande majorité, se montraient atterrés à la nouvelle qu'on méditait de leur imposer la domination prussienne : les ingénieurs français de l'École de Geislautern unissaient leurs protestations aux leurs. « Ces ingénieurs, dit M. Engerand, qui avaient tout fait pour la mise en valeur du bassin houiller et s'étaient attachés à leur œuvre, la voyaient passer à l'ennemi, au moment de donner ses résultats; leurs efforts pour augmenter la puissance de la France profiteraient à un État qui la haïssait; ils ne se résignaient pas. »

Tandis que les diplomates discutent et que Böcking s'agite, ils avertissent notre gouvernement, ils l'adjurent de ne pas céder. Le 25 octobre 1815, l'ingénieur de Bonnard écrit à notre ministre des Affaires étrangères pour faire observer que le traité qu'on a consenti et qu'on s'apprête à ratifier, — la ratification définitive est du 28 novembre 1815, — nous enlève le pays de Sarrebrück, si important « par ses belles forêts, ses nombreuses usines et fabriques, et surtout par ses mines de houille dont les produits sont nécessaires au chauffage des habitants du département de la Moselle, à l'administration des usines que ce département renferme et surtout à celle des salines du département de la Meurthe... Faut-il que la ville de Metz et les salines les plus importantes de la France soient obligées de tirer de l'étranger le combustible dont elles ont

besoin ? Que deviendra le canal creusé de Dieuze à Sarrebrück pour le transport de la houille des mines aux salines ? »

Et le malheureux ingénieur, éperdu, suggère des échanges qu'on pourrait proposer au gouvernement prussien pour satisfaire son appétit, par exemple, le bailliage de Tholey et le pays de Schaumbourg qui, bien qu'ils fussent loin à l'Est, sur les pentes du Hunsrück, appartenaient à la France avant 1790, et qui, par conséquent, devraient lui revenir en droit, d'après le texte même des nouveaux arrangements. Ne pourrait-on pas, dit-il, les céder à la Prusse qui, en échange, nous laisserait Sarrelouis, Sarrebrück, l'établissement de Geislautern, les mines d'Hostenbach, la manufacture de faïence des Villeroy à Vaudrevange, les importantes usines métallurgiques de Dilling ?

De son côté, le 30 octobre 1815, le directeur général des mines adresse un suprême appel au duc de Richelieu : « Les produits des houillères du pays de Sarrebrück, lui écrit-il, sont nécessaires à l'alimentation des usines que renferme le département de la Moselle et surtout à celles des salines du département de la Meurthe. Cette nécessité est beaucoup plus grande aujourd'hui qu'autrefois, parce que l'usage de la houille s'est considérablement répandu depuis vingt ans (1). »

Mais Böcking veillait : tout fut inutile. Les négociateurs prussiens, dissimulant le véritable motif de leur convoitise, arrachèrent Sarrebrück et Sarrelouis à la faiblesse des autres plénipotentiaires qui, ignorant la question des mines, n'attachèrent pas grande importance à ce larcin fait à la France, à ce cadeau fait à la Prusse insatiable. Le gouvernement prussien, rapace, se montra intraitable et garda tout, en dépit des traités, aussi bien Tholey et Schaumbourg que Sarrelouis et Sarrebrück.

Le fameux historien de l'Allemagne moderne, Henri de Treitschke, n'a point la conscience troublée par cet acte de piraterie diplomatique auquel il applaudit sans réserve et qu'il apprécie en ces termes : « Pour arrondir la contrée de Sarrelouis, Sarrebrück avec ses inépuisables mines de charbon, ainsi que le puits de Saint-Arnual, aux anciens princes de Nassau, étaient des acquisitions inappréciables. La fidèle ville, la vieille cité protestante, avait été plongée dans le désespoir (par le traité du 30 mai 1814), elle qui avait si complètement compté sur

(1) Cité par P. Vidal de La Blache, *La France de l'Est*, p. 217.

l'assurance du gouverneur général Grüner : *Qui parle allemand doit rester allemand* (1). »

C'est par de tels mensonges et au nom de cette morale historique que l'âme allemande contemporaine a été façonnée.

V

Mais prendre, en foulant aux pieds ses engagements et contre tout droit, des terres lorraines et des populations attachées à la France, ne suffit point encore au gouvernement prussien. Après la ratification du traité du 20 novembre, il eut l'incroyable impudence de réclamer du gouvernement français la remise des travaux graphiques exécutés par les ingénieurs de notre École de Geislautern et, en particulier, la livraison de l'atlas de prospection du bassin de Sarrebrück, dressé de 1807 à 1812 par Duhamel et Calmelet. Il faut lire dans l'ouvrage de M. Engerand le récit vraiment émouvant des précautions que prirent nos ingénieurs pour soustraire ce précieux atlas aux recherches de Justus Grüner, puis à celles des autres agents prussiens. L'ingénieur Th. de Gargan l'emporta, la nuit, chez Villeroy, à Vaudrevange, et au risque d'être emprisonnés, peut-être passés par les armes, tous deux cachent comme un trésor ce recueil qui contient le secret des richesses minières de la contrée. Ils informèrent le gouvernement français qui, — rendons-lui cette justice, — fit longtemps la sourde oreille aux réclamations des Prussiens. Ce fut seulement deux ans plus tard, en juin 1817, que le gouvernement français envoya Th. de Gargan pour reprendre l'atlas qui fut, enfin, livré à la Prusse.

La lettre-décharge de cette remise des plans des mines de Sarrebrück au commissaire prussien Weiskirch est conservée aux Archives nationales. Elle énumère en détail les pièces et les registres cédés, et cette nomenclature, remarque M. Engerand, suffit à faire apprécier l'importance de l'œuvre. Les Prussiens possédaient donc ce qu'ils avaient cherché si longtemps. Ils pouvaient désormais, en se servant du travail de l'École française de Geislautern, se mettre en toute sûreté et sans délai à l'exploitation du terrain exploré. Ils étaient assurés, enfin, que des concessionnaires français, bien informés

(1) H. von Treitschke, *Deutsche Geschichte*, t. I, p. 559.

techniquement par l'atlas, ne viendraient pas faire concurrence à Stumm, à Böcking et aux nouveaux concessionnaires allemands. Nos ingénieurs avaient travaillé pour le roi de Prusse; n'est-ce pas le cas de répéter le vieil adage virgilien : *Sic vos non vobis*?

Henri Böcking avait obtenu sans tarder sa récompense. Le traité est du 20 novembre : dès le 1^{er} décembre, il était nommé entrepreneur général des mines de l'État dans le bassin de Sarrebrück. Le gouvernement prussien le combla d'honneurs en même temps qu'il parvenait, comme Stumm, à une énorme fortune dans cette ville de Sarrebrück dont ces gens-là, c'est vrai, inaugurèrent la prospérité économique. Mais n'avons-nous pas le droit de dire que nous l'avions préparée? Dans ce domaine comme dans bien d'autres, les Allemands se sont substitués à nous par ruse, trahison et violence. Sans doute nous n'irions pas jusqu'à dire qu'ils se sont enrichis avec les produits de nos mines, mais nous prétendons, le droit historique et les traités diplomatiques en mains, que le pays où sont ces mines est nôtre, car ceux qui le détiennent nous l'ont volé. Et nous ajoutons que les mines fiscales de la région de Sarrebrück, en exercice ou non encore exploitées, si elles étaient replacées entre les mains de l'État français, ne constitueraient que la plus légitime des reprises. Sur ces mines, on pourrait, je pense, prélever largement de quoi indemniser les malheureux Français de cette région de la Prusse rhénane dont, tout récemment, les biens et jusqu'aux maisons viennent d'être confisqués et vendus aux enchères.

Henri Böcking mourut à Bonn, le 6 mai 1862, à l'âge de soixante-dix-sept ans. Il avait le titre d'Inspecteur général royal des mines (*Königliche Ober-Bergrat*) et il passait pour l'un des hommes les plus considérables et les plus probes du pays rhénan.

Quant aux Stumm, dont l'immense établissement de Neunkirchen devint la maison centrale, ils pullulèrent et furent tous honorés de titre de *baron*. Avant la guerre actuelle, plusieurs de leur descendants, officiers prussiens, goûtaient fort les plaisirs de Paris et venaient, presque à chaque printemps, promener leur morgue sur nos boulevards.

LES MAROCAINES CHEZ ELLES

I

Entre les rangs immobiles de la garde, nous traversons la cour d'honneur brûlée de soleil. Sur le seuil d'une porte une négresse nous attend, qui nous mène à travers une autre cour, toute dallée de faïences polychromes, celle qui précède les appartements de cérémonie du Grand Chef.

Nous passons par une troisième porte, gardée par le chef des Eunuques, un grand noir aux yeux d'émail ; ensuite, c'est le dédale des petits patios secrets où bruit l'eau des fontaines, et des couloirs interminables grouillant d'esclaves en vêtements grisâtres qui se rangent contre les murs pour nous laisser passer. De grandes pièces donnent sur ces couloirs, cuisines, offices, lavoirs, on ne sait trop quoi. Curieuses, les négresses nous regardent du seuil, accourues au bruit de notre arrivée. Voici, dans un coin, sur un banc garni de nattes, un esclave qui surveille trois ou quatre grands perroquets gris perchés sur le haut de leurs cages. Ensuite, au bout d'un autre couloir, un escalier en bois, très étroit, que nous montons.

Sur le premier palier, une jeune femme paraît, gracieuse et parée, en robe de fête et babouches brodées d'or. Toute souriante, elle nous tend la main, nous regarde avec de grands yeux accueillants, et nous accompagne en gazouillant des mots, hélas ! incompréhensibles. Un deuxième palier, une deuxième

apparition. Cette fois, c'est une petite créature toute jeune, gaie, rougissante, engoncée dans son splendide caftan de brocart rouge lamé d'argent, avec la large ceinture de tissu d'or de Fez, raide comme un corset, et sur le front un diadème serti de pierres. Elle aussi nous prend la main, nous sourit, nous accompagne avec un joli babil d'oiseau; puis une troisième nous rejoint au troisième étage, et guidées, entourées, nous gagnons enfin un grand « mirador » tout en haut du palais, d'où, à travers les nombreuses fenêtres, on voit la plaine poussiéreuse bordée de vieux murs rouges, la ville blanche qui les surmonte, et l'éclat glauque de l'Atlantique.

Mais voici encore d'autres jeunes femmes qui arrivent, toutes jolies, avec une joliesse particulière, que je ne verrai nulle part ailleurs au cours de mon voyage. D'où viennent-elles, ces femmes aux ronds visages, aux pommettes légèrement saillantes, aux beaux yeux asiatiques un peu bridés, au teint brun et rosé de grenades mûres? Leurs fortes lèvres rouges s'ouvrent, dans un sourire infiniment doux, sur les mêmes jolies dents, les mêmes mains souples et brunes sortent des lourdes manches de leurs caftans. Et, toutes, elles ont les mêmes mouvements jeunes et vifs, un peu entravés par les costumes de gala revêtus pour la grande fête rituelle. Ces costumes, elles les garderont jusqu'au soir, car le Maître doit faire venir les chanteuses pour égayer leur après-midi.

Je cherche, tout en échangeant des compliments par l'intermédiaire de notre interprète, à noter les détails de leurs costumes. Mais comment décrire ce savant fouillis de gazes claires jetées sur les lourds brocards, le joli mouvement donné aux draperies par les épais sautoirs de soie à gros passants d'or qui sont glissés sous les aisselles et relèvent les lourdes manches, le bouffant des beaux tissus formant des plis à la Véronèse au-dessus des larges ceintures rigides, et surtout la complication extraordinaire des coiffures? Les cheveux noirs, crépelés, rasés sur les fronts bombés, ne font qu'une ligne noire sous le diadème d'or ou la bande de gaze qu'un bijou retient au-dessus des sourcils arqués; puis vient le lourd échafaudage de nattes noires, mêlées de laine noire, et dessinant derrière la tête la courbe d'une double anse, dont le haut est voilé par un enroulement de gazes légères sur un fichu de soie à couleurs éclatantes. De chaque côté du visage, d'autres nattes retombent sur

les oreilles chargées de lourdes boucles d'oreilles, pendeloques de corail, grands anneaux d'or sertis d'émeraudes ou de perles, « bijoux de juifs » fabriqués dans les Mellahs bleus des villes blanches. Et des colliers sans nombre retombent sur le chatoiement du riche caftan, au-dessus de la petite ruche à la Watteau en gaze rose, ou bleue, ou blanche, montée sur un étroit tour de cou de velours noir : colliers d'or, d'ambre, de corail, mélanges baroques d'amulettes et de pierres frustes serties dans la même orfèvrerie du Mellah. Tout cela forme un ensemble d'un éclat extraordinaire, où les gazes roses se mêlent aux brochés bleu et or, les gazes blanches aux soies vieux rose et aux ceintures vert pomme ou violet ; et à travers le groupe se faufile un petit négrillon à frimousse de Zamor, dont le caftan violet, lamé d'argent, est ceint d'une belle écharpe de soie framboise.

Les jeunes femmes ont déposé leurs babouches dorées au seuil du mirador. Du pas léger et silencieux de leurs pieds nus teints de henné elles nous guident vers les divans qui entourent la pièce. A chaque mouvement, un parfum subtil se dégage de leurs draperies, une odeur d'ambre, de bois de santal et d'eau de rose. Elles nous regardent toujours avec leurs grands yeux doux et curieux, étudiant les détails de nos pauvres « tailleurs, » de nos ridicules chaussures, tandis que leurs pieds couleur d'écorce de grenade apparaissent sous les plis volumineux de leurs belles robes. Sans doute, elles nous trouvent d'une élégance extraordinaire, et nous envient nos pauvres jupes en laine, nos blouses « chemisiers, » et tout ce qui, dans notre costume pratique et si peu pictural, ressemble le moins à leurs somptueux atours. Car le même instinct puéril qui nous pousse, nous femmes occidentales et affranchies, vers toutes les extravagances de la mode, quelle que soit sa laideur ou sa pauvreté, fait sans doute que ces princesses de rêve brûlent d'échanger leurs babouches dorées pour nos « Oxford » en cuir jaune, leurs lumineux brocarts pour nos tristes chevilles. Nous devinons même que ce qu'elles nous envient le moins, c'est peut-être ce que nous avons de mieux, — la finesse plus sobre des bijoux, les raffinements du linge que l'on ne voit pas.

Le mirador où nous sommes assises donne sur une grande pièce, longue galerie dominant tous les autres bâtiments du palais, et dont les fenêtres donnent d'un côté sur la mer, de

l'autre sur la ville blanche et la plaine rouge. Au bout de cette galerie se trouve un grand lit de parade surélevé sur une estrade. Les deux pièces sont pavées de carreaux de faïence sur lesquels sont jetés des tapis marocains modernes aux tons trop violents. Le long des murs sont rangés des divans-matelas, recouverts d'une espèce de toile bise à larges rayures, sur lesquels sont amoncelés des coussins sans nombre, la plupart voilés de housses en mousseline blanche à semis : à vrai dire, c'est le tissu dont sont faits les plus humbles rideaux de vitrage en Europe. Quelques fauteuils dorés, d'un vague Louis-Philippe, italien ou espagnol, et recouverts de lampas clair, sont groupés sur les tapis. Mais le principal ornement des deux pièces est formé par la longue série de pendules alignées contre les murs. Les pendules ont été, de tout temps, l'ornement préféré des palais musulmans ; partout elles témoignent du luxe et du raffinement du maître de la maison. Mais ce qui distingue celles qui entourent les deux pièces où nous nous trouvons, c'est leur taille gigantesque, disproportionnée. Il y en a de la forme allongée et monumentale des grandes pendules anglaises ou hollandaises, faites pour être posées par terre dans les halls ou sur les paliers d'escaliers ; mais entre celles-ci s'en trouvent d'autres, qui ont, elles, la forme massive des pendules Louis XIII à fronton, qui se placent ordinairement sur un meuble ou une cheminée, et ces dernières, également, sont démesurément grandes, et, placées par terre, font l'effet d'une rangée d'armoires. En dehors des horloges, nul bibelot, sauf un seul bronze banal, dans l'une ou l'autre des deux pièces.

Mais voici qu'une des jeunes femmes nous fait signe de nous approcher des fenêtres de l'étroite loggia qui règne autour du mirador, et d'où l'on domine la cour d'honneur et les approches du palais. Ces fenêtres sont en vitraux de couleurs, de tons crus et heurtés comme les tapis étalés sous nos pieds. On nous fait signe de les ouvrir, mais prudemment, sans trop nous laisser voir ; puis le petit groupe se retire en riant au milieu de la pièce, afin de ne pas être vu par-dessus les épaules des femmes roumjs qui, étourdiment, se penchent dehors.

Au delà des murs de la cour, du côté des grandes tentes rituelles, un nuage de poussière rouge s'élève. A travers son voile, nous devinons le déploiement de la dernière tribu, galopant sous son étendard vers les portes de la ville, la cérémonie

terminée; puis la poussière tombe, ne laissant dans l'atmosphère accablée de chaleur qu'une traînée de vapeur rose, et voici que s'avance vers nous une procession lente et blanche. Sur les pentes nues autour du palais des salves d'artillerie éclatent, et la marche solennelle du défilé continue à travers la fumée des pièces juchées sur les talus.

Les portes de la grande cour s'ouvrent; les caïds, les chambellans, grands dignitaires de la maison, accourent, tous de blanc drapés, baissent l'étrier du maître, le bord de ses gazes neigeuses; puis la procession, à pied, traverse la cour intérieure dallée de faïences, entre une double rangée de serviteurs, et va s'engouffrer sous l'arc outrepassé des salles de cérémonie du fond.

Subitement on nous fait signe de nouveau, et nous rentrons de la loggia. Une femme plus âgée, qui paraîtrait une vieille femme chez nous, mais qui n'a peut-être pas cinquante ans, vient d'arriver : nous savons que c'est la mère du seigneur de céans, et même si nous ne l'avions pas su, nous aurions deviné que nous nous trouvions en présence d'une personne d'un rang exalté.

Respectueuses et caressantes, les jeunes femmes l'entourent, et elle s'avance vers nous, petite, trapue, brune et ridée comme une vieille grenade, mais si noblement majestueuse sous sa coiffure de multiples fichus de gaze, qu'elle semble porter une couronne. A chacune de nous elle donne sa petite main grasse; puis elle s'assoit et cause, sereine, souriante, mais si alerte, si *humaine*, en comparaison des autres, ces jeunes créatures toutes si puérilement pareilles, et que nous semblons toujours voir à travers la gaze décevante d'un décor de théâtre!

La vieille princesse, elle, est Circassienne. Elle vient du pays des belles femmes, de celles qui ont toujours été les plus recherchées pour les harems princiers; et peut-être elle aussi a-t-elle été très belle. Ce qui frappe en elle maintenant, c'est surtout l'intelligence alerte de sa figure à la fois astucieuse et bienveillante, c'est l'étincellement des yeux noirs, le sourire ironique et indulgent des lèvres ridées; c'est surtout la dignité de la vieille femme qui ne cherche pas à se rajeunir, mais qui porte avec fierté l'empreinte des années et de l'expérience. On la dit une femme remarquable, le conseiller respectueusement écouté de son fils; et l'on devine que son intelligence s'est tou-

jours exercée, ne s'est jamais laissée assoupir dans la molle torpeur du harem. C'est par là que nous nous sentons, nous autres occidentales, subitement si près d'elle, malgré l'obstacle de la langue inconnue : un cerveau vit derrière ce beau front chargé de voiles, et nous regarde par ces yeux vifs qui sont comme deux fenêtres ouvertes dans le mur impénétrable du sérail.

II

...Comme toujours, l'après-midi, nous traversons les jardins du palais pour monter sur les mules sellées de vieux rose qui nous attendent à la porte de la grande cour.

C'est l'heure magique où Fez revêt son voile de mystère. Le soleil est encore haut dans un ciel sans nuages ; mais dans les rues étroites et perpendiculaires de Fez Elbali, sous les voûtes tortueuses percées dans les flancs des palais, le crépuscule descend déjà.

Au lieu de nous diriger, comme d'habitude, vers les bazars, nous prenons aujourd'hui par le quartier des jardins, descendant à travers les ruelles étranglées entre des murs d'une hauteur invraisemblable, derrière lesquels nous entendons gronder les eaux souterraines, et nous devinons des fouillis d'orangers et de jasmins. Ça et là, une porte verte rompt la monotonie des murailles, ou bien un couloir voûté nous laisse apercevoir un coin de patio, où nous voyons des esclaves accroupis ; puis les murs recommencent, murs de palais maintenant, car nous sommes descendus plus bas que la zone des jardins, immenses façades grises et croulantes, se penchant l'une vers l'autre à travers le rétrécissement progressif des ruelles, et percées à peine de quelques meurtrières grillées de fer qui sont bouchées de chiffons immondes et de toiles d'araignées.

« Gare aux têtes ! » crie le conducteur qui nous précède, et nous nous penchons sur les cous de nos montures comme des jockeys sur le « home stretch, » pour ne pas nous cogner contre les poutres pourrissantes qui supportent les étages jetés à travers les rues. « Gare aux têtes ! » répète-t-il ; et cette fois, c'est l'arc abaissé d'une des portes intérieures de la ville qui nous menace ; ces lourdes portes bardées et cloutées de fer, aux verrous gros comme le bras, qui séparent l'un de l'autre les diff-

rents quartiers de Fez — ces portes qui, même maintenant, sont fermées tous les soirs, mais qui, malgré l'ordre donné, *ne le furent pas* le soir du massacre de 1912.

Tout ce quartier est muet, abandonné. Dans cette ville grouillante, personne ne semble plus vivre. Nous savons que, tout près, la vie tumultueuse des souks bouillonne et déborde; mais autour de nous le silence est si complet que le « balek » jeté par notre guide aux tournants des ruelles se répercute longuement sous les voûtes des palais.

Nous dégringolons toujours vers le fond de l'étrange caractère de Fez Elbali; mais pouvons-nous descendre plus bas encore? La dernière ruelle que nous voyons au delà du tunnel dans lequel nous nous sommes engagés paraît vraiment trop étroite pour laisser passer nos montures. Et puis, tout au fond, elle est barrée par un mur; nous avons l'impression d'être entrés dans un cul-de-sac au delà duquel on ne peut pas passer. Mais qu'importe? Puisque enfin notre guide s'arrête, et que voici quelques serviteurs qui se lèvent des bancs en pierre appuyés contre la muraille d'un palais. On prend mon étrier et je saute à terre.

Sur le seuil, un tout jeune homme au visage doux et intelligent s'avance parmi les serviteurs. Il nous tend la main, et dans un excellent français nous souhaite poliment la bienvenue : c'est un des fils cadets de la maison, dont l'éducation a été faite en Algérie. Nous le suivons à travers le couloir lambrissé de faïence qui se retourne en angle aigu, cachant du dehors l'intérieur de l'habitation; et nous nous trouvons dans un patio au clair dallage céramique, au milieu duquel gazouille et sautille l'inévitable fontaine.

Nous sommes chez un haut fonctionnaire du Makhzen. Sortant d'un appartement qui donne sur le patio, il fait quelques pas vers nous, et nous accueille en souriant. C'est un homme grand, déjà âgé, d'un fort embonpoint, noblement drapé, et enturbanné de gazes blanches et souples. Nous prenons place sur les divans qui entourent la pièce, une longue salle étroite qui n'a d'autres meubles que des divans et quelques tapis de Rabat. De l'autre côté de la cour se trouve un arc correspondant à celui qui donne accès à cette pièce. Un rideau en colonnade blanche est suspendu dans l'ouverture de cet arc, et quelquefois un coin de ce rideau est soulevé, et des enfants

pâles et joufflus, aux grands yeux curieux, nous regardent et disparaissent, tirés en arrière par des mains de femmes. Puis on entend des rires étouffés derrière le rideau, dont une négresse, en montrant ses belles dents, vient vite rajuster les plis dérangés.

Il y en a trois, de ces négresses, toutes grasses, alertes, remuantes, habillées de djellabas blanches sur des castans de couleurs vives, le châle rayé noué autour des hanches et dessinant les courbes rebondies du ventre et des cuisses. Coiffées de fichus multicolores, avec de grands anneaux d'argent aux oreilles, les poignets cerclés de lourds bracelets du Mellah, elles vont et viennent, agitées, affairées, dérangeant les vieillards somnolents, serviteurs ou clients, qui se tiennent accroupis près de la porte d'entrée, bousculant les jeunes domestiques, cherchant de l'eau, apportant un gros paquet de menthe fraîche, disparaissant derrière le rideau mystérieux, comme pour prendre les ordres de la maîtresse de maison invisible, puis reparaissant avec un plateau de cuivre, un samovar, une théière, qu'elles remportent ensuite, on ne sait où ni pourquoi.

Subitement, tout à fait en haut de la maison à trois étages, penchée sur un balcon vert, et projetée sur le ciel comme dans une fresque de Tiepolo, la plus grosse et la plus âgée des trois apparaît, crie des ordres aux deux autres, discute longuement avec elles, puis descend, traverse le patio, affairée et majestueuse, avec un balancement rythmé de son gros corps robuste, et de nouveau disparaît.

Sur ces entrefaites, le jeune fils de la maison m'apprend que son père désire me présenter aux dames de la famille. Je suis le jeune homme à travers le patio, le rideau se soulève, et je me trouve dans une pièce étroite correspondant exactement à celle que je viens de quitter, et où sont assises six ou sept dames arabes, avec de nombreux enfants. La maîtresse de maison, une belle Algérienne aux traits fins et fatigués, me reçoit avec grâce et me place à sa droite. Autour d'elle sont ses filles, ses belles-filles et leurs enfants, — je me perds un peu dans le dédale des parentés. Toutes sont de jeunes femmes, richement, mais sobrement habillées; leurs visages pâles et ronds, surmontés des diadèmes mis en honneur de ma visite, sont gras, inanimés, comme alourdis par l'inaction et le manque d'air. Mais toutes ont le regard très doux, le sourire accueillant, et

un accord parfait semble régner entre elles; la présence des enfants qui se roulent sur le tapis dans leurs petites chemises courtes donne à la scène un air familial et enjoué. Une des jeunes femmes allaite un poupon brun et pâle, aux cheveux crépus, et les autres la regardent, ravies.

Après le premier échange de politesses, la conversation, comme toujours, languit. Certes, j'ai un excellent truchement, mais c'est le fils du maître de la maison; comment, par son intermédiaire, causer librement avec sa mère, ses sœurs, ses belles-sœurs, des choses puériles ou intimes qui, seules, ont le pouvoir d'éveiller ces êtres inertes? Et puis... et puis... la distance est trop grande entre le libre cerveau de la femme occidentale et ces cerveaux façonnés aux longues dissimulations et aux souplesses d'esclave. Rien de plus difficile, pour une étrangère de passage dans le pays, que de soutenir une conversation avec ces êtres engourdis dans la somnolence séculaire du harem. En certains pays musulmans, — en Turquie et en Algérie, par exemple, — les femmes du meilleur monde sortent quelquefois, vont au hammam, échangent des visites, circulent même dans les souks sous la surveillance des eunuques. Pour la grande dame marocaine, entre le mariage et l'enterrement, aucune sortie, sauf au cas d'un déplacement collectif du harem; et il n'y a que quelques très grands seigneurs qui transportent ainsi leurs gynécées d'une ville à une autre. En général, les femmes restent étroitement enfermées entre les murs du vieux palais croulant où, toutes jeunes, on les amena au maître, et où aucune nouvelle de la vie extérieure ne leur arrive, sauf les potins rapportés par les négresses et les esclaves de basse condition qui, elles, circulent dans la ville.

Dans le milieu aimable et familial où je me trouve, je sens bientôt l'étouffante atmosphère de la prison. Ces femmes me regardent avec de douces prunelles vides, à peine traversées par une vague lueur de curiosité bientôt éteinte. On a le sentiment qu'elles sont trop ignorantes pour que leur imagination soit effleurée par l'idée de l'inconnu : placides bêtes ruminantes, elles ne devinent rien au delà de l'enclos où elles paissent.

Sans doute, le maître se rend compte de la difficulté que j'éprouve à soutenir une conversation avec son doux troupeau; ou bien, craint-il au contraire les confidences indésirables?

On dit beaucoup qu'au Maroc les grands seigneurs n'encouragent pas les visites des voyageuses occidentales... En tout cas, une esclave m'annonce que le thé est préparé dans la pièce que je viens de quitter. Je fais mes adieux aux dames du harem, et aux enfants drôles et pâlots, et le fils me reconduit à travers le patio.

En mon absence, je m'aperçois que chez ces messieurs également la conversation a languï. L'ami qui m'accompagne est habitué à ces sortes de cérémonies; mais lui aussi a subi l'effet de l'ambiance arabe, et le sourire de circonstance est figé sur ses lèvres.

Le vieux magistrat sourit aussi, de toutes ses fines rides astucieuses. Majestueusement accroupi, dandinant doucement sa noble corpulence, il attend en silence les interminables préparatifs du thé. A travers le patio, il y a le même va-et-vient des trois négresses affolées, le même ahurissement des clients qu'elles dérangent et bousculent. On dirait que ce rite quotidien est un événement inouï... Pour nous distraire, on décroche la cage d'une belle colombe grise suspendue sous l'arcade, et on me l'apporte. La colombe roucoule paisiblement : son œil fixe et doux a le même regard que celui des dames d'en face. On l'emporte, et au même moment les esclaves s'écartent respectueusement de la porte d'entrée, et un homme d'une trentaine d'années, d'un port noble et élégant, s'approche de nous. Penchant sa fine tête aux traits graves, il baise l'épaule du vieux seigneur, puis il nous salue. C'est le fils aîné, le mari d'une ou deux des petites femmes pâles; c'est lui qu'on attendait pour faire le thé.

Avec la gravité que comporte ce rite, il s'accroupit dans un coin du patio, on place le plateau et la théière devant lui, et le va-et-vient des négresses recommence...

Soudain, nouvelles fusées de rires derrière le rideau. Un petit garçon s'est échappé, et court vers nous. Il n'a, sur son petit corps gras et brun, qu'une courte chemise en toile écruë, et une amulette suspendue autour du cou. Le vieillard, les bras tendus, se penche vers lui, ravi, — c'est son dernier né, c'est le plus jeune frère de l'homme majestueux qui prépare le thé... Ensuite arrivent, escortés par leurs esclaves, deux charmants garçons aux beaux yeux fendus, qui reviennent de l'école coranique; encore deux fils cadets du maître. Tous ces jeunes gens

se sourient, s'embrassent et caressent tendrement le petit bonhomme gambadant. Et voici finalement, dans de pauvres verres posés dans des montures de métal, le thé à la menthe, fumant et sucré, et les petits croissants aux amandes saupoudrés de sucre. A moitié assoupis, nous dégustons en silence le repas que l'on a mis si longtemps à préparer, et la nuit tombe sur Fez lorsque enfin nous remontons les rues escarpées vers notre palais.

III

Une fin de journée sans nuages flamboie sur la grande capitale du sud.

Du haut du palais du Grand Vizir, où nous sommes montés pour voir l'Atlas neigeux éclairé par les derniers rayons du soleil, on nous montre un autre palais, émergeant de jardins ombrageux : c'est celui du Caïd que nous devons visiter demain.

Autour de nous s'étendent à perte de vue les toits de la ville. Sur leurs terrasses nous voyons paraître des groupes de femmes en robes claires, des enfants suivis de négresses affairées. A nos pieds s'étendent les terrasses du Mellah; là, les toilettes des femmes sont plus voyantes, plus bariolées, et l'on voit à la lueur du couchant l'éclat de leurs lourds bijoux, colliers, fibules, immenses boucles d'oreilles circulaires frangées de perles. Plus loin, d'autres groupes plus pâles, des draperies mauves et vieux rose, déjà estompées par la brume dorée qui flotte sur la ville; et toutes ces nuances se confondent, se séparent, se recomposent en de nouvelles harmonies, dans le va-et-vient perpétuel des femmes libérées un instant de leurs cloîtres moroses.

Autour de la ville l'immense cercle de l'oasis, le tapis bleu-vert et luisant des dattiers, se déroule vers l'Atlas étincelant. Entre l'oasis et les murs rouges, il y a un frémissement de feuillage argenté : ce sont les grandes oliveraies du Sultan, qui s'étendent jusqu'aux portes de la ville. Ça et là, plus près de nous, des minarets revêtus de faïences vertes, d'où tombe le mélancolique appel à la prière; et, au milieu de la ville, s'élevant au-dessus des coupoles et des minarets comme en un coup d'aile superbe, l'immense, l'aérienne Koutoubia qui est la gloire de l'Islam.

Nous voici, le lendemain, à la porte du palais que nous voyions hier du haut de notre terrasse. C'est une grande demeure seigneuriale, dont nous avons longtemps longé les murs en pisé rouge avant d'arriver à l'entrée. Nous traversons la cohue des clients qui encombrent la place : riches personnages noblement drapés de mousseline blanche, dont des esclaves tiennent les mules blanches sellées de rose ; farouches guerriers de l'Atlas, ayant, sur chaque oreille, la boucle en tire-bouchon qui atteste les prouesses militaires ; négociants juifs, femmes du peuple guêtrées de cuir, apportant des poules ou du fromage, mendiants étalant leurs plaies et roulant leurs yeux aveugles dans des orbites sanguinolentes, enfin, des jeunes gens et des hommes d'allure guerrière flânant sous la voûte, et qui sont sans doute de la maison du grand chef.

Un personnage d'âge mûr, enveloppé de mousselines immaculées, se montre sur le seuil, et toute la troupe s'incline : c'est le chambellan du Caïd, qui s'avance à notre rencontre. Nous le suivons le long des frais couloirs dallés, entre des murs revêtus de mosaïques et bordés de bancs en pierre, où des mendiants psalmodient sur leurs nattes. Des ouvriers de Fez, agenouillés sur notre chemin, s'écartent pour nous laisser passer. Patiemment, ils sertissent les cubes brillants, bleus, verts et noirs, dans l'émail blanc des faïences ; car ce palais est tout neuf (comme beaucoup des belles demeures marocaines) et le Caïd, grand bâtisseur, et respectueux de la tradition, s'occupe à orner sa demeure des mosaïques de Fez, dont les ouvriers du Sud n'ont pas le secret.

Nous arrivons à une cour intérieure où l'eau bruit et des roses grimpantes enlacent un bosquet de cyprès. Ici, le Caïd nous attend. Il accueille avec un sourire amical mes compagnons, un officier français et sa jeune femme, qui sont des amis de longue date ; il m'adresse quelques paroles par l'intermédiaire de l'officier indigène qui nous accompagne ; puis nous traversons la cour pour gagner la pièce où nous devons goûter.

C'est toujours le même décor : la salle longue et étroite, dont les arcades s'ouvrent sur le patio de faïence : les matelas recouverts d'un banal couil rayé, sur lesquels s'entassent les coussins houssés de mousseline. A l'autre bout de la pièce, sur une estrade, un lit en cuivre imitant le « Louis XVI » canné, et surchargé d'ornements. Des bouquets de fleurs en cire sous

des globes allongés; quelques bibelots cosmopolites; des pendules. Et cependant, ce grand seigneur, dont le profil basané, au nez aquilin, à la bouche énergique et sensuelle, aurait pu servir de modèle à Carpaccio ou à Jean Bellini, cet illustre guerrier de l'Atlas, possède, dans la montagne, de vieux châteaux forts aux donjons crénelés, où, dans d'immenses cours, ses fauconniers, ses troupeaux et ses meutes de sloughis s'abritent derrière des remparts farouches. Il vit, une partie de l'année, de la vie d'un prince du moyen âge; entre temps, il circule en automobile sur les nouvelles routes françaises, fait de la diplomatie, construit des palais, collectionne des pendules.

Nous nous installons sur le divan, on apporte le thé, et tandis que nous causons, je remarque une toute petite négresse, une fillette de sept à huit ans, appuyée contre le chambranle de la porte, et qui nous observe, immobile. Comme la plupart des esclaves, même dans les plus grandes maisons, cette enfant est presque en haillons : une gandourah en mousseline sale est drapée sur son pauvre caftan fané, et sa petite figure est triste, profondément. Appuyée contre la porte, elle guette chaque mouvement du maître, qui ne la regarde jamais, qui jamais ne lui adresse la parole; et toujours elle devine son moindre désir, et trottant menue sur ses pieds nus, elle remplit sa tasse sans qu'il la tende, nous passe les petits gâteaux blancs, ou emporte nos tasses vides. Puis, silencieuse, elle regagne la porte, et reprend la même pose attentive et résignée.

Enfin une grande négresse arrive, loqueteuse aussi, mais souriant de l'éternel sourire du harem; elle vient nous introduire, M^{me} de ... et moi, auprès des femmes du Caïd.

Nous traversons la cour, et au bout d'un couloir nous pénétrons dans un patio intérieur, sans parterres de fleurs, mais où murmure l'eau dans une jolie vasque entourée de pigeons. Ici, la même salle à divans donne sur le même dallage aveuglant. Les rideaux de toile s'écartent, et un groupe de dames aimables et parées nous accueillent avec empressement. La pièce est quelconque, — on a toujours l'impression que les visites sont reçues dans une espèce de « parloir » officiel, et que la vie privée des harems se déroule dans un décor moins banal. Ici, sur les murs nus, pas même de stucs enroulés; rien que quelques photographies fanées et un peu « province, » mais qui en disent long sur le passé des aimables personnes qui nous

reçoivent. Car ces jeunes femmes dans leurs caftans de brocart, ceinturés d'or et voilés de mousseline rose, mauve ou bleu tendre, ces jolies femmes aux coiffures compliquées, aux visages tatoués, aux pieds nus bronzés par le henné, sont les mêmes que nous voyons dans ces photographies en toilette de bal à volants, coiffées à l'européenne, et combien gauches et ridicules et heureuses dans leurs costumes d'Occidentales affranchies!

Ces photographies, c'est le passé, c'est la liberté, c'est presque l'Europe; car les femmes du grand Caïd sont des Circassiennes, élevées à Constantinople, où les dames turques circulent presque librement, échangent des visites, se promènent dans les bazars, s'habillent à l'européenne. Et dans les beaux yeux peints levés vers ces photographies, quelle nostalgie, que de regrets... mais aussi quelle résignation atavique, quelle acceptation tout orientale du sort que le destin leur réserve!

En tout cas, elles sont bien plus animées, plus vivantes que les grandes dames de naissance marocaine, — et combien heureuses de causer avec mon amie, dont elles connaissent la belle-sœur, et qui peut, en arabe, leur donner de ses nouvelles!

Tandis que j'écoute leur gentil babil, j'essaye de deviner laquelle d'entre elles est la préférée, ou tout au moins la première par le rang. Est-ce la jolie créature au visage rond, habillée d'un caftan rose thé recouvert de gaze bleu pâle, et qui porte entre ses bandeaux noirs une perle baroque en feronnière? Ou bien celle, moins jolie, mais plus vivante, plus expressive, qui s'est installée derrière le samovar et surveille les préparatifs du thé? Ou bien encore la petite brune aux grands yeux fendus, que sa pose langoureuse et son riche caftan de velours rouge brodé d'or, sur lequel retombent de multiples colliers de perles, transforment en « Haïdée » de gravure romantique? Ou encore la grande mulâtresse, si noble et libre d'allures, si splendidement drapée de brocart bleu voilé de mousselines roses, et que les autres jeunes femmes traitent avec un si amical respect?

Comme dans tous les harems « distingués, » une égalité parfaite semble régner entre ces dames, et il nous est impossible de deviner laquelle d'entre elles dépasse les autres, soit par le rang, soit par la faveur du maître...

On a demandé à mon amie des nouvelles de son petit garçon; et elle, en retour, demande à voir les enfants de ces dames.

Hélas ! il paraît qu'il n'y en a qu'un, le fils de l'épouse morte... Les figures des jeunes femmes s'assombrissent, et l'on sent la tristesse glacée de cet intérieur où manque le pullulement des bébés café au lait qui égaie la monotonie des harems... Mais une esclave a apporté l'enfant, et tous les bras chargés de bracelets s'étendent pour l'accueillir. Ah ! le pauvre petit être ! Serré contre le sein d'une de ses mères d'adoption, si maigre et d'une si mauvaise pâleur sous sa tignasse noire et frisée, il ressemble à l'un des maladifs petits Jésus de Crivelli, mélancoliquement appuyé contre les brocards d'une anémique Madone.

A voir les innombrables amulettes suspendues à son pauvre cou maigre, et retombant sur sa chemise, — amulettes en corail, en ambre, en ambre gris, en corne, défenses accumulées contre tant de vieux maléfices occultes, — on devine à quel point la santé de cet enfant préoccupe les siens, combien d'espairs et d'ambitions sont concentrés sur cette tête languissante aux grands yeux inamusables...

IV

... A travers un labyrinthe de petites rues très blanches, très propres, très « province, » nous gagnons à pied la porte cloutée de fer de la demeure arabe où l'on nous a invités à goûter. Derrière nous, peu à peu, les rumeurs du quartier européen s'apaisent. Nous n'entendons plus le ronron des automobiles, les cris des muletiers, la joyeuse clameur de la foule qui se presse aux portes des cinémas et des cafés. Nous voici repris par le calme et le mystère de la vieille ville arabe qui se ratatine et se cache au centre de tout ce brouhaha cosmopolite.

Une servante pousse le lourd verrou, et nous entrons dans un petit couloir. Pour le palais d'un grand fonctionnaire du Makhzen, la demeure est bien modeste. Guidés par le beau-frère du maître de la maison, nous montons un étroit escalier de bois qui donne accès à la pièce où ce dernier nous attend ; et, dès le premier coup d'œil, nous comprenons pourquoi on n'a besoin ici ni de grands patios fleuris, ni de salles lambrissées de stuc. Au bout de la pièce, quelques marches mènent à un mirador vitré ; de là, nos regards ravis dominant la ville, la mer, l'embouchure du fleuve, que surplombe la citadelle juchée sur une falaise rouge ; et, plus loin encore, sur l'autre rive, la

vieille et féroce rivale, la ville de neige entourée de murs couleur de miel, où, il y a deux ans à peine, on massacrait encore les Européens.

Quelques instants après, le maître se retire, emmenant avec lui l'ami qui m'accompagne; puis il revient, conduisant une jeune fille en costume arabe, mais dont la bonne figure rose et blonde proclame la parenté européenne. Le beau-frère m'explique que cette jeune fille, qui a « fait ses études en Algérie » (naturellement!) et dont la mère est Française, est l'amie intime de ces dames, et nous servira de truchement. Ensuite, le maître disparaît de nouveau, et cette fois-ci, c'est le harem qui se dérange, et vient au-devant de moi.

Elles sont quatre ou cinq jeunes femmes, grasses et pâles, filles ou belles-filles du ministre, accompagnées par sa femme, une belle Algérienne d'une cinquantaine d'années, dont les yeux infiniment tristes semblent garder le souvenir de bien des choses que les Marocaines ne connaîtront jamais.

Leurs toilettes sont simples, sobres, sans recherche d'élégance exagérée: c'est pour ainsi dire un harem du faubourg Saint-Germain. Elles me saluent, tour à tour, avec une distinction parfaite; nous nous installons dans le mirador, en face de la vue éblouissante, et l'échange des compliments commence...

— Ai-je des enfants? (Elles le demandent toutes à la fois.)

— Hélas, non!...

— En Islam, une femme qui n'a pas d'enfants est considérée comme l'être le plus malheureux du monde.

— En Europe aussi, on plaint les femmes sans enfants. (Sourire incrédule du beau-frère.)

— Je demande: Que pensent ces dames de nos tristes costumes tailleurs? Ne les trouvent-elles pas bien laids?

— Mon Dieu, elles pensent qu'ils ne sont pas très jolis, mais elles supposent que, chez vous, vous vous habillez moins mal.

— Ont-elles quelquefois envie de voyager, de se promener au bazar, comme le font les dames turques?

— Mais non, Madame, elles sont trop occupées (c'est encore le beau-frère qui parle). Car chez nous les femmes s'occupent de leurs ménages, de leurs enfants, font des ouvrages à la main, etc., etc. (Cette fois, c'est moi qui lui rends son sourire incrédule.)

Je m'adresse à la jeune fille « Européenne. »

- Alors, votre mère est Française, Mademoiselle?
- Oui, Madame.
- Et de quelle partie de la France?
- Je ne sais pas trop, Madame. De la Suisse, je crois.

Elle peut à peine balbutier quelques mots de français, et de son ascendance occidentale il ne lui reste que les traits et le teint clair. La mentalité est déjà arabe, et elle paraît aussi complètement façonnée par le sérail que les Marocaines qui nous écoutent avec leur vague sourire résigné...

Je suis dans un harem du Makhzen, du monde fermé de l'aristocratie de cour : on y devine une simplicité patriarcale de mœurs, une sobriété voulue dans l'ordonnance de la vie et de la toilette. Et cependant, cette atmosphère « bourgeoise » que je sens ici, je l'ai retrouvée dans tous les harems que j'ai visités, même ceux où les appartements étaient bien plus vastes, les toilettes plus élégantes. Et chaque fois j'ai constaté la même chose. Voici des femmes, — disons-le franchement, — dont l'unique préoccupation est de plaire au maître, et qui n'ont qu'un moyen de plaire, le moyen le moins relevé par les attraits de l'intelligence ou de la fantaisie. Tous les conteurs arabes célèbrent cette constante préoccupation d'un troupeau de femmes perpétuellement concentrées sur l'unique question d'attirer à elles le mâle unique; et il n'est pas besoin de causer longtemps avec les Européens qui habitent les pays musulmans pour savoir que c'est le sujet autour duquel tournent le plus souvent les conversations entre hommes. Du reste, femmes légitimes et concubines sont étroitement associées dans la vie du harem. Rien de plus démocratique en apparence que les rapports entre ces femmes et leurs enfants; enfants de princesses circassiennes, et de négresses affranchies par leur maternité, se roulent ensemble sur le même tapis, sous les yeux ravis de leurs mères accoudées sur le même divan et se passant, de main en main, le dernier poupon frisé qui fait la joie du harem, qu'il soit né d'une descendante des Fatimites ou d'une pauvre Soudanaise clandestinement achetée au marché des esclaves.

Eh bien! que voit-on, que devine-t-on, sur les visages de ces femmes? Toutes, également ont le regard et le sourire de bonnes et douces mères de famille. Sur aucun visage féminin je n'ai découvert la moindre trace de coquetterie ou de provo-

cation sensuelle. Même les jolies favorites du Grand Seigneur dans leur mirador de faïence avaient le regard naïf et étonné de petites mariées dont les sens ne sont pas encore éveillés. Et ce n'est pas seulement dans les harems que j'ai constaté cette innocence du regard. J'ai vu les Ouled Naïl dans le désert algérien, j'ai assisté à des danses dans des bouges arabes de lointaines villes africaines. Eh bien ! même ces femmes, dont les gestes ne laissent rien à l'imagination, avaient une naïveté, une simplicité dans le regard, qui me déroutait. Tandis que les filles européennes qui dansaient à leurs côtés, costumées et maquillées en Ouled Naïl, se révélaient toujours par leurs œillades provocantes, par leurs sourires de basses prostituées, les autres, les vraies, gardaient, au-dessus du corps se tordant dans les convulsions rituelles, le visage naïf de petites filles sages et plutôt bêtes.

Quelle est donc l'explication de ce mystère ? Je ne crois pas qu'il faille la chercher dans le sentiment d'extrême décence qui ferait partie de la longue tradition des bonnes manières orientales. Certes, les Arabes de bonne souche ont une distinction suprême, une réserve qui pourrait bien être fondée sur la méfiance du guerrier nomade plutôt que sur une conception abstraite de la dignité. Mais, en tout cas, ce qui m'a frappée chez les femmes arabes, — c'est-à-dire celles qui sont cloîtrées, — c'est moins leur réserve et leur décence que l'absence apparente en elles de tout désir de séduire.

Chez l'Occidentale, la réserve la plus hautaine, la décence la plus exagérée, ne cachent pas ce désir... au contraire. Et je mets au défi une femme tant soit peu intelligente de ne pas découvrir, dans le regard et le sourire d'une autre femme, cette qualité féminine entre toutes. Il y a un abîme entre la femme qui dissimule sa sensualité et celle qui n'est pas sensuelle.

Eh bien... je ne découvre aucune sensualité dans le regard atone de ces musulmanes cloîtrées. Toutes, sans exception, elles me font l'effet de bonnes ménagères manquées, — je dis manquées, car il est notoire qu'elles ne peuvent pas même tenir une aiguille, ni préparer un plat, ni soigner leurs enfants, qu'elles couvrent de caresses, mais qu'elles ne savent pas, même dans les harems les plus aristocratiques, guérir du plus simple bobo.

En tout cas, il est certain que le sentiment maternel paraît beaucoup plus développé chez ces douces créatures que le désir

charnel que leur attribuent les conteurs du marché. Et, à la réflexion, n'est-ce pas assez naturel? Il n'y a pas de cloison étanche entre le corps et l'intelligence, entre les passions et la pensée. L'homme occidental, en affranchissant et en exaltant la femme, a créé un être autrement redoutable et subtil que les pauvres petites concubines du Moghreb. Enfin, à l'appui de ma thèse, j'en appelle aux femmes du désert et de la montagne, aux seules femmes vraiment affranchies des pays musulmans. Ah! les sourires obliques, les regards gais et malicieux de ces fines Bédouines qui ont aspiré le vent du désert, et partagé le sort aventureux de leurs maris ou de leurs amants! Dans n'importe quel marché marocain, vous verrez, sur les lèvres de la pauvre guêtrée de cuir qui vous marchande du lait de chèvre, ou de la laine filée sous la tente noire, vous le verrez, ce sourire, et vous vous rendrez compte qu'il est autrement averti, autrement vivant et séduisant que celui qui pâlit sur les bouches des pauvres petites privilégiées du harem. C'est le grand air qui leur manque, à celles-ci, ce sont les longues chevauchées sous les étoiles, c'est le danger et la faim de l'imprévu, — c'est la lutte, enfin. Les pauvres Bédouines peuvent être rouées de coups, traitées comme des bêtes de somme, méprisées et abandonnées dans leur vieillesse. N'importe, — elles vont et viennent, elles causent librement avec les hommes, elles traitent de pair avec les marchands des souks, elles connaissent la vie au grand air, avec ses risques et ses labeurs; elles savent élever les bêtes, faire le fromage, tisser les beaux tapis rugueux, danser la ronde devant les tentes, et panser les blessures de leurs guerriers. Ce sont des femmes, enfin, et les autres ne sont que des petites filles sages et soumises qui deviennent grand'mères sans avoir jamais vécu.

On a fait, — et l'on continue à faire, — beaucoup de littérature autour des femmes des harems. Que ne les a-t-on plutôt regardées une fois dans les yeux?

EDITH WHARTON.

LE
“ DIX-NEUVIÈME SIÈCLE ”
DE
FERDINAND BRUNETIÈRE ⁽¹⁾

Il y a une trentaine d'années de cela, deux fois par semaine, le mardi et le samedi, un peu avant dix heures et demie, on pouvait voir passer rue d'Ulm, marchant d'un pas vif et pressé, la cigarette aux lèvres, une serviette bourrée de livres sous le bras, un petit homme maigre et nerveux, au teint bistré et fatigué par les veilles, à la figure énergique et âpre, au regard perçant derrière les verres du lorgnon. C'était Ferdinand Brunetière qui allait faire son cours à l'École normale. Il entrait, se promenait quelques minutes dans les couloirs, jetait son éternelle cigarette, et pénétrait dans la salle de conférences. Bien modeste salle, et qui contrastait avec les somptueux amphithéâtres que nous avons connus depuis, à la Nouvelle Sorbonne. Au fond, et sur les côtés, de longues tables avec quelques bancs où se pressaient une vingtaine de jeunes gens, bien décidés, par toute leur attitude, à vendre chèrement leurs admirations, et s'apprêtant à prendre des notes. Au milieu, une petite table avec un fauteuil de paille. Le « maître » s'asseyait, étalait ses livres, disposait devant lui quelques feuillets où, de sa grande écriture archaïque, il avait fixé un certain nombre de points de repère, et il commençait sa leçon.

(1) Ferdinand Brunetière, *Histoire de la Littérature française*, t. IV. *Le Dix-neuvième Siècle*, 1 vol. in-8; Delagrave.

De cette voix, grave et cuivrée, qui martelait les syllabes, détaillait, lançait et enchainait les périodes, il parlait, sans fatigue apparente, avec une précision, une abondance verbale, une ardeur de conviction, une autorité, dont je n'ai, pour ma part, jamais rencontré l'équivalent. Il parlait ainsi une heure et demie, et souvent l'heure du déjeuner était sonnée, qu'il parlait, parlait encore. Puissamment construites et savamment « orchestrées, » pleines d'idées, de vues ingénieuses, souvent profondes, parfois paradoxales, d'impressions personnelles, de faits minutieusement étudiés, de formules saisissantes et originales, nourries d'une immense lecture, d'une large expérience littéraire, philosophique et morale, chacune de ses leçons était de nature à frapper de jeunes esprits par leur valeur d'art, d'information et de suggestion. Nous les discussions, certes, et passionnément, ces leçons vigoureuses et passionnées ; elles ne laissaient personne indifférent.

De cet enseignement qui dura une quinzaine d'années, et qui fut peut-être la partie la plus active de son œuvre, Brunetière avait bien, de temps à autre, tiré la matière de quelques articles, et même de quelques livres, son *Évolution des genres*, son *Évolution de la poésie lyrique au XIX^e siècle*, ses *Époques du théâtre français* ; mais ces articles et ces livres laissaient inutilisées, pour le grand public, mille recherches laborieusement poursuivies, toute sorte de réflexions, d'observations et de lectures, qui, sans doute, n'étaient point entièrement perdues, mais dont ses élèves de l'École normale risquaient d'être les seuls bénéficiaires. *Verba volant*. C'est le sort de tous les professeurs de travailler pour les autres plus que pour eux-mêmes, et de ne point recueillir tout le profit personnel et extérieur de leur effort intellectuel. Constructif comme il l'était, il devait être bien tentant pour Ferdinand Brunetière de ramasser dans une œuvre d'ensemble tant de notes accumulées, tant d'études fragmentaires et, pour la plupart, déjà très poussées et fouillées. C'est de cette pensée qu'est sorti son admirable *Manuel de l'Histoire de la littérature française*, son chef-d'œuvre peut-être en matière de critique et d'histoire ; c'est de cette pensée également que devait sortir la grande *Histoire de la littérature française classique*, dont il n'a pu, — et encore incomplètement, — publier que le premier volume. C'était aussi un chef-d'œuvre qui s'annonçait. Il est infiniment regret-

table que la mort ne lui ait pas permis d'y mettre la dernière main.

Les amis et les élèves de Brunetière ont pensé que ce livre considérable ne devait pas rester inachevé. Les plans, les notes laissés par le maître, les rédactions de ses auditeurs permettaient de reconstituer, sinon l'état définitif de sa pensée, — il se corrigeait sans cesse et n'arrêtait son expression qu'à la dernière extrémité, — tout au moins, dans leurs lignes essentielles, ses leçons d'École normale. Ce délicat travail a été confié à un consciencieux et fin lettré, M. Albert Cherel, qui, après avoir guerroyé très bravement à Verdun, comme ses citations en témoignent, a recueilli récemment, à l'Université de Fribourg en Suisse, la lourde succession de Maurice Masson. Avant la guerre, M. Cherel avait publié successivement *le Dix-septième* (1) et *le Dix-huitième Siècle*. Il vient de nous donner *le Dix-neuvième Siècle*. Je voudrais indiquer en quelques mots le très vivant intérêt de ce dernier volume.

*
* * *

C'est en 1892-1893 que Brunetière avait professé, à l'École normale, une soixantaine de leçons sur la littérature française du XIX^e siècle. Je ne les ai pas entendues, mais on m'en avait communiqué les notes, et le cours m'avait paru l'un des plus remarquables que l'auteur des *Études critiques* eût professés à l'École. J'ai retrouvé très forte cette impression d'autrefois en lisant le livre que publie M. Albert Cherel. Brunetière avait alors quarante-trois ans : il était en pleine possession de sa méthode et de son talent ; il n'avait pas encore, sur les questions morales et religieuses, pris définitivement position, comme il devait commencer à le faire deux ou trois années plus tard. Mais dans cette pensée très libre, ouverte aux quatre vents de l'esprit, on sentait un fond d'angoisse et d'inquiétude. Historien et critique, il se cantonnait, surtout en enseignant, dans ses fonctions de critique et d'historien ; mais presque à son insu, l'enquête littéraire tournait invinciblement à l'enquête morale. Au reste, — et c'était le grand charme de son enseignement, — personne n'a pris plus constamment pour devise le mot célèbre de Sainte-Beuve : « Tout ce qui est d'intelligence générale et

(1) Voyez sur *le Dix-septième Siècle*, dans la *Revue* du 15 août 1912, l'article de M. Doumic.

intéresse l'esprit humain appartient de droit à la littérature. » Pour toutes ces raisons, à cette date, un cours de Brunetière sur la littérature du XIX^e siècle ne pouvait manquer d'exciter au plus haut point la curiosité passionnée de ses auditeurs.

Leur attente n'a pas été déçue. Dès la première leçon, on était fixé sur la signification profonde et la haute portée de cette enquête. Brunetière commence par signaler les multiples difficultés du sujet qu'il traite et il se demande comment il pourra parvenir à les surmonter ou les tourner. En attendant les constructions définitives de l'avenir, il voudrait bâtir « un édifice provisoire, à la cartésienne, » mais qui puisse du moins servir d'abri. Et le moyen qu'il propose, « simple, radical, — et hasardeux, » avoue-t-il, est surtout d'une élégante et séduisante originalité.

Il consiste à renverser ou à inverser la méthode habituelle, et à constituer le présent juge du passé. Au lieu de commencer par le commencement, commençons par la fin : au lieu de mettre religieusement le pied dans les traces des autres, frayons-nous à nous-mêmes notre route, et ne retenons du passé, *littéraire ou autre*, que ce qui est nécessaire, indispensable, ou simplement utile à l'explication de l'actuel.

Si nous nous plaçons à ce point de vue, nous voyons par tout ce qui se passe autour de nous, je dis aujourd'hui même, nous sentons et comprenons par notre expérience, que dans la littérature, l'art, la politique et la morale, deux principes sont en lutte : *le principe de la solidarité sociale, et le principe du droit intégral de l'individu*. Il s'agit en morale de savoir si chacun de nous doit tendre principalement, ou exclusivement même, au développement des instincts qu'il trouve en lui ; ou au contraire si les conditions mêmes de la vie sociale exigent qu'il en abdique une part au profit de la communauté. Pareillement en art et en littérature, il s'agit de savoir si la littérature et l'art nous ont été donnés pour former un lien de plus entre les hommes, à la façon d'un langage plus idéal, plus général, et plus profond, ou pour nous être des instruments de *volupté solitaire*.

Conformément donc au principe que nous posons, nous ne retiendrons, pour en parler, que les œuvres et les hommes qui ont en quelque sorte répondu à cette question, et nous négligerons tous les autres. Nous ne retiendrons même que celles et ceux qui y ont répondu d'une manière vraiment originale et personnelle.

Poser ainsi la question avec cette vigoureuse netteté, avec cette hardiesse impatiente, c'était « actualiser » un sujet qui du

reste, par sa nature même, avait à peine besoin de l'être. C'était surtout, si je puis dire, installer le problème moral au cœur même de l'étude littéraire. Vers le même temps, Émile Faguet poursuivait une vaste enquête, plus fragmentaire et plus capricieusement conduite, sur les *Politiques et Moralistes du XIX^e siècle*; il y a plus de « littérature » en bordure de celle de Brunetière; au fond, c'est bien le même dessein; et on l'aurait vu sans doute plus clairement encore, si Ferdinand Brunetière, après avoir professé son cours, avait pu le rédiger lui-même.

On conçoit sans peine ce qu'une pareille façon de comprendre et de traiter un tel sujet met de vie dans un enseignement. Que devons-nous croire? Et comment devons-nous vivre? A cette question centrale il s'agit de savoir comment ont répondu tour à tour tous les grands écrivains du XIX^e siècle. Et ainsi, toute l'histoire de la littérature de ce tumultueux XIX^e siècle se ramène à celle d'un vaste drame de conscience collective dont on nous retrace les péripéties successives. Et comme l'historien est engagé lui aussi dans la mêlée des idées, comme il est juge et partie, comme il cherche pour son propre compte, comme il n'a pas encore définitivement *parié*, presque à son insu il se mêle à son exposition je ne sais quel frémissement intérieur qui en redouble et en diversifie l'intérêt.

* *

Dira-t-on que cet intérêt dramatique et moral nuit à l'intérêt proprement littéraire d'une enquête dont la littérature est, après tout, l'objet annoncé et avoué? Et au nom du principe de la « distinction des genres, » opposera-t-on à la méthode employée par l'historien une sorte d'objection préalable? On pourrait tout d'abord répondre que si le principe et la fin de l'action littéraire doivent être cherchés en dehors, — et au-dessus, — de la littérature, cela est sans doute un peu fâcheux pour les purs littérateurs à l'ancienne mode, mais qu'on ne saurait leur sacrifier les droits de la vérité. D'autre part, à suivre dans le détail l'application de la méthode proposée par Brunetière, on s'aperçoit qu'elle est remarquablement féconde, et qu'à vrai dire aucune autre ne permet un classement aussi logique, aussi satisfaisant à tous égards, des écrivains et des œuvres.

Pénétré de l'esprit classique, le XVII^e siècle avait, dans

son ensemble, très résolument maintenu les droits et donné l'exemple d'une littérature sociale : c'est Rousseau, l'ancêtre de nos romantiques, qui a le premier revendiqué âprement pour l'individu le droit de s'exprimer tout entier et sans réticences et de concevoir l'œuvre littéraire à sa propre image. De 1800 à 1830 environ, les deux principes antagonistes vont lutter à armes à peu près égales, avec des alternatives variées de succès et de revers. C'est d'abord Chateaubriand, le plus grand des disciples de Rousseau, qui commence la réaction contre l'esprit du XVIII^e siècle ; mais le XVIII^e siècle se survit et se défend dans la personne de ses derniers représentants : poètes tels que Lebrun et Parry ; savants tels que Laplace et Cabanis ; idéologues, tels que Destutt de Tracy. Entre ces deux courants vient s'en interposer un autre, celui des littératures étrangères, représenté par M^{me} de Staël et son école, les Sismondi et les Fauriel. La lutte, un moment suspendue par l'intervention de cette nouvelle influence, reprend bientôt de plus belle, et sous la Restauration qui favorise de tout son pouvoir les ennemis du XVIII^e siècle, « nous voyons d'une part l'esprit classique se solidariser avec l'esprit libéral, chez Casimir Delavigne, Népomucène Lemercier, Béranger, Paul-Louis Courier, et, d'autre part, l'esprit religieux se solidariser avec l'esprit romantique, chez Chateaubriand, Bonald, Joseph de Maistre, Lamennais, Lamartine. Victor Hugo. »

L'individualisme littéraire l'emporte, — le talent et le génie même sont d'ailleurs de son côté, — et de 1830 à 1840 s'ouvre une nouvelle période où nous le voyons triompher bruyamment et renouveler simultanément tous les genres : la poésie, avec Lamartine, Victor Hugo, Sainte-Beuve, Alfred de Vigny, Alfred de Musset et Théophile Gautier ; le théâtre, avec Vigny, Victor Hugo et Alexandre Dumas ; le roman, avec Hugo, George Sand et Sainte-Beuve ; l'histoire, avec Augustin Thierry et Michelet ; la critique, avec Sainte-Beuve ; la philosophie enfin, avec Cousin et Jouffroy. Tous ces écrivains, chacun à leur manière, prêchent l'affranchissement, l'exaltation du *moi*, ce moi que les classiques déclaraient « haïssable, » et qu'ils s'efforçaient de « couvrir, » de dissimuler, de dissoudre dans l'impersonnalité des règles esthétiques et des convenances sociales.

Mais cet individualisme exaspéré ne pouvait vivre qu'un temps, surtout dans un pays épris de sociabilité comme la

France. Le lyrisme continu peut bien convenir à la jeunesse d'une race ou d'une littérature; il ne saurait suffire au sens rassis, à la sagesse apaisée et lucide de la maturité. Ceux-là seuls qui n'ont pas beaucoup vécu, ni longuement réfléchi peuvent croire que l'individu isolé puisse vivre et se développer en dehors et sans l'appui des autres hommes. Compromis par ses excès mêmes, le romantisme ne tarde pas à être battu en brèche de toutes parts et à tomber en décadence. C'est le spectacle auquel nous assistons entre 1840 et 1850, et auquel collaborent d'ailleurs d'authentiques représentants convertis du romantisme. Sainte-Beuve en critique; Mérimée, Stendhal et Balzac dans le roman; Thiers et Guizot en histoire; Auguste Comte et Lamennais en philosophie; Proudhon en sociologie sont les principaux ouvriers de cette transformation collective, que les événements politiques contemporains, bien loin de la contrarier, favorisent singulièrement. Quand s'ouvre le second Empire, le romantisme est mort, comme, il y a vingt ans, le classicisme.

Sur les ruines du classicisme et du romantisme une nouvelle école va se constituer, le réalisme, qui, profondément éprise d'objectivité et d'impersonnalité, s'efforcera, de 1850 à 1880, de manifester dans tous les genres la fécondité de ses principes. Tandis que, pour correspondre à des besoins nouveaux, d'anciens écrivains se renouvellent, comme Victor Hugo, Sainte-Beuve, Théophile Gautier et George Sand, de nouveaux venus, pleins d'ardeur et parfois de génie, multiplient les œuvres originales et durables: Taine en critique et en philosophie, Renan en histoire, Émile Augier, Sardou et Alexandre Dumas fils au théâtre, Flaubert dans le roman, Leconte de Lisle et Heredia en poésie. Les événements de 1878 encouragent et précisent ces nouvelles tendances, dont le triomphe paraît alors définitivement assuré.

Cependant, il semble, aux environs de 1880, que la lutte entre les deux principes opposés va redevenir plus âpre. « L'individualisme, disait Brunetière, rassemble toutes ses forces pour livrer un dernier combat. Quand on pénètre au delà de la surface des choses, l'agitation qu'il se donne ressemble aux convulsions de l'agonie; et ce que l'on commence à craindre en vérité, c'est que sa défaite ne soit trop profonde. Car il en est des principes adverses qui maintiennent l'équilibre

social comme de la force centripète et de la force centrifuge qui maintiennent l'équilibre de l'univers. » Pour un adversaire déterminé de l'individualisme, pour un homme qui devait, plus tard, à Bordeaux, prononcer une conférence *contre l'individualisme*, il faut avouer que voilà une observation, d'ailleurs très juste, et qui dénote un rare esprit d'impartialité.

C'est ce vaste programme, à la fois très ample et très précis, que Brunetière, dans son cours de 1892-1893, avait essayé de remplir. Disons-nous qu'il l'a complètement rempli? Bien qu'il soit difficile de le juger sur un cours qu'il n'a pas rédigé lui-même, qu'il se proposait de reprendre et d'améliorer, et dont certains « raccourcis » peuvent ne pas lui être entièrement imputables, on entrevoit çà et là quelques points où, en présence d'un texte définitivement arrêté par son auteur, on formulerait volontiers certaines critiques. Mais quand ces éventuelles objections de détail, — sur lesquelles, en bonne justice, il y aurait quelque impertinence à appuyer, — seraient à la fois plus abondantes et plus graves qu'elles ne le sont en réalité, il n'en resterait pas moins que cette Histoire des lettres françaises au XIX^e siècle est la plus complète, la plus fortement ordonnée, la plus claire, la plus suggestive que nous possédions encore. Brunetière n'avait voulu construire qu'un édifice tout provisoire : il est à croire que cet édifice abritera pendant de longues années nombre d'historiens et de critiques, même distingués. Ses idées générales, ses jugements, ses formules même passeront dans l'enseignement, dans la critique courante. Et ceux qui voudront refaire à leur manière cette œuvre inachevée s'en inspireront longuement, nous pouvons le prédire, et lui emprunteront de copieux matériaux.

Par exemple, il me semble assez difficile qu'ils n'adoptent pas, quitte à en modifier certains détails d'application, l'idée maîtresse et centrale du livre, cette définition du Romantisme par l'individualisme littéraire et moral que Brunetière avait déjà donnée et développée dans plusieurs articles (1) et dans

(1) L'idée et la formule font, si je ne me trompe, pour la première fois leur apparition dans un article du 15 octobre 1889 sur *le Mouvement littéraire au XIX^e siècle*. Elles n'apparaissent pas encore dans l'article *Classiques et Romantiques* (15 janvier 1883), écrit à propos du livre d'Émile Deschanel sur *le Romantisme des classiques*. Et voici en quels termes, dans l'article sur *le Mouvement littéraire au XIX^e siècle*, Brunetière, parlant de Rousseau, amorçait sa définition du Romantisme : « Et c'est ici, disait-il, dans cette renaissance de l'individua-

plusieurs ouvrages, notamment dans son *Évolution de la Poésie lyrique*, mais qu'il n'avait pas encore publiquement présentée et justifiée avec tout le luxe de preuves et d'exemples que comporte l'étude de tout un grand siècle littéraire. Cette définition, on pouvait jusqu'alors la trouver plus ingénieuse et plus spécieuse que véritablement fondée en raison et en fait; on pouvait penser que la démonstration qu'en avait fournie Brunetière était trop systématique, qu'elle faisait plus d'honneur à sa virtuosité dialectique, à son goût des généralisations qu'à son observation patiente des faits, à son étude minutieuse et désintéressée des textes. Quand on aura lu les différents chapitres de son *Histoire* où il caractérise la personne et l'œuvre de Chateaubriand, de Lamartine, de Hugo, de Musset, de George Sand, de Sainte-Beuve et de Michelet, il faudra bien reconnaître que la formule rend très exactement compte de ce qui distingue la littérature romantique des autres périodes de notre histoire littéraire.

Une autre idée, chère à Brunetière, et qui, grâce à lui, va, selon toute vraisemblance, devenir l'un des lieux communs de la critique, c'est celle de la parenté qui existe entre notre école réaliste ou naturaliste et notre littérature classique du XVII^e siècle. Dès 1883, dans une conférence faite à la Sorbonne (1), Brunetière avait esquissé cette idée, très juste et très féconde, et il y était revenu souvent dans la suite, la précisant de plus en plus, et en tirant chaque fois de nouvelles conséquences. Il l'a reprise dans son *Dix-neuvième Siècle*, et il l'a illustrée des principaux faits et des principaux textes que l'histoire toute contemporaine lui fournissait en abondance. Cette théorie, connexe de la précédente, est l'une de celles qui, à mon gré, éclairent le plus profondément la nature propre du génie français. Si brillante qu'ait été notre littérature romantique, elle n'a été qu'une exception, qu'une parenthèse dans notre histoire. Livré à lui-même, n'obéissant qu'aux instincts profonds de la race, et sans rien répudier d'ailleurs des légitimes acquisitions antérieures, c'est vers une sorte de naturalisme classique que, tout naturellement, s'oriente l'esprit français.

lisme, avec tout ce qu'elle comportait de nouveautés et aussi d'erreurs, qu'il faut voir le commencement du Romantisme et le premier élément de sa définition. »

(1) *Le Naturalisme au XVII^e siècle*, dans les *Études critiques sur l'histoire de la littérature française*, première série, deuxième édition et suivantes.



A côté de ces grandes idées générales qui constituent comme une sorte de philosophie de l'histoire littéraire, on en trouvera, dans le *Dix-neuvième Siècle* de Brunetière, beaucoup d'autres, de moindre portée assurément, mais qui frappent et retiennent l'attention par leur justesse piquante et leur originalité. Que dites-vous, par exemple, de cette définition de Joseph de Maistre ?

S'il était permis de faire une supposition presque sacrilège, et d'ailleurs contradictoire au fond ; si l'on pouvait se représenter Bossuet grand seigneur, aristocrate ou patricien jusque dans les moelles ; si l'on pouvait un moment le dépouiller de son bon sens, et lui prêter, à lui qu'on a nommé « le sublime orateur des idées communes, » je ne sais quel goût du paradoxe et de la mystification ; si l'on pouvait en lui distinguer le Français du chrétien, et le laver ainsi du reproche, — ou lui enlever l'honneur, car tout dépend ici du point de vue, — d'avoir été trop gallican ; enfin, si l'on supposait que son éducation, commencée dans la paix de son collège de province, se fût complétée par la lecture et la méditation de Platon, de Vico, de Bonnet, et par le spectacle troublant des événements de la Révolution et de l'Empire, on aurait Joseph de Maistre, l'auteur des *Considérations sur la France*, du *Pape*, et des *Soirées de Saint-Petersbourg*. Car je viens d'énumérer tous les traits, ou à peu près, par lesquels ils diffèrent, mais on va voir combien il y en a, de quelle nature, de quelle importance, par lesquels ils se ressemblent. Et, en vérité, ce n'est pas un « Voltaire retourné » qu'il faut qu'on appelle Joseph de Maistre, mais plutôt un « Bossuet corrompu. »

Le mot est bien joli, et il mérite de faire fortune, au moins autant que celui de Scherer.

Qu'il juge d'ailleurs les idées ou le style, les écrivains ou les œuvres, Brunetière, surtout dans ce livre qui nous rend assez fidèlement les heureuses rencontres de son improvisation, se laisse volontiers aller à des vivacités, à des familiarités de pensée et d'expression qui sont des plus savoureuses. Les hommes ne lui en imposent pas, ni les livres ; il les juge de plain-pied, pour ainsi dire. C'est un homme de lettres qui, parmi ses contemporains et ses pairs, s'exprime sur chacun d'eux avec la plus vivante liberté. Et s'il n'est pas dupe de leurs défauts, il sait rendre pleinement hommage à leurs réelles qualités. Témoin ces quelques lignes, si justes et si fine-

ment senties, sur le style de Renan, dont il vient de citer une fort belle page :

Cela est d'un érudit, d'un philosophe, d'un poète. Cela est abstrait et concret à la fois, plein de choses et de charme. Ce style a *je ne sais quoi tout ensemble de grave et de voluptueux*, de rapide et de pénétrant, de vivant et de métaphysique, de personnel et d'universel, de savant et de naturel. Il a surtout quelque chose de pieux ; l'ironie s'y mêlera plus tard ; elle ne s'y glisse pas encore. Aussi l'a-t-on préféré quelquefois dans ses premiers essais à tout ce qu'il a fait depuis. Point de rhétorique non plus : *une simplicité sereine et douce*.

Si maintenant nous rassemblons tous ces traits, nous pourrions dire que le style de Renan *offre quelque analogie avec celui de saint François de Sales*...

La comparaison est originale, et elle n'eût pas déplu à Renan lui-même. Brunetière, qui avait beaucoup d'idées et qui s'y tenait, avait aussi, au contact des textes, de ces vives intuitions littéraires, sans lesquelles il peut bien y avoir des historiens érudits et philosophes, mais non pas de critiques complets.

Tel est, bien sommairement feuilleté, cet ouvrage qui n'est assurément ni complet, — il y manque une conclusion (1), — ni parfait, et qui n'eût point satisfait son auteur, mais qu'on a tout de même bien fait de nous donner. Il n'est pas en dissonance avec nos préoccupations d'aujourd'hui. On y sent circuler un si noble goût de l'action, un si ardent amour pour les grandes œuvres du génie français, un sentiment si vif des dangers de l'individualisme, que ce livre, pensé et parlé il y a un quart de siècle, se raccorde sans effort avec nos pensées les plus constantes. « Peut-être, — écrit M. Cherel dans son *Avant-propos*, — peut-être est-il malaisé de dire avec exactitude de quelle manière la pensée de Brunetière eût reçu l'impulsion des événements actuels. » Non, cela n'est pas très malaisé. Il n'en eût d'abord pas été surpris. L'orateur des *Discours de combat* n'était pas dupe des illusions de l'idéologie humanitaire et, un an avant sa mort, il écrivait cet article sur

(1) Si l'on voulait cette conclusion, on n'aurait qu'à se reporter, pour la trouver, aux dernières pages du *Manuel de l'histoire de la littérature française*.

le Mensonge du Pacifisme, qui devait, dans certains milieux, soulever des discussions à la fois si naïves et si passionnées. Bien longtemps auparavant, ici même, dans un article sur *Un manuel allemand de géographie*, il avait fortement dénoncé les convoitises du pangermanisme naissant, « toute une théorie naïve d'impudence, tout un système d'ambition qu'on dirait que, dès à présent, l'Allemagne s'exerce à justifier dans l'avenir. » Et tel que nous le connaissons, Brunetière ne se serait pas contenté d'avoir été trop bon prophète. Il eût mis, comme tant d'autres, généreusement sa plume au service de la Patrie; il eût prêché l'union sacrée; il eût éloquentement développé « nos raisons de croire » et « nos motifs d'espérer ; » il eût opposé sans relâche le traditionnel idéal français au brutal idéal germanique, notre civilisation si généreusement humaine à la barbare « culture » tudesque. Et nous avons, dans ce livre posthume, comme un avant goût de l'inspiration qu'il eût apportée à cette œuvre patriotique : « Les événements de 1870, y disait-il, nous ont obligés douloureusement à reconnaître qu'il y a du réel, de l'objectif et de l'absolu au moins dans les affaires humaines; que la mort, que la défaite, que l'humiliation ne sont point choses subjectives, qu'elles ne sont point des formes de l'illusion et des espèces du relatif; et qu'autant que de sa vie propre et individuelle, chacun de nous vit de la vie aussi de tous ceux qui sont avec lui fils de la même patrie, de la même race, de la même humanité. » L'homme qui pensait ainsi en 1892 aurait, en 1914 et en 1918, combattu de tout son cœur et de toutes ses forces le bon combat de la défense nationale.

VICTOR GIRAUD.

LES INTRIGUES ALLEMANDES

AUX ÉTATS-UNIS

**LA MISSION DU COMTE BERNSTORFF
ET SON ÉCHEC (1914-1917)**

Il est certes peu d'histoires qui, pour l'intérêt et l'imprévu des épisodes, pour la complication des événements, pour la variété et le relief des caractères comme pour le défi jeté à tous les principes du juste et de l'honnête, pourront être comparées à celle des intrigues allemandes, durant cette guerre, aux États-Unis. L'artisan et grand meneur de ces intrigues, le comte von Bernstorff, y déploya toutes les ressources du zèle le plus actif et le plus immoral. L'œuvre est inséparable de l'homme : parler de l'une c'est faire connaître les deux. Jamais sans doute pareille accumulation d'agissements tortueux, de louches combinaisons et de criminelles entreprises n'avait abouti à un échec d'ailleurs plus complet. Pour notre part, nous nous bornerons au rôle de narrateur et de témoin, laissant aux faits, dans la simplicité de leur exposé, à dresser contre l'Allemagne le plus écrasant réquisitoire qui se puisse trouver dans les dossiers d'aucune diplomatie.

LE COMTE BERNSTORFF AVANT LA GUERRE

Revoyons-le donc tel qu'on le rencontrait il y a quelques années, dans les salons de Washington : grand, blond, portant

beau, le visage à peine fané, le front haut, strié de rides singulières qui se groupent vers le nez, s'opposent, et aident les caricaturistes à lui accuser on ne sait quel air méphistophélique; rasé toujours de près et ne portant que la moustache courte aux pointes dressées; le geste de quelqu'un qui s'entraîne quotidiennement aux sports. Plus encore que par son excessive recherche d'élégance, qui fait paraître le pli du fer jusqu'aux manches du veston, il cherche à s'imposer par un air de force, de domination, par son regard aigu, froid, mobile, par le poids de sa démarche et de toute sa personne, par son imperturbable confiance en soi et par son assurance conquérante.

Dès son arrivée aux États-Unis, ayant su prendre place dans les milieux politiques et diplomatiques, il n'a cessé depuis lors de développer cette influence. Au mois qui précèdent la guerre, on le trouve entretenant des relations, auxquelles il s'efforce de donner les apparences de la franchise et de la cordialité, avec un grand nombre des plus influents parmi les membres du Congrès. Au *Metropolitan Club*, à l'heure du cocktail, il s'arrange pour avoir toujours un petit cercle d'interlocuteurs et d'amis. Il fréquente assidûment tous les salons qui ont la cote. Il y apporte sa politesse voyante, ses manières qui veulent être de grand seigneur, son verbe haut, son rire sonore qui secoue ses larges épaules, enfin cette aisance que rien ne déconcerte. Dès qu'il entre, il fait en sorte d'accaparer, de centraliser l'attention. Il supplée au mieux à l'effacement décoratif de l'ambassadrice, qui se tient au premier rang, observe sa tenue, parle peu, semble penser moins encore. Il se multiplie, fait autant de frais auprès de la jeune femme d'un second secrétaire d'ambassade que dans la conversation avec la femme d'un officiel haut placé.

Son activité mondaine et sociale ne s'arrête pas là. Mélomane averti, il est l'abonné ponctuel de la *grande série* des concerts d'hiver. Il se montre aux courses, au théâtre, ne dédaigne pas les *movies*, enfin se fait voir partout où l'on peut être vu et, partout, il est vu l'œil allumé, la figure riante, la main tendue, le geste qui accueille, dans une affectation de réussite et de triomphe.

A Newport, où il fuit, durant l'été, la dure chaleur et le vide de Washington, il est plus que personne répandu dans le *smart set*, le clan des milliardaires. Pour se reposer et six

semaines durant, il mène la vie de golf, tennis, courses en automobile ou en moto-boat, de thés et diners-danses au club, de danses et de soupers-danses, qui est le courant à Newport et prend toutes les heures du jour. Il a toujours de multiples invitations, pour le moment des chasses, dans les Adirondacks. Mais, à l'entendre, c'est toujours avec le même plaisir qu'il retrouve, à l'automne, l'ambassade de style lourd de l'avenue Massachusetts et la vie et la villa de Washington. De la capitale il prétend aimer non seulement la société mais les monuments, le Capitole imposant, les rues et avenues larges, toutes plantées d'arbres aux essences rares et qui, à cette époque, joignent leurs feuillages en berceaux riches où se nuancent tous les ors; il en aime, dit-il, l'aspect merveilleux de jardin, de parc émaillé de collages et de palais.

A peine de retour, il se reprend au travail. Et l'un de ses tout premiers soins est de recevoir les correspondants de journaux. Il est peu de diplomates qui aient été persuadés de l'action de la presse, qui aient travaillé à se servir du journal autant que le comte Bernstorff. S'il classe ses occupations, celle de se concilier la presse est certes au tout premier rang.

Il reçoit les correspondants presque à toute heure. C'est trop peu de dire que son accueil est cordial : il est familier. Si plusieurs journalistes se présentent ensemble, il les fait monter au premier étage de l'ambassade; il veut les entretenir dans l'intimité de son salon de travail, pièce très vaste, aux tentures et aux lourds rideaux de soie rouge, meublée de fauteuils profonds de cuir sang de bœuf. La compagnie est-elle nombreuse? L'ambassadeur la fait asseoir en demi-cercle, assis lui-même devant son bureau riche, carré, lourd, d'acajou massif, incrusté d'argent. N'a-t-il que peu de visiteurs? Il se dirige vers la haute cheminée à foyer ouvert, qu'entoure une barrière basse de marbre blanc rembourrée de coussins de cuir rouge et sur laquelle il s'assied, un pied dans sa main. Il croise les bras, tapote son coude, ou bien porte la main à son nez qu'il semble aiguïser de ses doigts joints, d'un geste habituel. Il discute avec un feint abandon, veut paraître ignorant de tout et désireux de tout apprendre. Bien que lui-même boive peu, fume rarement, il a soin de faire circuler à tout instant les cigares, les liqueurs. Il plaisante, rit haut et de tout le buste; il interpelle chaque correspondant par son nom; il rappelle à

point le mot, l'anecdote qu'un jour tel d'entre eux lui a contée, et dont il rit encore. Quand chacun se sent à l'aise et quand l'atmosphère de bonhomie est ainsi bien établie, c'est alors que, d'un air indifférent, comme sans y penser et entre intimes, il glisse l'information fausse, au bénéfice de l'Allemagne : il assure qu'il vient de l'apprendre, qu'il la croyait déjà connue ; il regrette de l'avoir dite, puisqu'elle ne l'était point ; et, pour elle, il demande le secret. Parfois, et alors en grand mystère, il communique une nouvelle vraie qu'il tient de son gouvernement, voire du département d'État, et qui doit embarrasser le département, peut-être lui forcer la main, servir enfin les intérêts allemands. Elle n'est, bien entendu, pas pour être publiée. Il criera donc ensuite et très haut, dès qu'elle le sera, aux fuites de documents secrets, à l'espionnage anglais, et se frottera les mains en secret.

Tel se présente l'homme dans son entourage immédiat. Mais n'allez pas croire que ses vues se limitent à cet entourage. Il trouve en effet, en arrivant aux États-Unis, un terrain préparé de longue main par l'Allemagne. Il n'a qu'à continuer l'œuvre de ses prédécesseurs et il n'y manque pas.

Bien avant août 1914, par les soins de ses ambassadeurs successifs, Holleben et Sternberg, l'Allemagne avait commencé de tendre activement sur les États-Unis son réseau compliqué d'intrigues. Méthodiquement, elle avait divisé le pays en quatre grandes zones : l'Est, qui comprend toute la côte Atlantique ; le Moyen-Ouest, que, depuis longtemps et toujours, elle considère comme son domaine propre et qui englobe les grandes villes de Chicago, Milwaukee, Saint-Paul, Kansas City ; l'Ouest, qui est surtout formé de la riche Californie ; enfin, le Sud, ses cotonniers et ses cotons. Chacune de ces quatre sections a été, de sa part, l'objet de particulières avances. En chacune, elle a adapté sa propagande aux conditions spéciales de topographie et de production. En toutes elle a des alliés, des partisans.

Ses alliés naturels sont d'abord, partout, les Pro-Germains, c'est-à-dire les Allemands, naturalisés ou non, résidant aux États-Unis, et les Américains d'origine allemande. Ses partisans, souvent plus enragés que les premiers, sont les Irlandais-Américains, anti-Français parce que, catholiques, ils reprochent à la France sa politique sectaire, anti-Anglais par tradition ; l'Allemagne les a aisément persuadés qu'elle seule,

par sa puissance militaire, par sa dévotion à la cause des opprimés, est capable d'arracher à l'Angleterre l'affranchissement de l'Irlande. Elle compte, en outre, de précieuses sympathies parmi les Israélites, très puissants dans la grande banque de New-York, anciens et mortels ennemis de la Russie, fortement liés aux destinées de l'Allemagne par de gros intérêts financiers.

A ces quatre grands partis, qui sont acquis de longtemps aux intérêts de l'Allemagne, le comte Bernstorff en ajoute bientôt un cinquième. Car il n'a pas eu beaucoup de peine à apercevoir l'intérêt majeur que l'Allemagne aurait à se concilier les sympathies d'un groupe important d'Américains loyaux, rêveurs à courte vue, mais d'ailleurs de parfaite bonne foi et utopistes sincères, les pacifistes.

Tous ces champs d'activité et aussi bien de culture allemande sont, dans l'esprit de l'ambassadeur, comme une carte de géographie, plus justement encore, un plan stratégique. Ils lui sont tous sans cesse et également présents. C'est à mener ainsi l'action d'ensemble, tout en restant attentif aux moindres détails, qu'il s'attache, dès le début, avec une ténacité qui ne fera ensuite que s'accuser davantage.

Après s'être ainsi répandu dans tous les milieux, les salons, les clubs, et avoir fait cette énorme dépense d'ingéniosité laborieuse et de manœuvres en tous les sens, l'ambassadeur du gouvernement impérial, au printemps de 1914, quand il quitte Washington pour se rendre en Allemagne, peut croire avec tout le monde que sa situation personnelle et celle de l'Allemagne aux États-Unis sont très fortes, vraiment uniques. Cependant il les croit trop assurées, inébranlables. C'est l'impression qu'il en donnera à la Wilhelmstrasse et à son maître direct, le Kaiser. Ce sera sa plus grave erreur et celle qui finalement fera écrouler tout l'échafaudage. Il a trop confiance, une confiance trop aveugle, dans l'efficacité de ses méthodes et dans la sûreté avec laquelle il les emploie. Il ne doute pas du succès de l'entreprise allemande et de l'entreprise allemande menée par le comte Bernstorff. Ce sera non la seule cause, mais une des causes principales de l'échec final.

Une aptitude spéciale à créer, multiplier et enchevêtrer les intrigues, et dans les conditions ou les situations les plus diverses; une constante application à conduire toutes ces intrigues de front et à surveiller chacune d'elles comme si elle

était seule, comme si d'elle seule dépendait le succès cherché, et en telle sorte que rien n'y fût jamais laissé au hasard, mais que la bonne foi, sans cesse affirmée, s'y présentât sans cesse comme le moyen le plus ordinaire de duper, la nonchalance comme un calcul, la maladresse comme un piège et l'aveu de la défaite comme une perfidie; une rare duplicité enfin, qui prend pour masques une aisance surveillée et l'agrément apparent des manières; telles sont les ressources qu'a fait paraître en toutes circonstances le comte von Bernstorff et qui sauvèrent les destinées de l'Allemagne aux États Unis tant qu'elles purent être sauvées. Joignez-y la plus complète absence de scrupules qui ait jamais été constatée chez un manieur d'affaires. Son action, qui s'est exercée souvent contre les désirs et parfois contre la volonté de son gouvernement, a certes été considérable. Peut-être la plus grande faute de l'Allemagne, et pour nous la plus heureuse aura-t-elle été dans son entêtement à ne pas vouloir comprendre parfois et à refuser de suivre souvent les avertissements de son ambassadeur. C'est ce malentendu qui mettra finalement les affaires de l'Allemagne au pire.

AU DÉBUT DE LA GUERRE

A son retour d'Allemagne, aussitôt après l'invasion de la Belgique et du Nord de la France, l'ambassadeur du gouvernement impérial s'aperçoit vite que l'opinion à Washington est singulièrement changée à son égard.

Beaucoup de familles qui, avant son départ, lui faisaient bon accueil, ne montrent plus aujourd'hui aucun empressement à le rencontrer. Il est reçu chez d'autres, et de celles qu'il tenait pour amies, avec une gêne ou une fraîcheur des plus significatives. Les maisons même où M. von Bernstorff s'était cru davantage chez lui n'ouvrent plus pour lui que la petite porte. On lui propose de venir faire un bridge un jour, un soir, quand on sera sûr qu'il ne rencontrera personne; et on le prie, en confidence, de ne point laisser l'automobile de l'ambassade stationner à la porte. Certains salons, enfin, tout juste deux, l'affichent avec une ostentation, une sorte de bravade bruyante, plus vexante encore que la réserve des autres. Toute la société de Washington, enfin, se tient, vis-à-vis de l'ambassadeur alle-

mand sur la plus extrême ou glaciale réserve, — quand elle s'en tient là.

Il ne faut pas longtemps à l'ambassadeur pour comprendre que le sentiment de la bonne majorité du pays s'est retournée, vis-à-vis de l'Allemagne, tout de même que la société a fait vis-à-vis de lui.

Il aperçoit cela qui crève les yeux, mais il se garde surtout de faire paraître qu'il ait rien vu. Quand il parle des choses de la guerre, son attitude devient rêveuse, son regard se fixe au plafond; il murmure, il soupire : « Pauvre Belgique! Pauvre France! » Cependant, un moment après, il paraît se reprendre, se rendre compte où il est. C'est d'un ton rapide, incisif, sans réplique, qu'il achève, conclut : « Bien entendu, nous avons les preuves des machinations de l'Angleterre, les preuves écrites, irrécusables... L'histoire fera connaître, jugera... »

L'ORGANISATION DE LA PROPAGANDE

Il va au plus pressé et s'occupe d'abord de réorganiser tous les services de sa propagande. Il étend leur action. Il leur donne, avec une plus grande portée et des ressources en argent presque inépuisables, leur maximum de force. Il faut rappeler ici quelques faits.

C'est d'abord et bien entendu à son ancienne amie, à la presse, qu'il s'adresse.

Par le docteur Dernburg, qui lui a été imposé, comme une sorte de contrôleur, haut commissaire au petit pied et qu'il saura si bien et bientôt contrôler lui-même, pousser en avant quand il faudrait se retirer, à qui il fera commettre enfin *blunder* sur *blunder*, et jusqu'à le rendre *undesirable*, il fait pressentir les grands journaux de New-York; il acquiert la sympathie de la presse Hearst; il traite avec l'un des journaux du soir les plus répandus, l'*Evening Mail*. Enfin il fait entamer des pourparlers avec l'agence d'informations la plus importante des États-Unis, l'*Associated Press*. Mais, là, il trouve aussi malin que lui. On paraît accepter d'abord. On demande par écrit des précisions sur le projet. Quand on a les précisions, on trouve qu'elles ne suffisent pas. On en demande d'autres. Quand on les a toutes et que la responsabilité de l'ambassadeur est engagée à fond, les pourparlers cessent brusquement. Quand

les agents de l'ambassade veulent les reprendre, ils se heurtent à un refus. Et le ton de ce refus est tel qu'ils n'insistent plus. C'est apparemment la première fois que l'esprit d'intrigue de l'ambassadeur et la suffisance ingénue de l'Allemagne se heurtent, pour subir une défaite, à la perspicacité, à la loyauté et à l'humour américains. Le fait s'est représenté depuis.

L'ambassadeur allemand n'est pas de ceux qu'un échec décourage, loin de là. N'ayant pas réussi ici, il regarde aussitôt ailleurs. Et c'est alors qu'il rédige, écrit, envoie le fameux rapport confidentiel où il expose avec minutie le programme qui doit assurer à l'Allemagne, avec le contrôle exclusif de toute la publicité concernant les nouvelles allemandes, la direction générale de l'opinion américaine par le puissant moyen de la presse. C'est dans ce rapport que se trouve la curieuse clause suivante :

« Afin d'atteindre notre but, il est nécessaire de commencer et continuer une campagne de presse qui soit adaptée aux désirs et à la manière de voir du public américain. Tout doit lui être communiqué sous forme de *nouvelles*, car il a été habitué à cette forme et ne comprend que cette sorte de propagande. La valeur d'une telle campagne de presse en Amérique, si elle est faite *par des Américains pour des Américains*, sera incalculable. »

Faire diriger la propagande allemande en Amérique par des Américains, telle est la formule qui dominera dans la suite toute la politique de l'ambassadeur aux États-Unis. Il y insiste dès maintenant. Des correspondants américains devront être invités, envoyés sur tous les fronts allemands; toutes facilités devront leur être données « pour voir tout ce qu'ils doivent voir. »

« En outre, le Ministère des Affaires étrangères devra autoriser les correspondants américains à télégraphier quotidiennement par T. S. F. trois à quatre mille mots. Je désire insister sur ce point qu'un seul marconigramme, envoyé par M. Cory (correspondant américain) et favorable à la cause allemande, a été plus utile pour cette cause que tous les rapports officiels expédiés par le gouvernement depuis le début de la guerre. »

Le service d'informations devra être présenté comme « nouveau, permanent et destiné à mettre le public américain en relations directes avec les affaires politiques, diplomatiques et finan-

cières du monde entier. » Un code de T. S. F., en apparence purement commercial, permettra de faire transmettre, à une banque américaine et par l'intermédiaire d'une banque hollandaise ou suisse, amie des Alliés, les informations désirées. Enfin, c'est dans ce même et curieux rapport que se trouve l'énumération minutieuse des informations sur lesquelles il sera bon de ne pas insister et de celles qu'il faudra laisser complètement de côté.

I. La neutralité belge et les atrocités belges ne devront plus être mentionnées dans l'avenir.

II. On devra s'abstenir, pour l'Amérique, de mettre la responsabilité de la guerre au compte de l'Angleterre seule. Un élément anglais considérable existe, en effet, en Amérique; et le peuple américain maintient l'opinion que tous les partis belligérants, comme d'habitude, ont leur part de responsabilité dans la guerre.

III. La fierté et l'imagination des Américains au sujet de leur culture ne devront plus être continuellement offensées par l'affirmation répétée que la culture allemande est la seule culture vraie et surpasse toutes les autres.

IV. La publication des pamphlets de caractère purement scientifique doit être évitée à l'avenir comme lecture sèche, qui ennuit les Américains et leur est incompréhensible.

V. Finalement, il est de la dernière importance que l'autorité et les peuples allemands cessent de discuter continuellement et publiquement l'envoi d'armes et de munitions aux Alliés et de faire sentir aux Américains leur déplaisir.

Anticipant les effets de ce rapport, et fidèle au principe que la meilleure propagande en Amérique sera celle qui sera faite par des Américains, l'ambassadeur organise des voyages au front, des tournées de correspondants américains en Allemagne. Il recommande qu'on se montre « prévenants pour eux, de manière à gagner leurs sympathies à la cause de l'Allemagne. » Il veut surtout qu'on leur montre le mécanisme formidable de la guerre, « de telle manière que l'étonnement leur impose l'admiration et le respect de la puissance et de l'efficacité allemandes. » Déjà il a obtenu des bureaux de la Wilhelmstrasse qu'un écrivain américain de talent, Edward Lyall Fox, reçût une allocation « pour ses bons articles » envoyés d'Allemagne en 1914. Il revient sur le sujet. Il décide le chancelier de Bethmann-Hollweg à écrire de sa propre main

au même Edward Lyall Fox et l'inviter, en janvier 1915, à rentrer en Allemagne, toutes ses dépenses payées par le gouvernement allemand et avec traitement assuré de 1 000 marks par mois.

En même temps qu'il organise sur ces bases la propagande par l'information et la presse, il songe à tirer parti pour cette même propagande du plus populaire des spectacles, du cinématographe. Il veut réaliser ce profit aussitôt. Sur sa demande, des kilomètres de *films* sont expédiés de Berlin, qui rendront les traits, le sourire du Kaiser, du kronprinz, puis feront connaître, dans toutes les villes et tous les villages des États-Unis, la puissance formidable de l'armée allemande. Enfin, en d'innombrables scènes familiales seront montrés la force, la discipline, l'héroïsme et aussi bien la bonté, l'humanité du soldat allemand.

Ces *films*, intercalés parmi d'autres purement mélodramatiques ou sentimentaux, seront présentés, expliqués par des conférenciers professionnels. D'autres conférenciers et interrupteurs de réunions publiques parcourront les États-Unis, parlant partout et toujours, à propos de la guerre, de la grandeur et de la puissance de l'Allemagne. A eux reviendra la tâche de vendre ou distribuer des livres et tracts, aux documents tronqués ou faussés, et qui tendront à prouver que la responsabilité de la guerre revient tout entière à l'Angleterre, tandis que dans cette guerre l'Allemagne — l'innocente Allemagne! — n'a fait que défendre ses institutions, son sol, son droit d'exister.

L'AFFAIRE DE « LA LUSITANIA »

La machine, ainsi soigneusement organisée, fonctionne à souhait. L'ambassadeur en a déjà constaté l'excellent rendement : il le rêve meilleur dans l'avenir. C'est alors qu'éclate brusquement la nouvelle du fait qui, semble-t-il, doit renverser d'un coup tout le plan si minutieusement élaboré. L'annonce du torpillage et coulage du paquebot *Lusitania*, avec de nombreuses pertes de vies américaines, se répand tout à coup. Elle détermine aussitôt contre l'Allemagne, dans tous les États-Unis, la révolte spontanée, la levée unanime d'indignation que l'on sait. Quelle sera alors l'attitude de l'ambassadeur?

D'abord, et en dépit du fameux « avertissement aux Américains, » donné par lui-même peu de semaines auparavant, il suit le courant : il fait semblant de s'indigner avec l'opinion, il se refuse à croire. Aux journalistes qui l'assiègent, il assure, en souriant, qu'il y a certainement eu erreur. Il plaisante même de cette erreur, tant il est sûr qu'elle est réelle; et c'est là une finesse bien germanique. Tapotant son avant-bras, affilant son nez, il demande comment un pauvre petit sous-marin de quelques tonnes, ayant un équipage d'une vingtaine d'hommes à peine, pourrait couler un géant anglais de la mer comme *la Lusitania*? S'adressant à des gens passionnés de sport, il a soin de placer la question sur le terrain sportif : c'est le champion le plus faible qui est venu à bout de son adversaire de poids lourd; David a fait mordre la poussière à Goliath; le rétiaire, agile et léger, a abattu le magnifique gladiateur. Dans les salons, c'est au sentimentalisme américain qu'il s'adresse d'abord. Il mettra toute la faute sur le dos de l'Angleterre. Il montrera cette Angleterre affamant méchamment par son blocus les malheureuses femmes et les enfants de l'Allemagne, mettant enfin l'Allemagne dans la nécessité de se défendre comme elle peut et par des moyens qu'elle-même, certes, réprouve et déplore. Il dénoncera une fois de plus la perfidie de l'Angleterre, qui charge de munitions et d'obus ses bateaux de passagers et prétend se servir des citoyens américains comme d'un laisser-passer, d'un bouclier vivant pour protéger les engins de meurtre destinés à frapper l'Allemagne.

Cependant l'opinion est trop haut montée cette fois pour être apaisée par des ergotages. Le sentiment populaire américain est blessé trop au vif dans sa loyauté naturelle et son amour de la justice : il se refuse à prendre le change.

La première et fameuse note « will not omit any word or act » qui traduit fièrement l'indignation publique fait sentir à l'Allemagne et à son ambassadeur que le temps n'est plus aux équivoques. L'ambassadeur le reconnaît avant l'Allemagne. En cette nouvelle occurrence, il se tait. Il attend que l'émotion qui, comme l'enthousiasme, n'a qu'un temps, s'apaise. Et il reporte, en attendant, son activité ailleurs. C'est alors, et pour faire dévier le courant d'indignation, qui devient dangereux pour l'Allemagne, qu'il invente, crée, monte de toutes pièces, lance enfin la fameuse « affaire des cotons » qui fut à deux doigts, —

on dit que ces deux doigts, qui nous sauvèrent du désastre, furent ceux de l'ambassadeur de France, — de mettre l'Angleterre et les États-Unis aux prises.

Il n'attend point la fin de cette affaire pour essayer de créer d'autres embarras au gouvernement américain, de lui susciter des incidents avec les Alliés.

Nous l'avons vu déjà en coquetterie avec les pacifistes. Il prend maintenant leur cause en mains. Il la fait sienne. Bien plus, il leur montre que cette cause, c'est au fond celle pour laquelle l'Allemagne se sacrifie et combat. Il leur a dit et répété que l'Allemagne, pacifiste de cœur et de raison, avait été contrainte, par l'Angleterre conquérante, à entrer dans la guerre et, par les gouvernants belges, acquis à l'Angleterre, à envahir la Belgique. Nous retrouverons maintenant ses agents et ses porte-parole habituels activement occupés à déclarer dans tous les meetings pacifistes de l'Ouest et du Moyen-Ouest, et à faire publier par la presse Hearst, que les États-Unis, neutres et pacifiques, ne peuvent, sans renoncer à leur neutralité, sans outrager à la fois leur caractère national et le droit international, fournir des armes et des munitions à l'un seulement des partis belligérants, quand l'autre ne reçoit rien d'eux. Ils ne peuvent à plus forte raison fournir les armes et munitions sans rompre leur contrat de paix, sans se faire agents de la guerre, sans être responsables de la prolongation de la guerre.

Le raisonnement est à la fois insidieux et simple. Il est insidieux parce qu'il met l'État et sa responsabilité en cause et le substitue aux particuliers qui font, sous leur responsabilité propre un commerce qu'ils ont tout droit de faire. Il est simple parce qu'il semble s'adresser à la raison, au bon sens même, et qu'il peut être aisément compris des masses. Bref, c'est un raisonnement avec une apparence de raison.

Ni l'affaire des cotons, ni la propagande pacifiste, ni la campagne de presse qu'il mène simultanément, ne représentent encore toutes les intrigues nouées par l'ambassadeur allemand. Au début de juillet 1913, sa fièvre d'activité devient véritablement effrénée. Tantôt nous le trouvons fomentant des grèves dans les usines de munitions du Moyen-Ouest et de l'Ouest : il fait organiser, diriger ces grèves par son collègue autrichien, le bienveillant doctor Dumba. Tantôt il dresse des plans pour s'assurer le contrôle des grandes fabriques de munitions de Bridgeport; il

forme le projet de faire parvenir, par voie indirecte, ces munitions à l'Allemagne, et dans le même temps il crée, entretient et finance le mouvement pacifiste contre la même expédition faite aux Alliés.

Tant d'intrigues pourtant ne peuvent être conduites de front sans péril pour qui les mène. Il n'est point d'organisation, si parfaite qu'elle paraisse d'abord, qui n'ait en elle un défaut, une fêlure. L'écueil des intrigants est dans la trop grande assurance qu'ils ont parfois d'eux-mêmes et des moyens qu'ils emploient. L'ambassadeur d'Allemagne, qui semble avoir tout prévu dans son système de surveillance et d'agence, a pourtant oublié de surveiller ses propres agents. C'est la trahison de l'un d'eux qui, au moment décisif, renversera les complots si savamment ourdis, arrêtera pour un temps la machine lancée à tant de frais.

LES RÉVÉLATIONS DU JOURNAL « THE WORLD »

C'est au moment où les affaires du coton et de l'embargo semblent mettre tout au plus mal pour l'Angleterre, au mieux pour l'Allemagne, que le journal *The World*, de New-York, commence les révélations sensationnelles qui brusquement mettent les plans et projets de l'ambassadeur à bas, renversent les rôles soigneusement distribués, détournent l'attention de l'Angleterre, soulèvent d'un seul élan l'indignation dans tous les États-Unis et mettent la situation de l'Allemagne et de son ambassadeur au point le plus critique où elle se soit encore trouvée.

D'où viennent ces documents? Quelles complicités les ont procurés ou offerts au journal officieux *The World*? Il semble que personne à l'époque ne s'en soit occupé. On peut le regretter. Que ces révélations qui venaient si bien à point pour faire dévier des soucis en passe d'être graves, et dégager l'Angleterre d'une situation pour le moins malaisée, fussent alors le résultat d'un joli tour de passe-passe diplomatique ou qu'elles fussent seulement l'effet du hasard, la question a bien son intérêt. On doit espérer que, pour la singularité du hasard ou pour l'honneur d'une diplomatie, l'histoire l'éclaircira quelque jour.

Voici donc, et d'un jour à l'autre, dans la seconde semaine d'août, la situation diplomatique, à Washington, bouleversée du

tout au tout. Les soi-disant empiétements de l'Angleterre passent au second et au troisième plan. Le patient travail de mine et de sape, exécuté par l'ambassadeur allemand, est brusquement à découvert et par là même annulé pour un temps. L'opinion américaine est soulevée comme elle ne l'a point encore été, lors même de l'affaire de la *Lusitania*. La presse entière réclame d'un seul cri les plus sévères sanctions et le renvoi immédiat de l'ambassadeur allemand. Le département d'État, malgré sa traditionnelle réserve, paraît ému et laisse officiellement entendre que des sanctions nécessaires seront incessamment prises. On se répète que le Président est outré et décidé à agir. La position de l'Allemagne enfin est critique. Celle de l'ambassadeur ne paraît plus tenable.

UN COUP DE CRIMINELLE AUDACE

C'est alors que se produit l'atroce coup de théâtre, le périlleux et éhonté *looping the loop* diplomatique, qui d'abord semblera folie, mais dont tous les détails, tous les effets auront été prévus, pesés, réglés, acceptés d'avance, nous voulons parler du coulage sans avertissement du steamer de passagers l'*Arabic*.

Il n'est assurément aucun autre exemple dans l'histoire de la diplomatie qu'un ambassadeur, dans le plus extrême péril, ait pu se faire une arme — et quelle arme! — de ce qui devait le plus sûrement porter le coup de grâce à sa cause et à celle de son pays, qu'il se soit servi de cette arme d'abord pour sa défense, puis pour menacer qui le menaçait; qu'il l'ait manœuvrée enfin de telle manière que la situation de son pays et la sienne se soient trouvées, du moins pour un temps, rétablies, au sortir d'une aussi effroyable aventure.

Ce fut là ce qui s'accomplit pourtant au cours des deux dernières semaines du mois d'août 1915.

* *

Je combats aujourd'hui la bataille de ma vie. Je suis dans la magnifique ivresse du *beau risque*. Je contemple l'avenir avec l'inébranlable confiance des forts. Je compte sur votre affection autant que sur le triomphe final.

B.

Que l'ambassadeur d'Allemagne ait ou n'ait pas écrit ce billet à l'admiratrice dévouée et très tendre amie, qu'il possédait, pour les raisons du cœur ou pour les intérêts de l'Allemagne, dans la haute société de Washington, à la vérité il n'importe. Le fait assuré est qu'il aurait pu l'écrire. L'esprit, le style, surtout le despotique *Je* répété au début de chaque phrase, ou bien sont d'excellents pastiches, ou, mieux, lui appartiennent en propre. La copie du billet courut, on ne sait par quels soins, dès la rentrée d'automne, dans tous les salons de Washington. Tout le monde, naturellement, s'empressa de l'accepter pour vraie. Il n'est que juste d'ajouter pourtant que salons et chancelleries s'occupèrent plutôt alors du « potin » mondain contenu dans le document, que de sa portée diplomatique ou politique. Ce n'est pas la première fois que la curiosité aux aguets des coulisses de la vie mondaine l'emporte sur celle que provoque l'histoire elle-même.

Il faut bien se rappeler comment la situation se présentait pour l'ambassadeur d'Allemagne, pendant que se poursuivaient les révélations du journal *The World*, et l'extraordinaire trainée d'indignation qui se propageait dans tout le pays.

Les premiers documents, annoncés depuis quelques jours déjà par le *Providence Journal*, tout dévoué et depuis toujours aux intérêts de l'Angleterre, paraissent dans l'officieux journal *The World*, le dimanche 13 août. Dès le lendemain, la presse entière des États-Unis les reproduit, les editorials les commentent. A Washington, et bien que toute la société et les trois quarts du monde diplomatique aient fui, à Newport ou dans les montagnes, les chaleurs torrides de l'été, la fièvre devient subitement intense. Les journaux tirent des éditions d'heure en heure. Chacun ajoute une information, un commentaire concernant l'un ou l'autre des personnages mis en vedette ou en cause. L'ambassade d'Allemagne est assiégée par les reporters qui, pour la première fois sans doute, trouvent portes closes. Les uns prennent aussitôt le train pour Newport où ils supposent que l'ambassadeur se trouve. Les autres s'arrêtent à New-York, se précipitent au Ritz-Carlton, où Bernstorff descend habituellement. Mais l'ambassadeur est, ici et là, invisible ou introuvable. On apprend par hasard que ses attachés militaire et naval, von Papen et Boy Ed, sont partis subitement pour prendre du repos, « quelque part » dans les Montagnes

Rocheuses, et qu'ils ont intention de visiter le Mexique. L'instinct policier des reporters américains reste en défaut; les meilleurs se mettent en campagne: aucun ne parvient à joindre les attachés fantômes. Les comparses de l'ambassade, ainsi qu'il est d'usage, s'étonnent, ne savent rien, croient qu'il y a erreur, admettent l'exagération et la complicité de l'Angleterre, affirment surtout que tout s'éclaircira bientôt et pour le mieux de la réputation de l'Allemagne et de ses ministres.

A l'ambassade anglaise, le charmant conseiller qui expédie les affaires en l'absence de sir Cecil Spring Rice, dit avoir lu les révélations dans le journal *The World*, insiste sur l'évidente authenticité des documents photographiés, déclare n'être d'ailleurs nullement surpris des agissements allemands, mais répète à qui veut l'entendre qu'il ne sait rien de plus.

Cependant, chaque jour, impitoyablement, les révélations continuent. Les intrigues de l'Allemagne se découvrent dans tous les domaines. Les complicités s'affirment et se multiplient. On s'inquiète, on s'agite dans les sphères officielles. Le bruit se répand dans le public que le gouvernement, après une première et secrète enquête, a recueilli les preuves accablantes qui suffiront à justifier une action énergique. On attend, on réclame le rappel des agents de l'Allemagne. On se refuse à croire que l'immunité diplomatique les couvre. On assure que le Président, sous la poussée de l'opinion indignée, est décidé à prendre les plus énergiques mesures contre ceux qui ont abusé de leurs fonctions, commis des attentats, multiplié les crimes, violé enfin, de toutes les manières, l'hospitalité que l'Amérique leur a offerte.

Quatre jours ont déjà passé. L'émotion n'a fait que croître. L'indignation est au comble. Cependant contre les accusations aucune protestation n'est encore venue. Aucun démenti n'a été donné. Tous ceux qui sont mis en cause se tiennent cois. Bien plus, tous demeurent également introuvables. Les affaires se gâtent de plus en plus pour l'Allemagne. Les officiels du Cabinet déclarent maintenant ouvertement que jamais les relations avec les Empires centraux n'ont été plus tendues, jamais la situation n'a été aussi grave... C'est au plus fort de cette surexcitation, le 19 août, quatre jours exactement après les premières publications du *World*, que les journaux annoncent le torpillage sans

avertissement et le coulage avec perte de vies américaines, du steamer *l'Arabic*!

Le premier effet, à Washington, est de la stupeur. Le second, et qui se propage dans tout le pays avec la rapidité de l'incendie, est une immense, une furieuse révolte.

Que l'événement ait été dû à une méprise, ou bien à l'inadvertance du commandant trop zélé du sous-marin torpilleur, personne à l'époque ne l'a cru. Qu'il se soit produit à l'insu de l'ambassadeur allemand, il vient trop à point et dans un moment diplomatique trop grave pour qu'il soit permis de le penser. Qu'il ait au contraire été discuté, décidé, commandé à Berlin, sur les avis et les instances du comte Bernstorff, voilà qui, tout examiné, paraît bien plus probable.

Depuis le 15 août et pour être demeuré silencieux, l'ambassadeur n'est certes pas resté inactif. Il a vivement senti le coup porté par les révélations du *World*. Ce coup, annoncé par le *Providence Journal*, l'a trouvé sur ses gardes. Il sait à qui il le doit. Il connaît, à un-cent près, combien les documents ont été payés et à qui. Il a donc préparé déjà, non sa défense, mais sa parade et sa riposte. Il ne peut démentir les documents photographiés, nier l'évidence même. D'autre part, l'affaire est trop bien lancée pour qu'elle puisse s'apaiser, le bruit s'éteindre dans le silence. A laisser les choses aller, le scandale menace d'emporter tout. Il faut avant tout agir vite et agir *ailleurs*.

L'attention est concentrée sur l'Allemagne : c'est de l'Allemagne que doit venir la diversion, en même temps la menace. Payer d'audace, *bluffer*, a été sa politique de toujours. A poursuivre cette fois encore la même politique, l'ambassadeur évitera peut-être, s'il réussit, le mortifiant rappel, voire la guerre et il pourra juger, mesurer la force de résistance de l'opinion américaine et jusqu'où le gouvernement des États-Unis est prêt à tenir le coup. Il faut, pour bien conduire le *bluff*, de l'assurance, du coup d'œil, une grande habitude de la feinte, un tempérament sportif, surtout de l'audace et, — plus encore, — le mépris de toute considération d'humanité. Dès qu'il a fait accepter le jeu et l'enjeu à Berlin, il fait son affaire du reste. C'est dans la première surexcitation de la partie déjà engagée qu'il a pu se laisser aller à écrire le fameux billet que l'on sait.

Il faut se rappeler la physionomie de Paris à la veille de la

déclaration de guerre, pour avoir idée de l'aspect que présente Washington le 29 août 1916 et les jours qui suivent.

Les journaux, dont les éditions se succèdent, sont pleins des nouvelles du coulage. Les quelques détails, que donnent les premières dépêches, venues d'Angleterre, sont commentés à l'infini. On compte le nombre des vies perdues. On s'indigne que les Américains soient parmi les manquants. On rappelle les textes, les phrases les plus décisives des notes présidentielles qui ont précédé. On fait valoir les chances minimes qu'elles laissent pour un arrangement pacifique et celles très fortes qui sont pour la guerre. Les commentaires sont partout au pire. Dans les bureaux du *State Department*, dans les squares, dans les rues, les figures sont assombries : les expressions des visages sont crispées. Un souffle d'angoisse semble avoir passé sur la capitale et qui va, du jour au lendemain, s'étendre à tout le pays.

De l'ambassadeur d'Allemagne pas une explication, aucun signe de vie. A l'ambassade même, le personnel a pour consigne de tout ignorer. Aux innombrables reporters, accourus dès la première heure, la même réponse est faite : « Son Excellence n'est pas là... Son Excellence voyage... On ne sait actuellement où est Son Excellence... On ne peut dire, on ignore quand Son Excellence sera de retour... »

Le 21 août la situation est regardée partout comme exceptionnellement grave. Une seule circonstance, au dire des plus hautes autorités, pourrait encore la sauver. Il faudrait qu'il fût prouvé que l'*Arabic* n'a pas été torpillé sans avertissement. Cette circonstance, pourtant, paraît, aux premières nouvelles, devoir être écartée. La presse de son côté rappelle que le Président, dans sa dernière note, n'a pas seulement envisagé l'éventualité de rupture avec l'Allemagne en cas de pertes de vies américaines, mais a nettement stipulé que le simple fait « d'exposer les vies des non-combattants » serait considéré par lui comme *a deliberately unfriendly act*. Tous les premiers détails semblent montrer que c'est actuellement le cas. A la bourse de New-York, de lourdes ventes s'opèrent : le pessimisme est général.

Le 22 août, les détails du coulage, qui commencent à être connus, diminuent l'espoir que l'*Arabic* ait reçu avertissement avant le torpillage. La révolte dans la majorité de la presse et une grande partie du public s'accroît.

Cependant un autre courant d'opinion commence maintenant à se manifester. L'Ouest et le Moyen-Ouest ne veulent pas de la guerre et le font bien paraître. Partout les pacifistes s'inquiètent. Si on ne le crie pas encore, on murmure déjà que le Président est trop obstiné et le gouvernement trop intransigeant. La presse Hearst se fait l'écho de cette inquiétude; elle l'encourage, elle l'accroît, elle adjure les citoyens américains d'apercevoir les conséquences des paroles et des actes, de se méfier du *jingoïsme* et des glapissements des *jingoes*, surtout de se garder d'une trop grande hâte.

L'opinion moyenne, c'est-à-dire la majorité de l'opinion américaine, qui a été travaillée, depuis des mois, par la propagande du cinématographe, avec des *films* à colossal spectacle tels que *The Fall of a Nation*, ou bien, au théâtre, avec des pièces comme *Under Fire*, et autres œuvres qui montrent, détaillent, exagèrent, si possible, la barbarie honteuse, les tortures atroces de la guerre, sans jamais en présenter la contrepartie idéale, c'est-à-dire la nation luttant pour son existence et pour la conservation des principes qui font l'honneur de l'humanité, l'opinion américaine est maintenant hésitante. La réalité de la guerre qui, jusque-là, est restée, pour elle, lointaine et comme étrangère, se fait tout à coup présente, pressante, disons le mot, menaçante. Certes, il serait beau que l'Allemagne s'excusât, démentit le coulage, qu'elle s'inclinât enfin devant la volonté très nettement, trop nettement exprimée par le Président. Mais, « pour Dieu, restons en dehors des horreurs de la guerre! »

C'est ce double sentiment que l'ancien et toujours populaire secrétaire d'État, M. W. J. Bryan, précise le jour suivant, 23 août, et auquel il donne l'apparence de la pondération, de la raison, en lui prêtant l'appui de sa grande renommée et l'autorité de sa voix.

Cependant, à l'ambassade d'Allemagne, toujours même silence. L'émotion du pays, et dans les deux sens, est maintenant au comble. L'horizon politique et le diplomatique n'ont jamais été plus sombres. Enfin, le 24 août, le département d'État reçoit le télégramme de l'ambassadeur allemand qui, *parlant au nom de son gouvernement*, déclare qu'« aucune information parvenue jusque-là concernant le coulage de l'*Arabic* n'a de valeur sérieuse, » et exprime l'espoir que « le

gouvernement des États-Unis s'abstiendra de toute démarche décisive aussi longtemps qu'il ne connaîtra que les rapports venus d'un seul côté. » Il ajoute que, « au cas où des Américains auraient péri dans le coulage, ce serait naturellement contraire à l'intention du gouvernement allemand qui regretterait profondément le fait. » Ce télégramme gagne du temps et produit une détente. Plus tard seulement on saura que tout entier de la main et de la décision de l'ambassadeur, loin d'avoir été inspiré par Berlin, il va précisément contre la conduite qui vient d'y être adoptée : il sera donc accueilli, dès qu'il parviendra à Berlin, avec la plus franche mauvaise humeur. Qu'il n'y ait point toujours parfait accord entre les bureaux de la métropole et les titulaires des postes officiels et que ceux-ci agissent parfois ou souvent contre les intentions de ceux-là, ces choses-là, dans toutes les diplomaties du monde, se sont vues et se voient.

Durant les jours qui suivent, et en dépit des télégrammes de plus en plus courroucés, puis comminatoires, qu'il reçoit de son gouvernement, l'ambassadeur observe la même ligne de conduite. Il prodigue les promesses calmantes; il multiplie dans la presse, dans les conversations de club, les assurances d'arrangement, de conciliation, de bonne volonté allemande.

Brusquement son attitude change. A-t-il eu vent de la nouvelle attaque que l'Angleterre prépare contre l'Allemagne et compte-t-il s'en servir pour venir enfin à bout de l'opposition qu'il sent croître à Berlin? Toujours est-il que, l'opinion américaine à peine calmée, le voilà qui retourne tout à coup à sa villégiature de Cedarhurst. Il ne parle plus, il n'écrit plus, il se met lui-même en disgrâce, il prétend se faire oublier.

C'est de là qu'il assiste, sans en prendre la responsabilité, et sans doute non sans joie, au lancement intempestif et fort mal accueilli du premier ballon d'essai allemand en faveur d'un tribunal d'arbitrage qui déciderait des responsabilités et dommages dans l'affaire de la *Lusitania*. C'est là qu'il lit le non moins maladroit manifeste au Pape en faveur de la paix. Sans doute a-t-il, de longue date, averti son gouvernement de l'échec qui attendait l'un et l'autre. On assure qu'il est agréable en tout temps de voir les gens qu'on a prévenus se mettre dans l'embarras par leur faute. A cet agrément, le monde en général ne résiste

guère, et les diplomates moins que personne. Avoir connu l'ambassadeur d'Allemagne dans ses rapports avec son gouvernement, c'est être sûr qu'il eut, par deux fois, un contentement complet.

Enfin, le 9 septembre, éclôt en Angleterre, d'où il revient aussitôt et éclate à Washington, le scandale Dumba-Archibald. On apprend que les bagages d'un journaliste américain, James Archibald, connu comme agent des Empires centraux, ayant été examinés en Angleterre, toute sa correspondance fort compromettante a été saisie. De cette correspondance entre le Cabinet de Vienne et son ministre à Washington, il ressort que l'ambassadeur autrichien, le Dr Constantin Dumba, s'est employé personnellement et de toute son activité à fomentier des grèves dans les usines de munitions du Moyen-Ouest et à « arrêter, des mois durant sinon indéfiniment, le travail de l'industrie américaine et l'exportation aux Alliés. » A cette fin, avertissements et menaces ont été adressés par le Dr Dumba aux ouvriers natifs des provinces austro-hongroises, Bohême, Moldavie, Carniole, Galicie, Dalmatie, Croatie, Slavonie. S'ils continuaient à fournir par leur travail des munitions aux belligérants ennemis de l'Autriche, on les menace d'exil, de prison, de mort.

Dans cette conspiration se trouve encore impliqué l'attaché militaire allemand, le capitaine von Papen. L'ambassadeur d'Allemagne pourtant qui, naturellement, a tout imaginé, tout organisé, n'est point nommé.

Le lendemain, et quand l'opinion est de nouveau montée au plus haut contre l'Allemagne, Berlin, qui certes n'a pas prévu le tour que lui joue en ce moment l'Angleterre, Berlin, qui triomphait déjà du silence observé par la presse et par le public américains après le torpillage de l'*Hesperian* et qui voyait l'opinion américaine matée, ne peut plus ni corriger le ton ni arrêter la publication de sa réponse au sujet de l'*Arabic*, réponse qui a été remise, le 7, à l'ambassadeur Gerard. Dans cette réponse, avec une manifeste arrogance, l'Allemagne justifie le torpillage sans avertissement de l'*Arabic* par une soi-disant attaque, sinon de l'*Arabic* lui-même, du moins d'un autre navire anglais voisin, contre le sous-marin torpilleur. Elle ne présente aucune excuse, mais exprime légèrement quelques regrets pour les vies américaines perdues. Elle refuse toute indemnité, « même s'il y a eu erreur de la part du com-

mandant du sous-marin, » et, en cas de divergence de vues, elle propose une fois encore l'arbitrage à la Haye.

Il y a loin de cette déclaration aux précédentes et réconfortantes promesses de l'ambassadeur. L'horizon politique se retrouve brusquement aussi sombre, et la situation, — aggravée maintenant du scandale Dumba, — plus tendue encore qu'elle ne l'était au lendemain du coulage de l'*Arabic*. Les pacifistes ne soufflent plus mot. Au département d'État, on ne cache pas l'extrême désappointement qu'a causé le ton singulièrement cavalier de la note. Dans les cercles et les quelques salons qui se rouvrent, à Washington, on prédit le renvoi prochain de von Papen, et on envisage avec regret celui de l'ambassadeur autrichien, qui doit entraîner le départ de la charmante M^{me} Dumba. Bref, le pessimisme est partout. Et il est tel cette fois qu'à Berlin même on ne peut manquer de le voir. Le département d'État fait en effet savoir officieusement, par l'ambassadeur Gerard, son mécontentement à la Wilhelmstrasse et l'expression décisive qu'il est prêt à en donner.

En Allemagne, d'autre part, c'est le moment où les résultats de la déclaration de guerre italienne se font sentir sur l'opinion allemande plus fortement qu'on ne l'avait pensé. L'effet produit sur cette opinion par l'entrée en guerre d'un nouvel et aussi puissant ennemi de l'Allemagne que les États-Unis, ne pourra manquer d'être détestable. Sans doute reconnaît-on enfin, parmi les intransigeants du parti de la force, qu'on s'est trop avancé et qu'à laisser aller les choses plus loin, cette fois on perdra tout. Le temps de la réflexion fut court, mais il porta ses fruits. Deux jours seulement se sont écoulés, et le gouvernement de Berlin fait savoir qu'il a désormais transmis à son ambassadeur à Washington pleins pouvoirs pour agir suivant ses propres plans et au mieux de son inspiration. C'est, de la part de l'opposition et de la Wilhelmstrasse, la capitulation sans phrases et, pour l'ambassadeur, le succès complet. Il lui suffira désormais d'attendre, de guetter le moment d'intervenir.

Il laisse donc passer la nouvelle crise qui pourrait être soulevée par la publication des documents Archibald, où l'ambassadeur Dumba déclare le Président *self-willed* et où l'attaché militaire von Papen qualifie les Américains d'*idiotic yankees*. Le péril tourné, il reprend les choses en main et publie, le 5 octobre, la fameuse note qui provoque le coup

de théâtre, opère la détente, et permet à l'opinion américaine de croire qu'elle s'est enfin imposée à l'Allemagne. L'ambassadeur peut croire qu'il conduira désormais cette opinion au point exact où il voudra qu'elle soit.

L'ambassadeur d'Allemagne au secrétaire d'État.

AMBASSADE D'ALLEMAGNE

Washington, 5 octobre 1915.

Cher Monsieur le Secrétaire,

Poussé par le désir d'obtenir une solution satisfaisante au sujet de l'incident de l'*Arabic*, mon gouvernement m'a communiqué les instructions suivantes :

Les ordres donnés par S. M. l'Empereur aux commandants des sous-marins allemands, — et que je vous ai communiqués en de précédentes occasions, — ont été rendus tellement stricts que la répétition d'incidents analogues à l'affaire de l'*Arabic* n'a même plus besoin d'être envisagée.

Selon les rapports du commandant Schneider du sous-marin qui coula l'*Arabic*, et suivant son affidavit aussi bien que d'après ceux de ces hommes, le commandant Schneider était convaincu que l'*Arabic* avait l'intention de couler le sous-marin. D'autre part, le gouvernement impérial ne met nullement en doute la sincérité des affidavits délivrés par les officiers anglais de l'*Arabic*, suivant lesquelles l'*Arabic* n'avait pas intention de couler le sous-marin. L'attaque faite par le sous-marin eut donc lieu contre les ordres donnés au commandant. Le gouvernement regrette et désavoue cet acte et a donné des avertissements au commandant en ce sens.

Dans ces conditions, mon gouvernement est prêt à payer une indemnité pour les vies américaines qui, à son profond regret, ont été perdues sur l'*Arabic*. J'ai reçu autorisation de négocier avec vous quant au montant de l'indemnité.

Je reste, etc.

J. BERNSTORFF.

Dès la publication du document, c'est une explosion de satisfaction, des transports d'allégresse, qui s'expriment dans la presse et dans tout le public américain. Les journaux les plus graves de New-York, le *Times*, la *Tribune*, le *Sun*, le *World*, le *New York Herald*, portent des manchettes en capitales énormes, « L'Allemagne cède..., l'Allemagne s'humilie..., l'Allemagne accepte les conditions imposées par les États-

Unis, » et que reproduisent ou exagèrent les journaux locaux. C'est un air de succès, de triomphe qui paraît maintenant sur tous les visages, dans les rues, au club, dans les salons.

Et, en même temps qu'on se félicite que les États-Unis aient ainsi courbé la volonté de l'Allemagne, on se plaît à reconnaître la bonne volonté, le désir de conciliation de l'ambassadeur allemand. On rend hommage à son savoir-faire, à son tact, à sa délicatesse. C'est l'adversaire d'hier à qui, le duel terminé, on éprouve le besoin de serrer la main, dont on vante le courage, la loyauté, et dont on veut faire son ami...

On ne va pas jusqu'à proclamer ouvertement que c'est lui qui a sauvé la situation. Mais déjà les pacifistes en conviennent entre eux : et les renseignés, qui, dans les moments de crise, sont les trois quarts du public, le laissent entendre et le croient. L'ambassadeur apparaît désormais comme celui sur qui on pourra compter plus tard. Il est véritablement l'homme du jour et de demain.

BERNSTORFF ET LES COMLOTS ALLEMANDS

Durant toute la période qui s'étend d'octobre 1915 à fin mars 1916, l'ambassadeur, satisfait du rôle qu'on lui attribue et de la réputation de médiateur qu'il s'est acquise, — de la façon que nous venons de voir, — paraît décidé à jouer publiquement ce rôle et semble s'appliquer surtout à mériter cette réputation. Trois complots se découvrent presque simultanément. C'est d'abord celui des Allemands, Breiting, Fay, Scholz, Dresche et Kienzel, porteurs de plans et instructions pour détruire les vaisseaux transportant des munitions aux Alliés; puis c'est l'assassinat du banquier de Chicago ayant contrat pour leur fournir ces munitions : enfin, c'est le complot von Rintelen, agent financier d'Allemagne, qui fournit des subsides aux partisans de Huerta pour créer au Mexique un mouvement contre les États-Unis. L'ambassadeur déclare ignorer les premiers, s'indigne du second, dément officiellement le troisième. Lui-même et son action sont entièrement étrangers à ces faits : qui en douterait ? Dans la conversation, dans les interviews, pas un instant il ne paraît seulement soupçonner qu'on puisse le mettre en cause, peut-être le rendre responsable !...

C'est de même qu'il ignorera, un mois plus tard, l'affaire de

l'*Hamburg America Line*, qui, de l'aveu du directeur Buenz, recevait par câble des informations sur la position en mer des navires de guerre allemands et des instructions pour les ravitailler. Il ne sait qui a payé les 2 000 000 de dollars à l'*Hamburg America Line* pour prix de ses services et des ravitaillements. Il se peut que son attaché naval se soit occupé de l'affaire : lui-même n'en a rien connu. Si donc le rappel des capitaines Boy-Ed et Papen est demandé quelques jours plus tard par le gouvernement des États-Unis, l'ambassadeur verra certainement avec regret partir ses attachés ; mais il acceptera l'inévitable : il admettra qu'ils doivent supporter la responsabilité de s'être mis eux-mêmes dans un mauvais cas.

Il laisse passer, — ou il approuve quand il y a chance que ses paroles soient rapportées, — le message de rentrée du Président et la déclaration de guerre contre les fauteurs de complots qui s'y trouve.

C'est lui-même qui conte, en faisant mine de s'en égayer abondamment, la dernière aventure de son malheureux attaché naval Boy-Ed. On a trop peu ébruité l'histoire à l'époque : elle vaut qu'on la rappelle.

Le 16, le Président est averti par téléphone qu'un rapport demandé par lui a passé par le cabinet de l'attaché naval allemand avant de lui être remis. Le même jour, et très peu après que le Président a reçu le message, l'attaché naval allemand, le capitaine Boy-Ed, entre rouge de fureur dans son bureau de New-York, et faisant claquer la porte. Il prend aussitôt à partie l'un de ses secrétaires américain et lui reproche dans les termes les plus violents d'avoir dévoilé ses secrets au Président. Le secrétaire, très maître de soi, l'écoute froidement, et reconnaît immédiatement le fait. La fureur de Boy-Ed est alors au comble. Il étouffe d'abord ; il bredouille, il balbutie puis il lance des imprécations, il vaticine, il parle de cynisme, de trahison, de perfidie américaine, d'*idiotie yankees* ; il voit l'invasion de New-York par les armées impériales, il prophétise l'écrasement de l'Amérique et des Américains sous la botte de l'Allemagne ; il annonce bien d'autres choses encore. Bref, il ne se connaît plus. A bout de souffle enfin, sinon d'arguments, il se tait un moment. Le secrétaire profite de l'éclaircie pour rappeler qu'il possède bien d'autres secrets de l'attaché naval allemand et convenir qu'il est d'ailleurs tout prêt à les révéler. Après une

pause, durant laquelle on imagine les regards et l'essoufflement de l'attaché, le secrétaire promet qu'il retardera les révélations, mais il met à son retard la condition suivante : l'agent diplomatique de Sa Majesté Impériale voudra bien lui apprendre, ici même et tout de suite, comment, par quel intermédiaire il a eu connaissance de son message téléphonique au Président, et cela au moment précis où le Président prenait connaissance de ce message. Se pourrait-il en vérité que, contre tous les usages de la diplomatie, voire de la civilité, M. l'attaché eût des intelligences, des espions dans les services de l'État? Aurait-il donc violé d'aussi patente façon l'hospitalité qu'on lui accorde? En vérité, le fait serait trop grave. Le secrétaire se refuse à le croire.

Voyant qu'il s'est trop avancé sur un terrain pour lui peu solide, l'attaché se trouble d'abord; puis, et ainsi que font généralement les gens violents, il crie plus fort, il injurie, il menace, il prétend enfin, à coup de fureur et de bruit, se persuader à lui-même et au monde que les droits sont de son côté, les torts de l'autre. L'Américain, qui est bon athlète, ne se trouble ni des vociférations ni des gestes. Il prend son chapeau, sort, et va conter l'anecdote au journal officieux qui la publie dès le lendemain sans aucune restriction ni commentaire.

L'histoire fit, bien entendu, la joie de Washington. Elle aurait fait aussi celle de l'ambassadeur allemand. On assure que, contant lui-même la scène dans un salon ami, imitant l'accent, le bredouillement et la fureur de son déplorable attaché, il y fut d'un comique irrésistible.

Soit qu'il eût remarqué qu'un collaborateur de trop longue date est toujours un témoin gênant, soit que, connaissant bien le caractère allemand, il eût ses raisons de voir dans tous ceux qui l'entouraient des espions et des traîtres, soit qu'il y eût de tout cela dans les sentiments que tout le monde lui a prêtés, et qui concordent avec ceux qu'il faisait effort pour dissimuler au départ de tel ou tel de ses collaborateurs de la veille, il semble bien qu'il ait été surtout satisfait du rappel de ses deux complices. On ne voulut voir encore que satisfaction et joie chez lui lorsque les deux attachés, quelques semaines plus tard, le 29 décembre, quittèrent Washington pour Berlin. Et rien absolument ne marque qu'il y eût autre chose.

On a dit qu'il avait, le soir même du départ, parodié avec

une bouffonnerie pleine d'entrain l'attitude mélodramatique de son attaché naval. Il imita, assura-t-on, ainsi que lui seul savait faire, l'embarras de l'attaché qui, au moment de quitter New-York et tenant un papier en chaque main, l'un où il attaquait en termes violents l'attitude de la presse américaine, l'autre où il présentait avec feu sa propre défense, fut pris tout à coup de l'irrésistible envie de se moucher, dut mettre un des papiers dans sa poche tandis que l'autre, soudain lâché, s'envolait à la brise. L'accent, le bredouillement, le ton, l'air de courroux, tout y était. On prétendit que les personnes présentes rirent aux larmes, et que l'auteur de cette peu ordinaire « imitation » fit comme elles... Mais ce n'est qu'un *on-dit*.

* * *

Un peu plus tard surgit la question du blocus et des droits de l'Angleterre à maintenir les « Ordres en Conseil. » Il faut voir alors avec quelle apparente ingénuité, quel air de candide bonne foi l'ambassadeur allemand sait se servir des arguments mis en avant par l'Angleterre et les retourner contre elle pour justifier l'Allemagne de sa guerre sous-marine. Les « Ordres en Conseil » sont, d'après les vues anglaises, mesures d'expédient et mesures de représailles? Mais qu'est donc la guerre sous-marine si violemment reprochée par les États-Unis à l'Allemagne, sinon une mesure de représailles, un expédient pour protester contre l'affamement systématique par l'Angleterre des femmes et des enfants allemands? L'ambassadeur se sent là sur un terrain solide. Il connaît la passion des Américains pour le droit et leur révolte contre la violation de la loi internationale. Il sait aussi leur esprit de justice, leur impartialité. En s'efforçant donc d'établir une analogie entre la conduite de l'Angleterre dans sa guerre économique et celle de l'Allemagne dans sa guerre maritime, il sait fort bien que, s'il ne fait pas disparaître la prévention que les États-Unis ont à l'égard de l'Allemagne à cause de la guerre sous-marine, du moins enveloppera-t-il l'Angleterre dans cette même prévention. Il poussera l'argument plus loin encore. On reproche à l'Allemagne l'invasion de la Belgique par la raison de « nécessité » de guerre. Mais que font donc les Alliés en Grèce et quelle raison, sinon quel droit, ont-ils d'y être, autre que cette nécessité? On dénonce l'inhumanité des représailles de la

guerre sous-marine allemande? Mais en quoi les représailles des « Ordres en Conseil » anglais sont-ils moins inhumaines?

Ainsi la propagande insidieuse de l'ambassadeur allemand se glisse partout. Et plus elle est perfide, plus elle affecte le ton, l'attitude de la justice, de la droiture, du bon sens, de la loyauté. C'est après un travail de cette propagande qui dure pendant tout le mois de janvier et une partie de février, lorsque l'ambassadeur croit avoir enfin ébranlé le crédit dont paraît jouir l'Angleterre auprès du Président, qu'il lance le memorandum de *la Lusitania* et la nouvelle que le gouvernement allemand a décidé de traiter désormais les vaisseaux marchands, armés pour leur défense, comme des croiseurs ennemis. La manœuvre est caractéristique de la manière de Bernstorff. Ainsi, tandis qu'il annonce d'une part que l'affaire de *la Lusitania* va enfin être arrangée, le nouveau memorandum déclare d'autre part que l'Allemagne est décidée à poursuivre sur une plus grande échelle les pratiques mêmes pour lesquelles le Président a demandé désaveu, excuses et promesses de réformes. Que les Alliés consentent, sur la suggestion de l'Allemagne, à enlever de leurs navires marchands les canons de protection, il n'y a certes pas à le supposer. Pour les États-Unis le dilemme se pose donc ainsi : ou bien ils devront accepter la thèse allemande et adopter une attitude nettement hostile aux Alliés, ou bien ils s'exposeront à une nouvelle et plus dangereuse controverse, toute semblable à celle de *la Lusitania*, avec l'Allemagne. D'un coup, et par ce memorandum, l'ambassadeur annule la « victoire » des États-Unis dans l'affaire de *la Lusitania* : il opère un chantage sur le département d'État pour le forcer à insister, sous menace de conflit avec les Empires centraux, auprès des Alliés et obtenir d'eux une mesure qu'ils ne peuvent accorder. Bref, il brouille les cartes une fois de plus au mieux, pense-t-il, de ses intérêts et de ceux de l'Allemagne.

Cependant, cette fois encore, la seule éventualité qu'il n'a pas prévue est précisément celle qui se produit. Cette éventualité est la fermeté du gouvernement des États-Unis et de leur Président. Le premier, pris à l'improviste, semble d'abord hésiter. Mais il se ressaisit aussitôt. Et, dans une lettre, admirable de fermeté, il déclare que « l'honneur et le respect de soi-même de la nation sont en jeu. » La question de *la Lusitania* reste ouverte et sans solution. Quant à la préten-

tion de l'Allemagne à considérer et traiter les vaisseaux marchands armés pour leur défense comme des croiseurs ennemis, elle est légalement inadmissible et ne sera pas admise par les États-Unis.

Les journaux ont dit à l'époque, qu'à la lecture de cette réponse l'ambassadeur était entré dans une violente colère. Ceux pourtant qui l'avaient déjà vu à l'œuvre ont pensé qu'il avait considéré, tout de suite et seulement, comment il allait faire tourner la partie et par quel nouveau coup il pourrait mettre l'adversaire en défaut. C'était mieux le connaître.

Il cherche, comme toujours et d'abord, à détourner l'attention publique. Il crée des embarras au gouvernement et au Président. Au Congrès et par l'intermédiaire des fameuses organisations dont la découverte fera scandale plus tard, les sénateurs et représentants germanophiles et pacifistes sont pressentis, pressés d'agir. On leur demande de multiplier les discours, de mettre le Congrès en garde contre les actions trop précipitées, de l'incliner à accepter la solution allemande, et de réclamer enfin le désarmement des vaisseaux marchands. D'autre part, et comme par enchantement, des troubles se produisent sur la frontière mexicaine. Une expédition contre Villa est décidée à Washington. Le bandit est supposé avoir franchi la frontière, s'être réfugié avec ses partisans au Texas. De son côté, Carranza parle de déclarer la guerre, si les États-Unis lui refusent l'autorisation de poursuivre en territoire américain les Mexicains révoltés. Les troupes mexicaines se montrent partout agressives contre la population et les troupes des États-Unis.

C'est un hasard, une lettre de Vera-Cruz, qui apprend, — ce dont on se doutait fort, — que des agents allemands sont derrière l'un et l'autre des deux partis mexicains et qu'impartialement, mais de leur mieux, ils les excitent l'un contre l'autre, en même temps qu'ils attisent les haines de chacun contre les Américains du Nord. La guerre avec le Mexique est dès lors envisagée : elle paraît probable.

On sait avec quelle habileté le Président Wilson déjoua encore le coup, comment d'une part il obtint du Congrès, à une forte majorité, un vote de confiance approuvant sa politique « pour la souveraineté des États-Unis ; » comment d'autre part et en ordonnant l'envoi de 5000 réguliers sous les ordres du

général Funston, il intimida les Mexicains, au moins pour un temps.

C'est alors que se produit le torpillage du *Sussex*.

Que ce torpillage ait été prémédité, décidé froidement par l'Allemagne contre l'avis de son ambassadeur pour « voir jusqu'où les États-Unis iraient, » il n'est plus guère maintenant permis d'en douter.

L'ambassadeur est à New-York quand la nouvelle éclate. Il rejoint aussitôt Washington. Interrogé sur l'événement et ses causes par ses amis les journalistes, il déclare d'abord sur le ton de bonhomie et de spontanéité qu'il prend toujours avec eux : « Je n'y puis rien. Mais comment d'ailleurs blâmer l'Allemagne parce que le *Sussex* a touché une mine anglaise ? » Son jeu, à l'heure critique, est celui de toujours : mettre d'abord l'opinion sur une fausse piste, innocenter l'Allemagne, désigner en même temps l'Angleterre comme la seule responsable ; donner en un mot aux passions le temps d'hésiter et de se calmer, ouvrir le champ libre aux hypothèses contraires, diviser s'il se peut les parties en deux camps et les exciter l'un contre l'autre.

Une fois encore et ayant prévu, ou connu, l'erreur, le *blunder* que son gouvernement va commettre, il se retire, se tait. En attendant que les choses soient au pire et que son gouvernement le prie enfin de prendre tout en mains et d'agir à sa seule guise, il se désintéresse du jeu, s'occupe ailleurs. Il *s'amuse* à mettre sur pied le fameux complot pour faire sauter au Canada le canal de Welland. Il approuve, dirige, au moins de ses conseils, une conspiration qui doit approvisionner de bombes destinées à les faire sauter en mer, les vaisseaux qui quittent le port de New-York avec une cargaison destinée aux Alliés. A bord du *Friedrich der Grosse*, détenu, et gardé sous séquestre dans le port, il fait installer, pour occuper les hommes, outre une station de T. S. F. d'un nouveau modèle, une véritable usine de bombes incendiaires et autres.

Il laisse ainsi passer, sans en ressentir aucune crainte, la première note du gouvernement allemand, qui produit à Washington le plus détestable effet. Il ne s'inquiète que lorsque sont saisis à New-York chez son homme de paille et agent, von Igel, les papiers et documents qu'il y a fait cacher. Sachant bien que si les papiers sont publiés, il y va cette fois pour lui

du rappel, pour son pays de la guerre, il essaie tour à tour pour les reprendre de la violence, puis du chantage. Le département d'État, pourtant, qui n'est pas dupe du jeu, lui fait alors l'offre ironique de lui restituer tous les papiers saisis, à la seule, mais formelle condition qu'il les reconnaitra comme appartenant à l'ambassade. S'il les reconnait, c'est donc la signature donnée par lui aux complots qu'ils révèlent. S'il ne les reconnait pas, c'est la publication, c'est-à-dire le scandale et le rappel.

Il se garde de paraître avoir perçu l'ironie. Mais il redouble d'instances pour reprendre les papiers. Sans doute le département d'État a-t-il entre temps aussi reconnu que la publication des papiers signifierait la guerre, et ne s'y trouve-t-il pas suffisamment préparé : il accorde un compromis. Il gardera les papiers, mais il ne les publiera qu'à son heure.

Lorsque enfin paraît, le jour anniversaire du torpillage de *la Lusitania*, la note attendue, le désappointement dans toutes les sphères officielles et l'impression parmi le public sont tels que la partie cette fois paraît perdue. Cependant l'ambassadeur se garde bien de le croire. D'abord, et une fois de plus, il tente de détourner et de fausser le courant de l'opinion. Il fait répandre dans la presse que le Président s'est montré satisfait de la note et que la rupture est maintenant évitée, alors qu'il sait pertinemment que c'est tout le contraire. A ses amis les journalistes il déclare imperturbablement que le Président est tout prêt à accepter la juste proposition allemande, et que l'Allemagne de son côté est très disposée à refréner la guerre sous-marine à la seule condition que l'Angleterre abolira le blocus. Au club, dans les salons, il annonce qu'un armistice sera infailliblement conclu au cours du prochain été, « les belligérants étant épuisés par la guerre. » Et au cours de cet armistice les conférences commenceront pour la paix. Partout, et dans le même moment que le Vatican, par l'intermédiaire de Mgr Bonzano, assure que l'Allemagne ne demande que la paix, lui, de son côté, ne parle que de paix. La réserve à laquelle il se heurte, pas plus que les sévères condamnations des complices de von Igel, ne l'arrête ni ne le décourage. Lorsque paraissent la réponse catégorique et l'ultimatum du Président qui n'accepte aucune condition et qui déclare la responsabilité de l'Allemagne « simple, non jointe, absolue et non relative, » il garde encore ou il renforce sa confiance. A ce moment en effet et tout comme

lors de l'*Arabic*, il a reçu de son gouvernement les assurances et l'autorité qu'il demandait. L'acceptation implicite et sans clameur, sinon sans rancœur, de l'ultimatum de l'Amérique par l'Allemagne est, pour l'ambassadeur, une autre et plus brillante « victoire diplomatique, » qui, si elle frustre l'Allemagne et l'orgueil allemand, donne pleine satisfaction à sa vanité autant qu'à ses projets.

PENDANT LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE

L'affaire du *Sussex*, terminée tant bien que mal, toute l'activité de l'ambassadeur allemand se reporte maintenant sur la campagne présidentielle qui vient de s'ouvrir. Cette activité, bien entendu, reste occulte; il serait vain d'en chercher les effets ici plutôt que là: elle se manifeste partout.

C'est alors une sorte de duel obscur, sans merci, et dans la manière particulièrement chère à l'ambassadeur, entre le Président des États-Unis et le représentant du Gouvernement Impérial. Le second a compris, bien avant ses compatriotes, l'amplitude et la sûreté du jugement, la ténacité de volonté du Président, et enfin ses rares qualités d'homme d'État. Il est assuré qu'à le renverser, il sert la cause allemande mieux que ne le pourrait faire la plus importante victoire sur le champ de bataille. Il n'ignore pas qu'il sert autant ou davantage ses intérêts propres et quelle renommée sera la sienne s'il réussit. Il y met désormais son point d'honneur et tout son effort.

Il serait certes intéressant et il ne serait pas inutile de suivre pas à pas les marches et contre-marches, les avances et les reculs, les attaques et les contre-attaques qui n'ont cessé de marquer, au cours de cette campagne, le jeu sans cesse surveillé et singulièrement serré du Président des États-Unis et de l'ambassadeur allemand. Autant M. Wilson déploiera d'énergie et de sûreté de vues, autant le second lui opposera d'astuce et d'inlassable perfidie.

L'ambassadeur ne cesse pas de tenir en mains toutes les forces, afin de faire donner les réserves au moment où l'adversaire, ou lui paraît mal engagé, ou faiblit. Soit qu'il offre son appui et le vote allemand au parti républicain qui se refuse et le rebute; soit qu'il paraisse appuyer le Président qui fait sa campagne sur le *ticket* pacifiste, et qu'en fait il essaye de lui

susciter des embarras à propos du conflit mexicain, afin de le mieux discréditer aux yeux des pacifistes militants; soit qu'il exploite ou plutôt qu'il fasse exploiter par les journaux et les cinématographes, la venue de l'*U. 53* dans les eaux américaines, pour faire bien connaître au peuple américain la puissance, l'*efficiency* de l'Allemagne jusque par delà l'océan et l'implacabilité de la guerre; soit encore que l'inopportune, sinon maladroite liste noire des Alliés lui permette de se révolter, au nom de l'honneur américain, contre le nouvel empiétement de l'Angleterre sur les droits américains; soit qu'il s'acharne à susciter des conflits du travail, une grève des chemins de fer; soit enfin qu'il exerce son intrusion dans d'autres domaines encore, — il ne cesse d'être aux aguets, et de chercher à nuire aux intérêts du Président.

Quand, en dépit d'une intense, infatigable et très habile propagande, le Président aura été réélu, alors l'attitude de l'ambassadeur changera. Une nouvelle volte-face s'accomplira. Il oubliera le mal qu'il aura tenté de faire. Il essaiera maintenant de se faire bien venir. Il multipliera les avances. Il répètera, fera redire qu'il y a eu seulement malentendu, que le Président a mal interprété ses intentions. Son gouvernement n'a-t-il pas donné preuves sur preuves de ses désirs pacifiques? L'Allemagne veut la paix, tout de même que le Président veut la paix. Pourquoi, dès lors, ne pas essayer de s'entr'aider? Pourquoi ne pas coordonner ses efforts en vue d'atteindre plus sûrement au but commun? Cette paix, l'humanité tout entière la désire, l'appelle de tous ses vœux. Pourquoi tous les hommes de bonne volonté ne tenteraient-ils pas de guérir, suivant l'expression si juste du Président, « la folie du monde? » L'Allemagne puissante, victorieuse sur tous les champs de bataille, le Président des États-Unis, puissant de toute l'immense force économique des États-Unis, n'ont-ils pas reçu la mission divine de ramener la paix, c'est-à-dire le bonheur, la prospérité parmi les hommes souffrants et égarés?...

On a dit, et certains ont écrit, que le Président n'avait pas été insensible à la nouvelle politique allemande et qu'il avait incliné à croire à sa sincérité. Ce n'est guère probable. Une autre et toute contraire hypothèse paraît être la vraie. Pour le mettre en garde contre la sincérité des avances allemandes, et même s'il n'avait possédé déjà les révélations des documents

du *World* et les papiers von Igel, le Président aurait eu les informations reçues d'Allemagne et de l'ambassadeur des États-Unis à Berlin.

Or, de ces informations il ressortait fort clairement que l'Allemagne n'était rien moins que disposée à tenir les engagements pris par elle lors de l'affaire du *Sussex*. Les rapports de l'attaché naval, Commodore Ghérardi, venaient de faire connaître en effet que l'Allemagne faisait pousser la construction de soixante-dix à quatre-vingts sous-marins d'un type nouveau, tout particulièrement grand et puissant. D'autre part, dans les milieux informés allemands on ne faisait point du tout mystère que la guerre sous-marine allait être reprise. On allait jusqu'à s'en réjouir ouvertement.

Enfin, et en dépit des demandes réitérées du département d'État, aucune réponse ne pouvait être obtenue ni de l'ambassadeur Bernstorff, ni de la Wilhelmstrasse, au sujet de la punition qui avait été réclamée et qui devait être infligée au commandant du sous-marin qui avait coulé. Une information officieuse avait fait connaître au contraire que l'officier, qui portait déjà la croix de fer, avait reçu, depuis le coulage, à cause du coulage, « l'ordre pour le mérite, » la plus haute distinction que pouvait accorder le Kaiser.

LES SIGNES PRÉCURSEURS DE LA RUPTURE

Dès les premiers jours de décembre, il devenait évident pour le Président et pour la majorité du Cabinet américain qu'il serait impossible de ne pas suivre la ligne de conduite prévue par la note de mai et de ne point en arriver finalement à la rupture des relations avec l'Allemagne.

La crise devint si aiguë, vers le 8 décembre, que le Président envisagea l'envoi d'un manifeste demandant aux belligérants de stipuler leurs buts de guerre, afin de porter les informations reçues à la connaissance de tous les États-Unis. Le manifeste, dans la pensée du Président, devait être un avertissement au peuple américain et au monde que les États-Unis, se voyant en péril d'être entraînés dans la guerre, désiraient connaître les buts des belligérants pour fixer ensuite le sens de leur propre action.

L'ambassadeur, dès qu'il eut connaissance de ce projet,

avait compris aussitôt que la situation devenait grave pour l'Allemagne et il en avait averti son gouvernement. Celui-ci, pour affermir l'opinion allemande, avait décidé de faire présenter par le Vatican de nouvelles propositions de paix, non qu'il espérât le moins du monde qu'elles seraient acceptées, mais pour que leur refus escompté et prévu lui permit de calmer la population civile, de montrer que ce refus des Alliés d'entrer en négociations ne laissait à l'Allemagne d'autre alternative que de continuer la guerre.

En outre, on comptait créer ainsi aux États-Unis un revirement en faveur de l'Allemagne, de telle sorte que l'opinion publique ne soutint plus ou désapprouvât ouvertement le Président, s'il tentait de maintenir la ligne de conduite précédemment annoncée.

Le rapport secret du comte Bernstorff sur la situation créée par les torpillages du *Marina*, puis de l'*Arabic* avec pertes de vies américaines, précipita l'action du gouvernement. L'offre de paix faite par l'Allemagne, à l'instigation de son ambassadeur, surgit comme une barrière efficace contre toute action qui aurait pu décider les États-Unis.

C'est alors que le Président envoya le fameux message dont la déclaration du secrétaire Lansing sur les États-Unis « au bord de la guerre » donna la plus rigoureuse explication. Le Président qui avait suivi de près et sans cesse déjoué la manœuvre allemande était donc fort éloigné de faire confiance à l'ambassadeur allemand. S'il avait cru bon d'avertir, par son retentissant message, le peuple américain que la guerre pouvait être prochaine et, malgré lui et eux, être imposée aux États-Unis, il est bien probable qu'il avait déjà compris, à part lui, à quel point cette guerre était devenue inévitable. Cependant il eût été infidèle à la ligne de conduite qu'il s'était tracée, s'il n'avait tenté, par tous les moyens et jusqu'au bout, de retarder encore ou d'éviter cette guerre. Sans doute fut-ce la raison qui le fit entrer en conversation avec l'ambassadeur. Il le fit avec cette maîtrise de soi qu'il avait déjà fait paraître en de si nombreuses occasions. Il écouta assurément, il parut accepter les propositions de l'ambassadeur. Il remercia des flatteries. Il se garda de rien promettre, et pour cause.

De ces entretiens, peu nombreux, qui eurent lieu sans doute à la Maison Blanche, un Saint-Simon pourrait donner un

compte rendu qui dépasserait en finesse, en humour, les meilleures scènes de la plus haute comédie. On a assuré qu'on avait vu, après l'un d'eux, le comte Bernstorff sortir en se frottant les mains. Personne n'a vu, mais on imagine de reste, le sourire « bien petit » qui s'allumait au même moment dans les yeux du Président.

Nous voici arrivés au mois de janvier 1917. Les coups, dans la finale bataille diplomatique, se font plus rapides en même temps que plus sournois. Chaque jour apporte un fait nouveau, une nouvelle preuve de l'activité de l'ambassadeur allemand et de l'intensité de la propagande de l'Allemagne aux États-Unis. Aussi, la double politique de promesses et de menaces suivie depuis longtemps déjà, la politique « de la tartine de miel et de la massue » s'accuse maintenant à des intervalles plus rapprochés et presque simultanés. Il faut que le peuple américain se prononce entre deux alternatives. Ou bien le peuple américain doit se faire complice du désir qu'a maintenant l'Allemagne d'entraîner les belligérants à une paix prématurée et par laquelle elle pourra affirmer son rêve ambitieux de *Mittel Europa*. Ou bien le même peuple américain qui a dit, répété, prononcé qu'il avait horreur de la guerre, doit être prêt à accepter toutes les horreurs d'une guerre avec la puissante et terrible Allemagne.

Quelle fut la part de l'ambassadeur dans la démarche finale de l'Allemagne? Mit-il, comme on l'a dit, tout son effort à s'opposer à cette démarche? Ou bien, sachant depuis longtemps l'obstination routinière de la Wilhelmstrasse, et sûr de la vanité de son effort, ne fit-il opposition que dans la mesure où il pourrait plus tard se glorifier de cette opposition pour rejeter blâme et responsabilité sur les bureaux prévenus par lui et qui avaient passé outre? L'une et l'autre conjonctures sont vraisemblables. La seconde, pour qui a connu le tour d'esprit de l'ambassadeur, retient davantage.

Le fameux télégramme du 22 janvier nous inclinerait à croire que le comte Bernstorff n'avait pas perdu alors tout espoir de garder encore l'Allemagne en paix avec les États-Unis... Du reste, il peut tout aussi bien prouver que les bureaux de la Wilhelmstrasse avaient seulement négligé de prévenir leur ambassadeur de leurs derniers projets.

Quoi qu'il en fût alors, on sait comment le gouvernement

allemand répondit, neuf jours plus tard, au télégramme de son ambassadeur, par la déclaration d'une zone de guerre interdite aux vaisseaux neutres et l'annonce d'une reprise de la guerre sous-marine sans merci. Les événements dès lors se précipitèrent. La nouvelle de l'ultimatum fut connue à Washington le 31 janvier au soir. Le samedi 4 février, à 2 heures de l'après-midi, le Président exposait devant le Congrès les raisons qui l'avaient décidé à faire remettre ses passeports à l'ambassadeur d'Allemagne.

La partie est désormais définitivement perdue pour le comte Bernstorff. Quelle est alors son attitude ?

Quand l'assistant solicitor au Département d'État, M. Woolsey, remit au comte Bernstorff ses passeports, celui-ci avait été averti, depuis une heure déjà, par trois reporters accourus en hâte, de la décision du Président. Il a eu le temps de se composer un visage quand il reçoit l'envoyé et le message de la Maison Blanche. Après l'avoir reconduit, il voit les trois reporters qui sont restés dans le hall guettant sa première impression. Il les fait entrer d'abord dans son cabinet. Il leur offre, suivant sa coutume, cigares et liqueurs. Il rit, il plaisante avec eux. Il affiche une crainte comique de toutes les visites qu'il lui faudra faire, de toutes les questions qu'on lui posera, et auxquelles il lui faudra répondre. Il redoute les journalistes surtout et ce qu'on lui fera dire. Il prend conseil de ceux qui sont là pour formuler avec eux une déclaration générale, qu'il a préparée la veille, mais dont il leur attribue la rédaction : « Je ne suis aucunement étonné et mon gouvernement n'aura aucun étonnement. On savait à Berlin ce qui ne pouvait manquer de suivre la décision qui a été prise. Mon rôle a été seulement d'obéir aux instructions que j'avais reçues de mon gouvernement. »

De tout ceci naturellement, pas un mot n'est vrai. Mais c'est là considération secondaire ! L'important est de le donner à croire.

Cependant l'ambassadeur perçoit, dans la note officieuse que l'*International News Agency* transmet d'Allemagne, le regret de l'action commise, le désappointement et l'hésitation de son gouvernement. Il ne serait pas l'homme que nous avons connu, s'il ne s'en réjouissait d'abord *in petto* et s'il n'y trouvait dans ses ennuis actuels un grand réconfort. C'est le premier mouvement. Le second le pousse à tenter de pallier les conséquences

de l'erreur, de la gaffe commise. Il s'y prend à sa manière.

Le 6 février, il lui paraît bon d'envoyer, par l'intermédiaire et les bons offices de son ami, l'ancien secrétaire W. J. Bryan, une sorte de dernière leçon à son gouvernement. Du poste de T. S. F. de Sayville, il lui dicte les instructions qu'il doit suivre s'il veut encore faire un dernier effort pour éviter la guerre. Il ne s'en tient pas là. Il veut lui forcer la main. Deux jours avant son départ, le 12 février, il joue au ministre de Suisse, à l'excellent et malheureux Dr Paul Ritter, un dernier pire tour diplomatique qui a fait la joie de Washington, un peu celle de Berlin, et a coûté à l'infortuné ministre son poste et sa carrière.

Les choses se passèrent ainsi :

Le 12 février, au matin, le ministre de Suisse, diplomate de second plan, au caractère généralement effacé, parlant peu et non point par modestie, mais plutôt à cause de la lenteur de sa repartie et par défaut de brillant, fut aperçu, au Département d'État, l'œil singulièrement vif, le geste important, bombant la poitrine, le visage épanoui, l'air conquérant et fringant. Qui avait opéré ce changement ? On avait remarqué que M. le Ministre avait commencé de changer d'air et de prendre un ton d'autorité aussitôt après une entrevue que le comte Bernstorff avait eue avec lui et quand l'ambassadeur lui avait demandé de se charger, après son départ, des affaires de l'Allemagne. Cependant jamais le sentiment de son importance n'avait éclaté de façon aussi évidente, aussi radieuse encore que ce matin-là. On sut un peu plus tard d'où cette conscience de sa propre grandeur lui était venue et qu'il s'était présenté « au nom de Sa Majesté Impériale. » Il avait tout de suite pris le ton de mystère et de dignité un peu hautaine, qui, selon lui, devait donner plus de portée à ses paroles et il avait annoncé qu'il était chargé d'une importante proposition de la part du Kaiser. Il semblait très pressé de faire cette proposition, mais il devait avoir reçu des ordres très précis pour s'en taire encore, car, à son évident regret, il n'en dit pas plus ce matin-là.

Il attendit l'après-midi du même jour qui était un samedi et alors que les autorités étaient égaillées à la campagne et au golf. Suivant toujours ponctuellement les ordres reçus, il fit savoir aux journalistes accourus, et toujours se redressant, parlant bas, souriant par contrainte, comme il avait vu faire

à d'autres, que « l'Allemagne consentirait à négocier avec les États-Unis, formellement ou informellement, pourvu qu'aucun obstacle ne fût mis dorénavant au blocus commercial contre l'Angleterre. »

Dans l'esprit de l'honnête messenger, l'Allemagne, loyalement, proposait un arrangement, que les États-Unis devaient accepter, avec joie. Dans l'esprit de celui qui l'envoyait il n'en allait pas du tout ainsi, et tout au contraire. L'ambassadeur voulait lancer d'abord et à tout hasard un nouveau ballon d'essai vers une solution pacifique du différend actuel avec les États-Unis : mais bien plutôt encore, car cet espoir d'arrangement semblait maintenant bien évanoui, il prétendait donner avec cette proposition de plus forts arguments aux pacifistes qui étaient alors très puissants et qui pouvaient le devenir davantage. Si les choses n'allaient pas pourtant au gré de ses désirs, il serait toujours temps pour l'Allemagne de désavouer le bienévolé messenger et son intempestif message. C'est ce qui eut lieu.

Le Président, qui avait vu au premier instant d'où venait le coup et qui l'on voulait atteindre, n'attendit même pas douze heures pour répondre à l'attaque. Il déclara que les États-Unis auraient plaisir à discuter toute question avec l'Allemagne, à la seule, mais primordiale condition que l'Allemagne annulât son memorandum du 31 janvier.

Le coup étant ainsi paré et le complot déjoué, Berlin désavoua immédiatement et fort brutalement, ma foi, le messenger de son ambassadeur. L'infortuné Ritter, qui n'avait encore rien compris et croyait seulement à un détestable malentendu, s'en fut aussitôt trouver l'ambassadeur qui ne pouvait manquer, selon lui, de tout remettre au point bien vite.

Cependant le comte Bernstorff le reçut au pied levé, parmi ses bagages, malles ouvertes, dans le fracas des caisses qu'on cloue, des ordres donnés à secrétaires, valets, et à tous. Il ne s'interrompit que pour serrer en hâte la main du visiteur. Et, tout aussitôt, il lui parla horaires de trains, accommodations à bord du *Frédéric VIII*, cabine et cuisine. Il plaisanta, rit, ne lui laissa pas placer un mot. Et, tout doucement, il le reconduisit, en lui frappant l'épaule, puis lui prenant le bras. Quand on fut à la porte, il lui serra la main à plusieurs reprises, et chaque fois avec une plus grande effusion. Il lui

souhaita enfin bon séjour, après qu'il lui eut dit et répété : « Au revoir. » Il voulut fermer lui-même la portière de l'auto. Et il ne rentra en courant que lorsqu'elle fut partie. On assure que, lorsque cette auto s'arrêta, quelques minutes plus tard, Hillyer Place, devant la légation de Suisse, le ministre était encore tellement ahuri, qu'il se passa plusieurs minutes avant qu'il se décidât à descendre.

Le 14 février, enfin, l'ambassadeur quitte les États-Unis, dans un grand concours de correspondants de journaux venus pour assister à son départ. Il leur laisse, comme une dernière et colossale ironie, la déclaration écrite suivante :

« Je n'ai jamais menti à aucun correspondant de journal depuis que je suis à Washington. Il m'est arrivé de ne pas tout vous dire, car, dans la position que j'occupais, cela m'était impossible ; mais tout ce que j'ai pu vous dire a toujours été vérité d'évangile. Je ne sais, quand je serai rentré en Allemagne, où j'irai. Cela dépend. J'irai d'abord à Berlin, puis, peut-être, chez moi, près de Munich. C'est tellement incertain ! Tout ce que je sais maintenant, je n'en puis rien dire. »

Il quitte enfin le pays dont il a reçu l'hospitalité, avec l'espoir d'y laisser tout un réseau d'intrigues si parfaitement organisées, qu'il pourra continuer à les diriger de Berlin comme s'il était à Washington. Nous savons assez comment c'est le contraire qui s'est produit et que, sous la pression des événements, l'Amérique a fait, elle aussi, admirablement « l'union sacrée » entrant chaque jour plus résolument dans la voie de la guerre. Il est arrivé au comte Bernstorff ce qui advient souvent à la catégorie de négociateurs à laquelle il appartient. Dans l'extraordinaire amalgame de combinaisons, d'intrigues et de fourberies, dont nous venons d'essayer de donner quelque idée, il avait tout arrangé et tout prévu, et enfin il avait tout considéré, sauf pourtant ce qu'il avait tout près de lui, devant lui et sous ses yeux : la droiture du peuple américain et l'irréductible amour du droit qui devait inspirer sa résolution à l'éminent homme d'État et au grand honnête homme qu'est le Président Wilson.

GEORGES LECHARTIER.

REVUE SCIENTIFIQUE

L'INDUSTRIE CHIMIQUE FRANÇAISE ET LA GUERRE

Au moment d'aborder ce sujet, dont dépend pourtant le sort de la France d'aujourd'hui, dont dépendra celui de la France de demain, notre pensée malgré nous s'envole passionnément vers ces coteaux de la Marne où les armées s'étreignent, où déferle la houle mouvante de la bataille. Mais nous voudrions qu'il nous fût permis d'appliquer à celle-ci le mot célèbre : « Pensons-y toujours, n'en parlons jamais. » César lui-même attendit que l'action fût terminée, avant de faire ses « Commentaires. » Il est des heures où l'acte inachevé est si solennel que le silence seul, le silence calme et confiant, est digne de sa majesté. Nous vivons de ces heures-là. Parlons donc d'autre chose...

Demain la France sortie avec honneur de cette glorieuse angoisse reprendra sa vie, sa vie où il y a tant d'âme, tant de souffle et de pensée généreusement répandue, qu'elle est comme la respiration de l'Univers, et que l'Univers ne pourrait pas plus s'en passer qu'un être vivant ne peut se passer de respirer.

Mais pour maintenir sa vie, son noble rôle idéaliste, il faudra que la France soit forte et riche, qu'elle profite des leçons si chèrement payées. Car, on l'a dit et répété, si elle fut sauvée depuis 1914, c'est grâce à un miracle d'improvisation. Ce qu'on n'a pas assez dit, c'est que cette improvisation, ce rétablissement prodigieux ont été surtout remarquables dans le domaine de l'industrie chimique. Je voudrais aujourd'hui montrer ce que les Français ont su créer là, aux semaines tragiques de la guerre commençante, dans un domaine où on avait si peu préparé l'indispensable ; je voudrais montrer aussi ce que la France de demain, la France de la paix peut et doit gagner si elle sait

maintenir et développer, dans les luttes pacifiques, les œuvres que l'agression criminelle a fait surgir de son sol, comme on voit en une nuit, dans les forêts tropicales, jaillir des plantes merveilleuses. Il suffira d'y mettre, comme nous allons voir, un peu de volonté, d'aimer et de défendre chez nous la liberté, aussi bien que nous aurons défendu celle du monde, et surtout la liberté de bien faire, et de courir sus bravement à certains sophismes stérilisants.

S'il fallait décider quel a été de tous les produits fabriqués, de tous les objets créés par l'industrie celui qui a été le plus nécessaire et le plus utile au pays depuis la guerre, celui sans lequel la défaite eût été rapide et inévitable, je répondrais sans hésiter, — et je vais démontrer pourquoi : — *l'acide sulfurique*.

C'est depuis longtemps une sorte d'axiome économique, que le signe, le coefficient, le facteur qui représente le mieux la prospérité économique d'une nation est sa consommation d'acide sulfurique. Vrai dans l'état de paix, ce critérium l'est encore bien davantage, comme nous allons voir dans la guerre moderne. L'acide sulfurique est, si j'ose paraphraser une formule connue, *le sang de l'industrie de guerre*.

Cela est si vrai que naguère, à la Chambre des députés, M. Denys Cochin, alors sous-secrétaire d'État des Affaires étrangères, a pu en déduire une démonstration particulièrement frappante de la préméditation germanique. Voici en deux mots quel a été le raisonnement de l'éminent homme d'État qui est en même temps, comme fut lord Salisbury, un distingué chimiste. L'Allemagne avant la guerre dépensait pour faire son acide sulfurique annuellement de 1 100 000 à 1 200 000 tonnes de pyrites dont 900 000 venaient d'Espagne. Or, dans les deux années qui ont précédé l'année de la guerre, au lieu de 900 000 tonnes, elle en a fait venir un million 200 000 tonnes, c'est-à-dire qu'elle s'est constitué un stock de 600 000 tonnes de pyrites. Et M. Denys Cochin ajoutait : « Que conclure de là ? Pour moi, c'est la preuve incontestable, avec beaucoup d'autres, de la préméditation du crime de nos ennemis. » Cette démonstration chimique de la véracité du fameux : « Je n'ai pas voulu cela ! » renforce en effet singulièrement les preuves diplomatiques qui en ont été apportées récemment.

Lorsque d'ailleurs la guerre, sans respect pour les prévisions du grand état-major de Berlin, se fut allongée plus que ne le voulaient ces prévisions, grâce à la Marne... à la première édition de la Marne, l'une des premières et plus essentielles préoccupations du gouvernement allemand fut la production accentuée de l'acide sulfurique.

Il s'efforça de maintenir et même de renforcer la production annuelle qui était d'environ 1 750 000 tonnes en temps de paix ; pour cela, il eut recours aux pyrites norvégiennes et... pour un temps bref, au soufre italien ; il prit d'autres mesures essentielles, et notamment il en fit réduire énormément l'emploi dans l'industrie des engrais, des superphosphates qui en absorbaient environ 600 000 tonnes par an. La restriction consécutive des engrais fut même telle que le président de la ligue agricole allemande dut écrire à Hindenburg une lettre pour se plaindre et réclamer 500 000 tonnes d'engrais chimiques nécessaires au ventre germanique.

Pourquoi l'acide sulfurique est-il ainsi l'élément essentiel des fabrications de guerre ? C'est que sans lui on n'aurait ni poudres ni explosifs, c'est-à-dire qu'un pays ne peut utiliser ses armes à feu qu'en proportion des quantités de cet acide dont il dispose.

Considérons en effet, tout d'abord, la poudre pyroxylée qui sert à propulser les obus et les balles de nos canons, de nos mitrailleuses, de nos fusils et sans laquelle ces engins ne seraient que des blocs de fer encombrants et inutiles. J'ai expliqué naguère, ici même, que cette poudre est obtenue en traitant par l'acide nitrique ou nitrifiant le coton de façon à obtenir le coton-poudre ou fulmicoton, qui, traité lui-même par un procédé spécial qui le gélatinise et le rend insensible au choc, est découpé finalement en ces lamelles prismatiques qui constituent la poudre sans fumée.

Or, contrairement à ce qu'on pourrait croire *a priori*, l'agent essentiel dans la nitrification du coton, opération principale de la fabrication des poudres, n'est pas l'acide nitrique lui-même, mais bien l'acide sulfurique. Le bain acide dans lequel le coton, préalablement purifié, est trempé est en effet un mélange contenant une partie d'acide nitrique et trois parties d'acide sulfurique concentré. Le rôle indispensable de celui-ci, qui est comme on sait un corps très avide d'eau, est d'absorber au fur et à mesure l'eau que produit la combinaison du coton et de l'acide nitrique et en présence de laquelle la réaction ne se ferait pas. L'acide sulfurique est ainsi l'agent chimique essentiel de la fabrication des poudres.

L'association des acides nitrique et sulfurique dans la nitration de la poudre, comme dans celle, — nous allons le voir, — des principaux autres explosifs, est d'ailleurs devenue si classique qu'on a créé un terme spécial pour le désigner et qu'on appelle bain *sulfonitrique*, le mélange des deux acides. Si ennemi qu'on soit des néologismes, il faut admettre ceux que la science et la technique intro-

duisent dans la langue, car ils sont toujours le signe et la preuve d'un progrès.

Dans la fabrication du coton-poudre on tend de plus en plus à employer, au lieu de l'acide sulfurique ordinaire, un mélange de cet acide et d'anhydride sulfurique, c'est-à-dire, comme son nom l'indique (car toujours un peu de grec atticise la chimie), d'acide dépouillé de toute molécule d'eau. C'est un mélange qu'on fabrique plus difficilement que l'acide ordinaire, mais qui est bien plus efficace, car il donne une nitratisation mieux faite et permet de rendre leur capacité déshydratante à des bains ayant déjà servi et affaiblis. Ce mélange c'est l'« acide sulfurique fumant » de nos jeunes années de collège ou, comme on l'appelle aujourd'hui à cause de son aspect huileux, l'*oléum*. L'*oléum* est devenu un des produits les plus indispensables de la chimie de guerre. Sa grande importance vient de ce que plus l'acide sulfurique est concentré, plus il permet d'économiser l'acide nitrique du mélange, qui est un produit précieux. L'*oléum* qu'on fabrique le plus couramment contient environ 20 pour 100 d'anhydride, de sorte que 100 kilogs de cet *oléum* équivalent, comme déshydratant à 105 kilogs environ d'acide sulfurique proprement dit. Il suffira d'ajouter de l'*oléum* à de vieux bains dilués pour régénérer en partie leur valeur.

Je m'excuse auprès de mes lecteurs de ces détails techniques et de ces chiffres, mais c'est de ces choses qu'est tissée aujourd'hui la trame fluide de nos destinées. Et puis, pour celui qui sait réfléchir et *s'imaginer* les objets, est-il rien de plus éloquent, est-il rien qui contienne plus d'émotion et d'action concentrée qu'un chiffre représentatif?

Si, à côté de la poudre qui est l'explosif propulseur de nos armes à feu, qui est, si j'ose dire, l'arc tendu derrière les obus et les balles, ces flèches modernes, nous considérons maintenant les explosifs brisants que les projectiles emportent dans leur ventre rebondi et qui, au but, assureront leur éclatement meurtrier, nous allons faire des constatations analogues aux précédentes.

Les explosifs brisants qu'emploient les artilleries adverses sont assez variés; cela provient de ce que chacun des belligérants a été amené à utiliser pour leur fabrication des matières premières diverses. Mais, en fait, les Allemands utilisent les mêmes explosifs que nous, tous étudiés dès avant la guerre. Seule leur importance relative diffère d'un pays à l'autre. C'est ainsi que les Allemands emploient à la fois la tolite et l'acide picrique, mais tandis que nous produisons beaucoup plus de celui-ci que de celle-là proportionnel-

lement, chez eux, c'est l'inverse. Ces deux explosifs comme les autres couramment employés le nitrocrésol, le trinitroxylène, la dinitronaphtaline, le nitrate d'ammoniaque, etc., sont tous dérivés plus ou moins directement de la nitratisation des produits organiques provenant de la distillation de la houille. Or, cette nitratisation se fait obligatoirement par les mélanges sulfonitriques et par des procédés analogues à ceux que nous venons de décrire pour la poudre.

La tolite, par exemple, est faite au moyen du toluène qui est un des liquides aromatiques obtenus par la distillation de la houille ou des pétroles. On lui fait subir des nitrations successives qui donnent le trinitrotoluène (c'est le nom de la tolite, nom très clair puisque celle-ci est un toluène triplement nitré). Pour faire 100 kilogs de tolite, il faut environ 250 kilogs d'oléum.

Mais il convient de remarquer qu'en réalité dans la préparation de tous ces explosifs, l'acide sulfurique le plus souvent intervient encore indirectement d'une autre manière, puisqu'il est l'élément essentiel de la préparation classique de l'acide nitrique lui-même. Dans cette préparation en effet, l'acide provient du traitement du nitrate de soude par l'acide sulfurique. Depuis que la crise du tonnage a rendu plus difficile et d'un moindre rendement l'importation des nitrates du Chili nécessaires à cette fabrication, on s'est efforcé chez les Alliés, à l'imitation de ce qu'a fait l'Allemagne sous la pression du blocus, à fabriquer l'acide nitrique directement à partir de l'azote même de l'air. Le procédé le plus employé pour cette synthèse est maintenant le procédé à la cyanamide dont je reparlerai ci-dessous. Mais l'acide nitrique ainsi obtenu par captation directe de l'azote de l'air est trop faible, trop hydraté pour être immédiatement utilisable, et c'est encore, c'est toujours l'acide sulfurique qui doit intervenir pour lui enlever son excès d'eau, et le rendre propre à la fabrication des poudres et explosifs.

L'acide picrique (mélinite) nous conduit aux mêmes conclusions que la tolite. C'est en traitant le phénol par les bains sulfonitriques qu'on obtient ce corps qui, sur l'acte de baptême de la chimie orthodoxe, s'appelle le trinitrophénol. De même que le trinitrotoluène procédait du toluène, 100 kilogs de phénol donnent ainsi 180 kilogs d'acide picrique. Il y a mieux : c'est que l'acide sulfurique est l'agent essentiel de la fabrication du phénol. Car on fabrique aujourd'hui le phénol, par synthèse et en grand, par un procédé connu dès avant la guerre, et qui supplée à notre disette relative de phénol extrait de la houille.

La fabrication du trinitrocrésol, du trinitroxyène, de la dinitro-naphtaline, de presque tous les autres explosifs brisants nous conduirait à des remarques analogues relatives à l'emploi des bains sulfonitriques.

Quelle est la conclusion de cette rapide inspection de l'arsenal des poudres et des explosifs qui sont et qui font toute la guerre actuelle? Cette conclusion, dont la monotonie même de cet examen convergent souligne éloquemment l'importance, je voudrais la donner en paraphrasant un mot de Danton : *Pour vaincre les ennemis de la Patrie que faut-il? De l'acide sulfurique, encore de l'acide sulfurique, toujours de l'acide sulfurique!*

A ces nécessités chimiques qui étaient pour elle des nécessités vitales, comment la France a-t-elle pu dès 1914 faire face pratiquement? C'est ce que je voudrais montrer maintenant, en utilisant à la fois les données qui ont été déjà publiées dans des documents officiels et celles qu'a bien voulu me communiquer la Compagnie de Saint-Gobain, dont le rôle dans cette crise fut prépondérant. Ce me sera une agréable occasion de rendre la justice qu'elle mérite à cette grande industrie française vieille de 250 ans, et où s'est manifesté et se manifeste utilement chaque jour tout ce qu'il y a chez nous de hardiesse créatrice et de largeur de vues.

Je le ferai avec d'autant plus de plaisir que j'estime nécessaire, non seulement pour la prospérité générale du pays, — pour les raisons que je dirai, — mais, d'un point de vue qui m'est un peu plus personnel, pour l'intérêt des recherches scientifiques, le libre et vaste développement des œuvres qui, comme Saint-Gobain, attirent vigoureusement, pour la féconder, et créent de la richesse. Si Rockefeller n'avait pas, aux États-Unis, pu réaliser sa puissante centralisation de l'industrie pétrolière, il n'y aurait pas d'Institut Rockefeller : Carrel n'aurait pas pu faire ses admirables recherches sur la transplantation de la matière vivante, créer sa belle méthode chirurgicale de guerre, faire fleurir toutes ces créations de son cerveau qui n'avaient pas trouvées ici un terrain assez riche pour les y semer; Lœb n'aurait pas réalisé ses étonnantes expériences sur la fécondation, sur l'origine et la nature de la vie, de l'instinct. Si Carnegie n'avait pas fait ce qu'a fait Rockefeller dans un autre domaine du monde économique, il n'y aurait pas d'Institut Carnegie : nous connaîtrions moins la terre, les étoiles, toutes les merveilles émouvantes de l'univers; la physique, le magnétisme terrestre, l'étude du soleil, toute la science serait diminuée de ce qu'elle a pu acquérir grâce à lui,

grâce à son argent, grâce à ses laboratoires. Si, Américain d'Europe, Nobel n'avait pas concentré une grosse industrie d'explosifs, il n'y aurait pas de prix Nobel et la Science aurait perdu des moyens d'action. En souhaitant que notre France, qui le peut, s'américanise à son tour à cet égard, qu'elle permette à ses industries de sortir de leurs cadres étriqués, je songe à tout ce que la richesse concentrée peut et doit faire pour les arts, la science, la pensée, à ce qu'elle fit dans la Rome de Mécène, dans l'Italie de la Renaissance, dans l'Amérique de Roosevelt et de Wilson. Renan a là-dessus écrit ici même jadis des pages qui sont plus vraies que jamais... Et maintenant, revenons à l'acide sulfurique, sang de la machine guerrière.

Lorsque la guerre éclata, on peut estimer que l'industrie française était capable de fournir par ses propres moyens environ 5400 tonnes d'acide sulfurique par mois, dont la plus grande partie produite par la Compagnie de Saint-Gobain. Cette production fut mise immédiatement à la disposition de la défense nationale. Dès la fin 1914, la Compagnie de Saint-Gobain était chargée par le gouvernement, d'accord avec les autres fabricants, de procéder à la répartition entre les poudreries et les usines travaillant pour elles, de ces quantités mensuelles. Mais dès ce moment, le service des poudres, — dont on saura quelque jour la féconde et silencieuse activité dans cette crise, — prévoyait que ces quantités seraient de beaucoup insuffisantes. Qu'était-ce, en effet, que 18 tonnes par jour, alors qu'il fallait prévoir une dépense de munitions continuellement croissante et correspondant à des millions de fusils, à des dizaines de milliers de canons ?

On connaissait l'effort accompli dans ce dessein par l'Allemagne et qui atteint aujourd'hui une production mensuelle supérieure à 100 000 tonnes d'acide sulfurique par mois.

Dès lors, le service des poudres, soucieux de ne pas rester inégal à cet effort ennemi, demandait à Saint-Gobain d'intensifier sa production, de créer de nouvelles usines et surtout de réaliser de nouveaux appareils de concentration permettant de fabriquer en grand l'acide très concentré et l'oléum. Ce n'était pas chose facile à cause des difficultés de main-d'œuvre, de transport, parce que plusieurs usines de la Compagnie étaient en pays envahi, et surtout parce qu'il fallait créer, improviser des modes de fabrication et des appareils nouveaux.

C'est que si Saint-Gobain avait, avant la guerre, la principale production française d'acide sulfurique, cette production était destinée à un tout autre usage que la fabrication des explosifs : à celle des engrais.

On sait que parmi les engrais indispensables à l'agriculture, le plus important est constitué par les superphosphates, dont la France avant la guerre consommait à peu près 1 700 000 tonnes pour son agriculture, dont la majeure partie provenait des usines de Saint-Gobain. Or, ce produit est obtenu par l'action de l'acide sulfurique sur les phosphates de chaux naturels (dont nous avons de grands gisements notamment dans l'Afrique du Nord). C'est ainsi que, à cause de la plus pacifique, de la plus virgilienne des industries, cette Compagnie, étant notre principal fournisseur d'acide sulfurique, s'est trouvée devenir la cheville ouvrière de notre chimie de guerre. Sans l'industrie des superphosphates nous n'aurions pas eu les explosifs dont nous avons besoin, et on frémit en pensant à ce qui serait arrivé. « *Si vis bellum, para pacem* » pourrait-on presque dire en présence de cette adaptation imprévue et belliqueuse de la plus pacifique des industries.

Cette adaptation ne fut d'ailleurs point facile : d'abord parce qu'il fallait à travers toutes les difficultés et les impossibilités matérielles augmenter beaucoup la production, mais surtout parce que, tandis que dans la fabrication des superphosphates on emploie l'acide sulfurique non concentré, tel qu'il sort des chambres de plomb, au contraire la chimie de guerre exigeait de l'acide concentré et de l'oléum. Il fallut créer et multiplier les appareils et les usines de concentration, modifier les procédés de fabrication. On y réussit si bien que, dès juin 1915, l'administration de la guerre pouvait disposer de 12 600 tonnes d'acide sulfurique concentré par mois, dont 10 600 tonnes provenant des usines de la Compagnie de Saint-Gobain. Depuis lors la production n'a pas arrêté sa marche ascendante, si bien que ces usines produisent en gros plus de vingt fois plus d'acide, sous ses différentes formes qu'avant la guerre. Leur capacité de production totale d'acide sulfurique pour la défense nationale ne doit pas à l'heure actuelle être éloignée de 100 à 120 000 tonnes par mois, ce qui fait honorablement figure à côté de la production allemande. L'entrée en ligne des Américains, qui vont naturellement nous fournir en grandes quantités les explosifs tout fabriqués, laisse d'ailleurs penser que, quelle que soit dorénavant la durée possible de la guerre, il ne sera pas nécessaire d'augmenter encore, en ce qui nous concerne, cette production formidable.

Il n'en restera pas moins que cet effort industriel d'improvisation chimique, réalisé par Saint-Gobain à travers des difficultés sans nombre de délai, de main-d'œuvre et de matières premières, et sans

souci des risques courus et des aléas librement consentis, représente une des pages les plus belles de la défense nationale. Sans cet effort d'adaptation créatrice, la France eût sans doute succombé rapidement, car dans cette guerre, l'âme de la nation, si forte fût-elle, n'eût pas suffi, si elle n'avait été soutenue, protégée par le souffle puissant et meurtrier des explosifs.

Pour compléter ce tableau, il me faudrait montrer ce que, à côté de la production primordiale de l'acide sulfurique, on a réalisé depuis la guerre pour procurer au service des poudres du nitrate d'ammoniaque et la cyanamide qui doit fournir l'acide nitrique synthétique et dont une production annuelle de plus de 16 000 tonnes est assurée par la compagnie de Saint-Gobain.

Après la guerre, toutes ces industries qu'elle a fait jaillir du sol français devront y subsister et s'y développer même, et notre pays n'aura qu'un faible effort à faire, appuyé d'un peu d'intelligence administrative, pour devenir un des grands producteurs chimiques de l'univers. — L'acide sulfurique trouvera des débouchés dans presque toutes les industries et dans l'agriculture, qui aura plus que jamais besoin de suppléer, par une culture intensive par engrais, à une main-d'œuvre devenue plus rare; les produits de la famille du goudron de houille dont la production et la synthèse se seront développées par les explosifs, trouveront des débouchés importants dans la fabrication des matières colorantes. Ce sont en effet précisément ces produits qui sont à la base de cette industrie dont il faudra enlever aux Allemands l'outrageant monopole. — L'aniline par exemple, qui est un des éléments fondamentaux de ces matières, dérive directement de la benzine; elle est donc cousine, germaine de sa sœur belliqueuse la mélinite.

Mais pour cela, pour que la France demain puisse, dans la lutte économique, utiliser cette armure industrielle que la guerre chimique lui a forgée et qui, dès maintenant, a transformé en centres d'activité, tout bourdonnants d'usines, tant de coins naguère dépeuplés de ce pays, il faut rejeter définitivement loin de nous cette haine égalitaire du talent et du succès, ces habitudes timorées, ces inerties d'un individualisme prudent qui paralysaient ce pays, s'il ne les extirpe.

Deux conceptions se disputent aujourd'hui, se disputeront demain dans le monde l'empire des hommes et des choses. La première proclame que la lutte, l'antagonisme, la bataille sont les conditions nécessaires du progrès et du bonheur humain. Elle se réclame parfois de la théorie darwinienne de l'évolution; elle a tort, car cette théorie

montre au contraire que la « lutte pour la vie » s'exerce entre animaux d'espèces différentes, mais non en général dans l'intérieur d'une même espèce; d'ailleurs, la lutte pour la vie fût-elle même la règle entre tous les animaux, cela ne prouverait pas que cette règle de fait doit être une règle de conduite; tout ce qui caractérise la civilisation c'est précisément une sorte d'insurrection, de révolte contre l'emprise des nécessités de la nature. Cette *conception belliqueuse* des choses, si j'ose l'appeler ainsi, est celle qui, évangélisée par les Bernhardi, les Treitscke et autres docteurs de la religion pangermaniste, a mis l'Allemagne en bataille contre le monde entier : la lutte pour la vie, la survivance du plus apte, la guerre civilisatrice. Nous verrons d'ailleurs dans un instant que le gouvernement allemand s'est bien gardé de développer chez lui, entre ses sujets, les conséquences de cette conception si fructueuse... du moins il l'espère, contre ses voisins. De cette même manière de voir procède le système collectiviste de Karl Marx, qui se réclame pareillement de la lutte inéluctable, et dont l'égalitarisme puéril pourrait se résumer comme la conception des Bernhardi dans la formule : le bonheur des uns fait le malheur des autres et réciproquement. C'est ainsi que la lutte de classe et le pangermanisme, qu'on s'est souvent étonné de voir, par endroits, marcher de la main dans la main, se trouvent, par un détour imprévu, procéder en réalité du même point de vue. En face de celui-ci il y a ce que j'appellerai la *conception pacifique* des choses, qui estime que les intérêts humains sont solidaires et non antagonistes, que l'union fait la force, que la lutte est mauvaise; je voudrais la résumer ainsi : le bonheur des uns fait le bonheur des autres. C'est dans l'ordre international la conception des grandes nations pacifiques que l'agression criminelle a jetée malgré elles dans la mêlée; c'est dans l'ordre économique celle des partisans de la liberté du travail, de l'exploitation sans limite des ressources naturelles, de la solidarité et de la concentration des moyens humains d'agir sur la nature.

Il est probable d'ailleurs que le meilleur de ces deux systèmes doit avoir quelques défauts dont est dépourvu le plus mauvais, le propre des choses humaines étant l'imperfection et les meilleures solutions étant souvent entre les extrêmes, non pas nécessairement dans le juste milieu entre ceux-ci, mais plutôt à des distances inégales de l'un et de l'autre.

Quoi qu'il en soit, l'expérience « source unique de la vérité, » selon la parole éternelle de Henri Poincaré, est là, toute fraîche éclos, pour nous montrer entre ces deux conceptions qui voudront régenter

demain notre vie économique, la conception belliqueuse et la pacifique, quelle est la meilleure. Nous venons d'avoir, et nous avons en effet dans la Russie bolchevik, le tableau de ce que peut donner la suppression brutale des grands facteurs industriels, l'abolition de hiérarchie, la lutte des classes et l'égalitarisme collectiviste. On a vu que, malgré l'élévation prodigieuse des salaires, ce système aboutit rapidement au néant industriel, à la misère, à la disette de tout. Chose navrante et d'ailleurs prévue, ce système a surtout abouti à l'abaissement de toutes les valeurs intellectuelles : il a suffi là-bas d'avoir ce capital heureusement inaliénable qui s'appelle l'instruction, la science, la valeur technique, pour être réduit à moins que le plus crasseux des illettrés. Tandis que ceux-ci dirigent les mines, les professeurs, les savants, les avocats, les médecins gagnent péniblement leur vie, comme balayeurs, lorsqu'on veut bien les accepter dans cette fonction qu'ils remplissent d'ailleurs fort mal. Évidemment, ce régime est un véritable critérium pour la sincérité des vocations scientifiques et intellectuelles, et seuls se consacreront désormais là-bas à ces choses ceux qui les aimeront jusqu'au sacrifice.

En face, la République américaine nous montre ce que peut donner l'autre système : ses trusts, ses formidables concentrations de production industrielle amenées par le libre jeu de la liberté, non seulement n'ont pas ruiné le peuple, et notamment cette partie du peuple qu'on appelle la « classe ouvrière, » mais ils lui ont procuré une aisance, un confort sans précédents, si bien qu'aujourd'hui c'est la minorité des ouvriers d'usine qui là-bas n'a pas encore sa maison... et même son automobile. La classe ouvrière américaine a si bien conscience de ces avantages et de sa solidarité avec toutes les classes des États-Unis qu'elle n'a pas hésité à prendre, dans la guerre actuelle, l'attitude que chacun connaît, qui l'honore... et qui étonne un peu certains métaphysiciens de la physique sociale, de l'autre côté de l'Atlantique.

Le gouvernement allemand, qui a compris la leçon de ces choses, réserve les luttes de la concurrence vitale, uniquement pour l'exportation, se gardant bien d'affaiblir chez lui les fortes concentrations industrielles.

Pour ce qui concerne notamment les industries chimiques, qui sont notre sujet, non seulement il n'a rien fait pour paralyser les consortiums déjà si puissants avant la guerre, mais il a entrepris, — depuis la troisième année de guerre, — j'emprunte ces renseignements à la *Neue Zürcher Zeitung* et au *Chemical Trade Journal*, — la concen-

tration obligatoire, la mise en syndicats coercitive des sociétés industrielles, l'amalgame et la fusion forcés des groupes concurrents et dispersés. Des mesures multiples sur lesquelles il serait trop long d'insister ici (telle que la proposition de taxer le mouvement d'affaires, ce qui avantagerait, aux dépens des moyennes, les grosses entreprises qui poursuivent elles-mêmes tout l'ordre de production depuis la matière première jusqu'au produit fini) sont envisagées pour imposer à l'organisation économique de l'Allemagne cette américanisation. Et pourtant à côté des grosses industries chimiques allemandes, telles qu'elles existaient dès avant la guerre, les nôtres ne sont que des pygmées. Ce programme de nos ennemis est destiné à assurer l'économie et le meilleur rendement des matières premières et de la main-d'œuvre et à assurer la position future de l'industrie chimique allemande dans l'Univers.

La seule manière pour la France de résister dans le monde à cette puissante machine sera, sinon d'organiser étatique une concentration analogue, — il ne faut pas être trop exigeant, — du moins de ne pas empêcher les initiatives privées de la réaliser librement.

Il ne faut plus qu'on voie chez nous l'ignorance jointe à l'esprit de système enrayer tout ce qui peut nous rendre forts. Récemment, à la tribune de la Chambre, un député qui siège, je crois, à bâbord dans la nef parlementaire, prononça dans une discussion économique les paroles suivantes : « M. Solvay a trouvé une façon de produire de la soude dans des conditions qui ont fait tomber le prix de la production de 4 à 1. A tout prendre, dans la société présente, rien ne s'opposait à ce qu'il abusât davantage encore de l'invention qu'il devait à son talent ! » Ces paroles et l'état d'esprit qu'elles illustrent se passent de tout commentaire.

Il y a en mécanique un théorème dit « de la composition des forces », qui montre que des forces concourantes s'ajoutent, tandis que des forces opposées s'annulent, si elles sont égales. Ce théorème s'applique aussi à l'industrie. Dans la guerre, les forces de l'Univers sont divergentes. Il ne faut pas que la paix prochaine équivaille à une déclaration de guerre entre Français.

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Le lundi 27 mai, à une heure du matin, l'artillerie allemande s'est mise à faire feu de tous ses tonnerres. Elle a écrasé nos lignes d'obus de gros et de moyen calibre, les a inondées de gaz toxiques, a, par une pluie de fer et par un déluge de poison, rendu le terrain inhabitable. Cette espèce de typhon artificiel, ce cataclysme qui, dans le langage de la guerre moderne, s'appelle « une préparation, » a sévi trois heures durant. A quatre heures, l'infanterie s'est ébranlée en masses profondes, divisions sur divisions. Dès le premier choc, et pour le premier bond, on en a compté une trentaine. Le secteur où s'est développée l'attaque s'étendait depuis Vauxaillon, au Nord de Soissons, jusqu'à Brimont, au Nord de Reims. L'Ailette, l'Aisne, la Vesle, ont été successivement et très vite franchies. La Chemin des Dames, que nous avions, au printemps et à l'automne de 1917, enlevé pas à pas, au prix de durs efforts et de sacrifices douloureux, le plateau de Craonne, deux fois au moins consacré dans notre histoire, les hauteurs en arrière, entre l'Aisne et la Vesle, n'ont été pour nous que de faibles et impuissants boulevards. Mais essayons de voir clair dans l'événement, quitte à en simplifier un peu les composantes, et, pour comprendre la bataille, divisons le champ de bataille en trois parties, que nous parcourrons séparément.

Tout d'abord, la partie occidentale, région de Soissons. On sait, et nous venons de rappeler, d'où s'était déclenchée l'attaque de Vauxaillon, le 27, à quatre heures du matin. Ce même jour 27, vers midi, elle avait déjà assez « progressé » pour occuper une ligne Nord-Ouest-Sud-Est, d'Allemant, au Nord de Laffaux, à Chavonne, sur l'Aisne. Le 28, elle avait atteint une seconde ligne à peu près parallèle, mais plus rapprochée de Soissons, de Neuville-sur-Margival à Vregny. Le 29, elle enserrait à l'étrangler la ville dont elle tenait les lisières

Est. Après des combats de rues, marqués par les alternatives ordinaires, flots perdus, repris, reperdus, nous évacuions Soissons où l'ennemi s'installait, cependant qu'à notre tour nous en saisissions les lisières Ouest et nous l'y enfermions. Le 30 mai, le 31, il lui a été impossible d'en déboucher. Soissons qui, dans ses plans, n'était qu'une étape, devenait pour lui une impasse. Sans s'attarder, il en a contourné les faubourgs, s'est glissé au Sud, pour s'écouler par la vallée de la petite rivière la Crise et s'épandre sur la route de Château-Thierry, qu'il a rejointe aux environs de Hartennes. Presque aussitôt, 30 et 31 mai, apparaissent, dans la même direction, les noms de Grand-Rozoy, de Cugny, de Nanteuil-Notre-Dame, puis de Coincy, de Brécy, de Courpoil, du Charmel, enfin de Jaulgonne et de Chartèves, villages près desquels les Allemands touchaient la Marne au sommet de la grande boucle qu'elle dessine entre Château-Thierry et Dormans. Ils y touchaient, mais s'arrêtaient sur la rive droite, des souvenirs cuisants encore au bout de quatre années ne leur permettant pas d'oublier que c'est un fossé difficile. Malheureusement, sur le rebord opposé de ce fossé, trop près pour être hors d'atteinte, court la ligne de chemin de fer Paris-Châlons, artère commune de Paris-Verdun et de Paris-Nancy, qui commande la circulation de tout l'Est.

Au centre, les divisions de von Hutier, surgissant derrière les armées de von Bœhm et de Fritz von Below, à six et par endroits à dix hommes contre un, précédées de leur nappe vénéneuse, avaient réussi à forcer le passage de l'Aisne, entre Vailly et Bermericourt, en un double point, vers l'Ouest à Pont-Arcy, vers l'Est à Berry-au-Bac. L'héroïsme ne peut rien contre le nombre, quand la disproportion est énorme et, comme ce sont les corps qui tombent, devant le débordement brutal de la matière, il arrive un moment où l'âme ne suffit plus. La défense fut submergée par ces vagues qui se prolongeaient et se grossissaient en océan. L'un après l'autre furent dépassés, sur la Vesle et son affluent le Murton, le long de la voie ferrée, de Fismes à Fère-en-Tardenois, Mont Notre-Dame, Bruys, Loupeigne, Fère-en-Tardenois même, lieu toujours illustre, lui aussi, dans l'histoire de nos invasions.

Plus à l'Est, plus près de Reims, l'infiltration, qui partout suivait les vallées, et gagnait de proche en proche, — il faut reprendre cette image, — à la manière dont la mer monte, sur certaines plages, par petites mares communicantes, descendait moins bas. Le flot léchait seulement Vezilly, à la hauteur de Ville-en-Tardenois, et ne couvrait que d'une écume Brouillet, Savigny-sur-Ardre, pour revenir, par

Thillois, battre Reims au Nord-Ouest. Thillois était récupéré le lendemain, et c'était un premier temps d'arrêt, un premier signe de reflux. Bien fugitif encore. Au 1^{er} juin, le nouveau front, tout le monde l'a noté, se creusait en forme de poche, dont le bord était tenu à ses deux extrémités, à gauche par Soissons, et par Reims à droite. Comme fond, la Marne, sur une vingtaine, et peut-être, avec ses sinuosités, une trentaine de kilomètres, des lisières Nord-Est de Château-Thierry aux approches de Dormans. Entre Soissons et Reims, l'entrée du sac était étroite, et le haut commandement allemand, qui s'y était jeté tête basse, le sentait si bien que, d'un coup sec, il s'efforçait de l'élargir, entre l'Aisne et l'Oise, jusqu'à Varennes et Sempigny, non loin de Noyon ; mais nos troupes, résolues à ne point laisser l'ennemi se donner de l'air, faisaient ferme sur les positions de Juvigny à Blérancourt. Le Kronprinz étirait alors ses longs bras et ses longues jambes, de l'autre côté de la rivière, par Chaudun et Vierzy, vers Villers-Cotterets, par Chouy et Neuilly-Saint-Front vers la Ferté-Milon. Maintenu au débouché de Soissons, puis rejeté sur la Crise, il n'aboutissait qu'à gonfler le sac, sans pouvoir le crever. Dans une reprise ultérieure, il finissait par se camper à cheval sur l'Ourcq et sur la voie ferrée qui l'accompagne, précisément à Chouy et à Neuilly-Saint-Front, mais nous opposions à son élan une barre Villers-Helon, Noroy, Priez, Monthiers, Étrépilly. Château-Thierry lui résistait. Il ne gagnait pas un pouce de terrain au Nord de Vierzy, il n'en a gagné qu'un au Sud-Ouest de Soissons. Toutefois, sur la rive gauche de l'Oise, nous avons dû reporter nos positions aux lisières Nord du bois de Carlepont, Sud de Noyon, tandis qu'entre l'Oise et l'Aisne, nous ramenions également notre ligne sur les hauteurs d'Audignicourt à Fontenoy.

Mais c'est tout justement cela, la bataille : un va-et-vient, une chose mouvante et flottante, un perpétuel devenir. Lorsqu'elle se fixe, elle fixe le destin. Tant qu'elle oscille, il se balance, il est, comme disaient les Anciens, sur les genoux des dieux. Il est dans le cœur et sur les bras des hommes. Nous avons foi en la vaillance des nôtres, dans les vertus de la race, dans la qualité même de ce sol privilégié. En regardant s'esquisser la poussée simultanée par l'Oise, par l'Ourcq et par la Marne, aucun Français ne peut sans émotion tourner ses yeux vers l'enceinte sacrée des forêts maternelles, à l'abri desquelles s'est lentement constitué le plus doux pays, le plus beau royaume qui ait vécu sous le ciel ; vers l'île sainte d'eaux claires et de frondaisons fraîches, vers le rempart touffu,

vers la couronne d'une verdure symboliquement renaissante, des forêts de Laigle, de Compiègne, de Villers-Cotterets, et, en deçà, d'Halatte, de Chantilly, d'Ermenonville. Quelque part, à l'ombre de Senlis, éternelle martyre, dans une trouée, au milieu de vallons boisés, a été fondée, il y a des siècles, l'abbaye de la Victoire.

Et, tandis que nos regards pieux s'attachaient là, notre oreille attentive écoutait sonner les heures. La soixante-douzième fut solennelle. Soixante-douze heures, en effet, c'était, dit-on, le délai nécessaire pour que nos réserves pussent commencer à arriver. Il leur fallait cinq jours pour qu'elles pussent faire sentir utilement leur intervention. Or, le quatrième jour, nos premières réserves apparaissaient. Au sixième jour, l'ennemi, contenu sur plusieurs points, n'avancait plus que péniblement et se voyait contraint de chercher par Noyon et Château-Thierry la route qu'il ne trouvait point par Soissons. Assurément, la situation, qui tout de suite s'était révélée grave, demeurait très sérieuse. Il y avait de quoi penser; mais penser dans la bataille, c'est se tendre en avant, réfléchir pour agir; ce n'est pas se lever pour parler, ni s'asseoir pour récriminer et incriminer. On veut qu'il y ait eu des erreurs ou même des fautes, et il se peut qu'il y en ait eu; guerre ou paix, les affaires humaines, les plus grandes affaires moins que les autres, n'en sont jamais exemptes : ceux-là seuls ne se trompent pas qui ne font rien, dit le proverbe; — et encore! On citerait au besoin des gens qui ne font rien, et qui se trompent. Mais à quoi bon imaginer, dans la circonstance, tant d'explications malveillantes, lorsque tout s'explique, simplement et naturellement, en considérant la figure qu'affectait le front, le 27 mai?

D'Ypres à Soissons et à Bermericourt, au-dessus de Reims, c'était un vaste arc de cercle, concave par rapport à nos lignes, les bouts reliés ensemble par une corde allant du Nord-Ouest au Sud-Est. De distance en distance, le long de l'arc, ainsi que des nœuds dans le bois, des villes ou des positions importantes, Arras, Albert, Amiens, Montdidier, Lassigny, Noyon, Soissons, Berry-au-Bac. Nous étions en dehors du côté de l'arc, les Allemands en dedans, du côté de la corde; et, comme toute corde de tout arc, la corde étant plus courte que l'arc, les Allemands se déplaçaient plus vite sur la corde que nous ne nous mouvions sur l'arc. Infériorité accentuée par la disposition de nos voies ferrées qui convergent toutes vers Paris et de la sorte forment un angle, où l'arc s'inscrivait, pendant qu'à l'intérieur les routes et les voies transversales susceptibles d'abrégier

le trajet étaient au pouvoir de l'ennemi, sans compter le réseau militaire abondant qu'il avait construit. Le mot de l'énigme est probablement dans cet axiome de géométrie élémentaire, que la ligne droite est le plus court chemin d'un point à un autre. Ypres, à un bout, Reims, à l'autre bout, étaient plus près du centre, Albert-Amiens-Montdidier, pour les Allemands que pour nous. L'erreur, s'il faut absolument qu'une erreur ait été commise, serait venue d'un excès de logique et d'un abus de psychologie. Parce que les réserves allemandes, notamment les fameuses divisions de von Hutier, étaient massées en face d'Amiens, du moins après l'offensive de mars, on aurait été porté à en induire que la troisième ruée germanique du printemps de 1918 aurait encore Amiens pour objectif. On aurait trop vu Amiens même, pas assez le milieu de la corde, d'où les réserves allemandes pouvaient, à vitesse égale, être jetées indifféremment au Nord et au Sud, autant qu'à l'Ouest. On n'aurait aperçu la pointe que d'une des flèches sur trois. Soit. L'erreur par abus de psychologie aurait été, en somme, de trop spéculer sur la manie allemande de la répétition, ce qui était bien connaître l'ennemi, mais faire d'un principe vrai une application fausse; et l'erreur, par excès de logique, de prêter à l'esprit allemand plus d'enchaînement et de conséquence qu'il n'en met dans ses opérations, ce qui était faire d'une idée fausse une application arbitraire, en le faisant raisonner comme, à sa place, eût raisonné l'esprit français. L'attaque sur Amiens étant celle qui, en cas de succès, devait donner aux Allemands les plus grands résultats, celle aussi qu'ils avaient précédemment tentée, nous en aurions conclu que, logiquement et psychologiquement, c'était toujours celle où ils persisteraient et ils s'obstineraient. Nous en aurions même oublié qu'en mars et avril, cette attaque n'avait été qu'au deuxième rang dans leurs desseins, qu'ils ne s'y étaient ralliés que subsidiairement, après l'échec d'une marche foudroyante sur Paris par la vallée de l'Oise, et qu'ils l'avaient elle-même, la sentant enrayée, quittée pour une troisième entreprise, leur offensive des Flandres. Sous l'empire de cette illusion, de cette quasi-hallucination, nous les aurions attendus vers Amiens. Mais eux, dans un secret impénétrable, renversaient leur jeu, se retournaient, se rabattaient sur Soissons et sur Reims.

Nous aurions donc été surpris. L'Empereur l'a télégraphié à l'Impératrice : « Les Anglais et les Français ont été complètement surpris. » Nous l'avons dit, pour notre part, peut-être avec quelque insistance. Nous avons accusé la nuit, le brouillard, le silence; et

nous avons presque fait comme si, ayant à nous excuser, nous nous excusions sur eux. Mais de quelle « surprise » parle-t-on ? Il ne pouvait y avoir de surprise au sens le plus général ; nous ne pouvions pas être surpris par la reprise de l'offensive allemande ; nous savions que l'Allemagne ne pouvait pas se dispenser de la reprendre. Encore une fois, elle était maîtresse de ne pas la commencer, ou elle paraissait l'être, après ses victoires plus diplomatiques que militaires, ses victoires honteuses de Russie ; mais, l'ayant commencée, elle n'était plus maîtresse de l'interrompre. La nécessité, inflexible comme la mort, à chaque halte, à chaque suspension, lui crie : « Marche ! » Il ne fallait pas commencer, ou il faut finir. Tout démontre qu'il n'y a pas eu, qu'il ne pouvait pas y avoir de surprise, — comment dire ? — disons de surprise « politique. » Les fatalités politiques et économiques s'accordaient pour interdire à l'Allemagne, sinon de souffler et de s'éponger, certainement de s'arrêter. Reste la surprise stratégique. C'est entendu : l'Allemagne devait reprendre l'offensive, elle ne pouvait pas ne pas la reprendre, mais où ? Changement de décor, rideau baissé. Personne n'a rien vu, rien entendu, rien soupçonné. Au lieu de l'Avre et de la Somme, l'Ailette et l'Aisne. Nous étions obligés de faire allusion à cette ignorance, puisqu'on l'a alléguée, mais nous préférons ne pas y croire ; et nous en avons de bonnes raisons. Notre haut commandement ne surveillait-il pas tout le front, et plus particulièrement le secteur de Champagné ? Mais il y a les possibilités. Les effectifs ont leur limite, les voies et les moyens de transport ont les leurs. Inutile de compliquer : c'est simple et péremptoire comme l'arithmétique et comme la géométrie. La défection bolcheviste a doublé les disponibilités germaniques ; les nôtres ne s'accroissent que lentement par l'apport des États-Unis ; la ligne droite est toujours le plus court chemin, et toujours la corde est plus courte que l'arc. Pourquoi n'invoquer jamais que l'erreur ou la faute ? C'est être bien sûr de soi que de douter ainsi des autres. Ce qu'on appelle erreur et faute, il nous plaît de l'appeler prudence et manœuvre. L'État-major a tout de même plus d'éléments d'information et de décision ; reconnaissons aussi qu'il a plus de préparation, plus d'éducation, et plus d'adaptation aux choses de son métier que le premier venu. Que le général Foch se couvre, comme d'un bouclier de diamant, de la confiance universelle. Il ne demande rien que du temps. « En mars, a-t-il rappelé tranquillement, il a fallu huit ou dix jours pour rétablir la situation. » A tous égards, il convenait de lui faire ce crédit, car c'était déjà quelque chose que de s'être mis, après

une telle secousse, en position de pouvoir attendre le dixième jour.

Pour occuper les jours qu'il nous faudrait attendre encore, passé le dixième, interrogeons-nous, méditons. Quel est l'objectif de l'ennemi? Paris? Oui, sans doute, comme objectif immédiat, mais plutôt comme moyen que comme fin. La fin, pour l'Allemagne lassée, et qui a battu le plein de ses forces, qui les voit déjà décliner, qui sait que celles de l'Entente vont se renouveler et grandir, ne peut être que la fin de la guerre par la victoire. Mais la victoire allemande suppose l'écrasement irréparable des armées franco-britanniques avant l'entrée en ligne réelle de l'armée américaine. Ni cet objectif immédiat, ni ce suprême objectif, l'Allemagne n'atteindra ni l'un ni l'autre. Mais faisons une seconde seulement une hypothèse à la fois absurde et impie. Supposons l'objectif immédiat atteint. La guerre n'en serait point terminée. Si pourtant eux, les Allemands, admettent cette hypothèse absurde, s'ils se flattent de voir leur rêve réalisé, et le fût-il par impossible, qu'est-ce que cela leur donnerait? Sans rien rabattre de tout ce qu'est Paris pour la France, moralement et matériellement, à cause de notre histoire, de nos traditions, de nos lois, de nos mœurs, de la géographie même, Paris, avec tout ce qu'il est, néanmoins n'est pas toute la France. Mais il y a plus, et la France elle-même n'est pas toute l'Entente. Les événements au milieu desquels nous menons depuis quatre années une vie entrecoupée et anxieuse dépassent tellement la mesure ordinaire des choses que nous connaissions, que nous concevions et que nous faisons, ils ont si peu de commune mesure avec les incidents de notre vie antérieure, qu'il nous est difficile de mettre à leur échelle nos jugements et nos sentiments, nos jugements plus encore que nos sentiments. Cette guerre n'est pas, comme nos guerres précédentes, une guerre française. Ce n'est pas une guerre de la France contre l'Allemagne, c'est une guerre universelle, la première qui ait ce caractère et qu'on ne puisse pas, pour chaque nation, réduire à des mobiles égoïstes, sans la rapetisser. Elle se poursuit surtout en territoire français, mais ce n'est pas la France seule qui se bat pour sa terre. L'Empire britannique verse sans cesse dans nos ports de la Manche, et les États-Unis versent de plus en plus dans nos ports de l'Atlantique, leurs contingents, leurs armes, leurs produits, leurs ressources. Ils viennent sur la terre française rencontrer l'ennemi et livrer la bataille de l'humanité. Tant que l'humanité n'aura pas gagné sa bataille, ou tant que toute l'humanité ne l'aura pas tout à fait perdue, il n'y aura pas de paix. Il ne s'agit pas uniquement ni même princi-

palement ici d'une question à régler entre la France et l'Allemagne, ou entre l'Angleterre et l'Allemagne, ou entre les États-Unis et l'Allemagne. Entre la France et l'Allemagne, il y a la question de l'Alsace-Lorraine, mais, entre l'Allemagne et l'humanité, il y a la question de la liberté du monde. La victoire de l'Allemagne serait la défaite de l'humanité; mais l'humanité ne saurait accepter sa défaite, et l'on n'est pas vainqueur de l'univers, s'il reste dans l'univers quelqu'un qui ne consente pas à être vaincu.

L'Allemagne s'apprêterait-elle à entendre cette vérité, qui lui sera dure? Tout n'est peut-être pas comédie dans le conflit d'opinions qui oppose, en Allemagne même, les partisans d'une « paix de conciliation » et les partisans d'une paix de puissance, ou de pure violence, ceux d'une paix modérée et ceux d'une paix forte, les Erzberger, les Dernburg, les Scheidemann, et, comme il est naturel, les Hindenburg, les Tirpitz, les Reventlow. Ce n'est pas dans l'instant où il attaque avec une fureur impatiente que l'État-major impérial et les pangermanistes dont il est l'orgueil iraient, dans le fond ou dans la forme, tempérer leurs prétentions : « Je tiens pour une de mes tâches les plus importantes, affirme Hindenburg en personne, à l'Association des Allemands des Marches de l'Est, de faire en sorte que la frontière orientale de l'Allemagne soit désormais mise à l'abri des entreprises qui l'ont menacée pendant cette guerre. » Et il n'a pas deux solutions, une pour l'Orient, l'autre pour l'Occident. Sa politique n'est pas raffinée; elle consiste à prendre des deux mains et de tous les côtés : c'est la paix de la botte et du sabre, de la caserne et de la caverne. L'autre, la paix dite modérée, serait la paix de la conférence et du comptoir; elle consisterait à recevoir de tous les côtés et des deux mains. Ne nous y trompons pas; à peine serait-elle moins prussienne, ou seulement moins vieille Prusse, elle ne serait pas moins allemande que la paix forte. Elle ne s'en distingue que par une conception différente de la grandeur allemande, de l'intérêt allemand, du rôle et de l'avenir de l'Allemagne. A conception différente, jeu différent, mais le jeu seul; l'enjeu est le même : l'Allemagne au-dessus de tout. La paix forte ne voit que les succès de la guerre et se propose de les exploiter à outrance, la paix modérée prévoit les périls de l'après-guerre et vise à les écarter. L'une, pour se dire paix de puissance, s'accommoderait de tous les risques de la haine; l'autre ne se dit paix de conciliation que pour effacer le mépris et tâcher de procurer la réconciliation. L'une est aussi dangereuse que l'autre; ou si l'une l'est plus que l'autre, la plus dangereuse, c'est la moins odieuse,

plus insidieuse précisément de ce qu'elle serait moins odieuse.

Ainsi l'Allemagne aurait fait tout ce qu'elle a fait depuis le mois de juillet 1914; elle se serait moquée de toutes les lois divines et humaines, de toutes les lois de la paix et de la guerre: la parole donnée et écrite, les serments, les traités, le droit, la justice, la pitié, elle aurait tout renié, tout bafoué; elle aurait trainé sur la claie, condamné aux pires misères grandes et petites nations, belligérants et neutres, crucifié, humilié, effroyablement torturé tout homme et toute femme de ce temps jusqu'au confins les plus reculés du globe; elle aurait par sa barbarie déshonoré la science même, chargé le génie d'horreur, ravalé la civilisation aux plus basses œuvres de la brute: et l'humanité n'aurait qu'à présenter à un baiser qui serait un dernier stigmat sa face sanglante et souillée! Il ne faut pas dire: des vaincus, mais des esclaves même ne s'y résigneraient pas; ni les vivants ni les morts ne s'y résigneraient. L'humanité ne peut avoir de paix avec l'Allemagne que celle qu'elle lui dictera, quand elle pourra la lui dicter, qu'elle le puisse quand elle pourra. Sinon, l'Allemagne lui aura dit: « La paix! » et elle n'aura pas la paix.

Elle ne l'a plus eue, du jour où il y a eu une Allemagne organisée selon les préceptes cyniques et perfides de l'État prussien. L'esprit de rapine et de corruption de tous les Frédéric et de tous les Guillaumes, le machiavélisme, si grossier qu'il en est une injure au machiavélisme même, de l'Antimachiavel couronné, cheminant par le marchand et par l'espion, l'a envahie et rongée comme une lèpre. Ce n'est pas seulement la force allemande qui travaille, mais l'intrigue allemande. La ruse et l'astuce, servantes et patronnes, institutrices et introductrices de la force. Ce n'est pas seulement sur le champ de bataille que l'Allemagne fait la guerre, et elle ne la fait pas seulement à ses ennemis déclarés. Ennemis les premiers, naturellement, mais neutres aussi, et amis eux-mêmes, il n'est pas une vie de nation qui lui échappe. Elle s'insinue et s'incruste dans le sang et dans la chair des peuples, guettant toute occasion, toute chance de les affaiblir, de les dissocier, de s'accroître de leur substance. Sa main est en tout lieu où il se fait du mal, où il se prépare une trahison. Le gouvernement britannique la montre pour la seconde fois dans les affaires d'Irlande. L'échec de l'insurrection de 1916 ne l'a pas découragée; elle a recueilli ou suscité de nouveaux Roger Casement, et elle les emploie aux mêmes besognes, suivant le même scénario: débarquement d'émissaires et d'armes, apparition de sous-marins, diversions aérienne et navale. Là-dessus, la rébellion éclaterait, pendant que

les troupes et la police anglaises seraient occupées et retenues ailleurs. De l'argent impur circulerait autour de tout cela, venu de très loin, par des voies détournées, infectant de son contact sordide la plus noble passion des hommes, le patriotisme. La plupart des gazettes inspirées à la Wilhelmstrasse se récrient, et traitent ces récits de fables ridicules. Mais quelques-unes, tout en repoussant le grief, avouent indirectement, comme la *Post* de Berlin qui écrit : « L'Irlande libre, c'est une Irlande indépendante, forte, amie de l'Allemagne, aux portes de l'Angleterre; ce n'est ni plus ni moins que la domination de l'Angleterre brisée, la liberté des mers conquise. Les événements d'Irlande appellent la plus grande attention de l'Allemagne pour des motifs militaires et politiques... Déjà la résistance passive des Irlandais retient trois quarts de million d'hommes loin de notre front. Plus de 500 000 hommes des meilleures troupes irlandaises s'abstiennent de participer au service armé pour l'Angleterre; en outre, 200 000 hommes de troupes anglaises ont été nécessaires jusqu'à ce jour pour surveiller l'Irlande insubordonnée. » La même feuille, dans le même numéro, signale, en s'en réjouissant, « les difficultés de l'Angleterre dans l'Afrique du Sud, » et « le vaste mouvement républicain qui, sous la direction du chef de l'opposition parlementaire, le général Hertzog, s'est dessiné dans tout le pays. »

Voyez ce que l'Allemagne a fait de la Russie par l'intermédiaire des bolcheviks, ses instruments. Un chaos où le Créateur lui-même ne reconnaîtrait plus sa création. Plus de nation, plus d'État, plus de frontières ni d'institutions; plus d'autorité, ni de liberté, ni de propriété, ni de sûreté, ni de lois, ni de biens, ni de patrie, ni de foyer. Dans cet affreux mélange, l'Empire allemand puise à poignées, attirant à lui morceau sur morceau. L'Esthonie et la Livonie seraient admises dans la Confédération germanique, probablement comme provinces prussiennes. La Lithuanie serait à tout le moins protégée, peut-être confiée à un prince saxon. La Finlande, au moyen d'arrangements militaires et économiques, tombe dans l'orbite de l'Empire, auquel elle fait « le pont » si ardemment désiré vers le Nord, à ce prix et dans ce dessein prolongé jusqu'à la Côte mourmane. Il se découvre en Pologne plus d'affinités allemandes que d'aspirations autrichiennes. En Oukraine, l'hetman Skoropadski, quelle que soit l'antiquité de sa famille, doit se douter qu'il n'est pas soutenu pour lui-même. Du Caucase, vers la Perse, vers le Turkestan, vers l'Afghanistan, vers les Indes, l'Allemagne pousse ses complices touraniens. De Sibérie, elle pointe le doigt vers la Chine et vers le

Japon ; il est temps que l'Extrême-Orient s'unisse et agisse, s'il veut prévenir la menace : « Le Japon croit-il, demande la *Gazette de Voss*, que l'Allemagne ait la mémoire plus courte que lui ? Il se trompe... Nous n'oublierons pas, et le Japon pourra s'en apercevoir un jour à ses dépens, que la politique allemande peut décider de l'existence ou de la non-existence de l'empire mondial japonais. » Malheur à lui, rugit le scribe, s'il ne sait pas ce dont est capable « le Grand empire d'Allemagne ! »

Ce dont il est capable, nous le savons, les cinq parties du monde le savent. L'Amérique l'a appris, comme l'Europe et l'Asie. Il ne se passe pas de semaine où, dans quelque ville des États-Unis, on ne saisisse des échantillons de son ouvrage. Il est dans les tracasseries agaçantes du président Carranza, dans la rupture diplomatique du Mexique avec Cuba, coup au jarret de la Confédération américaine. Il oblige, l'une après l'autre, les républiques de l'Amérique centrale à lui déclarer la guerre. On sent ses menées dans l'Amérique du Sud. D'être plus près de lui, on n'en est pas mieux ; c'est le plus près qu'on est le plus mal. La Hollande, la Suisse connaissent ce qu'ose la tyrannie allemande. La Suède, la Norvège, le Danemark suffoquent dans le carcan. L'Espagne subit tout ensemble ses insolences et ses caresses. Il torpille ses navires, l'encombre et l'embarrasse de ses sous-marins, qui prennent ses rivages pour points d'appui et ses ports pour refuge, s'acharne à la brouiller avec nous, en l'empêchant de nous vendre ses denrées, et avec l'Angleterre, en lui enseignant, par la bouche d'un de ses généraux les plus illustres, l'art et la manière de surprendre Gibraltar. La puissance spirituelle, comme les autres, a fait l'épreuve de sa déloyauté. Le cardinal Hartmann, obéissant aux devoirs de sa charge, aux vœux de son troupeau, et sans doute aux suggestions du gouvernement impérial, avait obtenu de la Grande-Bretagne, par l'intervention du Souverain Pontife, qu'il n'y eût pas de raid d'avions sur Cologne, le jeudi de la Fête-Dieu. Ce même jeudi, à la même heure, le « super-canon » bombardait Paris ; un de ses obus tombait sur une église ; et ses détonations ponctuaient les cantiques de la première Communion. Nous ne regrettons rien, nous ne nous plaignons pas. Nous disons seulement de toute notre âme : ou il y a, au ciel ou sur la terre, un tribunal incorruptible où se fait la somme de pareils crimes, et cela se paiera, ou il n'y a point de justice. Mais il y en a une, elle s'annonce, et, dans la certitude qu'elle frappera, à quoi nous l'aiderons, nous regardons, avec une fierté attendrie, monter en ascension droite la cote morale de la France...

Telles étaient les pensées qui nous agitaient, tandis que nous trainions de communiqué en communiqué le poids de ces heures longues et lourdes que nous avons fiévreusement comptées jusqu'à la soixante-douzième, puis jusqu'au cinquième et jusqu'au huitième jour, où l'oppression a diminué. Même à présent qu'elles se sont écoulées, nous n'avons pu en étouffer en nous la réviviscence brûlante. D'avoir essayé de rendre l'amertume de tant de matins et de soirs tourmentés a fait perdre à plus d'une de nos pages le ton habituel de la chronique politique. Mais ce n'étaient pas non plus des heures de chronique. On eût dit que le monde, inquiet d'une même inquiétude, retenait sa respiration. Peut-être ne s'est-il rien passé en dehors de la bataille. Peut-être étions-nous si absorbés par elle qu'il nous a semblé qu'en dehors d'elle il ne se passait rien. Et comment n'emplirait-elle pas l'histoire de toute une quinzaine, alors qu'elle va, pour des siècles, décider de toute l'histoire?

« Seul le silence est grand. » Le silence seul est fort. La Chambre des députés s'en est montrée si heureusement persuadée qu'elle a fermé la bouche aux quelques énergiques qui n'auraient pas craint de troubler le recueillement salutaire. M. Clemenceau a dit en un discours, haché d'interruptions plus que déplacées, mais toutes parties d'un petit coin de la salle, tout ce qu'il pouvait et tout ce qu'on devait dire. La très grande majorité de l'assemblée, en l'applaudissant, a acclamé, dans un même cri de reconnaissante admiration, nos soldats et leurs chefs. Le pays lui en saura gré. Que nul ne s'y trompe : il jugerait sévèrement, il exécuterait sans merci ceux qui, par fanatisme ou par fatigue, par aveuglement de parti, délire d'intelligence ou défaillance du cœur, s'appliqueraient à détremper et à dissoudre les énergies de l'union et de la fusion desquelles, soit aux armées, soit à l'arrière, dépend sa vie ou sa mort.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant :

RENÉ DOUMIC.

SIXIÈME PÉRIODE. — LXXXVIII^e ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

QUARANTE-CINQUIÈME VOLUME

MAI — JUIN

Livraison du 1^{er} Mai.

	Pages.
FRANÇAIS ET ANGLAIS, par M. RENÉ BAZIN, de l'Académie française	5
SANGUIS MARTYRUM, fin, par M. LOUIS BERTRAND	23
LA PROTESTATION DE L'ALSACE-LORRAINE EN 1874. — I, par M. GAILLY DE TAURINES.	77
L'ART FLAMAND ET LA FRANCE, par M. LOUIS GILLET.	101
CÉSAR BORGIA A URBINO. — III. LA RESTAURATION, par M. ROBERT DE LA SIZERANNE	134
SOIXANTE ANNÉES DU RÉGNE DES ROMANOFF : ALEXANDRE II, par M. ERNEST DAUDET.	153
LES BATAILLES DE LA SOMME (14 JUILLET-15 OCTOBRE 1916), par M. HENRY BIDOU.	183
REVUE LITTÉRAIRE. — CHATEAUBRIAND ET LES SAUVAGES, par M. ANDRÉ BEAUNIER.	217
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE, par M. CHARLES BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques.	229

Livraison du 15 Mai.

LES PORTRAITS ENCHANTÉS, par M. HENRI LAVEDAN, de l'Académie française. . . .	244
FRANÇOIS BULOZ ET SES AMIS. — III. ALFRED DE MUSSET, par M ^{me} MARIE-LOUISE PAILLERON	279
LA PROTESTATION DE L'ALSACE-LORRAINE EN 1874. — II, par M. GAILLY DE TAURINES.	302
LA FOIRE DE RABAT. — III. IMAGES ANCIENNES ET MODERNES, par MM. JÉRÔME ET JEAN THARAUD.	330
PIERRE DUHEM, par M. LOUIS DE LAUNAY, de l'Académie des Sciences	363
ZEEBRUGGE ET OSTENDE, par M. le Contre-Amiral DEGOUY	397

	Pages.
UN POÈTE SERBE : MILOUTINE BOÏTCH, par JEAN DORNIS	409
LES BATAILLES DE LA SOMME. — III. L'OFFENSIVE ALLEMANDE DE 1918, par M. HENRY BIDOU.	417
REVUE SCIENTIFIQUE. — A PROPOS DU « KANON », par M. CHARLES NORDMANN.	446
REVUE MUSICALE. — C. DEBUSSY. — CASTOR ET POLLUX, à l'Opéra, par M. CAMILLE BELLAIGUE.	458
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE, par M. CHARLES BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques.	470

Livraison du 1^{er} Juin.

LE PAVILLON FERMÉ, par M. HENRI DE RÉGNIER, de l'Académie française.	481
L'UNITÉ BELGE ET L'ALLEMAGNE, par M. GEORGES GOYAU.	508
LE NOUVEAU JAPON. — IV. DE TOKYO A SEOUL, par M. ANDRÉ BELLESSORT.	545
LE THÉÂTRE DE M. FRANÇOIS DE CUREL, par M. GAILLARD DE CHAMPRIS.	583
CE QUE LA GUERRE ENSEIGNE AUX PEINTRES. — A PROPOS DU « SALON » DE 1918, par M. ROBERT DE LA SIZERANNE.	610
LES TCHÈQUES CONTRE L'ALLEMAGNE, par M. RENÉ PICHON.	635
DANS LES FLANDRES. — NOTES D'UN COMBATTANT (1914-1915), par M. JEAN LARTIGUE.	653
LES IMPÔTS SUR LE CAPITAL, par M. RAPHAËL-GEORGES LÉVY, de l'Académie des Sciences morales et politiques.	674
REVUE LITTÉRAIRE. — L'AUTEUR DE LA PREMIÈRE « NÉMÉSIS », par M. ANDRÉ BEAUNIER.	692
REVUE DRAMATIQUE. — TURCARET, à la Comédie-Française, par M. RENÉ DOUMIC, de l'Académie française.	704
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE, par M. CHARLES BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques.	709

Livraison du 15 Juin.

COURT INTÉRIEUR DE CHARME AU MILIEU DE L'HORREUR, par PIERRE LOTI, de l'Académie française.	721
UN SOLDAT DE VERDUN : RAYMOND JUBERT, par M. PAUL BOURGET, de l'Académie française.	729
VERDUN (MARS-MAI 1916). — I, par RAYMOND JUBERT.	741
L'ALERTE, par M. MAURICE DONNAY, de l'Académie française.	777
FRANÇOIS BULOZ ET SES AMIS. — GEORGE SAND. — I, par M ^{me} MARIE-LOUISE PAILLERON.	802
SARREBRÜCK ET LA DIPLOMATIE PRUSSienne EN 1815, par M. ERNEST BABELON, de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.	841
LES MAROCAINES CHEZ ELLES, par M ^{me} EDITH WHARTON.	864
LE « DIX-NEUVIÈME SIÈCLE » DE FERDINAND BRUNETIÈRE, par M. VICTOR GIRAUD.	883
LES INTRIGUES ALLEMANDES AUX ÉTATS-UNIS, par M. GEORGES LECHARTIER.	895
REVUE SCIENTIFIQUE. — LA CHIMIE ET LA GUERRE, par M. CHARLES NORDMANN.	935
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE, par M. CHARLES BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques.	947

